COLLECTION DE MÉMOIRES, ÉTUDES ET DOCUMENTS
POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA GUERRE

MAXIME MOURIN

LES COMPLOTS CONTRE HITLER
(1938-1945)



PAYOT, PARIS

MAX[illegible]E MO[illegible]N

Les complots contre Hitler

360 fr

PAYO[illegible] PARI[illegible]

194[illegible]

IMPRIMERIE [illegible], 11, RUE DE SÈVRES, PARIS 76137 - 4-46

12 au 18 janvier 1951



DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

MAXIME MOURIN : HISTOIRE DES GRANDES PUISSANCES. France, Allemagne, Angleterre, U.R.S.S., Etats-Unis, Chine, Japon. Du traité de Versailles aux traités de Paris. 1919-1947. Un vol. in-8 de 568 pages de la *Bibliothèque Historique*. 630 fr.

« Nous vivons une nouvelle période d'après-guerre qui se distingue notablement des années qui suivirent 1918, mais qui s'en rapproche aussi par des similitudes frappantes. La connaissance de l'histoire des trente dernières années prend par là pour nos contemporains une singulière importance, tant sur le plan individuel que sur le plan collectif. On ne saurait donc trop recommander à tout homme cultivé de garder sous la main ce livre plein de faits innombrables, le premier qui traite toute la période de 1919-1947 et ne se borne pas à un simple exposé de faits généraux ou à une aride chronologie. C'est un ouvrage qui a sa place, non seulement au rayon des « usuels » des bibliothèques, mais sur la table de travail de tous ceux qui veulent gagner du temps dans la recherche d'un renseignement précis à propos d'une période dont la complexité nous paraît souvent inextricable. La lecture de l'ouvrage ne présente cependant aucune austérité, car une autre de ses originalités est d'être divisé en chapitres relatifs chacun à l'un des grands pays du monde, ce qui a permis à l'auteur de concilier les nécessités de la chronologie et celles de l'enchaînement des faits. Le lecteur peut suivre ainsi avec un intérêt constant le film, presque toujours dramatique, de l'évolution des principales puissances de 1919 à 1947, et en tirer ensuite lui-même les conclusions de son choix. »

COLLECTION DE MÉMOIRES, ÉTUDES ET DOCUMENTS
POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA GUERRE

MAXIME MOURIN

LES COMPLOTS CONTRE HITLER

(1938-1945)



PAYOT, PARIS
106, BOULEVARD ST-GERMAIN

1948

TABLE DES MATIERES

BIBLIOGRAPHIE

Comme c'est toujours le cas à propos de questions se rapportant à des événements encore tout proches, la bibliographie de l'histoire des complots contre Hitler comporte un grand nombre d'articles de journaux, de revues et de périodiques divers, et un nombre restreint d'ouvrages parus en librairie. Il serait trop long d'établir ici une liste de ces articles, la plupart d'entre eux ayant paru dans des publications étrangères, beaucoup ne se rapportant que partiellement au sujet traité ou ne présentant qu'une insuffisante objectivité. Certains livres parus en 1939 ou pendant les hostilités n'apportent eux-mêmes sur l'histoire de ces faits clandestins que des vues contestables. Nous préférons donc nous borner à ne citer ici que les ouvrages parus depuis la fin de la guerre et qui traitent essentiellement ou partiellement de l'histoire des complots, bien qu'ils ne constituent qu'un fragment de l'abondante documentation utilisée pour l'élaboration de cet ouvrage. Toutefois, un certain nombre d'indications bibliographiques relatives à des questions déterminées seront données sous la forme de notes.

Ulrich von Hassell : *Vom andern Deutschland.*
F. von Schlabrendorff : *Offiziere gegen Hitler.*
H. B. Gisevius : *Bis zum bittern Ende* (2 vol.).
Rudolf Pechel : *Deutscher Widerstand.*
Franz Reuter : *Der 20 Juli und seine Vorgeschichte.*
Emil Henk : *Die Tragödie des 20 Juli.*
Johann Dietrich von Hassell : *Verräter oder Patrioten ?*
M. Neuhäusler : *Kreuz und Hakenkreuz.*
Karl Jaspers : *Die Schuld Frage.*
Walter Berendsohn : *Die humanistische Front.*
A. W. Dulles : *Germany's Underground.*
Comte Bernadotte : *La fin* (traduction).
Trevor-Roper : *Les derniers jours de Hitler* (traduction).
R. W. Cooper : *The Nuremberg trial.*
Peter de Mendelssohn : *The Nuremberg documents.*

AVANT-PROPOS

Depuis 1944 et surtout depuis la capitulation de l'Allemagne, il a été souvent question de l'attentat qui, le 20 juillet 1944, a failli coûter la vie à Hitler et dont l'échec a vraisemblablement prolongé la guerre de plusieurs mois. On avait cru d'abord qu'il s'agissait d'une action militaire motivée par la soudaine aggravation de la situation du Reich après la réussite du débarquement des Alliés sur les côtes normandes. Puis on apprit peu à peu que cet attentat était en fait l'aboutissement de toute une série de complots ourdis depuis plusieurs années, que leurs auteurs n'avaient pas pu ou pas su mener jusqu'à leur terme et que le caractère très clandestin de leur préparation avait jusque là cachés au public. Cet aspect de l'histoire secrète du IIIe Reich a retenu l'attention d'un bon nombre de nos contemporains, beaucoup plus d'ailleurs à l'étranger qu'en France, et de très nombreux écrits y ont été consacrés. Cet ouvrage se propose d'en faire le bilan à l'usage de ceux de nos compatriotes qui s'intéressent aux affaires d'Allemagne et à l'histoire de notre temps. Ces écrits sont déjà trop nombreux, d'importance et de valeur trop inégales pour qu'on en fît une bibliographie complète. Quelques-uns sont des livres ou de grosses brochures (1), la plupart sont des articles parus dans des journaux, des revues, des publications des services des armées d'occupation, quelques autres sont des documents directs comme des tracts, des brochures clandestines, des journaux d'émigrés, etc... La matière de ces écrits très divers est faite de récits ou d'exposés faits par des survivants des groupes de conspirateurs ou par des témoins étrangers aux complots, de notes, journaux personnels ou lettres publiés par des parents ou amis des victimes ou par les témoins eux-mêmes, de dépositions faites devant des tribunaux allemands ou alliés et particulièrement devant le tribunal de Nuremberg, de comptes rendus d'enquêtes civiles ou militaires, de résumés de conférences d'état-major, de discours, de sermons prononcés pendant ou depuis la guerre, de souvenirs de diplomates et de journalistes accrédités en Allemagne, etc...

Tous ces documents ne doivent être utilisés qu'avec la plus grande circonspection. Ce sont des témoignages humains, avec tout ce que ce terme comporte d'imperfections, de contradic-

(1) Les plus importants sont cités en tête de l'ouvrage.

tions, de déformations émotives, de défaillances de mémoire, de réticences, d'arrière-pensées, des témoignages d'hommes qui pour la plupart furent pourchassés, emprisonnés, que l'échec de leurs entreprises et la défaite de leur pays ont rempli d'amertume. Il faut se souvenir que ces témoignages se rapportent à une activité clandestine riche en moments dramatiques, au cours de laquelle il était difficile et dangereux de conserver des traces écrites, que chacun de ces comploteurs ne pouvait connaître qu'un des aspects de la conjuration, que les principaux acteurs moururent sans avoir laissé par écrit leur témoignage personnel. Mais il faut souvent aussi contester le désintéressement et la sérénité de ces paroles et de ces écrits. Il est en effet tentant de la part de ces Allemands de vouloir justifier leur échec, montrer que rien de plus ne pouvait être fait, qu'il était vain de vouloir s'insurger contre une avalanche, mais qu'il existait cependant, du seul fait de ces complots contre le Führer, une « autre Allemagne » bien différente de cette Allemagne hitlérienne dont l'image ne peut s'effacer de nos mémoires. « Mon livre a pour but de montrer l'existence d'une forte résistance allemande », écrit Rudolf Pechel. Et de là il n'y a qu'un pas, d'ailleurs aussitôt franchi, pour vouloir mettre sur le même pied cette « résistance » allemande et les mouvements de résistance qui se développèrent dans les pays occupés par la Wehrmacht. On sait suffisamment qu'il n'en fut rien. Il ne suffit pas de citer de nombreux noms de comploteurs ou de « résistants » pour établir le sérieux d'un complot ou l'existence d'une résistance effective. Ce sont les faits et non les épithètes qui comptent. Le mot d'opposition lui-même et celui d'opposant, avec tout le support d'idéologie et de désintéressement avec lequel on les utilise le plus souvent, sont presque toujours excessifs quand il s'agit des conspirations antihitlériennes, où la lutte pour le pouvoir était essentiellement motivée par des raisons d'intérêt de classe ou d'opportunité politique ou militaire, et non par des soucis relatifs aux pratiques ayant cours dans les camps de concentration et dans les territoires occupés par l'armée.. Si le général von Stülpnagel n'avait pas été pendu, il aurait dû comparaître devant un tribunal pour criminels de guerre, et d'autres avec lui. D'autres raisons encore imposent un examen critique attentif des témoignages recueillis. Il n'est pas contestable que certains des conjurés survivants n'ont pas résisté au désir de paraître plus antinazis qu'ils n'étaient, de magnifier leur propre rôle, d'exalter l'action de tel ou tel ami, fut-ce au détriment de la réputation ou de la mémoire des autres. A la lecture des livres de Gisevius, l'un des témoins les plus prolixes, répétition amplifiée de la déposition de celui-ci au procès de Nuremberg, cette impression se répète à chaque instant, et la lecture d'autres témoignages la confirme pleinement. Et les témoins entre eux se déchirent ! Rudolf Pechel n'hésite pas à refuser l'entrée dans cette « autre Allemagne » à tous ceux qui pratiquèrent trop longtemps le double jeu, qui pactisèrent trop résolument avec les puissants du jour. Il conteste leurs propres témoignages. L'ambassadeur von Hassell n'avait-il pas attendu 1937 pour commencer son Journal ? N'arborait-il pas sans nécessité un uniforme de S.A. ? Etait-ce sans garanties suffisantes que Gisevius avait pu rester si longtemps au service de la Gestapo ? En était-il autrement de ses meilleurs amis de conspiration, d'Arthur Nebe, chef de la police criminelle et collaborateur intime de Kaltenbrunner, du comte Helldorff, chef de la police de Berlin, du docteur Schacht lui-même ?

Il serait excessif de prendre à la lettre toutes ces récusations. Mais si imparfaits que soient ces témoignages, ils sont désormais assez nombreux pour que puisse dès maintenant être écrite une histoire des complots contre Hitler. Un premier chapitre a été consacré à l'exposé de l'état d'esprit en Allemagne au moment où allaient se forger les premiers complots. L'élaboration de ces conjurations, l'attitude même des conspirateurs ne pourraient s'expliquer sans que fût reconstituée l'ambiance du moment. Les autres chapitres se suivent dans un ordre chronologique, sur un rythme accordé à celui des événements de la deuxième guerre mondiale. Malgré le petit nombre des survivants, d'autres documents pourront voir le jour au cours des années à venir. Ils enrichiront peut-être cette histoire de nuances nouvelles, d'intéressants détails, mais ils n'en modifieront ni les grandes lignes, ni l'esprit. Et cette histoire gardera toujours quelques recoins obscurs, énigmatiques ou contradictoires, non seulement parce qu'elle est un fragment de l'histoire secrète d'un mouvement clandestin dont les principaux acteurs ont disparu avant d'avoir pu témoigner, mais aussi parce qu'il s'agit d'Allemands, particulièrement indécis quand il faut sortir du coude-à-coude pour passer à une action individuelle et illégale.

Il est toujours difficile de renverser du dedans une dictature, et il serait vain de nier qu'il était difficile et périlleux de lutter contre la Gestapo. Mais les plus actifs de ces conspirateurs ne furent jamais absolument convaincus des possibilités

de succès de leurs entreprises. Pour lutter contre des nazis, il fallait des antinazis de même tempérament, et la plupart de ces généraux sur qui tous les autres comptaient, de ces hommes aux traits durs et au menton volontaire qui faisaient trembler leurs subordonnés, n'étaient plus que des valets larmoyants devant les chefs politiques de l'Etat national-socialiste. L'ambassadeur von Hassell disait d'eux qu'ils semblaient attendre du Führer lui-même l'ordre de débarrasser l'Allemagne de Hitler. Aucun des conjurés n'eut vraiment la foi qui donne la volonté d'aboutir. Quand il ne fallait plus que provoquer l' « étincelle initiale » qui eût mis en mouvement le mécanisme de l'insurrection, ils reculaient effrayés et remettaient l'action à plus tard, même si ce devait être trop tard. Et la seule fois où l'étincelle éclata, le même effroi les empêcha de forcer le destin.

LES COMPLOTS CONTRE HITLER

CHAPITRE PREMIER

MILIEUX ET PERSONNAGES EN 1937

Hitler ne s'était pas emparé du pouvoir par un coup de force inattendu. Il avait emprunté les voies de la légalité. Les référendums successifs, les élections répétées avaient donné aux nazis des pourcentages croissants de suffrages. Avant même l'avènement du Führer, les organisations hitlériennes exerçaient une partie du pouvoir. Elles constituaient dans certaines villes des forces de police supplétives, disposaient souvent de moyens de transport et de transmissions autonomes. Leurs finances permettaient la mise sur pied de manifestations massives, l'attribution de secours aux membres nécessiteux du parti, la diffusion d'une propagande gigantesque. Elles possédaient des comités de spécialistes de toutes les questions de politique générale, des représentants à l'étranger. Elles constituaient déjà une véritable organisation allemande se superposant à l'administration officielle, et d'autant plus effective que les autorités légales craignaient de se manifester.

Comme le premier gouvernement constitué par Hitler ne comprit qu'une minorité d'authentiques nazis, l'impression de transition persista encore plusieurs mois et ce développement progressif eut pour conséquence d'habituer la population, d'ailleurs en grande partie favorable, à l'établissement d'un régime purement national-socialiste. Les quelques événements violents des premières années ne suffiront pas à effacer les effets de cette action continue. Cependant, dans tous les milieux allemands existaient encore en 1933 des hommes et des femmes que heurtaient les doctrines et les procédés nationaux-socialistes, et qui pouvaient *a priori* être considérés comme les effectifs de départ d'une éventuelle opposition au régime. Mais ces éléments furent rapidement réduits à un tout petit nombre de personnes et cela pour des raisons qui sont, les unes d'ordre général, les autres propres au milieu envisagé. Et ceci avant tout parce que la politique générale du Führer correspondait aux aspirations profondes du peuple allemand, aussi bien dans le domaine international que dans les affaires intérieures. On ap-

plaudissait au rejet d'ensemble du « Diktat » de Versailles et de la clause de responsabilité de la guerre en particulier, on approuvait la prétention à l'égalité des droits, au regroupement des populations ethniquement allemandes, à l'espace vital, au retour des colonies, et la constatation de la complète carence du système parlementaire étouffé sous une poussière de partis ; on soutenait l'affirmation de la pureté de la race germanique, de sa nécessaire préséance, de la supériorité de la culture allemande, de la légitimité de l'antisémitisme ; on louait la mise en train de grands travaux d'équipement et de modernisation, la lutte contre le chômage, la constitution d'une puissante armée nouvelle. D'autre part, cette attitude approbative avait aussi son origine dans la nature même de l'Allemand, à quelque milieu qu'il appartînt. Son sens aigu de la discipline, son besoin et sa satisfaction de se sentir fortement encadré, l'amènent à reconnaître, même dans son for intérieur, la légalité effective, l'authenticité profonde du gouvernement de fait. La médiocrité de son sens critique fait qu'il ne souffre ou qu'il ne jouit que rarement de ces bouffées d'individualisme semblables à celles qui incitent le Français à critiquer toute chose. Il est particulièrement réceptif à la propagande et quand celle-ci est maniée quotidiennement par des gens qui, comme Goebbels, ont l'intelligence de leur rôle, elle porte rapidement ses fruits. Comme il n'a pas le sens de l'insurrection, il est plus facilement écrasé par la carcasse policière imposée par la dictature. Pour préserver sa tranquillité et celle de sa famille, pour sauvegarder le bien-être matériel dont il aime à s'entourer, il se prête à des contraintes qu'il nomme d'abord compromis, et qu'une rapide accoutumance transforme vite en des habitudes solidement établies. C'est par l'effet de cette accoutumance que beaucoup d'Allemands réticents en 1932 devinrent, sinon de bons nazis, du moins de bons citoyens et de fidèles serviteurs de l'Allemagne nazie. C'est ainsi que le « Heil Hitler », que le salut hitlérien furent facilement acceptés, même dans la « bonne société » si entichée de ses traditions. La version des événements fournie par la propagande fut de plus en plus communément acceptée, bien que l'on pût alors recevoir des nouvelles de l'extérieur, écouter les radios étrangères. La nomination de Himmler à la direction de la police fut acceptée par l'Allemand moyen comme un fait divers sans importance alors qu'il s'agissait de pousser jusqu'à son terme final la révolution nationale-socialiste.

Les succès du régime ne pouvaient d'ailleurs que justifier

ce conformisme presque total. Les discours du Führer gonflaient les cœurs de millions d'Allemands, en chassaient les amertumes accumulées par la défaite, l'inflation, les crises politiques et économiques. L'Allemagne réarmait et pas un Allemand n'y était insensible. Une prospérité factice, mais dont certains avantages étaient sensibles, frappait l'esprit populaire. Le chômage diminuait, les salaires, les revenus suffisaient à assurer un standard de vie acceptable en dépit du remplacement du beurre par les canons. On pouvait par ailleurs avoir la paix chez soi à bon compte. Il suffisait de s'abonner à un bon journal, de s'inscrire à une bonne association, d'assister à quelques cérémonies, de faire la haie, de pavoiser, de verser son obole avec tous les autres et de savoir tenir sa langue. Après les désordres de l'après-guerre, c'était une stabilité supportable qui semblait s'offrir aux Allemands, agrémentée par de bonnes nouvelles dans le domaine extérieur. L'Allemagne quittait la S.D.N. qui manquait d'empressement à son égard. Elle rétablissait le service militaire obligatoire, reconstituait officiellement le Grand Etat-Major. Les territoires rhénans démilitarisés étaient réoccupés et les démocraties se bornaient à protester par des notes sans espoir. Hitler signait un traité naval avec l'Angleterre, un traité avantageux avec la Pologne. Les hommes d'Etat étrangers venaient nombreux rendre visite au Führer et à ses ministres. Si les démocraties prenaient au sérieux le régime hitlérien, pourquoi les Allemands ne le feraient-ils pas eux-mêmes ? Avec le Concordat de 1933, le Vatican n'avait-il pas le premier signé un traité avec l'Allemagne nationale-socialiste ? Vaincue en 1918, écrasée par l'inflation en 1923, l'Allemagne effrayait déjà ses anciens vainqueurs. Elle s'estimait sur la bonne voie.

Cette attitude comportait, il est vrai, quelques désagréments. Les nouveaux seigneurs avaient parfois la main lourde. Souvent ils se tenaient mal et la dignité des bourgeois en était froissée. Mais, disait-on, c'était une maladie de jeunesse. Il suffirait de donner à ces gens turbulents le temps de résorber leur excès de tempérament pour qu'ils devinssent des hommes politiques, peut-être même des hommes d'Etat. Il y avait eu quelque chose comme une révolution et dans l'ensemble peu de casse. Et toutes les révolutions s'épuisent, tout doucement les choses reviennent à la normale. Les révolutionnaires s'engraissent, s'installent dans leurs meubles et l'ordre est rétabli. C'était donc une affaire de patience.

Et Hitler n'avait-il pas de la chance ? Etait-ce bien indiqué

de s'attaquer à lui ? N'y avait-il pas dans ses succès, dans son aventure même, quelque chose d'extraordinaire, d'infiniment prometteur, disons le mot, de providentiel ? Il n'y avait pas de raison pour que ça finisse mal.

Que ce fût avec enthousiasme, par froide conviction, par calcul intéressé, par tacite accoutumance ou par morne passivité, en immense majorité les Allemands acceptaient l'expérience du nazisme. S'il en avait été autrement, le régime n'aurait pas pu durer, moins encore tant entreprendre. Mais ses chefs savaient flatter les « petits ». Ils comptaient sur eux comme les généraux comptent sur leurs soldats. Et ce furent ces millions de « petits », d'ouvriers, de paysans, d'employés, de bureaucrates, de sous-ordres, travaillant avec zèle pour le nouvel Etat, qui permirent au régime de fonctionner pleinement.

On faisait bien, certes, çà et là, quelques réserves. Il était de notoriété publique que l'unité du parti n'était pas parfaite. L'affaire Röhm l'avait montré. Il y avait des clans et dans ces clans, ou entre eux, des rivalités personnelles, des haines et jusqu'à des règlements de comptes. Mais c'était humain. L'unité d'action n'était pas en jeu. D'ailleurs, on l'avait vu le 30 juin 1934, Hitler avait l'œil et son autorité, sa rapidité de décision et d'exécution, suffisaient à empêcher tout désordre de devenir un drame pour le parti et pour le Reich allemand. De telles rivalités ne pouvaient d'ailleurs être considérées elles-mêmes comme des oppositions au régime. Il ne s'agissait pas de doctrine, mais de conflits de personnes, de heurts de tempéraments et d'ambitions. Que Frick, ministre de l'Intérieur, fût en conflit fréquent avec Himmler, chef de la police, que Lutze, chef d'Etat-Major de Hitler, considérât lui aussi Himmler et son adjoint Heydrich comme ses ennemis personnels, ne modifiait en rien l'idéologie du Parti, ne menaçait nullement la position du Führer. Que ces roitelets eux-mêmes fussent à demi convaincus, ne pouvait constituer en soi un danger. Il ne manquait parmi eux ni de comédiens, ni de sombres aventuriers. On ne leur demandait que de jouer le jeu tant qu'ils seraient là. Quand il lui arrivait de dire toute sa pensée, Lutze ne se cachait pas de prévoir une fin catastrophique à l'aventure nazie. Il suivait avec lucidité la marche du régime vers la guerre qui l'anéantirait. Ni Goebbels, ni Ribbentrop n'étaient dupes de leurs propres mensonges. Y en eut-il d'autres que le Führer à être intimement convaincus ? Beaucoup étaient indifférents à l'issue de l'aventure. Ils jouissaient du présent.

On ne saurait non plus parler d'opposition à propos de

ceux qui se contentaient de serrer le poing dans leur poche ou d'exprimer une mauvaise humeur temporaire, un mécontentement d'ordre général ou particulier, quitte à pavoiser doublement, à grossir l'obole pour le secours d'hiver pour se faire pardonner ou éviter de se faire remarquer. Pas plus qu'on ne peut qualifier d'opposants ceux qui propageaient les « bonnes histoires » (1), les rosseries que les Berlinois, volontiers irrévérencieux, imaginaient ou recevaient par radio. Beaucoup d'Allemands, et parmi eux de bons nazis, cachaient dans quelque coin de leur maison quelques ouvrages interdits. Il arrivait qu'on les sortît avec précaution, qu'on les passât à des amis, qu'on se prêtât même à la circulation de pamphlets, dont on avait hâte de se débarrasser et qui n'en étaient que plus efficaces. Mais il en était de ces jeux comme de l'écoute de la radio étrangère. S'ils n'étaient pas sans danger, ils n'étaient pas l'objet de poursuites acharnées de la Gestapo. Ces petites privautés clandestines étaient les soupapes par où une population soumise à un régime dictatorial qu'elle s'était librement choisi se donnait ou croyait se donner un peu d'air. Et l'immense majorité de ceux qui se permettaient ces petites ruades étaient bien décidés à ne pas aller au delà, à cesser dès qu'une menace sérieuse paraîtrait à l'horizon. Il en était de même de certaines critiques, que des journaux locaux se permettaient parfois de rendre collectives. On entendait dire, on lisait parfois, qu'on ferait mieux de laisser les églises tranquilles, de ne pas tant jeter d'argent par les fenêtres, de restreindre le nombre des quêtes et des manifestations coûteuses ; de penser un peu aussi au beurre tout en fabriquant des canons. Mais ces grognements n'étaient par l'expression du désir d'un changement de régime et la plupart des auteurs de ces critiques momentanées ne cesseront d'être fidèles que lorsque la catastrophe sera bien en vue.

Le fait de ne pas être inscrit au parti national-socialiste ne pouvait lui-même être retenu comme un certificat de résistance. Certains Allemands ont eu jusqu'au bout des moyens économiques suffisants pour se passer de l'appui du parti et se réfugier dans une obscure neutralité. Certains ne furent jamais sollicités d'y entrer, à cause de leur insignifiance ou à cause de certaines compromissions passées dont le parti ne voulait pas se ternir. Ce fut en particulier le cas de certains hauts fonctionnaires ou de techniciens difficilement remplaçables. Le parti eut d'ailleurs à rejeter bon nombre de candidatures.

(1) Un certain nombre de celles-ci ont été rassemblées par le comte Alfred Hessenstein, sous le titre : *The jokes on Hitler* (1939).

Si les témoignages relatifs aux arrestations et exécutions qui suivirent le 20 juillet 1944 manquent de précision, ils sont cependant d'accord pour citer comme limite supérieure du nombre des victimes le chiffre de 10.000, et sans doute le chiffre réel est-il notablement inférieur. Il ne semble pas que les conjurés ou sympathisants aient pu en grand nombre échapper, car de nombreux documents comportant des listes d' « opposants » furent saisis par la police et les témoignages divers des rescapés ou des familles des victimes, à quelque milieu qu'ils appartiennent, citent tous les mêmes personnes comme ayant appartenu à la conspiration et aux groupements qui la soutenaient. Un bon nombre de personnes arrêtées après le 20 juillet n'avaient eu d'ailleurs aucune part au complot et furent poursuivies, incarcérées et souvent exécutées uniquement parce que suspectes d'hostilité actuelle ou ancienne au régime.

Ces quelques milliers de personnes ne représentaient qu'une fraction minuscule de la population allemande. Il est vrai que depuis 1933 les autorités nazies avaient déjà fait arrêter et jeter en prison ou dans des camps de concentration des dizaines de milliers d'Allemands, sous les prétextes les plus divers. Mais ce furent presque toujours des arrestations préventives de gens ayant exercé avant la prise du pouvoir une quelconque activité antinazie et qui dès lors devenaient suspectes, bien que de nombreux adversaires du national-socialisme se soient plus ou moins vite convertis au nazisme, cédant à la morale du succès, ou se soient réfugiés dans une passivité politique absolue. Et un bon nombre de personnes arrêtées avaient été relâchées après quelques années ou quelques mois de détention, une fois faite leur « rééducation ». Bien que soumis à une surveillance plus stricte de la part de la police ou du parti, ces suspects étaient réintégrés dans la masse de la population, et très peu parmi eux firent par la suite acte d'hostilité effective au régime établi. Il est nécessaire aussi de tenir compte du fait que des dizaines de milliers d'Allemands, israélites en bonne partie, avaient quitté le Reich avant la prise du pouvoir. A ces raisons d'ordre général, peuvent s'ajouter des considérations particulières à chaque milieu, qui contribuent à donner la clef de ce conformisme presque intégral qui fut la règle sous le III° Reich jusqu'à la défaite finale.

Les syndicats et les partis. — Il y avait en Allemagne, au temps de la République de Weimar, treize millions de travailleurs syndiqués, soit plus de soixante pour cent des salariés. C'était le plus fort groupement syndicaliste du monde. La Constitution de Weimar reconnaissait aux Allemand le droit syndical. Les réalisations sociales dues à ces organisations étaient souvent citées en exemple. Toute entreprise employant plus de vingt travailleurs possédait un conseil de contrôle. Mais ces effectifs puissants ne représentaient pourtant qu'une force illusoire dans l'Etat. Ils étaient divisés à l'extrême, autant suivant leurs tendances politiques que suivant la catégorie sociale à laquelle appartenaient les travailleurs. Les syndicats constitués pour une profession ou pour une région déterminées étaient groupés en confédérations. Mais il y avait une confédération social-démocrate de « syndicats libres », la plus puissante, groupant environ cinq millions d'ouvriers, et un certain nombre de syndicats ouvriers communistes, beaucoup moins importants, qui groupaient près d'un demi-million d'adhérents. Une confédération centriste et libérale, aux environs de six cent mille adhérents, une confédération plus puissante de syndicats chrétiens, groupant plus de deux millions de cotisants, particulièrement développée dans les provinces catholiques du sud et de l'ouest, représentaient les tendances modérées et conservatrices. Mais les employés appartenaient à d'autres syndicats et à d'autres confédérations, également divers suivant leur couleur politique. Il en était de même des fonctionnaires. A l'intérieur même de ces fédérations les liens unissant les syndicats étaient assez lâches, et certains syndicats restaient en dehors de toute fédération. Cet éparpillement des forces syndicales supprimait toute possibilité de doctrine cohérente et commune. Leurs idéologies diverses ou opposées en faisaient au contraire souvent des concurrents. Cette absence de front commun devait leur être fatale. Leur capacité de résistance était encore diminuée par le caractère paperassier et bureaucratique des administrations syndicales, abandonnées à l'autorité de fait et souvent arbitraire de secrétaires généraux eux-mêmes au service de partis politiques. Dès lors, les syndicats ne pouvaient que souffrir des fluctuations politiques qu'entretenaient la fréquence des consultations populaires et la violence des campagnes électorales ou plébiscitaires. La propagande la mieux orchestrée, l'idéologie la moins vacillante et la plus fermement exprimée ne pouvaient qu'avoir une influence profonde sur la vie intérieure de ces syndicats. Les nazis surent jouer opportunément de leurs rivalités, de la pusillanimité et de la médiocrité de la plupart de leurs chefs, de l'attrait pour les Allemands d'une doctrine affirmée par une propagande inlassable et qui unissait aux aspirations nationalistes des tendances socialistes. Tous les syndicats

furent bientôt noyautés par les nazis et beaucoup de syndiqués de 1930 votèrent dès 1932 pour les listes hitlériennes. Les effectifs syndicalistes les plus nombreux du monde n'empêchèrent pas Hitler d'accéder au pouvoir en 1933 par les voies de la légalité. Cet esprit de moindre résistance encouragea les nazis à liquider sans scrupules et non sans mépris toutes les organisations syndicales, considérées par eux comme n'étant que des instruments de la lutte des classes, alors que celle-ci devait cesser en Allemagne.

La résistance des syndicats au moment de la prise de pouvoir par Hitler fut si piètre qu'elle stupéfia les syndicats des démocraties. Le 21 mars 1933, le président de la Confédération syndicale social-démocrate. Leipart, adressa au Führer un long mémoire pour tenter de justifier le maintien des syndicats : ceux-ci n'auraient aucune action politique ; ils se contenteraient d'assurer des rapports normaux entre patrons et salariés ; ils se soumettraient au contrôle de l'Etat. Mais tant d'humilité était parfaitement vaine. Hitler n'ignorait pas que Leipart, comme les autres chefs syndicalistes, ne représentait guère que lui-même dans un syndicat atone sans unité ni cohésion. Sous le prétexte que des coups de feu avaient été tirés à Hambourg, le 1er avril 1933, de la Maison des syndicats, sur un défilé de S.A. et de S.S., les autorités déclarèrent que le mémoire de Leipart ne méritait aucun crédit et resterait sans réponse. Leipart demanda cependant une audience au Führer. Il fut éconduit. Le 4 avril, une loi ajourna les élections aux conseils d'entreprises et déclara nuls tous les mandats précédemment accordés à des social-démocrates ou à des communistes. Les dirigeants des organisations syndicales n'en demandèrent pas moins aux adhérents de participer de bon gré aux manifestations de masse hitlériennes. Et le 1er mai, devenu Fête du Travail, un million de travailleurs allemands vinrent à Tempelhof par camions et trains spéciaux. Ils s'alignèrent militairement et le bras levé acclamèrent le Führer. Le lendemain, les militants ouvriers nazis, les S.A. et S.S. envahirent toutes les Maisons des syndicats, arrêtèrent les ouvriers ou employés qui s'y trouvaient, les rossèrent et les jetèrent en prison ou dans des camps de concentration. Les documents et les fonds furent saisis et de nouvelles équipes complètement nazies prirent la direction des syndicats. La plupart de ceux-ci se soumirent sans mot dire. Les quelques dizaines de syndicats locaux qui tentèrent de résister furent mis sous séquestre.

Le 4 mai, le docteur Ley annonça la naissance du Front allemand du Travail, dont Hitler était le chef suprême. Les dirigeants syndicalistes encore en liberté qui refusèrent d'y entrer furent à leur tour internés. La plupart de ceux-ci furent d'ailleurs remis en liberté après quelques mois ou quelques années de « rééducation ». Le syndicalisme allemand, qui n'avait jamais été une force politique, avait cessé d'exister. Il avait suffi d'une propagande habile et de quelques fortes poignes pour le réduire pratiquement au néant.

Les partis politiques n'avaient pas eu un sort meilleur. Le parti communiste avait été dissous le premier. La confiscation de tous ses biens, le 26 mai 1933, consomma son anéantissement légal. Une mesure analogue avait frappé le parti social-démocrate, dissous le 27 juin, et le même jour le front national noir-blanc-rouge se dissolvait lui-même. Son chef Hugenberg était éliminé du gouvernement. Le 21 juin, l'importante ligue nationaliste « Casque d'acier » était purement et simplement rattachée au parti national-socialiste. La ligue de jeunes « Scharnhorst » qu'elle avait fondée fusionnait d'office avec les Jeunesses hitlériennes. Le 28 juin, le parti populiste, qu'avait illustré Stresemann, prenait la décision de se dissoudre lui-même. Le 4 juillet, le parti du Centre, qui avait été si longtemps au pouvoir, prenait la même décision. Le 14 juillet, une loi interdisait tout autre parti que le parti national-socialiste. Les monarchistes crurent un moment que leur activité serait discrètement tolérée. Le 30 janvier 1934, Goering brisa leurs espoirs en ordonnant la dissolution de toutes leurs organisations. Les loges maçonniques étaient dissoutes en même temps.

Les organisations syndicales et ces partis représentaient sous la République la grosse majorité des Allemands. Outre les partis libéraux, les social-démocrates avaient obtenu, aux élections du 14 septembre 1930, huit millions six cent mille voix et les communistes quatre millions six cent mille. Les idéologies de ces partis ou syndicats contenaient tous les éléments fondamentaux d'une opposition aux doctrines hitlériennes. Ces millions d'hommes allaient-ils désormais tenter de constituer une opposition effective au nazisme installé au pouvoir ? La journée du 30 juin 1934 pourra faire rentrer dans des groupes de mécontents quelques-uns de ces nazis dépossédés de leurs espoirs par le coup de force d'Hitler. Mais dans les années suivantes, le nombre des travailleurs qui manifesteront leur hostilité au régime autrement que par de discrets grognements ne dépassera pas, suivant les chiffres mêmes fournis par leurs amis politiques, quelques milliers d'individus. Encore l'expression de leur

« opposition » restera-t-elle modérée. Quelques syndicats locaux ou d'appartenance politique très particulière, déjà presqu'illégaux sous la République, comme les groupements trotskystes, brandlériens et quelques cellules du parti « socialiste révolutionnaire » réussiront à maintenir assez longtemps une vie clandestine. Quelques sections locales d'organisations syndicales purent échapper quelque temps à la Gestapo. Mais les servitudes d'une clandestinité de plus en plus poussée rendaient leur activité pratiquement inefficace. Sauf quelques rares exceptions, les réunions de plus de trois ou quatre personnes étaient impossibles. Quelques groupements tentèrent de se reconstituer sous le camouflage de clubs sportifs ou d'organisations culturelles, mais ce n'étaient que de très petits groupes tout à fait locaux et la vie des uns et des autres était aussi précaire que leurs effectifs étaient faibles et que leur efficacité était réduite. Plus que les policiers de la Gestapo, leurs véritables ennemis étaient les dénonciateurs, les mouchards qui s'infiltraient partout. Dans un seul district, onze directions successives d'un petit groupement furent arrêtées en six mois.

Qu'étaient devenus les anciens dirigeants syndicalistes et les chefs des partis dissous ? La plupart avaient fait preuve d'une rare pusillanimité. Quelques-uns avaient échappé au nazisme par l'émigration. Presque tous les autres avaient abdiqué, s'abîmaient dans la torpeur, dans la passivité politique dans laquelle les masses elles-mêmes s'ensevelissaient, ces masses qui n'avaient jamais reçu d'autres mots d'ordre que des consignes d'abandon. Quelques-uns seulement tentèrent de lutter contre le courant qui avait balayé les organisations où ils avaient acquis une autorité.

Les deux leaders du parti social-démocrate, Hilferding et Breitscheid, s'étaient exilés en France après 1933. (Tous deux seront arrêtés dans le Sud de la France en 1941 par la police de Vichy et remis à la Gestapo. Hilferding se suicida dans sa cellule à Paris et Breitscheid mourut à Buchenwald). Wilhelm Leuschner, ancien sculpteur sur bois devenu ministre de l'Intérieur de Hesse, social-démocrate de tendances trade-unionistes, avait été interné dans un camp de concentration après 1933. Le même sort avait été réservé à son collaborateur Hermann Maas, à l'ancien député socialiste Mierendorf, éditeur du journal *Volksfreund* de Darmstadt, à Théodore Haubach, directeur du journal socialiste ***Hamburger Echo,*** à Ludwig Schwamb, au professeur Reichwein, à Julius Leber, homme d'affaires, ancien député socialiste et directeur du ***Volksbote*** de

Lübeck. Au bout de quelques années, ils avaient été libérés et avaient réussi à maintenir quelque liaison entre eux et avec d'autres anciens militants comme Emil Henk, Gustav Dahrendorf, Ernst von Harnack et quelques autres. Leuschner vivait à Berlin sous un faux nom. Il avait monté avec son ami Emil Schneppenhorst une petite usine d'appareils de remplissage automatique des verres de bière, qui lui fournissait le prétexte de nombreux voyages en province au cours desquels, tout en plaçant ses appareils, il s'efforçait de reprendre contact avec les anciens groupements socialistes. Julius Leber se camouflait lui-même sous la forme d'un petit marchand de charbon. Jakob Kaiser, ancien leader du syndicalisme chrétien, ses collègues Nikolaus Gross, Letterhaus et Wirmer, l'ancien ministre Andréas Hermes, l'ancien secrétaire du syndicat national des employés de commerce Max Habermann, d'autres encore, essayaient également d'arracher leurs anciens amis politiques à la vague d'acceptation. Mais l'action de tous ces hommes ne fut jamais sérieusement coordonnée. Ce ne fut qu'aux approches de la guerre et pendant la guerre qu'ils prirent contact avec les cercles de conspirateurs bourgeois et militaires et avec les groupements animés par les « aristocrates de gauche ». Leurs relations restaient méfiantes avec les quelques cellules subsistantes du parti communiste, auquel ils reprochaient la lutte menée en commun avec les nazis contre la République et le passage dans les rangs du parti nazi et même dans la Gestapo d'un trop grand nombre de ses membres.

Cette attitude de non-conformisme prit des formes diverses, mais toujours assez anodines. Les moyens électoraux étaient exclus dans les établissements commerciaux et industriels depuis qu'en 1935 le gouvernement avait supprimé les élections aux conseils d'entreprises, dont les dirigeants étaient nécessairement des membres du Parti. Certains petits groupes de mécontents luttaient parfois par la surenchère. Ils demandaient à leurs délégués des interventions démagogiques. Quand celles-ci se produisaient, elles étaient suivies régulièrement d'un échec qui discréditait le délégué, souvent accompagné de sanctions prises contre lui, allant de la prison à l'internement dans un camp de concentration pour tentative de sabotage. Une certaine propagande chuchotée était çà et là discrètement répandue. Des tracts, adroitement camouflés, étaient diffusés. Ils avaient été pendant quelque temps fabriqués en Allemagne même par des imprimeurs de presse. Mais le jeu était dangereux. La surveillance policière constamment accrue, les arrestations et surtout

le manque évident d'efficacité de ces tracts, découragèrent les dernières tentatives dans ce domaine, et les tracts et brochures diffusés n'eurent bientôt plus qu'une origine extérieure au Reich. Quelquefois des inscriptions étaient faites sur les murs, des papillons y étaient collés, s'attaquant à la tyrannie hitlérienne, à la vie de satrape des chefs nazis.

Le parti communiste essayait lui-même de reprendre sa propagande. Mais son habitude de l'illégalité était moins adaptée à un régime dictatorial qu'à un régime parlementaire. Ses rangs avaient d'ailleurs été décimés, moins par les arrestations et le passage à l'étranger que par les défections dues au passage au nazisme d'hommes ou de femmes sans éducation politique, sans convictions profondes, de mécontents, d'aigris, d'amateurs de violences ou d'aventures. Les dirigeants des rares cellules communistes subsistantes recevaient de l'étranger la consigne de faire campagne pour l'unité de résistance au nazisme. Mais « l'opposition » était trop dispersée, trop faible, trop diverse dans ses tendances pour que de tels appels fussent entendus.

D'ailleurs, le régime hitlérien apportait aux travailleurs certaines satisfactions matérielles. L'essor économique dû au réarmement et au suréquipement mettait fin au chômage. Bien que les ouvriers eussent été plus sensibles à une plus nette élévation de leur standard de vie, ils n'étaient pas absolument indifférents aux succès diplomatiques du nouveau régime, abondamment commentés par la propagande. Ces succès extérieurs stabilisaient l'Etat nazi et le pessimisme achevait de démolir les velléités de résistance. De plus, l'accroissement de la durée de la journée de travail imposait à l'ouvrier un surcroît de labeur et après un travail intensif et long, l'ouvrier fatigué aspire plus à se reposer qu'à conspirer et à entrer dans une activité clandestine plus chargée de risques que d'espoirs. Car la Gestapo veillait. Tout récalcitrant sentait peser sur lui sa surveillance incessante. Qu'un ouvrier fût soupçonné de diffuser des tracts, et il trouvait un matin dans sa boîte aux lettres ou sur son lieu de travail de faux tracts déposés par la police. S'il ne les rapportait pas aussitôt aux autorités, il était arrêté. Le parti communiste avait préconisé la méthode du cheval de Troie, à savoir noyauter le Front du Travail en faisant occuper les postes importants par des « opposants » donnant toutes les garanties extérieures de l'authentique nazi. La méthode fut parfois appliquée. Elle amena surtout des déboires. Les avantages matériels et le prestige des chefs d'échelon avaient leur attrait et l'ascension dans la hiérarchie administrative de certains « oppo-

sants » opéra des conversions d'autant plus dangereuses qu'elles dévoilaient la méthode suggérée et étaient fréquemment suivies de dénonciations. Les quelques convaincus de « l'opposition » ouvrière en arrivèrent bientôt à envisager comme dernière ressource de se replier sur eux-mêmes, de se considérer comme des émigrés à l'intérieur, dans l'attente de l'heure favorable qui leur permettrait de réapparaître au grand jour. Mais dès lors ils renonçaient à être des opposants.

Cependant quelques faibles fragments des anciens partis et quelques petits groupements antinazis essayèrent de conjuguer leurs moyens pour accroître l'efficacité de leur action. C'est ainsi que le 31 janvier 1937 un certain « Front allemand contre l'hitlérisme » lança un appel au peuple allemand (1). Cette fédération comprenait le Conseil populiste, la jeunesse catholique allemande, les Paysans révolutionnaires, l'Ordre des jeunes Allemands, la Ligue pour le fédéralisme allemand (monarchiste), le Casque d'acier noir, le Front noir d'Otto Strasser, le Cercle de la jeunesse unie.. Ce n'étaient que de tout petits groupes, constitués surtout par leur comité central, et leurs noms ne devaient pas faire illusion. Ils comprenaient souvent des nazis déçus et leurs tendances idéologiques étaient très incertaines ou inexistantes. Ce « Front allemand » avait un président, Max Cahen. Celui-ci avait constitué un Conseil exécutif du Peuple allemand qui avait tenu une réunion à Bratislava en avril 1937. Ce comité, qui réclamait aussi l'unité d'action, était l'objet des attaques des communistes et des social-démocrates. Le « Front noir » d'Otto Strasser, qui avait pris beaucoup de ses adhérents parmi les nazis mécontents de l'épuration du 30 juin 1934, avait des effectifs un peu plus nombreux et un peu plus dynamiques. Il était l'objet d'une attention particulière de la Gestapo. Ce fut sa plus réelle efficacité.

Les Eglises. — Les églises allemandes, catholique ou protestante, avaient dans leur doctrine et dans leur administration de multiples sujets d'opposition au national-socialisme. Elles devaient à leur tour réagir devant la prise de pouvoir par les nazis d'une façon qui étonna et déçut de nombreux fidèles étrangers. Au moment où Hitler devint chancelier, la plupart des religieux allemands étaient terriblement inquiets. Un grand nombre d'entre eux, de nombreux membres du Centre catholique, avaient, comme Mgr Kaas et le docteur Brüning, combattu

(1) D'après l'ouvrage de Max Cahen : *Men against Hitler* (1939), plus spécialement consacré au Front noir d'Otto Strasser, comme le livre de Douglas Reed : *The story of Otto Strasser and the black Front* (1940).

le national-socialisme, collaboré avec les socialistes et le Front rouge. En termes énergiques, le cardinal Faulhaber avait condamné le « nouveau paganisme ».

Mais la crainte fit rapidement place à l'espérance. Dès le 4 février 1933 une ordonnance « pour la protection du peuple allemand » dissolvait les organisations anti-religieuses, ordonnait la saisie des pamphlets impies, signalait le danger de la Franc-Maçonnerie. Goering rétablissait dans les écoles prussiennes l'enseignement religieux. Assez imprudemment, la presse religieuse reconnut que les premiers jugements avaient pu être erronés. L'*Osservatore Romano,* organe du Vatican, félicita le Führer de la vigueur avec laquelle il défendait la morale. Le 29 mars, à Fulda, les évêques allemands, chapitrés par von Papen, désavouaient officiellement leurs condamnations antérieures. Von Papen avait cru assez naïvement qu'en facilitant l'accession de Hitler au pouvoir il lui serait accordé d'être le chef du catholicisme politique et le directeur de conscience de la presse catholique. Il fonda une association de catholiques nationaux-socialistes : l'Aigle et la Croix. Au Congrès des Jeunesses catholiques de Rupertwinckel, Mgr Faulhaber lui-même fit amende honorable. Enfin, von Papen partit pour Rome, négocia un Concordat entre le Saint-Siège et l'Allemagne nationale-socialiste. L'accord fut réalisé le 8 juillet et officiellement signé le 20. Dans la Sarre, en 1934, des prières furent dites officiellement dans les églises en faveur du rattachement du territoire au Reich.

Cette prise de contact assez douce entre les églises, pressées d'être rassurées, et le national-socialisme au pouvoir laissera une empreinte profonde sur les relations entre chrétiens et nazis, bien que les « bonnes dispositions » de ces derniers ne dussent pas être de longue durée. La « mise au pas » frappa les milieux religieux comme les autres, et sous prétexte de lutter contre la fuite des capitaux, les autorités empêcheront l'envoi d'argent par les communautés religieuses à leurs sièges centraux ou à leurs dépendances situées à l'étranger. Les contrevenants, religieux ou religieuses, furent jetés en prison. Sous prétexte d'attentats à la pudeur ou aux mœurs, des centaines de religieux ou religieuses furent poursuivis, dans l'espoir de jeter un discrédit général sur le clergé. D'autre part, l'Etat mettait de plus en plus la main sur la jeunesse, qui devait déserter les patronages et se rallier aux organisations hitlériennes. Puis ce furent les attaques directes contre le dogme, la prétention de créer un catholicisme « positif », de rejeter comme étant trop

« international » le catholicisme romain, les insultes contre le Pape, qualifié de sorcier, le dénigrement des rites liturgiques. La plupart des articles du Concordat furent bientôt « interprétés » et sciemment violés. Il fallut cependant attendre mars 1937 pour que le Souverain Pontife dénonçât, par son Encyclique « *Mit brennender Sorge* », la première écrite directement en allemand, à la fois les violations du Concordat et les hérésies de la doctrine nationalé-socialiste.

Après avoir entretenu les mêmes espoirs, les églises protestantes subirent les mêmes pressions, les mêmes brimades. Dès avril 1933, il s'était trouvé des pasteurs pour créer une fédération de « Chrétiens allemands » qui devait préparer la fondation d'une Eglise allemande étroitement associée à l'Etat, et unifiée en même temps que lui. L'un des fondateurs, Hassenfelder, précisait que « le prochain », celui de l'Evangile, était formé des seuls Allemands, ou du moins des seuls Germains. Il faisait de subtils rapprochements entre la croix chrétienne et la croix gammée. Hitler proposa comme chef de la nouvelle Eglise un de ses amis, le pasteur Müller, de Kœnigsberg. Les pasteurs orthodoxes lui opposèrent un concurrent, le pasteur Bodelschwingh, réfractaire à toute ingérence de la politique dans l'Eglise. Ce fut lui qui fut élu. Mais comme il subissait une pression constante de la part des autorités nazies, qui l'avaient en particulier doublé d'un Commissaire d'Empire, il démissionna et finalement ce furent les nazis qui triomphèrent, en imposant un compromis grâce auquel le pasteur Müller allait présider une « Union perpétuelle » des églises protestantes allemandes. Et les protestants furent appelés à voter. Par deux tiers des voix, ils confirmèrent le pasteur Müller dans ses fonctions d'évêque du Reich. Entre leur foi orthodoxe et la propagande de l'Etat nazi, c'est cette dernière qu'ils avaient en majorité écoutée. Le 24 juillet 1935, le ministre des Affaires ecclésiastiques, Kerl, nommé le 19 juillet par le Führer, promulgua la loi pour « l'affermissement de l'Eglise évangélique allemande », afin d'assurer l'ordre dans cette Eglise. Celle-ci marcherait désormais avec le Führer. Elle devenait un organe de l'Etat national-socialiste. C'était le national-socialisme qui devait recueillir l'héritage spirituel et temporel de l'Eglise.. Une seule chose était essentielle, que le peuple allemand, peuple fort, crût en lui-même. Les « Chrétiens allemands » prirent dès lors davantage d'assurance. L'évêque protestant de Brunschwick, W. Beyl, le plus jeune du monde (il avait trente et un ans), déclara que quiconque refusait de faire le salut hitlérien devait y être con-

traint à coups de poing par les S.A. Les « Chrétiens allemands » ne se considéraient-ils pas comme les S.A. de Jésus-Christ ? Ils disaient aussi : « Christ est venu vers nous par Adolf Hitler. » Le Führer était un « Christ héroïque » qui prendrait la place du Christ martyr. L'Ancien Testament devait être abandonné, et le Nouveau Testament épuré.

Certes, de telles audaces n'avaient pas manqué de provoquer des protestations, et dès le début celles du pasteur Dibélius avaient été particulièrement vigoureuses. Et les « Chrétiens allemands » avaient été victimes de leurs abus. Leur mouvement avait rapidement décliné. L'évêque Müller avait dû lui-même démissionner. Mais dans les deux confessions, chez les catholiques comme chez les protestants, l'opposition au nazisme n'avait pas été ce qu'on eût pu attendre de fidèles d'une foi impérative, inconciliable avec tout compromis. Certaines positions doctrinales avaient été trop facilement abandonnées. Les associations d'étudiants catholiques en avaient donné d'édifiants exemples. Cependant, dans l'ensemble, l'attitude catholique avait été moins vacillante que celle des protestants, sans doute grâce au fait qu'il restait toujours aux catholiques un point fixe autour duquel la majorité d'entre eux serait toujours prête à se rallier, à savoir l'obéissance aux consignes du Saint-Père.

Il avait suffi d'une propagande fortement martelée, de pressions politiques ou policières, de quelques résultats tangibles dans le domaine intérieur ou en diplomatie pour que l'accoutumance fît son effet sur les esprits chrétiens. Il restait cependant des récalcitrants. Mais comment pouvaient-ils manifester leur opinion ? Hitler avait eu l'adresse de ne se faire plébisciter que sur des terrains spécifiquement allemands où toute réponse négative eût pris l'aspect d'un acte antipatriotique. Mais il n'y avait pas que les urnes pour exprimer sa désapprobation. Deux tendances se firent jour parmi les Chrétiens qui refusaient leur consentement. Les uns estimaient que l'opposition devait se maintenir sur le plan purement doctrinal, qu'il était nécessaire d'être prudent, que le nazisme s'amadouerait et qu'il était peut-être un moindre mal. (On pensait au « communisme athée ».) Ces mêmes prêtres, pasteurs ou laïcs se considéreraient à demi-sauvés tant que l'Eglise ne serait pas expropriée de ses biens, que la pratique du culte serait tolérée. Ils pensaient qu'il était sage d'accepter un compromis, de laisser passer la mauvaise période. Ils ne voulaient rien voir provisoirement au delà de leur cure ou de leur évêché. Ils se contentaient d'une paix précaire, tout en se disant décidés à réagir

si la situation s'aggravait. Cette forme d' « opposition » limitée au seul domaine religieux était la plus fréquente dans les deux confessions, chez ceux qui n'étaient pas d'ores et déjà acquis au national-socialisme ou réfugiés dans une passivité totale. Elle correspondait d'ailleurs à la politique de temporisation, de respect du pouvoir établi, traditionnelle dans l'Eglise catholique.

Une petite minorité semblait moins disposée aux accommodements. Certains avaient été dès le début convaincus que des conceptions si différentes de la valeur humaine, de la destinée de l'homme, de la race, de la morale et du droit devaient nécessairement aboutir à un conflit sur tous les plans entre le nazisme et les églises chrétiennes. D'autres, temporisateurs et pacifistes au début, s'étaient peu à peu convaincus de l'insuffisance d'une opposition limitée seulement au domaine doctrinal, la censure empêchant toute action efficace par écrit. Les uns et les autres étaient arrivés à la conclusion que les églises ne pourraient maintenir leurs droits qu'en se défendant dans tous les domaines, y compris le domaine politique. Mais si cette minorité était unanime sur la nécessité d'une action politique, ses membres envisageaient des moyens d'action très divers suivant leur tempérament et leur formation religieuse et intellectuelle. Beaucoup parmi eux étaient encore paralysés par de nombreux scrupules, par des soucis minutieux d'opportunité. Les « mais », les « où ? », les « quand ? » prenaient pour eux une telle importance qu'ils laissaient peu de place à la possibilité d'action. Il en restait donc bien peu qui fussent décidés à la lutte contre un régime hostile, et dans les péripéties de celle-ci ce sont toujours les mêmes noms qui réapparaissent. Dans l'église catholique, outre le comte von Preysing, archevêque de Berlin, plus connu d'ailleurs pour ses sentiments que pour son action personnelle, il y eut notamment l'évêque de Munster, comte von Galen, dont l'action religieuse fut assez vigoureuse pour qu'elle prît un caractère politique, le Père Delp, jésuite de Munich, le Père Roesch et le Père Koenig, qui seront en liaison avec les milieux de conjurés. La personnalité et les interventions de l'évêque de Münster furent assez exceptionnelles pour mériter qu'on s'y arrête (1). Né en 1878 en Westphalie, Clemens August était le onzième enfant du comte

(1) De nombreux écrits ont été consacrés au comte von Galen, notamment au moment de sa mort, au début de 1946, et en particulier dans la *Documentation catholique* (28 avril 1946), le *Times* (23 mars 1946), *Tablet* (30 mars 1946), *Die Weltwoche* (6 septembre 1946). Dans une étude de l'*European Observer* du 26 avril 1946, l'auteur s'attache à montrer que le comte von Galen était Allemand avant d'être catholique.

Herbert von Galen et d'Elisabeth von Spee. Devenu prêtre, il avait été « recteur » de la paroisse Saint-Mathias, à Berlin, de 1919 à 1929, et il avait assisté dans la capitale aux premiers efforts du mouvement hitlérien. Nommé à Münster, il avait été désigné comme évêque de cette ville le 5 septembre 1933, quelques mois après l'arrivée de Hitler à la chancellerie. Il soupçonnait ce que le nazisme allait apporter à l'église et à l'Allemagne et il avait pris position contre les mœurs et les principes nationaux-socialistes. Après les discours du Führer, il se permettait d'envoyer à celui-ci des lettres personnelles de critiques. Il en faisait ensuite la substance de ses sermons dans sa cathédrale ou dans les églises de son diocèse. Le 6 septembre 1936, à la cathédrale Saint-Victor de Xanten, il s'éleva avec violence contre les « bandes de brigands » qui pratiquaient la rapine au détriment des institutions religieuses. Il étendit ses critiques sur un ton non moins vif à d'autres aspects de la politique nazie. Il suscita même dans son diocèse, fait extrêmement rare, un mouvement de résistance collective aux prescriptions des autorités nazies. Le 4 novembre 1936, celles-ci ayant ordonné que tous les crucifix soient enlevés des écoles d'Oldenburg, sur son inspiration les paysans se rassemblèrent pour exiger que cette mesure soit rapportée, et les autorités cédèrent. D'autres sermons, notamment à Vreden, le 17 novembre 1937, exprimèrent avec une même vivacité ses sentiments d'hostilité aux procédés nazis. Ses lettres pastorales reflétaient également cette attitude, imitée par quelques prêtres de son entourage.

Chez les protestants (1), des centaines de pasteurs et de laïcs qui les avaient soutenus souffraient déjà des rigueurs des camps de concentration. Parmi ceux qui jouissaient encore de la liberté et qui persistaient dans le non-conformisme, le plus connu était le pasteur Niemöller. Ancien commandant de sous-marin en 1914-18, nationaliste convaincu, il reprochait surtout aux nazis leur prétention d'annexer à l'Etat les églises protestantes. Au cours de la réunion d'un synode dans sa paroisse de Dahlem, faubourg de Berlin, il avait fondé en octobre 1934 une église dite confessionnelle, *die Bekennende Kirche*, pour marquer sa volonté de rester libre de toute pression politique et s'opposer par là à « l'Eglise nationale » qui composait avec le national-socialisme. Il avait espéré un vaste développement de cette église nouvelle qui la rendît capable de se substituer au milieu ouvrier pour provoquer une action de masse, et sa dé-

(1) L'ouvrage de A.-S. Duncan Jones, *The crooked Cross* (1940), est consacré à la lutte du protestantisme contre le nazisme.

ception avait été grande. Il se savait d'ailleurs craint plus qu'aimé, même de ses amis, du fait de sa personnalité ombrageuse, et ne cachait pas que s'il haïssait les nazis, il aimait peut-être moins encore les non-nazis qui lui reprochaient son refus des accommodements. Arrêté le 1er juillet 1937, libéré dix jours après, il avait été bientôt arrêté de nouveau et cette arrestation avait provoqué un certain remous dans l'opinion des bourgeois, des militaires et des milieux chrétiens, sans qu'il y eût d'ailleurs de protestations véritables. Quelques autres pasteurs allaient manifester pendant quelques années encore leur hostilité au pouvoir établi. Ce seront notamment l'évêque de Stuttgart, Wurm, le pasteur et théologien Dietrich Bonhoffer, et le pasteur Gerstenmaier, collaborateur de l'évêque Wurm et membre influent du mouvement œcuménique des églises réformées.

L'Armée. — Les officiers de la Reichswehr, armée réduite autorisée par le traité de Versailles, avaient vu sans déplaisir le parti national-socialiste constituer ces formations para-militaires qu'étaient les S.A. et les S.S., toutes prêtes à devenir en temps opportun les effectifs déjà entraînés d'une nouvelle armée nationale. Ils avaient aidé à leur équipement, les avaient soutenu moralement. D'anciens officiers ayant fait partie des groupes francs de 1919-20 assuraient la liaison entre le parti et l'armée. Hitler exprimait si bien les aspirations de l'ancien Etat-Major que les généraux ne firent pas d'opposition sérieuse à son accession à la chancellerie. Ils étaient convaincus que les ministres non nazis, les plus nombreux et les plus expérimentés en politique, auraient vite fait d'imposer aux nouveaux venus une attitude conforme à leurs vœux. Von Blomberg devint sans hésiter le ministre de la Guerre du nouveau gouvernement. Cependant, bien que l'histoire des mois qui précédèrent la prise du pouvoir par les nazis comporte encore quelques points obscurs, il est hors de doute qu'en soutenant davantage le général Schleicher, au besoin en corrigeant certaines de ses attitudes, l'Etat-Major, à qui la légende du « coup de poignard dans le dos » avait maintenu tout son prestige, aurait pu mener contre les nazis une action efficace. Mais sans doute était-il déjà privé de ce sens politique qui allait lui faire totalement défaut au cours des douze années qui suivirent.

Ce fut seulement quand les milices brunes prirent un développement inattendu, quand elles manifestèrent une ignorance presque totale des traditions militaires et des convenances morales, quand il parut que le nationalisme de beaucoup de leurs chefs était inséparable de tendances radicalement socialisantes,

que les chefs de l'armée s'émurent et craignirent une concurrence dangereuse et mal famée. D'une part le souci de ménager les scrupules de la Reichswehr, d'autre part la complicité muette des généraux comptèrent parmi les mobiles qui incitèrent Hitler à frapper, le 30 juin 1934, avec une violence qui étonna alors l'opinion mondiale. Mais les initiatives du Führer et de ses complices dépassèrent l'attente de l'Etat-Major. Le général von Schleicher fut abattu chez lui, ainsi que sa femme, et le général von Bredow fut tué dans la rue, devant sa porte. Le prétexte de ces exécutions était un soi-disant complot de ces généraux avec Röhm et des agents de l'étranger (parmi lesquels on voulait compter l'ambassadeur de France François-Poncet). C'était une histoire inventée de toutes pièces, ainsi que l'établit une enquête ultérieure. Mais les militaires acceptèrent l'exécution de Schleicher et Bredow, malgré les services rendus par ceux-ci. Ils voulurent trouver une compensation au coup qu'ils recevaient dans la liquidation simultanée de Röhm et consorts. Puis ils acceptèrent quelques semaines plus tard que Hitler se saisit, de sa propre autorité, de la succession du maréchal Hindenburg à la tête de l'Etat. Les compensations seraient cette fois les décisions du Führer en ce qui concerne la reconstitution de l'armée : le 16 mars 1935, il rétablit le service militaire obligatoire ; le 1er juillet, il redonne une vie officielle à l'Etat-Major général que le traité de Versailles avait, théoriquement, dissous. Tous les crédits que réclame l'Etat-Major reçoivent l'approbation de Hitler et celui-ci accorde même souvent davantage. La propagande du parti flatte l'armée. Beaucoup de généraux pensent alors que, moyennant quelques concessions de prestige, ils ont mis le Führer à leur disposition. Ils sont du moins convaincus qu'il sera loyal à leur égard. C'est d'ailleurs une opinion assez répandue à l'étranger, du fait surtout des émigrés, que Hitler est le jouet des généraux et que l'Etat-Major, qui contrôle le réarmement, est tout puissant dans l'Etat.

Cependant, la révolution nazie se poursuit avec régularité. Le régime s'installe, exige des Allemands qu'ils soient ouvertement pour ou contre lui. Et dès lors, la cohésion de l'armée s'amenuise (1). L'idéologie nationale-socialiste s'infiltre dans les cerveaux de certains officiers, des plus jeunes en particulier,

(1) Outre les ouvrages déjà cités, quelques études donnent d'intéressants détails sur les relations entre Hitler et l'Etat-Major, et notamment : A.-F. Poncet : *Hitler et les généraux de la Reichswehr* (Revue de Défense nationale, juillet et août 1946). B.-H. Liddle Hart : *The german generals* (New english review, février et mars 1946). H. de Watteville : *Hitler and his generals* (Army Quarterly, avril 1945). *Le rôle politique de l'armée allemande entre les deux guerres* (Armée française, février 1947).

tandis que, par convictions conservatrices, par scrupules chrétiens, d'autres officiers, les plus anciens surtout, restent à l'écart, provisoirement du moins, de la nouvelle ligne. Enfin les militaires allemands, comme les autres, songent à leur avancement. Et pour s'assurer une belle carrière, certains, les plus nombreux, décident de s'inféoder au parti, d'autres envisagent d'être un jour complices de la destitution de celui-ci, pour atteindre alors aussitôt les premières places et les plus grandes faveurs. C'est dans le cadre du parti que les premiers veulent retrouver l'ancienne prééminence des officiers, les autres ne pensent pouvoir la rétablir qu'en détruisant le nouveau régime. En outre des considérations de politique plus strictement militaire interviennent. Tous étaient d'accord pour reconstituer une puissante armée. Mais c'est sur l'emploi de cette armée, encore incomplètement reconstituée, que le désaccord apparaît. Quelques-uns apprécient l'armée, en dehors de son importance dans le domaine de la sécurité nationale, pour les valeurs traditionnelles qu'elle représente, pour son influence sur l'éducation et la formation de la masse allemande, pour la place qu'elle réserve à ses chefs dans l'Etat. D'autres, par contre, veulent en faire dès maintenant l'instrument de la politique extérieure du National-socialisme, avec tout ce qu'elle comporte d'audace et de risques. Les prudents, les pondérés, pour la plupart vieux militaires, ne veulent pas qu'on la sacrifie sur un coup de dés, avant qu'elle ait pour elle toutes les chances. Ils ont été hostiles à une entrée des troupes allemandes en Rhénanie démilitarisée. Ils craignent une guerre inégale. Ce pessimisme, ce manque d'allant ne plaisent guère aux dirigeants du parti. Hitler n'aime pas les timides, les tièdes. Goering, Himmler commencent à parler de la clique des généraux. Ils ont mis l'Allemagne au pas. L'Etat-Major aussi doit se mettre au pas. N'est-ce pas d'ailleurs toujours à Hitler que les événements donnent raison ?

A la fin de 1937, il ne reste plus dans le Reich que deux puissances, dont on apprécie diversement la vigueur : le Parti et l'Armée. C'est à celle-ci que certains pensent encore pour sauver l'Etat, la morale, les traditions. Mais ils se font des illusions. Car il n'y a pas alors que des nazis et des anti-nazis dans l'armée. Les uns et les autres n'y sont peut-être même encore qu'une minorité. Une bonne partie de l'armée est encore non nazie. Elle ne l'est pas par attitude concertée, mais par négligence sur le plan moral comme sur le plan civique. Elle ne veut pas fixer son attitude. Ces militaires ne veulent pas pen-

ser. Ils font leur travail quotidien, ils s'occupent de leur avancement, de l'avenir de leurs enfants et ceci suffit à leur « activité ». Leur passivité constitue l'un des principaux atouts du régime. Si la question de leur attitude par rapport au parti est posée, ils y répondent par des scrupules : il est difficile de savoir où est le devoir ; ils ne font pas de politique, ce sont seulement des soldats. Qu'on les presse davantage et ils assurent que si le régime croule, s'il devient malfaisant, ils sauront alors faire leur devoir de militaires. Mais en fait, leur passivité est aveugle et rien ne pourrait leur indiquer le moment où le régime deviendrait pour l'Allemagne un danger.

Et que pensent les chefs suprêmes de l'armée, von Fritsch, commandant en chef depuis 1934, le général Beck, chef d'Etat-Major général, le général Fromm, chef des services généraux de l'armée, les principaux commandants des régions militaires, von Brauchitsch, von Reichenau, von Leeb, von Rundstedt ? Trop près du gouvernement pour pouvoir tout ignorer de la politique, ils ajoutent quelques nouveaux scrupules à ceux de leurs subordonnés. Ils sont désolés que cette armée, à la reconstruction de laquelle ils ont participé, leur échappe en partie. A quoi bon une armée s'ils n'en sont pas les vrais maîtres ? Ils n'ignorent pas que ce serait le rôle traditionnel de l'armée d'imposer sa place et ses conceptions dans le Reich allemand, de s'opposer au nivellement des opinions sur le moule nazi. Ils savent que sous le régime impérial Ludendorff rédigeait à l'intention de l'Empereur des mémoires de politique générale, que sous le régime de Weimar les chefs de l'armée réduite avaient su préserver leur droit à la parole, que von Lüttwitz, en 1919, envoyait au ministre de la Guerre Noske des notes impératives, que Schleicher apportait ses conseils à Hindenburg et à Brüning, que l'armée n'avait alors pas cessé d'être ce que von Seeckt appelait « l'axe de stabilité ». Les généraux de l'armée nouvelle ne résistent pas à la facilité. Ils laisseront Hitler jouer à leur place la carte qu'ils auraient voulu jouer eux-mêmes, celle du nationalisme et du pangermanisme appuyés sur la force militaire, en compensation des déboires de la politique d'impérialisme économique que la République n'avait pas su conduire. Ils n'ignorent pas ce qu'il y a d'imprudent dans leur attitude et qu'en ne disant rien, ils couvrent tout. Tout se passe comme si ces hommes n'ambitionnaient plus de participer à la direction des affaires publiques. Ils observent avec méfiance les rares sursauts des quelques-uns d'entre eux qui se demandent encore si l'armée saura résister à de nouveaux empiètements du Parti sur elle-même.

Quelques officiers anciens, encore sensibles à la notion de caste et qui évoquent volontiers les traditions de l'armée impériale, sont choqués par l'esprit démocratique qu'a développé dans l'armée le national-socialisme. L'évolution de la politique extérieure de l'Allemagne hitlérienne a des mobiles profonds qui leur échappent et ses manifestations souvent les consternent. Reprenant une vieille idée défendue par Bismarck et maintenue vivante par von Seeckt, quelques-uns d'entre eux ne répugnent pas à la pensée de traiter avec la Russie, même soviétique, pour tenter de prendre à revers le véritable ennemi, la Pologne. Quelques émissaires de membres de l'Etat-Major, du général Beck entre autres, sont envoyés discrètement à Moscou. Staline met fin brutalement à ces contacts en faisant fusiller le maréchal Toukhatchevsky, en emprisonnant Radek et consorts. L'Allemagne se rapproche du Japon, alors qu'elle a de vieilles positions commerciales et même culturelles en Chine et qu'une mission militaire allemande, que commande le général Falkenhausen, appuie encore les armées de Tchang-Kaï-Chek. Elle se rapproche de l'Italie, alors qu'il est établi que celle-ci ne peut être qu'un poids lourd et qu'elle abandonnera ses alliés. Le pacte antikomintern est lui-même un instrument de guerre, d'une guerre que l'Allemagne n'est pas prête à affronter.

Mais ces militaires, qui disposent encore de la seule force susceptible d'être opposée au nazisme, ne tentent pas de mettre un terme à cette évolution. Ils se sont eux-mêmes laissé contaminer par le virus de la passivité, par l'ambiance d'approbation sans réserves qu'il eut été dans leur rôle de combattre. Il n'en reste que quelques-uns à n'avoir pas la même docilité, à ne pas se contenter de regretter l'heureux temps du Herrenklub. Quels sont les mobiles de leur attitude singulière ?

Comment concilier la dignité de l'armée, l'importance de son rôle dans l'Etat, comme gardienne de la structure et de la discipline de la nation, avec l'état de fait créé par le nazisme ? Comment admettre qu'une armée à peine renaissante puisse être sacrifiée et peut-être cette fois pour toujours dans une guerre mal amenée et mal préparée ? Comment expliquer et supporter le complexe d'asservissement des plus hauts chefs de l'armée, toujours prêts à céder devant ces gens nouveaux au passé douteux ? A ces sentiments s'ajoutent des préoccupations plus professionnelles, comme le désagrément de voir s'enfler chaque jour davantage ces formations de type militaire qui échappent à l'Etat-Major et à la discipline de l'armée, qui

copient même pour les concurrencer les institutions de celle-ci. C'est ainsi que le Parti et la Gestapo ont créé avec leurs moyens propres un Service de renseignements, d'espionnage et de contre-espionnage, complètement indépendant des services correspondants de l'armée. Ceux-ci seront ainsi non seulement concurrencés, mais surveillés, contrôlés par cette nouvelle institution. Le chef des services de renseignements de l'armée, de l'Abwehr, l'amiral Canaris, est courroucé par ces méthodes. Il se trouve que ses dispositions antérieures sont déjà peu favorables au régime. Il estime ne pouvoir retrouver sa pleine autorité et son indépendance que par la destruction du service concurrent, ce qui ne peut être qu'en détruisant le régime qui l'a créé. Le nom de Walter Wilhelm Canaris sera donc fréquemment cité dans l'histoire des complots. Sa famille, d'origine grecque, était installée en Allemagne depuis le XVIIe siècle, et son père était directeur de mines en Westphalie. Officier de marine, Canaris avait été attaché naval en Espagne pendant la guerre 1914-18. Il y avait utilisé les services de la danseuse Mata-Hari, fusillée par les Français. Après la guerre, il est devenu l'adjoint du colonel Walter Nikolaï, chef des services allemands d'espionnage. Il l'a remplacé en 1934. Ses bureaux, ses services seront jusqu'en 1943 un asile à peu près sûr pour les activités de certains conspirateurs. Ce sera un atout considérable pour ceux-ci, ou du moins ce pourrait l'être. Dans la mesure où cela lui est possible, où les affectations à ses services dépendent de lui, il s'entoure ou plutôt se laisse entourer d'officiers ayant pour le régime la même antipathie que lui-même. Cependant, ce « petit Grec », levantin au physique comme au moral, restera toujours insaisissable. Il ne s'engagera jamais à fond, sera un maître du double jeu. Son adresse, sa dialectique, seront suffisantes pour qu'on ne soupçonne jamais en haut lieu la sincérité des opinions nationales-socialistes qu'il exprime. Dans son rôle d' « opposant », il sera constamment l'adversaire des solutions nettes, des violences qui trahissent leur origine. Il marchera rarement sans se reprendre quelques instants plus tard. Il tolère plus qu'il n'organise, freine plus qu'il ne suscite.

L'Abwehr était loin d'être un service modèle. La corruption et la médiocrité s'y rencontraient à tous les échelons. Mais Canaris sut conserver autour de lui quelques hommes qualifiés pour le jeu dangereux qu'ils allaient devoir mener et plus particulièrement Hans Oster, qu'il avait fait désigner comme chef du Bureau central d'espionnage. Le major Oster était un soldat de

la vieille école, plein de respect pour la hiérarchie. Il n'imaginait pas un instant que ses chefs pussent hypothéquer leur indépendance au profit d'un quelconque parti politique. Aussi avait-il été amèrement déçu après le 30 juin 1934 par l'attitude des généraux et celle de Hindenburg lui-même. Les uns et les autres approuvaient, couvraient de leur autorité et de leur prestige une politique dont ils n'avaient plus le contrôle. Oster estimait déjà qu'il y avait dans les hautes charges militaires une limite à la subordination (ce que Keitel déclarera dans sa dernière déposition au procès de Nuremberg n'avoir pas découvert assez tôt). Tant qu'il occupera ce poste, il jouera le rôle de principal agent de liaison entre les conspirateurs civils et militaires. Il s'efforcera d'amener, directement ou par intermédiaire, le plus grand nombre possible de militaires, de hauts grades de préférence, dans les rangs des participants aux complots. C'est ainsi que dès avant 1938 il avait pris contact avec des généraux comme Beck, Thomas, von Witzleben et von Fritsch lui-même.

L'Aristocratie, la Bourgeoisie, l'Université. — La guerre, la défaite, la chute du régime impérial, l'inflation avaient porté de rudes coups à l'aristocratie allemande. Elle n'avait retrouvé dans la République qu'une existence sans éclat ni sécurité. Elle attendait du courant nationaliste qu'il devînt assez fort pour retablir, sinon la monarchie, du moins sa propre prééminence dans l'Etat. Elle avait appuyé sans réserve les mouvements nationaux et conservateurs, mais n'avait pas accueilli sans réticences la propagande nationale-socialiste. Le socialisme était de trop. Quand il fut évident que le mouvement hitlérien prenait la tête, elle accepta le fait en en considérant les avantages. Le pire était écarté. Les communistes étaient pratiquement annihilés. La vague rouge ne l'emporterait pas. Le nouveau régime conservait d'ailleurs Hindenburg à la tête de l'Etat, maintenait en place son entourage. Il appelait aux conseils du gouvernement quelques-uns des siens : von Neurath aux Affaires Etrangères, von Blomberg à la Guerre. Il n'était pas sûr que Hitler menacerait les grandes propriétés terriennes de l'Est plus que ne l'avait fait Brüning. Une forte armée serait reconstituée, qui réserverait à ses membres et à leurs fils de brillants commandements.

Tout n'était pas perdu. Que le régime nouveau accepte les conseils de la vieille aristocratie, qu'il fasse avec l'appui de ses milliers de partisans une politique prudente et forte qui efface la honte du Diktat, et bientôt une puissante Allemagne nationa-

liste, retrouvant ses solides traditions, serait reconstituée. Ce n'était qu'une désagréable transition, une ingrate période de compromis, un mauvais moment à passer.

Cet optimisme était atténué par des réserves que l'évolution des événements accrut de mois en mois. Et quelques-uns de ces Junkers avaient été dès le début frappés beaucoup plus par les tares du nouveau régime que par ses avantages. La plupart des dirigeants nazis ne venaient-ils pas du sud ou de l'ouest, n'allaient-ils pas ravir à la Prusse son ancienne place ? Et ces gens étaient mal élevés. Ne disait-on pas que des monitrices demandaient aux jeunes filles des camps de travail de faire cadeau d'un enfant à Hitler ? Et la prétention de soumettre les églises à l'idéologie positive de l'Etat nazi froissait leurs vieilles traditions chrétiennes. Les premières manifestations brutales de la politique extérieure furent jugées maladroites, prématurées, lourdes de catastrophes futures. Le sentiment se développa chez certains que le nouveau régime était en lui-même et d'ores et déjà dangereux. Si c'était un devoir de classe de tenter de l'abattre, à cause de ses caractères socialistes et plébéiens, ce pouvait être en même temps un devoir d'élémentaire patriotisme. Et par la même occasion seraient retrouvés les places et les honneurs dus à une classe qui devait maintenir tous ses droits et toutes ses prétentions au pouvoir.

La bourgeoisie rentière, ruinée par l'inflation, s'était pratiquement fondue dans le prolétariat. La bourgeoisie commerçante, industrielle ou bancaire avait retrouvé avec l'avilissement du mark une précaire apparence de prospérité. Elle avait lutté difficilement contre les entreprises des trusts géants, des « Konzern » verticaux ou horizontaux, des gros industriels qui pratiquaient exclusivement une politique d'argent. Elle escomptait du programme de réarmement et de rééquipement lancé par le nouveau régime quelques profits supplémentaires. Mais la « mise au pas » de l'économie allemande, l'établissement du contrôle de l'Etat sur toutes les affaires avaient réduit ses espérances, fait tomber beaucoup de ses illusions. Une nouvelle bourgeoisie, celle des hommes du parti, tendait à se substituer aux anciennes classes aisées. Fallait-il donc toujours lutter ? Ces gens, pour qui comptaient toujours énormément le confort et le bien-être, avaient fait la guerre. Ils avaient connu l'inflation, l'agitation politique, les menaces communistes. N'allaient-ils pas jouir d'un peu de tranquillité ? Il suffirait de prendre le nazisme comme une nécessité du temps. Les uns en profiteraient dans des places, même subalternes, les autres dans les

bénéfices, même limités, du réarmement. Mieux valait « s'arranger », sauver l'essentiel, accepter une situation nouvelle qui n'était qu'un moindre mal. Les cadres civils des administrations n'étaient pas davantage décidés à poursuivre une lutte sans fin et pour le moment sans efficacité. On marcherait donc avec les nazis. « Es geht Ia ». Peu à peu, on trouve d'ailleurs que cela ne marche pas si mal, matériellement parlant. Certes, la suppression des partis, les persécutions religieuses, l'intolérance intellectuelle, certaines initiatives internationales, ne sont pas sans créer d'inquiétude dans une classe née prudente et qui ne manque ni de culture, ni de sentiments religieux. Mais peu à peu la plupart de ces gens en prennent leur parti et comme dans le cas de l'aristocratie, il ne reste en 1937 qu'une infime minorité de bourgeois, de hauts fonctionnaires, de gens en place, pour estimer qu'il est, dès maintenant, avant qu'il ne soit trop tard, nécessaire de préparer le changement de « système ».

La faiblesse de « l'opposition » est encore accrue par le fait que, sur le plan des idées, jeunes et vieux ne s'accordent pas tout à fait. Chez les anciens domine, avec le souci de rétablir dès que possible un rang et une sécurité qu'ils estiment leur être dus, l'espoir d'en revenir à un régime assez semblable à celui qu'ils ont connu avant 1914, ou aux meilleurs moments de la République weimarienne, en n'y introduisant que les changements de nuances imposés par l'opportunité. Les plus jeunes sont encore conservateurs (1), mais affirment que leur doctrine n'a rien de commun avec le conservatisme de leurs aînés, qu'ils considèrent comme rétrograde et vainement réactionnaire. Ils conçoivent une forme nouvelle de conservatisme, d'antisocialisme, susceptible, selon eux, de plaire à la masse de leurs compatriotes. Ils estiment que si les partis du centre et de gauche ont été incapables de séduire et de conduire les masses, les partis nationaux ont manqué de fonds spirituel, se sont révélés incapables de susciter un mouvement profond de résistance au matérialisme hitlérien. La collusion des conservateurs et des social-démocrates, aussi bien sous Guillaume II que sous la République, avait faussé le sens même du conservatisme. En luttant pour la dictature du prolétariat, en mobilisant les premiers les masses dans la rue, les partis d'extrême-gauche ont eux-mêmes montré la voie à Hitler, lui ont préparé le terrain. Les nazis, selon eux, ne sont donc pas les seuls responsables de

(1) H.-B. Gisevius, qui se considère comme l'un de ces « Jeunes conservateurs », expose longuement *a posteriori* leurs conceptions dans le tome I de son ouvrage.

l'état de choses actuel. Celui-ci est l'aboutissement de plusieurs dizaines d'années d'erreurs et d'abandon. Ils conçoivent donc, d'une façon encore purement philosophique, une « démocratie » conservatrice qui libérerait l'Allemagne à la fois des aventuriers actuellement au pouvoir et des inconsistants fantômes des partis du passé. Ils croient le peuple allemand capable de se satisfaire d'une telle forme de démocratie, qui n'apporterait aucune entrave à l'expansion de leur nationalisme.

La plupart de ces aristocrates et de ces bourgeois, jeunes ou vieux, ont été ou sont encore au service de l'Etat, de l'Etat nazi, qu'ils servent d'ailleurs sans la moindre pensée de sabotage. Certains vieux Junkers auraient pu se retirer sur leurs terres. Ils préfèrent garder telle ou telle fonction centrale ou régionale où ils prétendent pouvoir rendre quelques services, non pas tant à l'Etat qu'à leurs administrés que tracassent les nazis. C'est le cas de l'Oberpräsident de la province de Westphalie, von Lünninck, à Münster, de son collègue von Schmid, à Düsseldorff. Ils attendront qu'on les expulse. Ils mettront en attendant une sourdine à leurs scrupules de classe ou de religion. Ils tolèreront les confiscations de biens religieux contre lesquelles proteste avec véhémence l'évêque de Münster et que contribue à organiser le nazi bon teint qu'est le propre frère de von Lünninck.

Parmi ces bourgeois ou ces hobereaux qui voudraient substituer au nazisme un régime plus à leur convenance, se trouvent, à côté de gros propriétaires terriens, des juristes, des avocats qui travaillent à titre privé ou qui sont au service d'administrations. Il y a aussi des fonctionnaires. Mais, à la fin de 1937, alors que la guerre ne paraît ni imminente ni inévitable, que l'autarcie intégrale n'a pas engagé dans des voies trop ingrates l'économie du Reich, il n'y a guère dans les classes aisées que des oppositions de principe. Les récalcitrants sont peu nombreux et les plus marquants ne sont que des personnages de deuxième plan. Il y a parmi eux von Hassell, ambassadeur à Rome, époux de Ilse von Tirpitz, fille de l'ancien grand amiral. Il avait été envoyé en 1930 comme ministre d'Allemagne à Belgrade. Il y avait connu le ministre d'Angleterre, sir Nevile Henderson, futur ambassadeur à Berlin, avec qui il avait conservé des relations amicales. Le chancelier Müller l'avait nommé en 1932 ambassadeur d'Allemagne à Rome auprès du Quirinal. Hitler l'avait maintenu dans ses fonctions et il avait été l'un des signataires du Pacte à Quatre le 7 juin 1933. Il avait mené les pourparlers qui devaient aboutir au pacte germano-italien.

En novembre 1937, il crut bon de faire quelques réserves à propos de l'opportunité de la conclusion du pacte antikomintern. Il fut officiellement relevé de ses fonctions le 4 février 1938, au moment même où von Ribbentrop remplaçait von Neurath aux Affaires étrangères. Il aura quelques difficultés à occuper par la suite un poste à l'Institut pour les Recherches économiques qui lui laisse des possibilités de déplacement en Allemagne et à l'étranger.

Von Hassell avait fait dès 1935 la connaissance du général Beck et de Goerdeler, qui allaient jouer des rôles importants dans les complots contre Hitler. Karl Friedrich Goerdeler, né en 1884, avait été bourgmestre de Koenigsberg de 1919 à 1930, puis bourgmestre de Leipzig jusqu'en 1937. Il avait été en même temps commissaire aux Prix du Reich en 1931-32, puis sous Hitler en 1934-35. Il était en relations étroites avec la firme Bosch, de Stuttgart. Krupp von Bohlen avait voulu faire de lui le président du Conseil de contrôle des usines Krupp. Hitler s'y était opposé. Ses amis le considéraient comme un homme quelque peu fantasque, fréquemment aux prises avec des scrupules religieux, et souvent entreprenant à l'excès. Economiste, c'était surtout la politique économique du nouveau régime qu'il critiquait, et il cédait volontiers à la tentation de chercher à faire partager ses conceptions.

Un certain Johannes Popitz commençait à exprimer en tout petit comité des opinions peu favorables au nazisme. Ancien professeur à l'Université de Berlin, il avait été secrétaire d'Etat alors qu'était ministre des Finances le socialiste Hilferding. Puis il s'était mis en 1933 à la disposition des nazis. Il avait été ministre des Finances du ministère prussien constitué par Goering le 11 avril 1933. Il se prétendait en mesure de séparer Goering de Hitler et de Himmler. En fait, il s'était lourdement compromis avec le régime hitlérien. Ce fut seulement vers 1937 que quelques scrupules et surtout des ambitions personnelles l'amenèrent à prendre contact avec des gens hostiles au régime. Il devint aussitôt dans cette voie un extrémiste. Mais c'était un conservateur de l'ancienne école, et sa vanité, son ton doctoral, irritaient la plupart de ses interlocuteurs.

Parmi les quelques bourgeois de Berlin restés ou devenus antihitlériens, un petit nombre se rencontraient parfois au cours de réceptions organisées chez des gens de confiance. Un autre prétexte à de telles rencontres était aussi les réunions d'une certaine Société du Mercredi (Mittwochsgesellschaft), qui avait été à l'origine la réunion de seize spécialistes de branches

différentes de la culture, et qui admit ensuite d'autres membres soigneusement choisis et munis d'un solide parrainage. Le général Beck y paraissait comme technicien militaire, von Hassell comme spécialiste des questions diplomatiques. On y voyait le professeur de chirurgie Sauerbruch, le professeur Spranger, le professeur de sciences politiques Jessen. Popitz y assistait autant comme connaisseur des antiquités helléniques que comme financier. Il ne s'agissait alors nullement dans ces réunions de mesures à envisager pour mettre un terme à l'expérience hitlérienne, mais de conversations où l'on discutait de la situation générale. Quelques contacts avaient été pris avec un personnage plus important, le docteur Schacht. L'organisateur de l'économie nazie était de tempérament arrogant. Il avait de sa propre personne la plus haute idée et avec son esprit acerbe il critiquait volontiers, mais plus souvent les hommes qu'il jalousait que les institutions qu'il avait contribué à mettre en place et où il conservait encore une position éminente. Il restera toujours à l'arrière plan des activités séditieuses où certains croiront possible de l'entraîner et ne s'engagera jamais dans de trop dangereuses compromissions.

Désireux de trouver une confirmation du bien fondé de leur attitude, ces bourgeois non conformistes chercheront naturellement autour d'eux des sympathisants, mais ils feront entrer parmi ceux-ci des gens qui seront simplement des hommes prudents, qui, tout en arborant les insignes du parti, songeront à réserver l'avenir et à se mettre avec leur famille à l'abri des vicissitudes possibles du régime. C'est parmi ceux-ci qu'il faut compter des hommes portant des noms connus, comme le propre cousin de Hermann Goering, Herbert Goering, général-référent au ministère de l'Economie, Hubert von Bismarck, petit-fils du Chancelier de Fer, secrétaire au ministère de l'Intérieur. Sa mère, veuve d'Herbert, le fils du chancelier, avait été emballée par les premiers succès de Hitler. Mais c'étaient les violences de la police du parti nazi qui l'avaient indignée et, dans son salon, elle approuvait maintenant ceux qui parlaient de changer tout cela. Elle craignait que tout finît mal et redoutait que l'œuvre de son beau-père ne fût un jour réduite au néant.

Parmi les membres des vieilles familles de l'aristocratie et les bourgeois ou fonctionnaires qui avaient déjà en 1937 manifesté, par certaines attitudes plus souvent que par des actes, leur préférence pour un régime autre que celui installé par les nazis, il suffira de citer les quelques-uns d'entre eux dont les noms paraîtront dans la chronique des tentatives faites pour

éloigner Hitler du pouvoir. Il y avait Nikolas von Halem, qui, beau parleur, avait réussi à « retourner » plusieurs fonctionnaires nazis, en particulier l'ancien gauleiter de Silésie et de Westphalie, Joseph Wagner, relevé de ses fonctions pour avoir protégé des juifs et des catholiques. Ernst Niekisch, éditeur de la revue *Widerstand,* était partisan d'un rapprochement de l'Allemagne et de l'U.R.S.S. Ce fut lui que le général Beck envoya à Moscou pour prendre contact avec Radek. Arrêté en 1937, il fut condamné à la prison à perpétuité pour prix de « sa trahison ». (Il y restera après les traités germano-russes de 1939 et 1940 et quand les Américains le libéreront au début de 1945, ils le trouveront aveugle, paralysé des deux jambes à la suite d'injections d'essais faites par des médecins de la Gestapo.) Il y avait quelques fonctionnaires des Affaires étrangères, conseillers d'ambassade ou de légation, en service ou en disponibilité : Adam von Trott zu Solz, Albrecht von Kessell (1), Hans Berndt von Haeften, Herbert Mumm von Schwarzenstein, Otto Kiep, ancien consul général à New-York, rappelé après qu'il eût assisté à une soirée en l'honneur d'Einstein ; Erich Kordt, diplomate à Londres, qui communiquera au gouvernement britannique des propos tenus par Hitler devant l'Etat-Major, Otto Jones, conseiller juridique de la Lufthansa, qui était en relations avec les milieux de l'ambassade d'Angleterre à Madrid. Rudolf Pechel, éditeur de la *Deutsche Rundschau,* s'efforçait d'introduire dans sa revue des évocations historiques susceptibles de faire naître dans l'esprit du lecteur des rapprochements peu favorables à la dictature hitlérienne. Erwin Planck, fils du célèbre physicien, avait été mêlé aux intrigues du général Schleicher, de von Papen et du banquier Schroeder qui devaient aboutir à l'accession de Hitler au pouvoir. Il se disait maintenant adversaire résolu du régime.

Arthur Nebe était directeur de la police criminelle et de ce fait important personnage. Il conservera ses fonctions jusqu'à l'attentat de juillet 1944. Technicien réputé et jugé presque indispensable, il sera en contact presque permanent avec les dirigeants de la Gestapo, atteindra les plus hauts échelons dans la hiérarchie des S.S. Il sera pendant la guerre l'un des auteurs d'un ouvrage capital sur les méthodes de police criminelle. Il était cependant en relations dès 1935 avec des adversaires du régime et mettra parfois à leur service des renseignements précieux.

(1) Von Kessell était au Vatican le 20 juillet 1944 et eut la vie sauve. Son « Journal » contient d'intéressants détails.

Hans Berndt Gisevius avait débuté en 1933 comme fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, d'abord à la police d'Etat, puis dans une section de la Gestapo alors en formation. Il conserva ses fonctions dans les services de la police jusqu'à ce qu'il soit détaché, pendant le guerre, avec l'assentiment de Kaltenbrunner, au consulat général de Zurich. Il fut l'un des subordonnés d'Arthur Nebe et par l'intermédiaire de Herbert Goering il avait fait la connaissance du docteur Schacht, dont il devint un ami dévoué et qui utilisa fréquemment ses services. Il concilia également ses fonctions et l'établissement de contacts avec des hommes qui participèrent aux complots contre Hitler.

Quelques jeunes bourgeois ou aristocrates se considéraient comme de « Jungen Rechter », des jeunes de la droite, parce qu'ils désiraient tempérer le conservatisme de leurs anciens par un libéralisme plus moderne. Parmi ceux qui ne s'étaient pas laissés entraîner dans le courant nazi se trouvaient quelques noms célèbres. Helmuth James von Moltke était le fils aîné du général chef d'Etat-Major de 1914 et arrière-petit-neveu du maréchal de 1870. Ce dernier avait épousé une Anglaise et le général de 1914 avait pris comme femme une Anglaise d'origine sud-africaine. Helmuth von Moltke était né en 1906, avait fait ses études de droit, avait épousé une Allemande, mais de fréquents voyages en Angleterre lui avaient permis de se créer outre-Manche de nombreuses relations. Propriétaire de vastes domaines en Silésie, qu'il voulait gérer conformément à ses principes de libéralisme chrétien, il faisait surtout figure d'intellectuel parmi les hobereaux de sa classe.

Le comte Peter York von Wartenburg descendait, lui aussi, d'une famille ayant fourni à l'Allemagne quelques gloires militaires, et en particulier du comte York von Wartenburg, ce général prussien qui, désobéissant à son roi, avait signé avec les Russes en 1812 le pacte de Tauroggen. Comme von Moltke, il avait fait des études de droit tout en restant à la tête de vastes propriétés. Il devint l'ami d'Adam von Trott zu Solz et partageait avec lui des convictions à la fois monarchistes et antihitlériennes. Le baron Ludwig von Guttenberg, légistimiste bavarois, éditait une petite revue, *Weisse Blätter,* qui réussira à se maintenir jusqu'en 1940 en affectant d'ignorer le national-socialisme. Il avait eu comme collaborateur occasionnel Fabian von Schlabrendorff, issu d'une famille de l'aristocratie poméranienne, qui avait quitté ses fonctions au ministère de l'Intérieur au moment de l'arrivée de Hitler au pouvoir et avait ensuite exercé la profession d'avocat. Il avait pour ami un autre

junker poméranien, Ewald von Kleist qui, également monarchiste et adversaire du régime, restait cependant attaché à la vieille conception du conservatisme.

Qu'ils arborassent une étiquette de droite ou de gauche, les Allemands qui prétendaient s'opposer au nazisme au nom de « l'humanisme » ne pouvaient trouver d'inspiration et de réconfort dans l'attitude des Universités allemandes et des écrivains eux-mêmes. Très rares furent, en effet, parmi les intellectuels et les professeurs qui n'avaient pas été bannis ou emprisonnés à cause de leurs ascendance juive ou d'une notoire activité politique antérieure à 1933, ceux qui se découvrirent des dispositions pour résister à la vague nationale-socialiste. Encore enfouirent-ils prudemment leur hostilité aux puissants du jour sous de peu perméables considérations intellectuelles et ne passèrent-ils que très exceptionnellement à une opposition de fait aux consignes hitlériennes. On citait surtout parmi eux les professeurs Rudolf Smend, Eduard Spranger, Alfred Weber, Karl Jaspers, Gehrard Ritter, von Dietz, Adolf Lampe. Quelques-uns, comme le professeur Jessen, ne devinrent antinazis qu'après avoir été des nazis militants. Ce fut également le cas d'Albrecht Haushofer, fils aîné du général-géographe Karl Haushofer qui, en développant à Berlin un gigantesque Institut de géopolitique, avait fourni à Hitler ses meilleurs arguments pour soutenir ses plans impérialistes. Lui-même professeur à l'Université de Berlin, Albrecht Haushofer était devenu, grâce à son père, l'ami de Rudolf Hess et faisait partie de l'entourage habituel de Himmler, Ribbentrop et von Papen. Il donna des raisons idéologiques à sa conversion à l'antinazisme. Dans le manuscrit des ***Moabiter Sonette*** trouvé sur son cadavre, alors qu'il venait d'être abattu, en avril 1945, par la Gestapo, il reconnaissait ses premières erreurs et ses responsabilités. Hormis quelques exceptions, les écrivains allemands s'abandonnèrent non moins vite aux facilités et aux avantages du conformisme intégral. Tous les arguments leur furent bons. « Faire de l'opposition à des criminels, dira le romancier Rudolf Kasser, c'était se dégrader soi-même. » Ils trouvaient dans le prétexte que l'art et la science sont au-dessus ou en dehors de la politique une raison suffisante pour justifier leur passivité.

Les quelques Allemands qui, dès 1937, avaient en commun, sinon le même but, du moins le même désir de remplacer le régime national-socialiste par un autre, s'accordaient sur la constatation commune qu'aucun mouvement de masse ne balaierait Hitler, qu'aucune opposition véritable n'était en cours de déve-

loppement, ni au bas de l'échelle sociale, ni parmi les notables ou les classes moyennes (1). Etait-il alors possible d'obtenir le résultat convoité par le seul moyen d'un complot ? Des groupes d'hommes d'origine aussi disparate, de tempéraments si divers, et qui s'ignoraient souvent les uns les autres, pouvaient-ils penser à une action commune ? Plutôt que la masse, qui ne songerait pas à monter sur des barricades, ils auraient à vaincre le parti, où des dissensions pouvaient être alimentées, et la Gestapo, dont la force venait moins d'ailleurs de la qualité de ses membres et de l'intelligence de ses méthodes que de l'insuffisante réaction que ses brutalités et ses maladresses suscitaient chez ceux à qui elle s'attaquait. Ils pouvaient essayer de gagner celles des autorités qui étaient encore non nazies, comme certains ministres bourgeois, exploiter les signes d'aggravation de la situation économique du Reich, les déceptions que pouvait apporter la politique étrangère. Ils devaient avoir l'appui des généraux, en qui les classes aisées avaient encore confiance et qui étaient seuls à disposer encore de pouvoirs effectifs en face de ceux de l'adversaire, et dont les coups de poing sur la table pourraient encore avoir quelque résonance. Ils devraient surtout avoir le commun désir d'aboutir à tout prix. Des occasions d'agir allaient se présenter. Il leur appartenait de n'être pas que des velléitaires.

(1) Rudolf Pechel, qui refuse à von Hassell, Gisevius, Franz Reuter, Schacht, Nebe, Helldorff, Albrecht Haushofer et bien d'autres l'entrée dans « l'autre Allemagne », du fait de leurs compromissions, cite de nombreux noms d'autres « opposants ». Mais il omet presque toujours de dire ce qu'ils ont fait.

CHAPITRE II

LA PREMIERE OCCASION MANQUEE : LES AFFAIRES VON BLOMBERG ET VON FRITSCH

Le 12 janvier 1938, Hitler et Goering assistaient comme témoins au mariage du feld-maréchal von Blomberg, ministre de la Guerre, avec « sa secrétaire », une demoiselle Erna Gruhn. La cérémonie se déroula sans apparat, avec une rapidité inaccoutumée. La presse ne fit aucun commentaire. Werner von Blomberg avait cinquante-huit ans. Il était veuf. Il avait de grands enfants. Ce deuxième mariage était une mésalliance. Ni le Führer, ni Goering, nationaux socialistes, n'y pouvaient faire d'objections et leur présence ne pouvait susciter aucun étonnement.

Mais le 20 janvier, le comte Helldorff, préfet de police de Berlin, reçoit de ses services un dossier concernant Erna Gruhn. Elle est née en 1913, dans le faubourg berlinois de Neukölln, où sa mère tenait un « salon de massage », prétexte à des occupations moins avouables. La mère avait été une ou deux fois inquiétée par la police. La fille s'était adonnée de bonne heure à de multiples corruptions au point que sa mère l'avait chassée de chez elle. Erna Gruhn avait été ensuite aux prises plusieurs fois avec la police des mœurs de sept grandes villes allemandes. Elle avait été inculpée de prostitution et de commerce de cartes postales pornographiques.

Toutes vérifications minutieusement faites, il est alors du devoir et dans les consignes du préfet de police de communiquer ce dossier à son supérieur, Heinrich Himmler, chef de la police allemande depuis 1936. Mais le comte Helldorff, qui connaît les procédés de la Gestapo, concurrente de ses services, est également bien placé pour apprécier les tares du nouveau régime, qu'il continuera néanmoins à servir en donnant de suffisantes garanties. Il n'ignore pas l'existence de récalcitrants et il rendra quelques services à certains d'entre eux, moyennant d'ailleurs d'assez fortes sommes. Il est cependant de ceux qui pensent que l'armée doit être réservée comme dernier rempart contre les excès possibles du national-socialisme. Il craint que la Gestapo n'utilise le scandale pour jeter sur les chefs de l'armée, qu'elle accuse déjà de tiédeur, un nouveau discrédit. Pas-

sant outre à ses consignes, il porte donc d'abord le document au général Keitel, chef du Wehrmachtsamt. Il tombe mal. Keitel doit fiancer son fils à une fille de von Blomberg. « Pas d'histoires, répond-il au comte Helldorff. Etouffez l'affaire. » Le préfet de police estime que cette solution est malheureusement impossible. Ses services sont au courant. La Gestapo a des antennes partout. Certains policiers parleront. « Débrouillez-vous, dit alors Keitel, ce n'est pas mon affaire. » Il conseille toutefois à Helldorff d'en parler à Goering.

Le 22 janvier, le préfet de police communique à Goering la teneur de son document. Mais les attitudes, les réflexes de Goering ne peuvent être interprétés qu'en fonction de son tempérament de comédien. Son embarras n'est-il pas simulé ? On n'ignore pas qu'il nourrit l'ambition d'occuper le poste que détient von Blomberg. Il déclare à von Helldorff que von Blomberg avait prévenu le Führer que sa nouvelle femme était d'origine modeste, qu'elle était sa maîtresse depuis plusieurs années, « qu'elle avait un passé ». Le 23 janvier, Goering réunit Himmler et Heydrich. Tous trois envisagent l'exploitation de l'affaire. Les révélations du comte Helldorff n'en sont peut-être pas pour eux, car dès le 13 janvier, Goering (suivant sa déposition à Nuremberg) avait reçu de Himmler un rapport de police d'un faubourg de Berlin, explicitement renseigné sur le passé d'Erna Gruhn.

Le 24 janvier, Goering rend visite à Hitler qui vient de rentrer de Munich, et il le met au courant. Hitler est-il surpris ? Avant d'être témoin du mariage de son ministre de la Guerre, n'a-t-il pas demandé à celui-ci quelques apaisements, quelques éclaircissements sur ce que contenait « le passé » de sa future femme ? N'a-t-il pas, avec sa méfiance coutumière et son souci de tout exploiter, ordonné lui-même des investigations ? Il y avait déjà avant le mariage des chuchotements sur cette liaison. D'après plusieurs témoignages, von Fritsch, plus susceptibles sur la question de la moralité des chefs de l'armée que sur celle de leur fermeté de caractère, aurait demandé à Hitler, au nom de la Wehrmacht, dans les premiers jours de janvier 1938, la retraite de von Blomberg. N'était-ce pas étrange qu'il n'y ait pas eu de cérémonie religieuse au mariage, que les formalités civiles, très longues suivant la loi, aient été pratiquement bâclées ? Ne chuchote-t-on pas que ce n'est pas par hasard que cette Erna Gruhn s'est trouvée sur le chemin du ministre de la Guerre, qui avait l'habitude de disparaître de temps à autre pendant plusieurs heures dans les faubourgs de Berlin ?

N'affirme-t-on pas que Goering, qui avait à plusieurs reprises assuré Blomberg, à la prière de celui-ci, qu'il ne faisait pas d'objections à sa liaison avec une femme d'origine modeste et à un mariage éventuel, avait fait expédier en Amérique du Sud, avec un suffisant viatique, un jeune Allemand qui conservait des relations avec Erna Gruhn ? Est-il vraisemblable que la Gestapo, qui considérait le ministre de la Guerre comme un tiède, voire un suspect, n'ait pas fait depuis longtemps établir un dossier sur cette personne avec qui le maréchal vivait en liaison plus ou moins avouée depuis des années et semblait s'en excuser auprès des maîtres de l'heure ? Est-il vraisemblable que Himmler et Heydrich, en possession de tels renseignements, aient laissé le Führer se compromettre en assistant comme témoin à un tel mariage ? Ou Hitler s'est-il rendu complice d'une machination destinée à se débarrasser d'un ministre de la Guerre devenu gênant et à jeter le discrédit sur une armée dont il voulait humilier les chefs ? A Blomberg qui lui annonçait son projet de mariage, il avait répondu, faisant allusion à l'éventualité d'une opposition ou d'une réserve des autres généraux : « S'il le faut, je vous soutiendrai. »

Après la visite de Goering, le Führer décide que von Blomberg devra cesser de porter l'uniforme, qu'il ne mettra plus les pieds à la Chancellerie. Il lui demandera d'attaquer le mariage pour tromperie, afin d'empêcher Erna Gruhn de porter à vie le nom de Blomberg et le titre de « Maréchale ». Il sera relevé de ses fonctions et devra quitter l'Allemagne pendant un an.

Qu'y a-t-il de factice dans cette sévérité ? Le Führer consent à recevoir de nouveau von Blomberg, qui laisse couler des larmes et se fait à demi-pardonner. Blomberg part pour l'Italie. Il séjournera d'abord à Rome, puis à Capri, Goering lui fait envoyer des fonds pour aider à la subsistance du couple. Hitler écrit à Mussolini pour qu'il prie la police italienne d'empêcher les importuns d'approcher von Blomberg. Puis le couple part en croisière vers Java.

Mais la place de von Blomberg est libre. Hitler n'ignore pas que Goering la convoite. Il n'est pas disposé à la lui accorder. Pour éviter de donner à la désignation du successeur un caractère politique, il dit envisager de nommer au ministère de la Guerre le subordonné immédiat de von Blomberg, le généraloberst von Fritsch, commandant en chef et généralissime désigné. C'est un officier loyal et aimé de la troupe. Mais Himmler intervient. Hitler cesserait-il de veiller à l'honneur des chefs de l'armée ? Aurait-il oublié cette affaire Fritsch de 1935 ? Cette

année avait été pour la Gestapo l'année par excellence des perversions sexuelles. Fait sans doute unique au monde, avec l'approbation du Führer, c'était la police politique qui avait la haute main sur ces affaires. Cela lui permettait d'arrêter ou de diffamer qui bon lui semblait. Hitler demande alors à son attaché militaire, le colonel Hossbach, sous le sceau du secret, ce qu'il pense de ces accusations lancées contre von Fritsch. Le colonel voit aussitôt se lever sur l'armée la nouvelle d'un nouveau discrédit. Il rompt son serment de mutisme et prévient von Fritsch.

Celui-ci demande une entrevue au Führer qui le reçoit en présence de Goering. Von Fritsch nie avec vivacité, donne sa parole d'honneur qu'il n'a jamais été l'objet de telles accusations. Mais Himmler le confronte avec le policier Schmidt qui aurait découvert l'affaire en 1935. Condamné à la prison pour extorsion de fonds, mais évitant de purger sa peine en se mettant au service de la Gestapo, Schmidt avait affirmé avoir vu von Fritsch un soir, près de la gare de Wannsee, à Berlin, en relations suspectes avec un jeune homme nommé Weingartner. Schmidt dit : « C'est bien lui. » Himmler et Goering ont averti préalablement le Führer que les invertis nient toujours quand on les accuse. Hitler est donc convaincu. Il demande à von Fritsch d'apporter sa démission qui sera acceptée avec d'honorables motifs. Fritsch refuse. Il demande la création d'un tribunal d'honneur. Mais Goering refuse, en déclarant que pour lui l'affaire est parfaitement claire. Hitler met von Fritsch en disponibilité. A la demande de la Gestapo, pour éclaircir un côté obscur de l'affaire (von Fritsch n'avait aucun compte en banque), il convoque le général Beck, chef d'Etat-Major général, et lui demande s'il n'a pas prêté de l'argent à von Fritsch. Beck nie de toute son autorité. Il maintient difficilement son indignation.

Beck est capable de sursauts d'énergie. De tous les généraux, il a le plus difficilement supporté la tutelle du parti national-socialiste. Il n'est d'ailleurs pas d'une vieille famille militaire. Son père était professeur dans une université rhénane et sa femme est la fille d'un juriste connu. En automne 1937, il écrivait encore à von Hassell qu'il espérait que grâce aux bonnes qualités du peuple allemand, les « aventuriers » se perdraient eux-mêmes. Mais les événements récents l'obligent à changer d'avis. Il croit qu'une nouvelle menace pèse sur l'armée, qu'une machination est montée pour la déposséder de ce qui lui reste d'indépendance. Comme des généraux ont critiqué le Parti à

cause des mœurs de certaines de ses formations, le Parti à son tour cherche à compromettre les généraux les plus haut placés dans des histoires de mœurs, pour enlever à leurs collègues toute raison de renouveler leurs reproches au Parti. Beck exige des éclaircissements. Il demande qu'on remette à plus tard le voyage de l'Etat-Major en Prusse orientale. Il veut que tous les généraux soient amenés à donner leur avis.

Au cas où les généraux suivraient Beck, l'armée et le Parti seraient en opposition. Hitler ne veut pas courir le risque d'un conflit public. Il refuse. Il n'a que faire de l'avis de l'Etat-Major. Beck va alors voir von Fritsch. Celui-ci lui affirme son innocence. Ils se mettent d'accord pour exiger une enquête militaire.

Cependant, que Hitler l'ait voulu ou non, qu'il l'ait prémédité ou qu'il ait subi l'entraînement de Goering et de Himmler, tous deux désireux d'assumer des commandements militaires, l'armée pour l'un, les S.S. pour l'autre, le fait est acquis qu'un conflit Etat-Major-Parti nazi est ouvert. Mais les circonstances ne sont-elles pas trop opportunes pour qu'il n'y ait que coïncidence ?

Dans les derniers mois, l'acceptation passive des généraux a été moins unanime. S'il n'y a pas de menaces directes de guerre, l'éventualité d'une guerre est de moins en moins exclue. L'Angleterre réarme. La France renforce son potentiel militaire. Roosevelt se déclare en faveur des démocraties. La guerre d'Espagne a opposé déjà les deux blocs éventuels de belligérants. L'autarcie imposée par le plan Goering limite toujours davantage la liberté d'action des industriels, réduit les bénéfices escomptés, crée un mécontentement qui atteint toutes les classes. Des généraux, des officiers supérieurs alliés aux familles des industriels s'inquiètent du destin de l'Allemagne, à la merci d'imprudences ou de maladresses de son chef. Quelques-uns se réunissent pour confronter leurs opinions. Ils n'ont pour la plupart aucune intention de renverser le régime. Leurs désirs sont seulement plus pressants de voir celui-ci éviter la voie des aventures. La Gestapo, les dirigeants du Parti, le Führer lui-même, n'ignorent pas cette récente évolution des esprits. Ils n'admettent pas que la « mise au pas » de l'armée soit remise en question. La Wehrmacht ne peut avoir aucun droit de regard sur les directions politiques données par le gouvernement. Elle n'est qu'un organe d'exécution. Le Führer ne peut donner l'impression qu'il est soumis à des pressions de l'intérieur. Il n'ignore pas que les généraux eux-mêmes, von Blom-

berg, von Fritsch en particulier, ont été l'objet de sollicitations de la part de milieux qui critiquent ses initiatives. C'était déjà trop de faiblesse de leur part que d'écouter de tels propos.

Mais le problème von Fritsch reste posé, étendu à la dimension d'un conflit précis entre certains généraux et les chefs du Parti. Hitler cherche des atouts. Il demande au ministre de la Justice Gürtner d'examiner l'affaire Fritsch. Pris entre des sollicitations opposées, Gürtner louvoie, fait traîner l'affaire, repousse toujours à plus tard la remise de son rapport. Hitler en conclut que le dossier Fritsch n'est pas vide. Beck, de son côté, s'emploie à insuffler de l'énergie à von Fritsch. Celui-ci a obtenu de Goering la promesse d'une entrevue. Mais Goering prend conscience du côté délicat de sa position. Il revient sur sa décision et déclare qu'il ne veut avoir aucune relation avec un homme comme von Fritsch. Il ne le verra pas. De son côté, Hitler fait donner à von Fritsch l'ordre de se présenter de lui-même à la Gestapo pour s'y expliquer. Fritsch obéit. Un oberführer S.S. l'interroge. Toutes ses paroles sont prises sur disques. Il se défend mal, ainsi que Beck l'avait prévu. Il ne faut pas compter sur lui pour mener la lutte.

Pourtant une occasion est là : déjà impopulaire, la Gestapo peut être prise en flagrant délit de machination criminelle sur la personne même du chef de l'armée. On chuchote qu'un nouveau 30 juin, dirigé cette fois contre l'armée, est en préparation. Il signifierait la mise en tutelle absolue de la Wehrmacht, le déclenchement d'une guerre prématurée. Les bourgeois et militaires sensibles à cette inquiétude resserrent entre eux les contacts. Ils se disent d'accord pour estimer qu'il faut absolument agir. Canaris, Oster, Nebe, le comte Helldorff, Goerdeler, Beck, Schacht, Gisevius entrent en relation, se téléphonent sous de faux noms, rassemblent les indices pouvant déceler les intentions du Führer, de Himmler et Goering. Ils renouvellent leurs instances sur les gens au pouvoir, mais tous ces civils, Gürtner, Neurath, Schwerin von Krosigk, assurent une fois de plus n'avoir aucun moyen d'agir. L'amiral Raeder est lui-même prié d'intervenir. Il se rend auprès du Führer. Il lui dit qu'un scandale de mœurs à propos du général en chef, suivant à huitaine un scandale du même ordre à propos du ministre de la Guerre, ne pouvait être admis sans faire naître l'hypothèse d'une machination policière. Hitler se contente de lui communiquer le dossier von Fritsch. Schacht insiste encore auprès de Raeder pour qu'il intervienne avec fermeté. L'amiral admet qu'une action est nécessaire, mais il déclare que lui-même n'est pas en

mesure de la mener. Par deux fois Schacht essaie de voir le général von Rundstedt. Par deux fois, il est éconduit. Rundstedt ne veut pas se mêler d'une affaire où il sait que l'honneur et l'indépendance de l'armée sont en jeu. Le général von Witzleben, commandant la région de Berlin, dont les sympathies vont aux « opposants », est malencontreusement malade dans une clinique de Dresde. Les autres généraux veulent s'en tenir aux consignes de l'obéissance muette. Ils ne veulent pas que leurs soupçons soient rendus publics ou portés à la connaissance du Führer, au moment où le changement du ministre de la Guerre, le départ du chef de l'armée, les possibles bouleversements dans le commandement militaire, peuvent avoir la plus grande influence sur la suite de leur carrière. Les généraux de province ne sont pas davantage décidés. Reichenau, qui commande le groupe d'armées de Munich, guigne comme Goering la succession de von Blomberg. Von Kluge, averti par Gisevius, déclare encore tout ignorer des événements le 26 janvier. Il se borne à exprimer son étonnement.

Cependant Beck insiste toujours au nom de l'Etat-Major pour que les deux cas Blomberg et Fritsch reçoivent une solution militaire ; von Blomberg doit donner sa démission et non être exclu ; une commission d'enquête exclusivement militaire doit examiner le cas von Fritsch. Le Führer accepte le compromis relatif à von Blomberg, et c'est Oster qui est chargé d'aller chercher à Capri la démission de l'ancien ministre de la Guerre. Celui-ci apprécie déjà sa nouvelle tranquillité et signe sans difficultés le document qu'on lui demande. Le Führer lui adresse alors une lettre chaleureuse :

« Depuis qu'en 1936 la complète souveraineté du Reich en matière militaire et territoriale a été rétablie, vous m'avez souvent prié de vous décharger d'un service qui exigeait de très lourds sacrifices pour votre santé. A l'expiration de la cinquième année de la résurrection de notre peuple et de son armée, je veux maintenant donner suite au désir que vous m'avez manifesté à plusieurs reprises.

« Le 30 janvier 1933, vous avez, Monsieur le Feld-maréchal, comme premier officier du nouveau Reich, prêté devant moi le serment de fidélité à la direction nationale-socialiste. Pendant cinq ans, vous êtes resté inébranlable. Durant cette période, une réorganisation militaire s'est accomplie qui est unique dans l'histoire allemande. Votre nom est pour toujours lié à la réalisation de cette œuvre.

« En mon nom et en celui du peuple allemand, je vous assure, en cette heure, de ma profonde reconnaissance. »

Le Führer considère que von Fritsch est lui aussi sorti définitivement des cadres. Il lui envoie également une lettre de remerciements, mais d'un ton beaucoup moins chaleureux (von Fritsch avait passé un congé en Méditerranée quelques mois plus tôt) :

« Etant donnée votre santé ébranlée, vous avez été obligé de me prier de vous relever de vos fonctions. Comme le séjour que vous avez fait dans le Midi n'a pas eu le résultat espéré, j'ai résolu de donner suite à votre requête. Je mets à profit votre départ de l'armée active pour célébrer vos mérites éminents au service de la reconstruction de l'armée. Votre nom restera attaché à l'histoire de cette rénovation et au renforcement de l'armée allemande entre mars 1935 et février 1938. »

Et presqu'aussitôt, le 4 février 1938, sont rendues officielles des nominations qui bouleversent complètement le commandement de l'armée. Seize généraux de haut rang sont mis à la retraite, quarante-quatre généraux, de nombreux officiers supérieurs changent d'affectation. Hitler prend lui-même le commandement suprême de toutes les forces armées allemandes et délègue temporairement ses pouvoirs au général Keitel comme généralissime. Le général von Brauchitsch est nommé commandant en chef de l'armée de terre en remplacement de von Fritsch. Goering devient maréchal. La diplomatie est l'objet de changements analogues. Von Ribbentrop, alors ambassadeur à Londres, remplace von Neurath comme ministre des Affaires étrangères. Les ambassadeurs à Rome (von Hassell), à Vienne (von Papen), et à Tokio (von Dirksen) sont rappelés. Dans l'économie nationale également s'opère un changement de cadres. Le ministère que détenait Schacht est divisé en sections spécialisées, sous la haute direction du maréchal Goering, assisté comme ministre de l'Economie de Walter Funck (homosexuel notoire qui devient ministre le jour où von Fritsch est exclu).

Dès que sont connus ces changements considérables, les militaires réticents prennent contact avec le nouveau commandant en chef, von Brauchitsch. C'est un homme qui a servi jusque là loyalement le gouvernement, mais sans lui donner des gages spéciaux d'attachement. Il n'est pas réputé pour la fermeté de son tempérament. Hitler apprécie sa docilité. Aux sollicitations de Beck, de Canaris, d'Oster, Brauchitsch répond en affirmant son souci, non moins grand que le leur, de ne pas laisser l'armée devenir le jouet du parti et des tendances aventurières et

criminelles de ses chefs. Il estime que dans l'affaire Fritsch Himmler s'est mis dans son tort, mais qu'il importe d'attendre, pour rendre ce tort plus éclatant et mieux exploitable, d'une part que la commission d'enquête militaire, dont Hitler a finalement admis le principe, ait fourni son rapport, d'autre part que les officiers dans leur ensemble aient eu le temps de subir la réaction des événements. (Il y avait eu seulement quelque agitation dans les mess de Prusse Orientale.)

La commission d'enquête révèle rapidement la machination de la Gestapo. Celle-ci a fait volontairement la grossière confusion entre le général von Fritsch et un certain capitaine (ou lieutenant-colonel) von Frisch, effectivement accusé en 1935 de mœurs contre nature.

Le fait étant désormais établi, Brauchitsch est pressé par les « opposants » de passer à l'action. Il importe de ne pas laisser la Gestapo sortir indemne de cette aventure, de ne pas laisser échapper l'occasion de porter un coup à un régime susceptible de compromettre l'avenir immédiat de l'Allemagne. Schacht tente une intervention personnelle auprès de Brauchitsch. Ce dernier refuse tout net de le recevoir. Il informe Beck qu'il est nécessaire d'attendre le verdict que doit rendre le tribunal militaire qui statuera sur le rapport de la commission d'enquête ; après, il agira. Brauchitsch insiste effectivement pour qu'un jugement en bonne et due forme soit rendu. Par contre Himmler et Goering, flairant la menace, cherchent une échappatoire. Ils demandent au Führer de déclarer simplement qu'il y a eu une fâcheuse erreur. Mais von Fritsch, dont Beck doit sans cesse soutenir l'énergie, exige que son cas ne soit pas réglé par une vague appréciation.

Le tribunal est constitué. Il comprendra von Brauchitsch, l'amiral Raeder, deux juges du tribunal militaire du Reich. Mais la présidence effective échoit à Hermann Goering, car depuis le 4 février, avec le titre de général feld-maréchal, il a le plus haut grade de l'armée. Beck, Oster, Canaris, Goerdeler, Schacht et quelques autres continuent à s'agiter. Ils se rencontrent clandestinement, se téléphonent à partir de bureaux autres que les leurs. Ils confrontent les arguments qui permettront à von Fritsch de rester ferme ; ils insistent auprès de lui pour qu'il prenne dès le début une attitude offensive, qu'il récuse la présidence de Goering, qu'il exige la comparution de témoins, qu'il mette directement en cause Himmler et Heydrich, qu'il fasse que ce procès soit non seulement celui de son propre cas, mais celui de la Gestapo, qu'il soit l'occasion pour l'armée de reven-

diquer son indépendance totale de tout parti politique. Ils savent que la Gestapo peut renouveler ses perfidies, présenter elle-même de faux témoins.

Un tel procès peut avoir de graves répercussions sur l'état politique du Reich. La date en est fixée au 11 mars. Mais le matin même de ce jour, Hitler annonce qu'il est reporté à une date ultérieure. La raison de ce report est évidente dès le lendemain. Le 12 mars 1938, les troupes allemandes pénètrent en Autriche, entrent à Vienne. C'est une affaire d'importance internationale. Qui peut prévoir ce que seront les réactions des démocraties ? Quel est l'Allemand qui, dans des circonstances semblables, où le Führer réalise la grande Allemagne parmi l'enthousiasme des Autrichiens, où l'armée allemande est engagée dans une opération qui comporte des risques de conflit, peut songer à opposer dans la nation les deux forces dominantes, le Parti et l'armée ? Qui peut oser prendre la responsabilité de troubles intérieurs ?

Aucun de ces hommes mécontents n'y songe effectivement. Ils n'ont guère fait jusqu'à présent que presser d'intervenir des généraux ou des ministres, lesquels ne se sont jamais laissés engager et n'ont fait au maximum que partager certaines de leurs déceptions et de leurs craintes. Mais la réalisation pratique du renversement d'un régime aussi concentré et policé que celui sur lequel règnent Hitler, Himmler et la Gestapo, n'a été ni étudiée, ni envisagée. L'accueil enthousiaste des Autrichiens, y compris celui de leur clergé, l'approbation de Mussolini (qui avait envoyé des divisions sur le Brenner en 1934), l'absence de réactions des démocraties, donnent raison à Hitler.

Et c'est dans la pleine euphorie du succès que se réunit le tribunal militaire, le 17 mars, sous la présidence de Goering. Ni von Fritsch, ni von Brauchitsch, ni l'amiral Raeder ne posent de questions embarrassantes. L'affaire est vite réglée : von Fritsch est déclaré innocent, bien que son attitude ait donné lieu à des soupçons !

Voici donc le jugement rendu, condition qu'avait posée Brauchitsch pour passer à l'action, sans d'ailleurs préciser laquelle. Puisque l'opération autrichienne ne menace plus de provoquer un conflit, les scrupules des « opposants » disparaissent. Il faut empêcher que le succès n'encourage Hitler à renouveler une action qui ne se heurtera pas nécessairement à la même inertie des démocraties. Il faut redonner à l'armée et à l'Etat-Major le rôle traditionnel qui leur revient dans la nation,

qui leur permet de dire leur mot au moment de choisir entre la paix et la guerre.

Tour à tour, Canaris, Oster, Goerdeler tentent de rappeler à Brauchitsch sa promesse. Des entretiens ont lieu directement ou par personnes interposées. Il n'en sort rien d'autre que la certitude du désir de Brauchitsch de ne pas attirer sur lui l'attention de la Gestapo. Le commandant en chef refuse de poser à celle-ci un certain nombre de questions que le groupe des mécontents avait préparées. Le ministre de la Justice Gürtner, qui avait semblé un moment être sympathisant, s'est ressaisi et ne veut plus se laisser entraîner.

Il semble donc que la tentative faite pour exploiter les affaires Blomberg et Fritsch ait totalement échoué. Von Fritsch lui-même a très peu réagi. Bafoué par Himmler, il a renoncé à le provoquer en duel. Reconnu innocent, il ne retrouve pas son commandement. Il ne l'a redemandé que du bout des lèvres, sans insistance et déjà sans espoir. Hitler s'est contenté de lui envoyer des vœux de prompt rétablissement de sa santé. Il le nommera un peu plus tard commandant d'honneur de son ancien régiment d'artillerie, et Fritsch acceptera. Le dogme de l'infaillibilité du Führer sera sauvegardé.

Cependant Brauchitsch continue à être sollicité : on lui expose qu'il importe de ne pas attendre pour agir que la guerre soit imminente. Car à ce moment les scrupules d'unité nationale seront évoqués et toute action sera impossible. Brauchitsch, qui se trouve être la plus haute autorité sollicitée d'intervenir, juge cette responsabilité peu enviable et essaie de la faire passer à plus haut placé que lui. Il déclare qu'il serait bon d'attirer Goering dans la conspiration, qu'il est préférable de l'avoir avec soi que contre soi, car il est le seul à disposer dans le pays d'une certaine popularité qu'il doit autant à son physique, à ses uniformes, à sa vie seigneuriale, qu'à certaines réserves de son attitude. Mais on lui objecte que Goering n'est pas moins compromis que Himmler, qu'il a eu connaissance de la perfidie de l'opération menée contre von Fritsch, qu'il avait en particulier approuvé l'expédition policière du 15 janvier au cours de laquelle la Gestapo avait fait disparaître le capitaine von Frisch, le vrai coupable et témoin gênant.

De l'avis de tous ses interlocuteurs, le commandant en chef semble cette fois convaincu. Ils sont tous persuadés qu'il agira. Il ne pose plus qu'une condition : avoir la preuve que Goering a eu connaissance de l'opération policière du 15 janvier. Mais voici qu'on raconte, et Brauchitsch l'apprend, que Goerdeler au-

rait laissé entendre, au cours d'un voyage à Londres, qu'une vaste épuration appuyée par Brauchitsch aurait lieu sous peu en Allemagne, épuration qui liquiderait de notoires chefs nazis. Brauchitsch ne craint rien tant que de se voir soupçonné par la Gestapo. Nul doute que celle-ci aura connaissance de ces bruits. Prenant les devants, il se rend chez le Führer et lui apporte un démenti à ces affirmations. Hitler n'est pas particulièrement ému par les bruits qui circulent à l'étranger et qu'il attribue aux manœuvres des émigrés. Il conseille au généralissime de ne pas s'en inquiéter. Une enquête sera faite en Angleterre sur l'origine de ces racontars. Mais cette affaire est un nouveau souci pour les comploteurs. Toujours sur leurs gardes, ceux-ci doivent en même temps pratiquer une politique offensive et se défendre contre des menaces sans cesse renouvelées. Ce sera Schacht qui cette fois sauvera la situation (1). Il envoie sur-le-champ des émissaires en Angleterre qui arrivent avant les enquêteurs de Hitler et préparent le terrain. Il sera officiellement établi que tous ces bruits, que Goerdeler d'ailleurs se défend d'avoir fait naître, avaient pour origine les bavardages d'un jeune émigré.

Il n'en reste pas moins que l'attitude de Brauchitsch déconcerte et indigne ceux qui l'avaient sollicité. Voici un général en chef qui s'est laissé entraîner et compromettre dans des projets de coup d'Etat, où il compte en particulier sur l'expérience et le dynamisme politique de Goerdeler, et il n'hésite pas, pour se blanchir aux yeux du Führer avant d'être accusé, à prendre l'initiative de tenir à ce dernier des propos qui pourraient permettre à la Gestapo de mettre la main sur ce même Goerdeler. Ce qui ne l'empêche pas de compter absolument que Goerdeler et ses amis ne feront rien pour qu'il soit lui-même soupçonné, ce qui n'empêche pas non plus ces derniers, malgré une amère expérience, de renouveler auprès de lui leurs interventions. Ils lui font connaître leurs plans pour prouver la culpabilité de Goering dans l'affaire von Fritsch et lui donner alors une justification à son action. Mais Brauchitsch répond que les plans des autres ne l'intéressent pas et qu'il a lui-même son propre plan. En attendant cette action constamment remise, il se marie une troisième fois. Il connaissait depuis longtemps sa nouvelle femme, mais il avait attendu d'être commandant en chef pour l'épouser. Et il accepte de Hitler un chèque destiné à dédommager sa deuxième femme dont il s'est séparé. Bien entendu, Brauchitsch ne passera pas à l'action et comme les « opposants » d'alors n'envisageaient pas eux-mêmes d'autre action que leur intervention auprès de Brauchitsch, toute leur agitation à propos des affaires von Blomberg et von Fritsch sera absolument stérile. C'était une occasion manquée. Etait-ce une bonne occasion pour renverser le régime ? Probablement non. Rien n'était prêt pour remplacer celui-ci, qui par ailleurs ne manquait pas de moyens de défense. Mais c'eut été au moins une occasion de l'affaiblir, de discréditer publiquement ses procédés et ses hommes, de mettre un frein à l'assujettissement de l'armée, de développer une opposition. Ce pouvait être un heureux commencement.

(1) C'est du moins Gisevius qui l'affirme. Mais ses témoignages sont toujours favorables à Schacht.

Les mêmes amis de Goerdeler crurent avoir trouvé un utile prolongement à la crise Blomberg-Fritsch. Le 2 mars 1938, le pasteur Niemöller était jugé et condamné à sept mois de forteresse et deux mille marks d'amende pour « avoir mis la paix en péril et du haut de la chaire avoir incité les fidèles à dédaigner les lois du gouvernement du Reich ». Du fait de sa prison préventive, il devait être aussitôt libéré. Mais la Gestapo décida de le retenir pour assurer sa « protection » et l'interna dans un camp de concentration. Il y avait là un acte arbitraire caractérisé, qui frappait non seulement un pasteur écouté, mais un ancien officier de marine connu pour ses exploits. Beck demanda à Brauchitsch de ne pas laisser une nouvelle fois la Gestapo frapper un soldat qui avait donné des preuves de sa valeur, de son patriotisme et de son dévouement. Brauchitsch en parla à l'amiral Raeder et l'affaire en resta là.

Quelques mois plus tard, à l'occasion d'une manœuvre, Hitler annonça brièvement aux généraux réunis que von Fritsch était réhabilité, tenant là tardivement un engagement qu'il avait pris. Aucun général ne posa de questions ni ne fit d'observations sur les événements passés. On apprit aussi que le faux témoin, le policier Schmidt, avait été exécuté sans procès par la Gestapo. Les membres de celle-ci qui avaient mené l'affaire Fritsch eurent tous de l'avancement. En septembre 1939, von Fritsch suivit le régiment dont il était devenu colonel honoraire. Il fut tué devant Varsovie, par une balle dont on ignore l'origine. Le Führer ordonna qu'on lui fît des funérailles d'Etat. Mais il évita d'y assister personnellement et ce fut Goering qui présida la cérémonie.

Chapitre III

LA RETRAITE DU GENERAL BECK ET LE COMPLOT DE SEPTEMBRE 1938

La nouvelle organisation du commandement laissait en fait tout le pouvoir militaire à Hitler et aux chefs du Parti. La Wehrmacht devenait l'armée nationale-socialiste. Les S.S. formaient désormais des unités sans cesse plus grandes et plus nombreuses, non plus seulement réservées à la garde des prisons et des camps, mais pouvant avoir un rôle militaire et éventuellement protéger le Führer contre ses propres généraux. La réussite triomphale de l'Anschluss avait d'ailleurs entraîné l'adhésion aux doctrines et aux modes d'action du Führer de nombreux membres de l'Etat-Major jusque là réticents. Le général Beck, chef d'Etat-Major général, ne s'était pas laissé entraîner par cette vague d'approbation sans réserves. Que l'armée perdît de plus en plus de pouvoirs au fur et à mesure que la politique d'armement s'amplifiait, que l'on se rapprochait de la guerre, lui paraissait contraire à tous les précédents et un paradoxe d'autant plus dangereux que le pouvoir réel était aux mains de gens qui aimaient jouer avec le feu. Dès la fin du mois de mars, Beck prépara un mémorandum pour montrer les dangers d'une politique pouvant conduire à la formation d'une nouvelle coalition contre l'Allemagne, politique qui ne pourrait manquer de déclencher une guerre inopportune dont l'issue pourrait être une défaite plus définitive que celle de 1918. Il demanda que ce memorandum fut transmis au Führer. Mais il n'en eut pas de réponse. Cependant la situation internationale s'aggravait. Au moment de la crise provoquée en mai par les élections municipales de Tchécoslovaquie, sir Nevile Henderson, ambassadeur d'Angleterre, faisait trois fois en vingt-quatre heures visite au Führer. La France et l'Angleterre précisaient leurs programmes d'armement. Leur diplomatie était active.

Au début de juin, Hitler profita de manœuvres sur le terrain de Süterburg pour réunir les généraux. Après les quelques phrases consacrées à la réhabilitation de von Fritsch, il annonça qu'il se proposait d'attaquer à bref délai la Tchécoslovaquie. Beck n'ignorait pas que le Führer nourrissait de tels projets. L'Etat-Major avait étudié cette éventualité, mais il n'en croyait

pas l'exécution imminente. Comme tous les généraux, Beck estimait que l'armée ne serait pas en état de faire la guerre avant 1943 ou 1945. Il continuait à espérer que le peuple allemand se réveillerait et aurait raison du nazisme avant qu'il ne fût trop tard. Aussitôt après la déclaration du Führer, Beck essaya de s'entretenir avec Brauchitsch. Mais celui-ci s'esquiva, puis partit en permission et Beck dut attendre son retour pour lui exposer ses sentiments. Il ne pouvait admettre en particulier que Hitler décidât d'entrer en guerre sans consulter l'Etat-Major. Il avait eu connaissance d'un mémoire dicté en avril à Keitel par le Führer, dans lequel celui-ci revendiquait pour lui seul la direction de la guerre totale. Hitler avait adressé d'ailleurs à ce moment des reproches à Brauchitsch et à Beck pour la lenteur avec laquelle était préparé le plan d'attaque de la Tchécoslovaquie. Il donna le 18 juin de nouvelles instructions qui prévoyaient entre autres que l'attaque n'aurait pas lieu si la non-intervention de la France et de l'Angleterre n'était pas assurée. Peu confiant cependant dans la stabilité d'esprit du Führer et craignant le déclenchement d'une attaque dans de mauvaises conditions politiques, Beck demanda à Brauchitsch de transmettre directement au Führer le memorandum qu'il avait précédemment rédigé, qu'il avait complété et communiqué à tous les généraux ayant un commandement important, et que ceux-ci avaient approuvé. Il y insistait sur le fait qu'à ses yeux, une guerre à l'heure actuelle, même une guerre éclair, comportait des risques de catastrophe économique pour l'Allemagne et pour toute l'Europe. Brauchitsch transmit d'assez mauvais gré ce mémoire à Hitler. Celui-ci fut indigné. Il ordonna à Beck de retirer son mémoire. Beck s'y refusa.

Cependant les événements évoluaient dans le sens imposé par le Führer. L'affaire des Sudètes se développait, prenait chaque jour plus de gravité. Le souci chez Hitler de trouver un prétexte d'agression était évident. Beck obtint d'être reçu par le Führer. L'entrevue fut assez orageuse. Hitler ne nia pas que la guerre pouvait venir, mais il contesta formellement que lui-même la désirait. Il ne pouvait pas tolérer que des millions d'Allemands fussent brimés par des Tchèques. Beck demanda alors l'assurance que rien ne serait tenté pour provoquer un conflit, qu'aucune guerre ne serait déclenchée sans que l'Etat-Major n'eut donné son avis. Hitler le rappela à son rôle d'agent d'exécution et le pria d'obéir sans discuter. Beck répliqua qu'il ne pourrait prendre la responsabilité de donner des ordres dont il désapprouvait le contenu. Il envoya une lettre de démission.

Cette démission embarrassait Hitler. Il n'aimait pas les démissions, les vraies. Il voulait conserver l'initiative des changements de poste. La démission de Beck était particulièrement mal venue. Après les départs de von Blomberg et de von Fritsch, présentés eux-mêmes comme des démissions, celui du chef de l'Etat-Major aurait à l'étranger un déplorable effet, au moment où le Reich se lançait dans une politique de prestige et jouait de la menace de son armée. Hitler demanda à Brauchitsch d'intervenir auprès de Beck pour qu'il retire sa démission. Beck faisait sciemment acte de protestation. Il entendait défendre le droit de l'Etat-Major d'être consulté sur la question du déclenchement des hostilités, mettre un terme à la cascade d'abdications successives des généraux. Il comptait que son attitude frapperait les esprits, que d'autres démissions auraient lieu. Mais pour que sa démission fût efficace, il aurait fallu que l'état d'esprit des officiers fût non ce qu'il était, mais ce qu'il désirait qu'il fût. Or, la plupart des officiers ignoraient les causes réelles des départs de von Blomberg et de von Fritsch et la compromission de la Gestapo. Ne parlant entre eux que d'égal à égal, méfiants dans leurs conversations, ils ne pouvaient recueillir que par en haut le bruit des scandales, et de telles occasions étaient rares. D'autre part, il eût fallu que cette démission fût spectaculaire. Or, Hitler la maintint secrète et Beck n'insista pas pour qu'elle fût rendue immédiatement publique. Il était paralysé, comme beaucoup d'autres officiers allemands, par le serment de fidélité au Führer, de « fidélité jusqu'à la mort » qu'il avait prononcé dans la nuit du 2 août 1934, après la mort de Hindenburg. Mais les généraux n'avaient-ils pas déjà prêté serment à la République ? Arguant de la tension internationale, Hitler en profita pour donner à Beck un successeur de fait, mais il ne rendra la nouvelle officielle qu'en octobre 1938, après qu'eût été réglée l'affaire des Sudètes. Il ne manquera d'ailleurs pas de renouveler ce procédé pendant les années qui suivront, aussi bien en ce qui concerne certains changements d'affectation que certaines démissions, certains renvois et même certains décès. Cependant la nouvelle du départ de Beck filtra à travers la censure et un journaliste français l'annonça dès le début de septembre en en révélant les mobiles.

Les groupes d' « opposants » n'étaient pas unanimes à approuver la décision de Beck. Car si tous les adversaires du régime occupant de hauts emplois démissionnaient, la place serait nette pour les nazis. Cette démission était en contradiction avec la politique recommandée jusqu'alors qui consistait à faire en-

trer dans les groupes d' « opposants » le plus grand nombre possible de personnes haut placées. Beck avait cependant essayé d'entraîner Schacht à démissionner également. Il avait eu avec lui plusieurs entrevues secrètes, ménagées par Oster et Gisevius. Oster était d'ailleurs partisan du maintien de Schacht à son poste, alors que Gisevius estimait qu'il devrait aussi démissionner, ses fonctions ayant perdu toute importance depuis que Goering avait pris en main l'économie allemande. Mais Schacht était personnellement disposé à s'accrocher à tout pouvoir qu'on lui laissait. Tout en servant le régime nazi, il en escomptait le renversement, si celui-ci devait être à son profit. C'est dans ce sens qu'il maintenait le contact avec les ministres bourgeois de Hitler et particulièrement avec Schwerin von Krosigk, ministre des Finances. Ce dernier se permettait d'ailleurs un certain franc-parler. Le 1er septembre 1938, en pleine crise des Sudètes, il adressait à Hitler un long rapport pour l'informer du danger de sa politique. « Mon Führer, disait-il, je considère comme de mon devoir impératif de vous exprimer mon anxiété profonde au sujet de l'avenir de l'Allemagne. Il dépend de l'Angleterre qu'une guerre avec la Tchécoslovaquie soit ou ne soit pas localisée. Toute l'expérience que j'ai acquise en de nombreuses années de l'Angleterre et du peuple anglais m'indique que l'expression répétée de leur intention d'agir n'est pas un bluff. Le fait que l'Angleterre n'est pas militairement prête à la guerre ne l'empêchera pas d'y entrer, parce qu'elle possède deux atouts maîtres : l'un est la participation considérée comme prochaine des Etats-Unis, l'autre est les signes de faiblesse que donne l'Allemagne économiquement et financièrement. C'est, à mon avis, une utopie de croire que nous nous procurerons les matières premières nécessaires pour soutenir une guerre au moyen des importations du sud-est de l'Europe et par l'exploitation intensive de notre propre sol. Les puissances occidentales ne se jetteront pas contre le Westwall ; elles laisseront l'économie allemande s'affaiblir, si bien qu'après des succès initiaux nous perdrons peu à peu nos avantages militaires devant les fournitures d'armement et d'avions des Etats-Unis. »

Il poursuivait en mettant en doute la force morale et physique du peuple allemand dans le cas où le Reich serait entraîné dans une guerre mondiale à propos d'une action dont il contesterait l'absolue nécessité. Cette opinion rejoignait celle de Beck, mais Hitler savait que Schwerin von Krosigk, nationaliste bourgeois, n'agirait pas autrement qu'en faisant des rapports.

Pour succéder au général Beck, il désigna le général Hal-

der. Il n'ignorait pas que ce général, dont la valeur comme théoricien était unanimement reconnue, ne disposait pas d'une rare fermeté de caractère, et il en escomptait la totale docilité. Ce n'était pas un guerrier, mais un général de bureau, un écrivain militaire qui faisait des mathématiques et de la botanique à ses instants de loisir. S'il avait offert une prise visible à la propagande nationale-socialiste, il n'était pas non plus insensible à l'influence que des adversaires du régime avaient tenté d'exercer sur lui. Il avait déjà en particulier fait la connaissance d'Oster et de Goerdeler, et ce dernier surtout l'avait impressionné. Halder connaissait également Beck et celui-ci, toujours optimiste dans l'appréciation des « forces d'opposition », avait répondu à ceux qui lui reprochaient sa démission qu'il savait que son successeur avait les mêmes sentiments que lui.

Mais en fait Halder était loin d'avoir des opinions aussi fermes et un tempérament aussi porté à l'action que l'espérait son prédécesseur. Moins soucieux de ses responsabilités civiques que du bon état de sa tenue (il ne croisait pas les jambes sans protéger par un mouchoir blanc la bande rouge de son pantalon) (1), il sera le type du velléitaire et du général hésitant. Jugeant Goerdeler trop compromis déjà, trop surveillé, il évitera pendant plusieurs mois de le rencontrer. Ses prudentes prises de contact avec les mécontents se bornaient à la recherche d'informations. Il voulait jouer la bonne carte. Il demanda à Canaris de lui dire si les plans que Hitler faisait mettre au point à propos de la Tchécoslovaquie étaient du bluff ou une véritable préparation à la guerre. L'amiral, qui n'ignorait pas le caractère vacillant des opinions de Halder, se contenta de lui répondre que l'Abwehr ne fournissait pas de renseignements politiques. Halder s'adressa alors à Oster, sur les conseils de Beck. Oster n'avait pas non plus une entière confiance et quand la question d'un éventuel coup d'Etat fut posée, il conseilla au chef d'Etat-Major général de voir des hommes politiques et non des militaires. Halder s'adressa à Schacht, le seul qu'il estimât à la hauteur de ses nouvelles fonctions. Il lui demanda crûment s'il accepterait d'entrer dans le gouvernement qui succéderait à Hitler si la politique d'aventures guerrières de celui-ci rendait nécessaire son élimination. Selon son habitude, Schacht répondit avec autant d'imprécision que de vivacité dans le propos. Halder disait ne pouvoir participer au mouvement anti-hitlérien que si ce dernier avait une base morale et juridique suffisante. Il demandait qu'on lui présentât des dossiers bien fournis sur

(1) Détail fourni par Gisevius.

les crimes nazis, sur les camps de concentration, comme si la Gestapo avait accoutumé de rendre publics ses exploits. Il voulait aussi et surtout obtenir l'approbation et la collaboration de son supérieur von Brauchitsch. Mais celui-ci restait sur une aussi prudente réserve qu'au cours des mois précédents.

Ce fut une intervention du Führer qui réduisit ces hésitations. Le 10 août 1938, Hitler réunit au Berghof, à Berchtesgaden, les principaux généraux, chefs d'Etats-Majors, commandant de corps d'armée, commandants de groupements aériens, et un certain nombre d'officiers supérieurs qui disposaient de sa confiance, comme les colonels Jodl et Jeschonnek. Il leur exposa les raisons qui le déterminaient à intervenir en Tchécoslovaquie. Quelques généraux, dont le général Wietersheim, soulevèrent quelques objections d'ordre technique, notamment à propos de la « ligne Maginot » thécoslovaque et le non-achèvement de la ligne allemande de fortifications de l'ouest. A l'objection que celle-ci ne pourrait résister plus de trois semaines à une offensive franco-britannique, le Führer répondit qu'elle tiendrait trois ans s'il le fallait. Le caractère d'infaillibilité, de supériorité militaire qui ressortait des paroles de Hitler indisposa quelque peu les généraux, dont les craintes furent désormais plus précises au sujet du déroulement du conflit. Halder et Brauchitsch firent alors un nouveau pas du côté du non-conformisme.

Ils n'étaient d'ailleurs pas les seuls à être sensibles à cette menace. La population n'écoutait plus les fanfares des défilés avec la même exaltation. C'était un sentiment confus, mais dont le développement était visible. Il ne pouvait qu'encourager l'attitude des Allemands réticents. Mais si ceux-ci étaient d'accord pour estimer qu'il fallait se défaire de Hitler avant qu'il ne provoquât une guerre inopportune, l'établissement d'un plan concret de coup d'Etat suscitait déjà chez eux des désaccords multiples. Le choix du meilleur moment pour tenter l'opération était l'objet d'interminables discussions. Les uns étaient partisans d'agir au plus vite, d'autres étaient toujours prêts à freiner, convaincus qu'il importait d'éviter une opération précipitée, mal préparée, et dont l'échec eût renforcé la position du Führer. Mais fallait-il créer la situation favorable ou attendre qu'elle se présentât ? Mais attendre quoi ? Un événement intérieur était de plus en plus improbable du fait de la surveillance policière et de l'apathie des masses. Il fallait donc que ce fût un événement extérieur qui créât cette nouvelle situation. Hitler pouvait parfaitement provoquer un conflit au cours duquel les démocraties n'hésiteraient pas à entrer en guerre. Mais si l'on

attendait que des opérations fussent déclenchées, il serait peut-être difficile de les arrêter. Le Führer pourrait avoir derrière lui le peuple allemand tout entier, animé par un sentiment d'unité nationale exacerbé par l'état de guerre et la propagande de Goebbels. D'autre part, les démocraties pouvaient lancer une offensive terrestre et aérienne en direction de la Ruhr et une défaite allemande n'était pas exclue, ce qui ne souriait nullement aux adversaires du nazisme. Enfin le souvenir de la légende du « coup de poignard dans le dos » faisait naître en eux des scrupules, qui s'ajoutaient à ceux dont l'origine remontait au serment de fidélité au Führer prêté par les officiers et fonctionnaires. Il fallait que l'occasion à utiliser fût telle qu'elle déliât l'armée de son serment. Une menace pressante de guerre pouvait constituer une circonstance favorable. Mais pour qu'elle existât, il fallait que les démocraties fissent preuve de fermeté. Il ne serait donc pas inutile de prévenir leurs dirigeants qu'une opposition allemande attendait pour passer à l'action qu'une menace de guerre se précisât. Une communication fut faite à Londres dans ce sens. Cependant certains des « opposants » restaient partisans d'attendre que la guerre fût effectivement déclarée, car ils restaient persuadés que Hitler bluffait, que le peuple allemand, convaincu que le Führer saurait toujours éviter la guerre, ne serait prêt à soutenir une insurrection que lorsqu'il aurait la déception d'être effectivement placé devant un déclenchement d'hostilités.

Le choix du moment opportun n'était pas le seul thème de discussion. Brauchitsch, Halder et quelques autres restaient partisans de faire entrer Goering dans la conspiration, de le faire jouer contre Hitler et Himmler. D'autres étaient par contre résolument opposés à l'introduction dans leurs rangs d'un homme aussi profondément compromis dans les affaires Blomberg et Fritsch et dont on ne pouvait escompter avec certitude qu'il reniât le national-socialisme et son chef. Et comment d'ailleurs sans danger prendre contact avec Goering ?

Le sort de Hitler lui-même était l'objet de polémiques. Les uns voulaient le tuer pour éviter tout recommencement ; d'autres voulaient d'abord le faire comparaître devant un tribunal ; d'autres encore projetaient de le faire passer pour fou. Les généraux qui pouvaient avoir contact avec lui ou qui pouvaient envoyer auprès de lui des officiers complices eussent été en mesure de s'assurer de sa personne, mort ou vif. Mais ils répugnaient à cette solution qui s'accordait mal avec leur serment de fidélité. Il fallait un parjure moins évident. Halder en revenait toujours à la solution peu compromettante de l'explosif anonyme, qui permettait par exemple de faire sauter le train du Führer en pleine campagne, d'attribuer l'intervention aux ennemis du Reich.

En dépit de ces désaccords et discussions, l'idée d'un coup d'Etat avec l'aide d'importants personnages commençait à être admise. Les préparatifs devaient comporter la recherche d'autres complicités. Oster se permit d'aller voir son ancien supérieur direct, le général von Witzleben, dans sa clinique de Dresde. Il apprit au général, qui les ignorait encore, les dessous des affaires Blomberg et Fritsch. Il l'informa également des intentions de Hitler relatives à une attaque très prochaine de la Tchécoslovaquie. Von Witzleben se déclara prêt à mettre tous ses moyens à la disposition du coup d'Etat. On le mit en relations avec le docteur Schacht. Comme la plupart des généraux, Witzleben avait confiance dans le sens politique de ce dernier. Il accepta une entrevue sans difficultés. Il se fit accompagner d'un de ses subordonnés dont il connaissait les sentiments, le général comte Brockdorff, commandant la division de Potsdam. L'accord entre les trois hommes fut rapidement établi. Les conspirateurs purent préciser leur plan d'action. Le général Brockdorff s'occuperait du détail des questions militaires, Gisevius des questions de police, Nebe, Oster, chacun dans leurs services, recueilleraient le maximum de renseignements sur les possibilités de réaction de l'adversaire. Schacht se chargerait du côté purement politique, mais ses décisions ne seraient prises que lorsque Hitler serait éliminé, afin d'éviter des compétitions préalables, sources de discordes. Une proclamation au peuple allemand serait préparée. Elle affirmerait la volonté des insurgés de défendre la liberté de conscience, le droit, la paix. On révélerait au peuple allemand que les prétendus exploits de Hitler durant la première guerre mondiale n'avaient pas d'autres preuves que les dires d'un sergent dont on s'était débarrassé par la suite parce qu'il tenait dans des bars des propos peu conformes à la légende hitlérienne. Halder et Brauchitsch devaient prévoir les moyens propres à communiquer leurs ordres aux plus importants des généraux de province, à prévenir certains d'entre eux de l'éventualité d'un putsch, à empêcher la diffusion des contre-mesures. Von Witzleben aurait la haute main sur les opérations dans la région de Berlin. Il comptait sur la collaboration du général Höppner, commandant d'une division blindée des environs de la capitale. Il n'excluait pas d'ailleurs l'éventualité de faire enfermer pendant quelques jours

Brauchitsch et Halder, si ceux-ci refusaient *in extremis* de marcher. De toute façon une courte période de dictature militaire était nécessaire après le coup d'Etat, avant de pouvoir remettre le gouvernement du Reich aux civils et plus particulièrement au docteur Schacht. Halder avait suggéré qu'un civil prît directement la tête du nouveau ministère, et il avait avancé les noms de von Neurath, de Gessler, de Noske. Mais le premier fut jugé trop compromis. Les deux autres, anciens ministres de la Guerre de la République, trop liés à une époque périmée et trop destinés à réveiller l'hostilité des partis de gauche et des masses ouvrières, furent également jugés inacceptables.

Ce n'était là malgré tout que les grandes lignes d'un plan, dont la réussite supposait que rien ne restât dans l'indécision et que tout fût préparé minutieusement. Mais les événements évoluaient plus vite que ne l'eussent désiré les conspirateurs. Le 9 septembre, à Nuremberg, le Führer tint un nouveau conseil de guerre, auquel assistaient Brauchitsch, Halder, Keitel. Il s'agissait de mettre un point final au plan d'attaque de la Tchécoslovaquie. Hitler ne prévoyait aucune mesure spéciale à l'ouest. Il était persuadé que la France ne bougerait pas. Mais l'Etat-Major ne partageait pas complètement cette opinion. La décision du Führer convainquit Halder que la catastrophe approchait. Il en fit part à Brauchitsch, mais sans réussir à l'entraîner davantage dans la voie dangereuse du complot. Il se décida cependant à écarter ses précédentes réserves et ce fut dans son propre appartement que, le 15 septembre, alors que venait de se terminer le congrès de Nuremberg, se réunirent un certain nombre de conjurés pour l'établissement d'un plan définitif d'action. Il y avait là notamment le général Beck, l'amiral Canaris, le général von Witzleben, le général Höppner, le lieutenant-colonel Boehm-Tattelbach et quelques autres. L'histoire a montré qu'un putsch ne réussit qu'en temps exactement opportun. L'occasion favorable doit être cueillie à son degré exact de maturité. Or, cette occasion favorable pouvait se présenter d'un moment à l'autre. Le congrès de Nuremberg s'était ouvert le 5 septembre et la propagande de Goebbels avait entretenu dans le pays une intense surexcitation qu'accusait encore l'inquiétude due aux événements. Les bagarres entre Sudètes et Tchèques, les avertissements lancés par les gouvernements français et anglais, les mesures de précautions militaires prises par de nombreux Etats européens, créaient une atmosphère de guerre qu'il devenait d'autant plus difficile de contester que les Allemands pouvaient encore écouter les radios

étrangères. Hitler, Goering, Goebbels avaient fait des déclarations destinées à rassurer les Allemands au point de vue économique. Mais le 12 septembre, dans un discours véhément avant la clôture du congrès, Hitler précisait ses revendications basées sur le droit des Sudètes à disposer d'eux-mêmes. Il déclarait ne pas pouvoir supporter plus longtemps que six millions de Tchèques violentassent trois millions d'Allemands, que si les Sudètes demandaient l'appui de l'Allemagne, celle-ci leur apporterait son aide. Encouragés par ce discours, les Sudètes provoquaient de violents incidents, adressaient un ultimatum au gouvernement tchécoslovaque et leur chef Henlein rompait les négociations avec le gouvernement de Prague. L'inquiétude grandissait en Europe, se répandait en Allemagne. Hitler avait ordonné des mesures de mobilisation. Il les amplifiait. Des dates, où la guerre devait éclater, se répandaient dans le pays. A côté des milliers de revanchards, des nazis fanatiques convaincus de la force imbattable du nouveau Reich et de l'infaillibilité du Führer, quelques autres s'inquiétaient, notamment ceux dont la sympathie pour le régime avait été en grande partie basée sur leur foi en un Führer « chancelier de paix ». Ils espéraient maintenant que l'Etat-Major saurait arrêter à temps la course à la guerre.

Le préfet de police, comte Helldorff, avait lui-même jugé opportun de se déclarer en faveur d'un coup d'Etat si la guerre devait éclater. Son appui pouvait être précieux. Il avait un grade élevé dans la hiérarchie des S.A. Il pouvait fournir l'alibi qu'un putsch S.S. en préparation avait nécessité l'intervention préventive de l'Etat-Major. Il pouvait mettre à la disposition du complot toutes les troupes de la police d'Etat dans la capitale, et celles-ci seraient d'autant plus utiles que la profusion des postes de S.S. à Berlin rendait nécessaire l'intervention d'effectifs nombreux, plus nombreux que les effectifs militaires dont disposait von Witzleben.

Tandis que dans l'appartement de Halder, le 15 septembre, les conjurés discutaient des dernières modalités de l'insurrection, la radio leur communiquait de temps à autre les plus récentes informations sur l'évolution de la crise internationale. Canaris avait préparé un mémoire avec un exposé complet des crimes nazis afin d'édifier la population allemande. Il faisait également part d'un projet qui évitait son intervention personnelle (1). Il solliciterait une audience du Führer pour lui-même

(1) D'après un récit de Domenico Russo dans *Res Publica* (août 1946).

et l'un de ses adjoints, le capitaine Liedig. Mais sous le prétexte d'un malaise soudain, il laisserait son adjoint se rendre seul à la Chancellerie, accompagné discrètement de quelques officiers. Le capitaine Liedig demanderait au Führer la permission de lui présenter deux de ceux-ci, comme ayant rendu au Reich des services exceptionnels. Hitler se lèverait selon son habitude pour leur serrer la main et les officiers en profiteraient pour l'immobiliser. De l'antichambre d'autres officiers arriveraient à la rescousse pour paralyser la résistance éventuelle du personnel de la Chancellerie ou des gardes spéciaux. On ferait sortir Hitler de l'immeuble par une porte de service et il serait emmené aussitôt dans une automobile à destination d'une maison de santé de la banlieue de Berlin, dont le directeur était du complot. Un psychiâtre connu, Kurt Borhoefferil, était prêt à certifier que Hitler était fou. Entre temps le commandant de la garnison de Berlin, von Witzleben, ferait occuper les points importants de la capitale. Une division blindée avait été déplacée en Thuringe, afin de couper éventuellement le chemin aux troupes du Leibstandart si celles-ci, qui stationnaient en Bavière, tentaient de marcher sur Berlin pour défendre le Führer. Le certificat de folie suffirait à faire taire les scrupules des militaires. D'ailleurs le nazisme ne serait pas brutalement éliminé. On offrirait à Goering la place de Hitler. Himmler et Rudolf Hess seraient toutefois immédiatement arrêtés. Goering serait éliminé par la suite. Ce plan suscita de nombreuses objections. Les réalités concrètes de son exécution paraissaient hérissées de difficultés. Le général von Witzleben avait plus simplement prévu de faire prendre les armes à la garnison de la capitale dès le lendemain et de faire procéder à l'arrestation du Führer dès son retour de Nuremberg à Berlin. Une fois un pouvoir régulier établi, l'armée donnerait l'ordre légal à tous les chefs de S.S. de se rendre, pour s'y soumettre, au bureau militaire le plus proche. On escomptait que la grosse majorité des S.S. s'y conformerait. On venait de parler du texte de la proclamation qui serait lancée au peuple allemand, alors qu'aucun accord précis n'était encore intervenu sur le processus de l'action à tenter, quand la radio annonça une nouvelle extraordinaire : Neville Chamberlain avait demandé une entrevue au Führer. Celui-ci avait accepté et déjà le Premier britannique volait vers Berchtesgaden.

Tous les plans s'écroulaient. D'une part Hitler ne rentrerait pas le lendemain à Berlin et se rendrait à Berchtesgaden, d'autre part les Anglais le prenaient tout à fait au sérieux. De plus,

comment affirmer que le Führer se lançait les yeux fermés dans une politique agressive, puisqu'il acceptait de négocier ? Les conjurés se faisaient des mines consternées. Schacht était dans son appartement lorsqu'il entendit la même information : « Vous vous représentez, s'écria-t-il, un président du Conseil des ministres de l'Empire britannique se rendant chez ce gangster ? » Ce gangster que Schacht avait d'ailleurs aidé à se hisser au pouvoir et qu'il continuait à servir.

Cependant, dans l'appartement de Halder, l'un des conjurés émit l'opinion que tout n'était pas joué. Peut-être les Anglais comptaient-ils sur un refus de Hitler de faire des concessions après son discours de Nuremberg, et le voyage spectaculaire de Chamberlain n'aurait-il pas d'autre objet que de rendre plus flagrants les torts du Führer, et de tendre ainsi la perche aux opposants allemands ? Mais les faits semblèrent bientôt devoir prouver le contraire. Hitler restait effectivement intransigeant, et Chamberlain était prêt à faire des concessions. Mais celles-ci n'étaient-elles pas une part de la manœuvre des Anglais ? Si Hitler cédait sur le reste ils s'estimeraient satisfaits, car la situation du Führer serait affaiblie. Si Hitler restait intraitable, c'était donner à l'opposition des arguments nouveaux et accroître ses chances. Pendant quelques jours les événements semblèrent confirmer cette hypothèse. L'effort de médiation de lord Runciman avait échoué, le gouvernement tchèque dissolvait le parti des Sudètes, faisait ouvrir contre Henlein une information pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Henlein répliquait en annonçant la création de légions sudètes en Allemagne et en Tchécoslovaquie. Daladier se rendait à Londres, Mussolini déclarait que dans un conflit pour ou contre Prague l'Italie serait aux côtés de l'Allemagne. Non seulement la menace de guerre n'était pas écartée, mais la guerre menaçante semblait devoir se généraliser. Puis on annonça que les ministres français et anglais avaient ébauché à Londres un nouveau plan qui faisait au Reich de nouvelles concessions aux dépens de la Tchécoslovaquie. Les démocraties flanchaient et raffermissaient la position du Führer.

Mais voici que Chamberlain revient en Allemagne, à Godesberg. Il est d'un côté du Rhin, Hitler de l'autre et on parle de rupture. Les motifs d'agir pour les conjurés vont renaître. Puis un accord provisoire est établi à Godesberg. Mais les Tchèques le repoussent, décrètent la mobilisation générale des hommes de moins de quarante ans. Le général Gamelin va conférer avec son collègue anglais. Les peuples de l'Europe sont dans l'an-

goisse. Les chancelleries sont fiévreuses. Le peuple allemand croit chaque jour davantage que la guerre est là, imminente. Hitler veut provoquer un regain d'enthousiasme. Il ordonne pour le 27 septembre une parade militaire à travers Berlin, mais l'enthousiasme espéré ne se manifeste pas. Hitler se montre au balcon. Il n'est pas acclamé comme d'habitude et il se retire. N'y a-t-il pas là pour les conspirateurs tous les éléments de la situation attendue : danger de guerre imminent, déception d'une partie de la population ? Hitler a fixé une date pour son intervention : le 30 septembre. Il n'y a plus que deux jours. Halder avait assuré qu'au moins trois jours avant le déclenchement éventuel des hostilités, il saurait si les menaces de Hitler sont ou ne sont pas du bluff, que vingt-quatre heures au moins à l'avance il saurait si l'ordre doit être donné à l'armée de franchir la frontière tchèque. Il attendra que ces délais soient écoulés pour prendre une décision. C'est donc à l'extrême limite que les conjurés repoussent maintenant le moment de l'action.

Le 28, Witzleben prie Halder d'aller demander à Brauchitsch s'il est prêt à marcher avec eux. Halder se rend chez le commandant en chef et en revient en disant que Brauchitsch est indigné par le chantage à la guerre fait par le Führer, mais qu'il n'interviendra pas lui-même. Il laissera faire. Halder a cependant l'impression que Brauchitsch marchera si l'affaire est mise en train. Du bureau d'Oster, Witzleben téléphone alors à Brauchitsch pour lui dire que tout est prêt. Il lui demande de donner les ordres nécessaires. Mais Brauchitsch élude cette supplique et cherche un alibi. Il veut encore se renseigner, aller lui-même à la Chancellerie pour voir où l'on en est.

Cependant Oster continue à recevoir et à transmettre les nouvelles. Celles-ci deviennent contradictoires. Le gouvernement de Londres est intervenu à Rome avec l'agrément du gouvernement français. Mussolini a fait téléphoner à Berlin. Et finalement, c'est l'annonce de la conférence de Munich et la victoire diplomatique du Führer. Hitler avait satisfaction et il n'y avait pas de guerre. Son intuition avait vaincu. Son prestige remontait en flèche.

Que se fût-il passé si Neville Chamberlain ne s'était pas envolé vers Berchtesgaden ? Hitler eut-il été balayé ? L'économie d'une nouvelle guerre mondiale eût-elle été faite ? Rien n'est moins sûr. Ce serait singulièrement surestimer les moyens et la volonté d'aboutir de ces « opposants » que de vouloir l'affirmer. Dans les jours qui précédèrent immédiatement l'accord de Munich, les circonstances n'étaient-elles pas exactement celles

que les conjurés avaient décrites comme les plus favorables à l'action ? Mais ces généraux, ces officiers, ces bourgeois, n'attendaient-ils pas que l'occasion de se dérober ? N'était-ce pas là la seule cause de leur nervosité ? Et la préparation du complot était notoirement insuffisante. Qui pouvait dire comment l'armée aurait suivi ? Quelle eut été la réaction nazie et qu'eut fait la province ? Lors de l'attentat du 20 juillet 1944, réalisé dans des conditions psychologiques bien plus favorables, les préparatifs minutieux se révélèrent encore insuffisants. Des généraux allemands et le Führer lui-même ont déclaré que si les démoraties n'avaient pas cédé à Munich, Hitler était résolu à faire lui-même les concessions, comme il aurait retiré ses troupes de Rhénanie, le 7 mars 1936, si un régiment français s'était présenté devant un pont du Rhin. C'eut été là un acte efficace d'opposition au régime hitlérien. On ne le sut qu'après. Mais on sut aussi que dans l'esprit du Führer, l'accord de Munich n'était pas une fin, mais une étape et que, si l'accord n'avait pas été signé, cela n'aurait pas modifié ses ambitions finales. Il eut seulement attendu davantage avant de mettre ses armées en route, avec l'assentiment plus sûr de son Etat-Major et de son peuple.

CHAPITRE IV

INTRIGUES A L'APPROCHE DE LA GUERRE

Les conjurés rejetèrent la responsabilité de leur échec sur les démocraties, tout en affirmant qu'il appartenait aux Allemands eux-mêmes de régler leurs propres affaires. Les événements de septembre allaient-ils servir de leçon aux démocraties comme aux conspirateurs ? La victoire encouragerait Hitler à persévérer. Il émettrait d'autres revendications. De nouvelles menaces de guerre pèseraient sur l'Allemagne et sur l'Europe. De nouveau, des circonstances favorables à un renversement du régime se présenteraient, plus favorables encore du fait de l'expérience acquise par les conjurés, de l'accroissement possible de leurs effectifs et de leurs moyens d'action, du fait aussi de la fermeté probablement accrue des puissances occidentales, qui ne pouvaient indéfiniment supporter des défaites diplomatiques. Leurs appréhensions se trouvèrent rapidement confirmées par le discours du Führer à Sarrebrück, le 9 octobre, et par l'arbitrage de Vienne, le 2 novembre, par lequel Ribbentrop et Ciano réglaient le différent tchéco-hongrois sans avoir consulté la France et l'Angleterre, signataires de l'accord de Munich qui prévoyait ce règlement.

Le 8 novembre 1938, à la suite de l'assassinat à Paris par un jeune israélite du conseiller d'ambassade von Rath, les S.A. et les S.S. de Berlin se déchaînèrent, avec la complicité ou la passivité des forces de police, contre les juifs de la capitale et leurs biens. La violence de ce pogrome émut l'opinion publique étrangère et eut aussi quelque retentissement en Allemagne. Ce n'était pas que les Allemands fussent spécialement apitoyés par le sort réservé aux juifs de Berlin ou d'ailleurs, mais ils voyaient se réaliser pour la première fois sous leurs yeux, jusqu'au bout, dans le feu et le sang, par le vol, le viol, l'humiliation systématique, la profanation et la destruction des lieux du culte, l'un des articles du programme que Hitler avait exposé dans *Mein Kampf* et ses discours, que ses lieutenants avaient répété après lui. Les fidèles des églises catholiques et protestantes qui avaient jusque là toléré ou approuvé le nazisme pouvaient craindre dès lors qu'un sort plus brutal ne fût réservé à ceux d'entre eux qui se refuseraient à identifier poli-

tiquement l'Eglise et l'Etat. On pouvait craindre aussi que les buts extérieurs du nazisme ne fussent poursuivis avec la même soudaineté et la même violence et que la guerre ne fût dès lors inévitable et toute proche. Les démocraties raidissaient leur attitude, publiaient des plans de réarmement. L'Allemagne elle-même pratiquait de plus en plus une autarcie qui réduisait le standard de vie des ouvriers allemands, tandis que les mesures socialisantes mécontentaient les paysans. C'était donc, en dépit des succès de Hitler, sur une opinion un peu plus favorable que les adversaires de Hitler pouvaient compter. Ils s'emparèrent de l'occasion pour tenter d'attirer à eux de nouvelles personnalités et mirent une insistance particulière à vouloir ramener Halder dans leurs rangs. En tentant de l'enfermer dans un étroit réseau de liaisons et d'amitiés compromettantes, ils essayèrent de s'assurer de son entière collaboration. Oster lui communiqua un volumineux dossier sur les violences anti-juives. Successivement le général Beck, l'amiral Canaris, l'ambassadeur von Hassell, l'ancien secrétaire d'Etat Planck intervinrent. Goerdeler lui-même obtint de lui une entrevue. Mais tous ces efforts furent vains. La victoire de Munich avait visiblement fait son effet sur le chef d'Etat-Major général. Il se tenait de nouveau sur une prudente réserve, oubliant les étonnantes violences de langage à l'égard du Führer qui lui étaient habituelles quelques mois plus tôt. Von Weiszäcker, secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, avec qui il était en relations, lui affirmait que les démocraties n'étaient pas plus qu'avant disposées à plus de fermeté. Ce haut fonctionnaire s'efforçait aussi de pratiquer aux moindres frais une politique de double jeu. Il était convaincu de la légèreté coupable des méthodes diplomatiques de son supérieur Ribbentrop, pour qui il n'avait aucune sympathie et qui n'était d'ailleurs aimé de personne dans le Parti. Il n'ignorait pas l'existence de groupements hostiles au régime, tolérait dans ses propres services la présence de subordonnés acquis à cette « opposition », mais n'en continuait pas moins à être un serviteur consciencieux de son chef et de son Führer.

Réservant l'avenir, Halder éluda toute nouvelle conversation relative à une action illégale. Brauchitsch ne fut pas davantage accessible. Il semblait alors totalement sous l'emprise de sa nouvelle femme, qui s'était acquis la réputation de nazie cent pour cent. Cette attitude des grands chefs militaires semblait d'autant plus déplorable aux éléments opposants que personne ne doutait qu'avec le printemps Hitler se lancerait dans quelque nouvelle entreprise. Ceux qui se prétendaient au courant de

ses intentions donnaient d'ailleurs des informations contradictoires et peut-être les opinions de Hitler l'étaient-elles effectivement. Tantôt il assurait que les démocraties continueraient à rester sur la réserve, même dans le cas de nouveaux coups de main en Europe, qu'aucune guerre de ce fait n'aurait lieu avant 1943 ou 1945, conformément aux vues de l'Etat-Major, tantôt il voyait la guerre imminente. Mais on était d'accord pour estimer que la Tchécoslovaquie serait le prochain objectif. Disloquée, humiliée depuis l'automne précédent, elle était considérablement affaiblie et constituait une proie toute désignée. Cette nouvelle entreprise eut effectivement lieu au moment prévu, en mars 1939. La seule réaction internationale fut que les démocraties ouvrirent définitivement les yeux. Les concessions ne payaient pas. Il semblait qu'au prochain coup de force hitlérien les choses devraient évoluer autrement. L'occupation de Memel le 23 mars, la pression exercée sur les pays baltes, le traité de commerce germano-roumain, les projets d'expansion économique dans le sud-est européen, n'inquiétèrent cependant que ceux des Allemands qui craignaient que Hitler n'éveillât trop les appréhensions de la Russie soviétique et que l'Allemagne dût un jour combattre sur deux fronts.

Les fervents du régime pouvaient néanmoins trouver dans les récents événements une nouvelle preuve de l'infaillibilité du Führer. Rien d'étonnant à ce que les masses lui fussent complètement acquises, qu'elles cessassent de se poser des questions, que les généraux et les bourgeois opportunistes trouvassent d'excellents motifs à railler les quelques opposants à tout prix, à s'apitoyer ironiquement sur leur sort prochain. Quant aux récalcitrants à demi-résolus, qui ne pouvaient tout à fait se défaire de ce pli de conformisme qui leur venait des générations passées, ils ne pouvaient que subir l'action profonde de cette succession d'événements et ils sombraient à leur tour dans un scepticisme paralysant. Les adversaires du régime n'avaient par ailleurs pas beaucoup d'illusions sur la qualité résistante des Allemands passés à l'étranger et sur l'efficacité de leur action antihitlérienne. Il pouvait être précieux pour eux d'avoir avec l'étranger des relations régulières, autant pour obtenir des renseignements sur les possibilités d'une aide étrangère, sous la forme d'une intervention politique opportune ou d'un secours financier éventuel, que pour apporter aux étrangers sympathisants les renseignements qu'ils pouvaient solliciter et leur permettre d'affirmer à leurs gouvernements que toute l'Allemagne n'était pas nazifiée. Mais de telles relations reliaient les opposants aux étrangers eux-mêmes et non aux émigrés allemands. Ceux-ci, pour les quatre cinquièmes, que ce fût en Angleterre, en France, en Suisse ou ailleurs, avaient quitté le Reich pour des raisons raciales. Parmi les autres beaucoup appréciaient trop leur nouvelle sécurité pour entreprendre ou continuer une lutte dont ils abandonnaient le mérite, sinon les bénéfices, à de plus combattifs et de plus convaincus. Presque tous appartenaient d'ailleurs à des partis de gauche, et les gens de droite les avaient toujours ignorés et continuaient à le faire. Ces exilés avaient reçu l'aide de groupements politiques ou philanthropiques étrangers. Ils avaient leurs journaux, les uns propres à un pays, d'autres diffusés dans tous les pays où vivaient des Allemands émigrés. Ils avaient constitué des associations destinées en principe à fournir à l'opposition subsistant en Allemagne les bases intellectuelles et les moyens nécessaires à la préparation d'une insurrection ou à celle de la reprise du pouvoir après la chute de Hitler, quelle que fût la cause de celle-ci. Mais ces associations ne groupèrent jamais qu'une minorité des exilés. Il ne fut jamais possible de constituer un Front uni des Allemands anti-nazis, susceptible d'être opposé à l'Allemagne nazie, avec des représentants munis d'un prestige et d'une autorité universellement reconnus.

Si insuffisantes et imparfaites qu'elles fussent, ces associations s'efforçaient de nuire au régime hitlérien. Elles le faisaient le plus souvent en provoquant des déclarations antinazies d'hommes politiques étrangers, en lançant elles-mêmes des proclamations qu'elles diffusaient par leur presse, par tracts ou par radio clandestine. C'est ainsi que le 2 février 1936, peu de temps avant la réoccupation militaire de la Rhénanie, cent dix-huit Allemands émigrés, notables des partis ouvriers et bourgeois, avaient lancé un appel commun au peuple allemand pour lui montrer que se rapprochait dangereusement la guerre voulue par Hitler. Parmi les signataires se trouvaient les socialistes Breitscheid et Max Braun, le communiste Walter Ulbricht, les intellectuels « bourgeois » Heinrich Mann, Léon Feuchtwanger, Georg Bernhard, Fritz Lieb. Les tracts étaient destinés à remplacer ceux que les ouvriers ou artisans allemands ne pouvaient plus fabriquer en Allemagne même. Ils reproduisaient des appels à la résistance au nazisme rédigés par des littérateurs ou savants en exil, des hommes politiques connus, d'anciens chefs syndicalistes, d'anciens militants chrétiens. Beaucoup prêchaient l'union, non seulement de la classe ouvrière, mais de toutes les classes allemandes

contre le fascisme. Certains tracts comportaient aussi des textes rédigés par des hommes de tendances politiques différentes, d'autres étaient l'œuvre d'un parti déterminé, du parti communiste le plus souvent. L'un d'eux était entièrement consacré à Thaelmann, le chef communiste d'alors. Matériellement, ces tracts étaient faits de feuilles de papier très mince, susceptibles, étant pliées en huit ou en seize, d'être glissées de main en main sans plus de difficultés qu'un timbre.. Ils devaient être lus à la loupe. D'autres, plus volumineux, étaient des fascicules dont la couverture et les premières et dernières pages étaient celles d'un petit catalogue de livres spécialisés, de livres nazis par exemple, ou d'un petit mode d'emploi d'appareils de radio ou photographique, d'une méthode de bridge, d'une règle de jeu, de brochures publicitaires. Ils étaient transportés en contrebande, soit par trains, soit par cargos et chalands, quelquefois par petits ballons d'enfants lancés sur l'Allemagne par vent favorable, ou par passeurs clandestins. On en retrouva d'ailleurs fréquemment des paquets entiers dans des bois au voisinage de la frontière, où le passeur les avait abandonnés au lieu de les diffuser, après avoir reçu le paiement de sa mission. Bien que ces tracts fussent diffusés par centaines de milliers, leur action, à côté de la propagande orchestrée par Goebbels, des défilés et des rassemblements de masse chers au cœur de tous les Allemands, fut pratiquement négligeable. Elle l'était aussi à cause du décalage entre l'esprit des émigrés et celui des Allemands de l'intérieur. Ces appels étaient de plus en plus intellectuels, de plus en plus étrangers à l'ambiance réelle de l'Allemagne nazie. Le noircissement excessif, sincère ou intentionnel, de leurs appréciations des choses du Reich, choquait beaucoup d'Allemands. La nouvelle constamment répétée de l'effondrement de l'économie allemande, l'affirmation de l'extrême précarité du régime hitlérien ne correspondaient pas à la réalité, pas plus que l'estimation toujours très excessive des « forces d'opposition » en Allemagne. Des récits de grèves, de manifestations anti-hitlériennes, étaient fréquemment forgés de toutes pièces. Ces chiffres et ces récits étaient cependant repris et colportés par certains diplomates et journalistes étrangers. Les appels venant de l'extérieur en faveur de la création de mouvements de sabotage ou d'insurrection en Allemagne même étaient jugés faciles par les « opposants » de l'intérieur et ceux-ci continuaient à n'avoir pratiquement aucun contact utile avec les émigrés.

Il en était un peu différemment en ce qui concerne les liaisons des milieux religieux antinazis avec l'étranger, du fait de l'existence d'une hiérarchie et de communautés à caractère international et d'une identité de conceptions spirituelles. Bien que traqués par la police, les grands ordres religieux permettaient des contacts et des échanges d'opinions entre les religieux allemands hors des frontières et les religieux vivant dans le Reich. Un prêtre du diocèse de Munster, le Père Muckermann, pourra s'installer en Hollande au voisinage de la frontière et continuer à éditer des publications catholiques antinazies (notamment : *Der Deutsche Weg*) qu'il diffusera dans son ancien diocèse et bien au delà (1). Mais c'était surtout avec des religieux étrangers que les organisations chrétiennes permettaient d'établir des rapports utiles. Les églises protestantes utiliseront fréquemment dans ce but le mouvement œcuménique dont le siège était à Genève et où les pasteurs Gerstenmaier et Bonhoffer déployaient leur activité. Les quelques notables laïcs hostiles au pouvoir hitlérien avaient également des contacts avec l'extérieur et certains d'entre eux se faisaient volontiers les commis-voyageurs à l'étranger de leur état d'esprit. Von Schlabrendorff était en Angleterre au moment des incidents de Danzig qui devaient être le prélude à la deuxième guerre mondiale. Il assura avoir eu, grâce à ses relations, un entretien avec Lord Lloyd, lui avoir dit sa certitude de l'imminence de l'attaque de la Pologne et sa conviction que les efforts de la France et de l'Angleterre en vue de faire entrer l'U.R.S.S. dans un front commun de défense contre les entreprises nazies seraient anéantis par la prochaine conclusion d'un pacte entre Hitler et Staline. Des propos identiques auraient été tenus à Churchill et communiqués à lord Halifax. Schacht utilisait lui-même ses fonctions de directeur de la Reichsbank pour faire à Bâle, siège de la Banque des Règlements internationaux, quelques séjours profitables. Il eut en particulier plusieurs entretiens avec Montagu Norman, gouverneur de la Banque d'Angleterre. Il aurait tenté par lui de prévenir Neville Chamberlain contre les dangers de sa politique de concessions et lui aurait communiqué un important dossier, réuni par Oster, sur les traitements imposés aux Allemands internés dans les camps de concentration. Neville Chamberlain n'accordait d'ailleurs qu'un mince crédit aux propos de Schacht. Il estimait que, ni lui, ni aucun membre de la prétendue opposition en Allemagne ne pouvait avoir d'influence sur le cours des événements. Cette « opposition » allemande était d'ailleurs presque unanime à reprocher aux dirigeants

(1) Des récits du Père Muckermann ont paru dans *le Monde nouveau* (octobre, novembre, décembre 1946), sous le titre : *Souvenirs de résistance*.

anglais de ne vouloir considérer le nazisme que comme un phénomène purement allemand, alors qu'elle aurait voulu les convaincre, pour arriver à ses fins, du danger que présentait pour la civilisation l'extension en Europe des principes hitlériens. Schacht pensait que c'était peut-être les difficultés que l'Angleterre rencontrait en Extrême-Orient dans ses relations avec le Japon et dans sa politique d'aide monétaire à la Chine qui lui imposaient de telles réserves en Europe. Il esquissa le projet de se rendre lui-même auprès de Tchang-Kai-Chek pour étudier la question. Mais Hitler, qui soignait les relations germano-nippones, lui interdit une telle fantaisie.

L'occupation de Prague, ville non allemande, imposait inéluctablement à Hitler la réoccupation de Dantzig, ville historiquement allemande. Déjà la question était posée dans la presse du monde entier. Déjà, chez les adversaires éventuels du Reich, les uns refusaient de « mourir pour Danzig » ; les autres voulaient se libérer du cauchemar des mobilisations successives, faire front une fois pour toutes, parce qu'après Danriz, il y aurait la Pologne, après la Pologne, l'Ukraine, et après l'Ukraine une suite ininterrompue d'aventures.

Le sentiment que la guerre était imminente redonnait une fois de plus aux « opposants », que tant de vicissitudes avaient désorientés, quelque nouvel allant. Il leur fallait se ressaisir, une fois de plus secouer ceux qui pourraient être utiles et ne se résolvaient pas à l'être. Si ces derniers manquaient de caractère et de volonté, ils ne manquaient pas d'intelligence au point de méconnaître que Hitler n'avait dû ses succès qu'à l'impréparation militaire des démocraties. Mais que la guerre éclatât maintenant, et après quelques succès initiaux, l'Allemagne pouvait sombrer dans la débâcle. Car où trouverait-elle des appuis ? Pourquoi ces hommes qui ont encore en mains une partie du pouvoir sont-ils résolus à ne rien faire, à ne rien tenter pour empêcher l'éventuelle catastrophe ? Pourquoi von Neurath, Gürtner, Seldte, Raeder, Meissner, von Papen, Halder, von Brauchitsch, qui disent n'être pas des nazis, n'élèvent-ils pas au moins la voix ? Est-ce la peur de perdre leur place, d'être jetés en prison ? Ils savent parfaitement que Hitler ne peut pas, sans compromettre la réputation d'unanimité dans l'approbation dont il prétend jouir, jeter successivement à la rue ou dans un camp de concentration les plus haut placés de ses subordonnés. C'est contre son gré que Beck est parti. Il a supporté le mémoire de Schwerin von Krosigk, les critiques de quelques généraux. Il a dû tolérer les sermons et les lettres de von Galen. Certes, toutes les manifestations de

ces hommes ont été bien vaines. Et Hitler s'est emporté, il a eu de véritables crises de rage, peut-être même a-t-il frappé de sa main certains de ceux qui lui faisaient front. Il a aussi prévenu ses fonctionnaires et ses généraux qu'il entendait qu'en public ou même entre camarades on ne discutât pas ses conceptions, on ne critiquât pas ses ordres. Mais il avait gardé ceux qu'il jugeait utiles. Il gardera Jodl à son état-major pendant la guerre, bien qu'après une scène d'une violence inouïe il eût cessé pendant des mois de lui serrer la main, de lui adresser directement la parole, de l'admettre à sa table. Si tous ces ministres, ces généraux, ces hauts fonctionnaires avaient élevé la voix, menacé de partir bruyamment, refusé de transmettre des ordres qu'ils disaient désapprouver, s'ils avaient pris publiquement position, tenté, malgré les obstacles de la dictature, de faire connaître leurs raisons à la masse, sans doute celle-ci se fût-elle moins facilement abandonnée aux douceurs de la pensée dirigée et sans doute Hitler eût-il dû modifier ses plans.

Les généraux qui s'étaient encore permis quelques remarques critiques au cours des années précédentes sur des questions d'ordre général ne prendront plus la parole, avec une extrême prudence, qu'à propos des problèmes militaires et ils laisseront l'ancien caporal imposer ses vues stratégiques. Il n'y eut guère que le général Thomas, chef du Département économique à l'Etat-Major général, pour s'accorder quelque temps la permission d'exposer au Führer ses objections à la politique générale du Reich. C'était un économiste dont on appréciait la compétence et ce n'était pas la première fois qu'il se permettait d'exprimer des opinions opposées à celles de Hitler. Au retour d'un voyage en U.R.S.S., il avait affirmé à ce dernier que la Russie s'était donnée de puissantes possibilités économiques. Hitler lui avait reproché alors d'avoir été dupe de « villages Potemkine ». Thomas avait plus tard protesté contre l'abandon de l'aide à Tchang-Kai-Chek et le renversement en faveur du Japon de la politique traditionnelle en Chine. En dépit de ces désaccords, Hitler l'avait maintenu au grand Etat-Major, mais Thomas n'avait participé à aucune activité conspiratrice. Les conjurés de 1939 n'ignoraient pas ses sympathies pour l'esprit de leurs projets. Il était en relations avec Beck, Goerdeler, von Hassell, Popitz, et c'est après plusieurs entretiens avec ces derniers qu'il avait rédigé à l'usage du Führer un mémoire où il montrait que la politique en cours conduisait nécessairement à la guerre, que cette guerre serait une guerre de matériel, que l'Allemagne serait tôt ou tard en-

gagée contre une coalition qui serait économiquement plus forte qu'elle, que sa défaite finale serait inéluctable. Il présenta ce mémoire à Keitel le 15 août 1937, en exprimant l'espoir que le Führer le discutât avec Brauchitsch et Halder. Keitel répondit que le Führer saurait éviter la guerre, que de toute façon rien ne permettait d'affirmer que, si un conflit éclatait, il ne serait pas localisé, qu'il restait convaincu que ni la France ni l'Angleterre ne feraient la guerre, que jamais l'Amérique n'enverrait un soldat en Europe. Thomas objecta que tous les hommes qui connaissaient vraiment l'opinion à l'étranger pensaient tout autrement. Le chef de l'O.K.W lui répondit qu'il se laissait impressionner par des gens qui ne voulaient pas reconnaître la vraie grandeur du Führer et il ne transmit pas le mémoire à celui-ci.

Schacht, qui regrettait l'abandon prématuré de la politique d'impérialisme économique, pensait également que la polarisation chaque jour plus marquée de l'économie allemande vers le réarmement et la guerre comportait les risques d'une catastrophe, mais il estimait que cela pourrait durer encore longtemps, tandis que Goerdeler se disait convaincu de l'imminence de l'effondrement. Que ce fut à propos de la main-d'œuvre, des matières premières, des transports, de la monnaie, tout était pour lui sur le point de crouler. Il voulait tout apprécier en économiste orthodoxe, comme si les nazis ne pratiquaient pas déjà une politique économique aventureuse. On continuait autour de lui à regretter ses imprudences de langage et on lui reprochait de vouloir élargir à l'excès le cercle de ses amis « d'opposition ». Le général Beck déployait lui-même une activité qui contrastait avec son tempérament réservé. Tous s'efforçaient d'accroître les moyens de leur cause, mais l'efficacité de leur action dépendait moins de leur éloquence que de la qualité et de l'opportunité de leurs arguments. Pour confronter ceux-ci, mettre à jour leurs informations, ils continuaient à se rencontrer par petits groupes lors des réunions de la Mittwochsgesellschaft ou à la rédaction des *Weisse Blätter* de Güttenberg, ou chez l'un ou chez l'autre, ou dans quelques coins discrets d'un hôtel berlinois, le plus souvent à l'hôtel Esplanade, dans la Bellevuestrasse. Toutes ces réunions étaient d'ailleurs l'occasion de papotages dont von Hassell remplissait son Journal. Les faux bruits de la presse chuchotée, les vantardises des uns et des autres, étaient d'autres sujets de conversations. Il n'était pas question de passer à la mise au point d'un nouveau plan concret. On discutait de la Constitution, qu'un professeur d'Heidelberg, Schmidt

Noerr, avait rédigée à leur usage, pour remplacer le système nazi et qui faisait de l'Allemagne un Etat mi-parlementaire, mi-corporatif. Si Canaris, Oster, Nebe sortaient peu du fait des fonctions qu'ils occupaient dans l'Etat, on voyait beaucoup à ces réunions von Hassell et son beau-frère Wolf Tirpitz, Popitz, Beck, Goerdeler, Planck, le professeur Jessen, le directeur général Witke, von Nostitz, fonctionnaire aux Affaires étrangères et quelques autres. Leurs objectifs immédiats n'avaient pas changé : attirer à eux Halder et Brauchitsch, Goering même, dont la personnalité ne les rebutait pas tous. Certains affirmaient que les Goering, Hermann et sa parenté (1), n'étaient fidèles au régime que par peur de Hitler, de Himmler et de Heydrich et qu'en insistant on les aurait avec soi. Olga Riegele, sœur de Goering, se prêtait parfois à des interventions auprès de son frère pour lui transmettre telle ou telle appréciation qui n'avait pas cours dans les milieux nazis, obtenir même de lui quelques adoucissements à certaines sanctions. Ilse Goering, cousine de Hermann et veuve du frère de celui-ci, remariée avec l'oberpräsident de Hanovre Diels, intervenait elle aussi quelquefois. Mais tout cela était bien vain.

Le général von Hammerstein, ancien chef de la Heeresleitung, était nettement pessimiste. Il considérait l'armée comme un corps sans tête et sans nerfs, dévirilisé par les empiètements successifs de la politique sur ses organes de commandement, par la somnolence de ses chefs. Il jugeait présomptueux de compter sur elle pour mettre un terme à la dictature nazie. Fabian von Schlabrendorff avait déjà entretenu son parent, le général von Tresckow, des buts des « opposants », et ce dernier semblait être alors acquis aux mêmes vues, du moins intellectuellement. Les conspirateurs avaient par contre perdu un atout du fait de l'avancement, auquel Brauchitsch n'était pas étranger, qui avait valu à von Witzleben de quitter le commandement de la région de Berlin pour aller à Franc-fort-sur-le-Main prendre la tête d'une armée.

Cependant, tandis que l'été s'écoulait, les incidents se multipliaient à Danzig, le ton des journaux allemands et polonais montait, la France et l'Angleterre multipliaient les avertissements, la menace de guerre se précisait. On savait que Hitler avait déjà déclaré à ses généraux que l'attaque de la Pologne ne tarderait plus. Dès le 23 mai, au cours d'une con-

(1) C'est surtout dans le Journal d'Ulrich von Hassell (*Vom andern Deutschland*) que l'on trouve des indications à propos d'interventions de la parenté de Goering.

férence militaire à la nouvelle Chancellerie, à laquelle assistaient en particulier Goering, Raeder, Brauchitsch, Halder, Keitel, Milch, Jeschonnek, Warlimont, il avait annoncé, au milieu d'un étrange fatras de considérations politiques et militaires, que l'attaque de la Pologne pouvait fort bien provoquer une guerre difficile et plus vaste, mais il espérait toutefois, et Brauchitsch l'entretenait dans cette croyance, qu'une campagne de quelques semaines réglerait le conflit.

Puisqu'une crise grave approchait, le moment était venu pour « l'opposition » de se manifester. L'état d'urgence suscitait chez les « opposants » les mêmes réflexes que lors des crises précédentes : assiéger le généralissime et le chef d'Etat-Major général. Von Hassell demanda d'abord à Frau von Brauchitsch, cousine du général, avec qui il était en relations, de dire à son cousin sa propre certitude qu'une attaque de la Pologne entraînerait cette fois l'intervention des puissances occidentales. Le généralissime se contenta d'envoyer à l'ancien ambassadeur ses salutations. Von Hassell se rendit alors personnellement chez le commandant en chef. Brauchitsch lui fit savoir qu'il était trop occupé pour le recevoir. Le général Thomas était revenu à la charge auprès de Keitel. Il voulait que le chef de l'O.K.W. entendît d'autres points de vue que celui de Ribbentrop sur les intentions de l'étranger. Il proposa à Keitel de lui amener Goerdeler. Keitel sursauta. Ce nom couvrait déjà trop de suspicions. Il dit à Thomas qu'il était préférable pour lui que Hitler ignorât qu'il avait de telles relations.

Et voici le 22 août 1939. Au cours d'un plantureux repas à Berchtesgaden, Hitler fait à ses généraux des déclarations dont certains des accusés de Nuremberg ont contesté la forme et le ton, mais dont la substance n'est guère douteuse. Il a décidé de marcher avec Staline parce qu'il n'est sûr ni du Japon ni de l'Italie. Il faut agir sans délai parce que le peuple allemand n'aura jamais davantage confiance en lui, parce que les démocraties ne sont pas prêtes à intervenir. Tout blocus sera inutile parce que les territoires de l'Est ravitailleront l'Allemagne. L'armée devra agir avec rapidité et brutalité, Gengis Khan a fait tuer des millions d'hommes, de femmes et d'enfants et pourtant l'histoire ne voit en lui qu'un grand conducteur d'empire. Les S.S. seront sans pitié.

Les généraux peuvent être étonnés, mais ils ne bronchent pas. L'allusion à l'attitude que devront avoir les S.S. n'élève parmi eux aucune protestation. Ils admettent en fait que l'armée allemande souille son histoire d'une longue série de crimes impardonnables. L'amiral Canaris assistait à l'exposé. Il a pu prendre quelques notes et dès son retour il les communique à son entourage.

Le lendemain, von Ribbentrop signait à Moscou le pacte germano-soviétique. Les « opposants » en ignoraient les clauses les plus secrètes, mais ils étaient trop partagés dans leurs appréciations pour en tirer de nouvelles possibilités d'action. Beck n'était pas seul à défendre la politique bismarckienne d'entente avec la Russie. Von Hassell réagissait davantage en conservateur. Il voyait surtout dans le pacte une déception pour tous ceux qui en Europe toléraient le nazisme au titre de rempart contre le bolchevisme. Mais tous étaient d'accord pour considérer ce traité comme le prélude d'une guerre imminente. Hitler pouvait attaquer la Pologne sans craindre désormais une réaction soviétique. Mais la France et l'Angleterre ne modifieraient-elles pas leur attitude, ne renonceraient-elles pas à la garantie accordée à la Pologne ? Hitler semblait y compter et sa déception sera grande. A Paris et à Londres, on confirme la validité de la garantie donnée à Varsovie, et von Hassell en est surpris. Il estime qu'une telle politique est contraire à toutes les traditions britanniques. La guerre européenne peut donc éclater d'un moment à l'autre. Et « l'opposition » n'a rien préparé. Elle n'a aucun plan concret. Bien que les circonstances « menaces de guerre » soient encore plus nettes qu'en septembre 1938, aucune collusion conspiratrice ne se produit. Aucun complot ne mettra en danger le Führer et son régime. Surmontant la répulsion qu'il éprouvait à entretenir des relations avec un homme dont il méprisait le manque de caractère, Beck écrivit cependant vers le 20 août à Brauchitsch pour lui rappeler sa lourde responsabilité. Il tenta de l'enfermer dans un dilemne : ou bien vous suivez Hitler et vous devez communiquer ma lettre à la Gestapo, ou bien vous vous rendez à mes arguments et vous passez à l'action. Brauchitsch ne répondit pas. Beck pria alors Halder, en qui il avait mis sa confiance lorsqu'il lui avait succédé à l'Etat-Major général, de lui rendre visite. Halder accepta et Oster ménagea entre les deux généraux une entrevue discrète. Halder n'avait pas changé. Il donnait en tous points raison à Beck. Il était convaincu qu'une guerre avec la Pologne prendrait tôt ou tard l'ampleur d'une guerre mondiale et que l'Allemagne n'était pas encore en mesure d'en sortir victorieuse. Il disait déplorer la terreur policière exercée par la Gestapo. Mais il continuait, déclarait-il, à estimer que l'heure de l'action n'était pas venue, qu'il serait assez tôt et plus efficace d'agir quand la guerre se-

rait effectivement là, quand tout espoir d'un compromis de dernière heure serait écarté. Il assurait que les conversations diplomatiques continuaient, que l'affaire de Danzig pouvait être encore localisée. Beck en conclut qu'il ne fallait pas compter sur lui. Il le quitta en lui serrant la main pour la dernière fois.

L'amiral Canaris et le général Thomas devaient à leurs fonctions d'être parmi les adversaires du régime les seuls officiers à pouvoir se présenter à leur gré à l'Oberkommando de la Wehrmacht. Mais Canaris n'ignorait pas que les documents qu'il pouvait présenter étaient à priori suspectés de pessimisme outrancier. Le général Thomas continuait par contre à jouir d'une réputation d'indiscutable compétence. Il se présenta une nouvelle fois chez Keitel et lui communiqua des statistiques qui révélaient la nette infériorité du Reich dans une lutte qui l'opposerait militairement et économiquement à une coalition des puissances occidentales. Keitel transmit cette fois les chiffres à Hitler. Celui-ci fit répondre que l'Allemagne avait désormais l'économie de l'U.R.S.S. avec elle, que de telles objections avaient déjà été présentées par l'Etat-Major et qu'il les avait écartées. Après plusieurs entretiens avec Oster et ses principaux collaborateurs, l'amiral Canaris se résolut à demander une entrevue au Führer. Il obtint un rendez-vous pour le 25 août. C'était la date fixée par le Führer pour déclencher l'attaque contre la Pologne. Mais celui-ci, depuis plusieurs jours, hésitait. On annonçait la signature d'un traité anglo-polonais. Mussolini avait fait connaître que l'Italie ne serait pas en mesure d'intervenir immédiatement. Canaris confirma Hitler dans ses hésitations. Il contesta les informations fournies par Ribbentrop, lui dit que tous les renseignements recueillis par l'Abwehr indiquaient que l'Angleterre ferait la guerre malgré le pacte germano-russe. Mais Hitler avait déjà résolu d'ajourner l'attaque. Il avait d'ailleurs prudemment imposé à ses généraux un plan d'offensive susceptible d'être appliqué avec seulement quelques heures de préavis. Il était convaincu que si l'Angleterre se récusait la France ne marcherait pas. Il va donc tenter une dernière fois d'écarter l'Angleterre du conflit. Il a convoqué l'ambassadeur d'Angleterre et lui a demandé d'aller proposer à Londres l'engagement du Reich de défendre l'Empire britannique partout où il serait menacé, si l'Angleterre aidait l'Allemagne à recouvrer Danzig et le Corridor et se prêtait à un arrangement relatif aux anciennes colonies allemandes. Dans la nuit du 26 au 27, il répétera la même proposition au Suédois Dahlerus, qui était depuis quelques mois en relations avec Goering d'une part, des industriels et des ministres anglais d'autre part, pour essayer de trouver un terrain d'entente entre les deux puissances. Mais cette trop grosse ficelle ne fit nulle part de dupes. Canaris et ses amis pensaient utiliser ce répit, dont ils ignoraient la durée, pour envisager la mise au point et l'exécution d'un nouveau plan. Mais le répit ne dura que six jours.

Dans sa garnison de Francfort-sur-le-Main, von Witzleben n'avait pas changé de sentiments, mais la distance qui le séparait maintenant de la capitale lui enlevait toute sérieuse possibilité d'action, le privait de renseignements précis sur la situation politique. Si la guerre avec la Pologne éclatait, si les armées françaises passaient à l'offensive, ses troupes seraient les premières à recevoir le choc. La ligne Siegfried était encore inachevée et les effectifs qui l'occupaient étaient insuffisants. Witzleben était convaincu que sans renforts sérieux elle ne tiendrait pas au delà de quelques semaines. Il vit là un prétexte pour demander à Brauchitsch et Halder, alors que ceux-ci procédaient à une inspection à l'ouest, des renseignements de fraîche date sur la situation politique. Il avait sous-entendu qu'il s'adressait à eux non seulement en qualité de subordonné, mais de complice dans le complot manqué de septembre 1938. Brauchitsch lui déclara qu'il ne désirait avoir avec lui que des conversations sur le service. Halder ne quitta pas Brauchitsch d'une semelle et Witzleben ne trouva pas l'occasion d'un tête à tête avec lui.

Il suppléa à cet échec en demandant à Oster et Gisevius de venir à Francfort. La rencontre eut lieu vers la mi-août, au moment où la crise devenait aiguë. On convint d'un projet qu'un nouveau voyage de Gisevius permettrait de mettre au point. Witzleben irait à Berlin retrouver Thomas et Canaris, auxquels se joindrait le général Heinrich von Stülpnagel, et tous ensemble feraient une démarche auprès de Halder. Ils lui rappelleraient à la fois les opinions qu'il avait exprimées et les compromissions qu'il avait acceptées, et le contraindraient à intervenir lui-même auprès de Brauchitsch. Projet à la fois audacieux et anodin, qui se fut heurté à des difficultés concrètes qui eussent paru énormes et que la rapidité du cours des événements ne permit pas d'expérimenter.

Von Hassell, qui continuait à avoir ses entrées au ministère des Affaires étrangères, interrogeait les fonctionnaires au courant des pensées et des initiatives de Ribbentrop. Il y acquit la conviction que ce dernier était heureux de l'approche de la guerre, qu'il s'efforçait de la rendre inévitable. Hassell était toujours en relations avec Neville Henderson, ambassadeur de

Grande-Bretagne, à qui il communiquait ses informations et ses impressions. Ribbentrop ne l'ignorait pas, et plus que sa participation indirecte au complot du 20 juillet, ce sera ces relations avec l'ambassadeur d'Angleterre qu'on reprochera à von Hassell avant de le condamner à mort, parce qu'elles apportaient à l'étranger la preuve des intentions agressives du gouvernement du Reich. Au matin du 31 août 1939, von Weiszäcker téléphona à von Hassell de venir le voir aussitôt. Il lui raconta la visite nocturne de Neville Henderson chez Ribbentrop et lui demanda d'insister auprès de l'ambassadeur britannique pour qu'il priât les Polonais d'envoyer sans tarder un négociateur à Berlin. Il l'invita également à aller dire à Goering que Ribbentrop voulait la guerre, que si celle-ci éclatait l'Allemagne serait anéantie, y compris Karinhall, la luxueuse demeure de l'adjoint du Führer. Von Hassell se mit en devoir de remplir ces deux tâches. Malgré l'heure matinale il se rendit (1) chez Henderson et lui dit que les Polonais avaient tort en l'occurrence d'utiliser la méthode slave du silence, puis il sonna chez Olga Riegele, qui le mit en communication aussitôt avec son frère Hermann. Celui-ci se conforma à l'attitude officielle. Il s'étonna de la négligence des Polonais à envoyer un émissaire, assura von Hassell que personnellement il voulait la paix, et lui conseilla d'aller tenir les mêmes propos à Ribbentrop. Mais Hassell ne tenta pas cette dernière démarche, convaincu d'avance qu'elle serait vaine. Il téléphona cependant à l'ambassadeur d'Italie à Berlin pour le prier d'intervenir auprès de Mussolini, afin que celui-ci renouvelât auprès de Hitler son intervention de septembre 1938.

Le 31 août, la nouvelle arriva chez Canaris que l'ordre d'attaque avait été lancé. C'était la situation que Halder avait considérée comme la plus favorable à la réussite d'un complot : la guerre était sûre et les hostilités n'avaient pas encore commencé. Mais les « opposants » n'eurent même pas à subir les quelques tourments de l'automne 1938. Ils savaient qu'ils ne feraient rien, que Brauchitsch et Halder étaient eux-mêmes d'ores et déjà réfugiés dans les impérieux devoirs de leurs charges, que l'obéissance en de pareilles heures leur paraîtrait un suffisant alibi. Il n'y aura donc qu'une toute petite agitation de surface. Oster prévint Gisevius de l'événement, et ce dernier porta vers dix-sept heures son information à Schacht, qui partit avec son visiteur chez le général Thomas, et de là au siège de l'Etat-Major général, dans la Bendlerstrasse. Schacht parlait d'exiger (1) de Hitler qu'il se conformât à la Constitution et ne décidât pas de la guerre sans en avoir discuté avec tous les membres du gouvernement. Les autres exprimaient l'avis d'aller demander à Halder et Brauchitsch de mettre des troupes à la disposition de Schacht pour sauvegarder les droits du gouvernement. En cas de refus, ils leur demanderaient de les faire arrêter, après quoi ils pourraient parler librement et révéler les précédentes compromissions des deux généraux ! Propos de comédiens peu dignes du sérieux de la situation. Quelques instants plus tard, Thomas étant entré dans l'immeuble, Oster en sortit, monta dans l'auto où Schacht et Gisevius attendaient en bas et tous trois firent pacifiquement un tour dans les rues de la capitale. La guerre allait commencer et ils n'osaient se défendre du désir de laisser le Führer jouer sa carte, une carte qui, après l'accord de Moscou et avec un peu de chance (Hitler n'en avait-il pas ?) pouvait encore apporter à l'Allemagne la grandeur que le traité de Versailles avait voulu lui ravir.

(1) C'est von Hassell lui-même qui raconte dans son Journal sa propre activité à cette époque.

(1) Il s'agit toujours de déclarations de Gisevius.

Chapitre V

LES COMPLOTS DE L'AUTOMNE 1939
LA BOMBE DE MUNICH
ET LES TENTATIVES DU PRINTEMPS 1940

La population allemande accueillit l'entrée en guerre sans enthousiasme, mais sans appréhension. Elle écouta avec quelque indifférence les proclamations du Führer diffusées dans les rues par hauts-parleurs. Elle avait espéré que Hitler atteindrait toujours ses objectifs sans guerre ; elle était déçue et sa déception crût encore lorsque l'Angleterre et la France déclarèrent la guerre au Reich. Mais les Allemands n'étaient pas inquiets. La chance sourirait encore au Führer. Effectivement la campagne de Pologne se déroula avec une rapidité inespérée, les armées françaises et anglaises n'intervinrent pratiquement pas, donnant l'impression que ni la France ni l'Angleterre ne prenaient cette guerre très au sérieux. Les avions britanniques survolèrent l'Allemagne, mais surtout pour jeter des tracts et notamment les appels de Chamberlain.

La mobilisation s'acheva dans le calme. Les ouvriers travaillaient au rythme des derniers mois, le rationnement alimentaire n'était pas aggravé. Le passage de l'état de paix à l'état de guerre était pour beaucoup d'Allemands davantage une question de nuance qu'un changement de genre de vie. Passivement, mais avec confiance, ils exécutaient les ordres du Führer, sans trop savoir où celui-ci les conduirait. Les quelques adversaires du régime avaient eux-mêmes rejoint leurs affectations du temps de guerre avec le sentiment du devoir. Le déclenchement des hostilités ne leur avait révélé que l'échec d'un seul projet, dont le caractère de sérieux ne devait pas d'ailleurs être surestimé. C'était celui du général von Hammerstein. L'ancien chef de l'armée avait dès 1933 suggéré à Hindenburg un coup d'Etat militaire pour empêcher Hitler de devenir chancelier. Mais Hindenburg l'avait prié de ne pas s'occuper de politique. Il avait été mis en disponibilité en 1934 et fut alors considéré comme suspect du fait des liaisons qu'on lui attribuait avec certains milieux syndicalistes. On l'appelait le « général rouge ». Il avait eu des contacts avec des représentants de l'armée soviétique et avait reçu fréquemment dans sa villa

de Zahlendorf des hommes dont il connaissait les réticences à l'égard du régime, comme Béck, Goerdeler, von Hassell. Il avait reçu au moment de la mise en place des grandes unités pour le cas de guerre un nouveau commandement, celui d'une armée à Cologne. Il avait informé ses amis que, si Hitler entreprenait dans son secteur un voyage d'inspection, il le ferait arrêter (1). Von Schlabrendorff avait même parlé du projet à sir George Ogilvy Forbes, premier conseiller de l'ambassade britannique, à l'hôtel Adlon, avant qu'il ne quittât Berlin le 3 septembre. Mais Hitler avait eu le flair ou l'inconsciente ironie de relever Hammerstein de son commandement peu de temps après l'ouverture des hostilités, avant d'avoir fait à l'ouest sa première inspection. Hammerstein reçut un commandement plus modeste, puis fut mis de nouveau en disponibilité.

Le Führer avait joué la carte de la non-intervention militaire immédiate de la France et de l'Angleterre et il avait gagné. Mais la passivité franco-britannique se présentait déjà davantage comme une abstention provisoire que comme un renoncement définitif. L'offre de paix lancée par le Führer le 6 octobre fut rejetée à Londres comme à Paris sans hésitation. La guerre ne serait pas une guerre courte. De plus, le 18 septembre, l'armée rouge était entrée en Pologne. Le communiqué officiel publié à Berlin présentait l'événement comme découlant de l'accord du 23 août. Mais Varsovie ne capitulait que le 23 septembre après une sérieuse résistance, et la liquidation de la Pologne paraissait autant le fait d'une conjuration militaire germano-soviétique qu'une pure victoire allemande. Moins d'un mois s'était écoulé depuis l'annonce sensationnelle du renversement de la politique à l'égard de l'U.R.S.S. et déjà les armées allemande et soviétique avaient pris contact sur des centaines de kilomètres. Les troupes allemandes avaient même dû céder aux Russes une partie du territoire conquis par elles. Cependant les effets de la propagande antisoviétique déversée pendant des années par Goebbels et les dirigeants nazis étaient loin d'être complètement effacés et un malaise en résultait, accru par le sentiment que l'aide russe serait de moins en moins gratuite. Une première phase de la guerre avait été facilement gagnée, mais il restait à battre des adversaires, précisément ceux de 1918, car on pensait que les

(1) Les déclarations de von Schlabrendorff sont confirmées par le témoignage de Rudolf Pechel (*Deutscher Widersland*, page 153), qui ne cache pas sa haute estime pour le général von Hammerstein-Equord. Il cite l'opinion de Brüning selon laquelle Hammerstein était le seul général capable de s'opposer victorieusement à Hitler.

Etats-Unis ne manqueraient pas d'apporter leur appui aux puissances occidentales. Le souvenir de l'issue de la précédente guerre flottait devant beaucoup d'esprits.

Il était normal que ces sentiments fussent davantage encore ceux des ennemis de Hitler. La conduite de la guerre en Pologne avait éveillé en eux des craintes, de caractère politique plus qu'humanitaire. Les menaces faites par le Führer au Berghof le 22 août n'avaient pas été paroles en l'air : l'aviation allemande avait bombardé et mitraillé sans ménagement la population civile, les S.S. s'étaient rendus coupables de massacres massifs dans la population, des cruautés avaient marqué le passage de l'armée. Rien ne permettait d'affirmer que de tels procédés ne seraient pas utilisés encore si les armées allemandes devaient porter la guerre à l'ouest de l'Europe, et dans ce cas une vaste campagne anti-allemande serait déclenchée dans les pays encore neutres, avec le risque de précipiter l'intervention de ceux-ci, et des Etats-Unis en particulier. Par ailleurs, les sévices infligés aux Juifs de Pologne étaient déjà suivis de brutalités à l'égard des chrétiens de toute confession, et de proche en proche cette persécution pourrait menacer les Chrétiens d'Allemagne eux-mêmes. Déjà certains nazis, faisant allusion à l'attitude réservée de certains Chrétiens au sein du Reich, parlaient d'écarter par la force la menace d'un « coup de poignard clérical » dans le dos. Ces mêmes journaux injuriaient déjà les membres de l'ancienne noblesse allemande, alors que les aristocrates fournissaient une bonne partie des cadres de l'armée qui avait combattu en Pologne et allait sans doute combattre ailleurs. De telles attaques contre des gens qui faisaient leur devoir et dont certains étaient déjà tombés, pouvaient paraître le prélude de la liquidation, à la faveur de la guerre, des classes possédantes et particulièrement de l'aristocratie allemande. Devant de telles éventualités, les adversaires du régime estimaient préférable de faire la paix plutôt que de s'engager dans une guerre générale aussi dangereuse sur les champs de bataille qu'à l''intérieur. Ainsi, toujours flottants devant le choix d'une attitude, après avoir attendu une menace de guerre, puis l'entrée en guerre pour exécuter leurs desseins, ils prétendaient désormais s'efforcer de ramener la paix. La guerre avait cependant pour eux quelques avantages. La mobilisation avait fait passer sous la coupe des militaires des millions d'Allemands qui étaient précédemment sous la seule surveillance de la police. Les moyens d'action de l'Etat-Major en étaient accrus. Le commandement lui-même était plus strictement militaire, le service d'espion-

nage de l'armée avait les coudées plus franches, était davantage à l'abri des interventions politiques. Il était en tout cas plus que jamais exclu de tenter quoi que ce soit sans la complicité des généraux, bien que les sollicitations du devoir, plus impératives en temps de guerre qu'en temps de paix, rendissent les décisions de ceux-ci encore plus difficiles.

Ramener la paix supposait que l'état de non-hostilité de fait entre les forces allemandes et les forces franco-anglaises subsistât assez longtemps pour que des négociations pussent se poursuivre. Il fallait donc empêcher Hitler de passer à l'offensive à l'ouest, comme il en avait exprimé l'intention avant même la fin de la campagne de Pologne. L'hypothèse d'une offensive franco-britannique était exclue, car elle se fut normalement produite au moment où les armées allemandes étaient engagées à l'est. Mais la nouvelle offensive allemande allait se heurter à la ligne Maginot, que les généraux ne sous-estimaient pas, et devrait être lancée avec des unités en cours de formation, sans entraînement militaire suffisant, et du matériel encore en cours de fabrication, insuffisamment contrôlé. Le risque n'était pas mince et il ne semblait pas impossible à Goerdeler et à ses amis d'obtenir des généraux qu'ils s'opposassent à une telle attaque. A leurs yeux le moyen le plus efficace pour obtenir ce résultat était d'apporter à l'Etat-Major la preuve qu'il existait encore des possibilités réelles de paix avec la France et l'Angleterre et de lui souligner le danger que courait avec les méthodes de guerre hitlériennes le « traditionnel » honneur militaire allemand.

Ces « opposants » pensaient être rapidement en mesure de montrer aux généraux des possibilités de paix. Le docteur Joseph Müller, l'un des leaders de l'ancien parti chrétien bavarois et qui avait été l'un des rares dirigeants de ce parti qui voulut s'opposer à sa dissolution spontanée au moment de l'avènement du nazisme, était resté en rapport avec le Vatican et avait ses entrées à la Secrétairie d'Etat. Au début de la guerre, il avait pu se rendre de nouveau à Rome grâce à Oster. Il était rentré à Berlin, sinon avec des propositions précises, du moins avec des indications sur l'état d'esprit du Vatican en ce qui concerne une tentative de médiation et avec des renseignements sur l'état de l'opinion en France et en Angleterre. S'il existait en France une minorité communiste hostile à « la guerre de Daladier » depuis le pacte de Moscou et une faible minorité qui, avec Déat, n'avait pas voulu « mourir pour Dantzig », il existait aussi en Angleterre, en dehors du parti fasciste Mosley, une minorité « d'apaisement » qui se fut prêtée à des

discussions. Mais il n'y avait rien là de bien utile, et qui laissât espérer une fin prochaine de la guerre. Une paix qui signifierait la légitimation de sa politique d'aventures était la seule que le Führer eût acceptée avant de se lancer dans de nouvelles entreprises et une telle paix n'était pas acceptable par les démocraties. Par ailleurs, ni Brauchitsch, ni Halder ne se fussent déclarés satisfaits du maigre butin rapporté par Joseph Müller. Schacht fut chargé de trouver quelque chose de plus substantiel. Comme il avait une haute idée de sa personne, il n'hésita pas à s'adresser à F.-D. Roosevelt par l'intermédiaire du banquier Frazer avec qui ses fonctions l'avaient mis plusieurs fois en relations. Roosevelt avait été copieusement injurié par la presse allemande et les milieux conservateurs et militaires ne l'avaient pas non plus ménagé. Il s'était déjà déclaré l'adversaire des dictatures et des méthodes de violence pratiquées par le nazisme. Il continuait pourtant à jouir en Allemagne d'un prestige considérable qu'il devait autant à sa personnalité qu'aux fonctions qu'il occupait. Schacht lui fit dire qu'à son avis il fallait discuter dès maintenant les conditions d'une paix future et non pas laisser le temps se charger d'éclaircir la situation. Roosevelt n'avait pas pour Schacht les sentiments que ce dernier avait pour lui-même et il pouvait difficilement imaginer qu'on pût vouloir démolir un régime que l'on avait contribué largement à installer, que l'on servait encore et dont on couvrait de son nom la politique d'agressions préméditées, de violations de traités et d'inhumaines cruautés. Eliminer le nazisme pour le remplacer par un régime où Schacht ferait la loi serait à peine l'éliminer à moitié. Roosevelt ne répondit pas.

Peu après le 20 octobre, Hitler réunit ses généraux après sa cure habituelle de réflexion à Berchtesgaden. Il leur annonça que l'offensive à l'ouest aurait lieu au début de novembre. Brauchitsch et Halder se permirent de soulever quelques objections d'ordre militaire : difficulté de rassembler et de disposer les grandes unités en un temps aussi court, insuffisance des formations blindées et du stock de munitions, risque de mauvais temps empêchant l'action de l'aviation. Hitler reprit sa décision, médita, hésita, donnant tort à ceux qui pensaient que le rythme de ses interventions en Europe était fixé dans son esprit d'une façon définitive, avec la précision d'un mécanisme d'horlogerie. Finalement, devant l'Etat-Major réuni, il maudit les généraux qui toujours lui déconseillaient l'action et particulièrement Brauchitsch. Mais il gardait celui-ci à la tête de ses armées, parce qu'il préférait un homme dont l'autorité ne s'opposerait pas à la sienne. Il refusa la démission de

Brauchitsch et maintint sa précédente décision. L'offensive serait déclenchée le 12 novembre 1939.

Pour Beck, Goerdeler et consorts, avertis par l'Abwehr, l'offensive à l'ouest cessait d'être une probabilité. C'était une opération imminente. Ils craignaient qu'elle ne fut vouée à un échec rapide et complet, que les blindés allemands ne fussent incapables de franchir la ligne Maginot, qu'une manœuvre vers le nord ne se heurtât à une inondation provoquée par les Hollandais, à l'obstacle de la Meuse et du canal Albert dont les ponts auraient préalablement sauté, à la boue des Flandres, à la réaction des armées que Gamelin était prêt à lancer à travers la Belgique. Qu'allaient-ils faire avant le 12 novembre ? Canaris ne se sentait pas en mesure d'empêcher quoi que ce fût. Oster et Beck étaient convaincus que Halder ne les recevrait pas, que de toute façon leur intervention serait inutile. Les autres généraux, membres possibles d'une éventuelle conjuration, étaient d'ailleurs maintenant disséminés par leurs commandements sur tout le territoire. Ce fut finalement le général Thomas qui se chargea d'aller porter à Halder, à son quartier général de Zossen, un mémoire résumant les arguments destinés à empêcher l'offensive.

Thomas n'ignorait pas que Halder refusait tout contact avec ses anciens complices. Il devrait pourtant le recevoir s'il pouvait arguer d'un motif de service. Thomas se présenta le 2 novembre chez Halder. Celui-ci le reçut sans ignorer que le motif de service n'était qu'un prétexte. Au grand étonnement de Thomas, le chef d'Etat-Major général se prêta aussitôt à une conversation sur la nécessité d'empêcher l'offensive et de mettre un terme à une guerre qui finirait mal. Selon lui, il n'y avait qu'un seul moyen : éliminer Hitler. Et Halder revint ouvertement à son idée de 1938, provoquer un attentat tel que la mort du Führer put être mise sur le compte d'un accident. Faisant preuve d'un esprit de résolution qui avait stupéfié le général Thomas, Halder, aussitôt ce dernier parti, convoqua Oster. Très surpris, l'adjoint de Canaris se rendit à Zossen dans l'après-midi. Dès qu'il fut en présence de Halder, celui-ci le pria de revoir tout le dispositif envisagé en septembre 1938, de le préciser et compléter au besoin, puis il lui demanda de se mettre en relations avec son adjoint, le général Heinrich von Stülpnagel. Il reconduisit Oster jusqu'à la porte de son cabinet et les deux généraux se serrèrent la main avec émotion en se quittant. Stülpnagel ne paraissait pas moins décidé que son chef et parla avec force détails de toutes les dispositions déjà envisagées. Tous les complices étaient prévus, des

blindés viendraient appuyer à Berlin l'action des conjurés. Le plan des issues souterraines de la Chancellerie avait été étudié et celles-ci seraient soigneusement gardées. Ce n'était donc pas dans le cercle de l'Abwehr que la machination avait été montée, mais à l'Etat-Major lui-même, avec la complicité de quelques officiers en qui ceux de l'Abwehr accordaient déjà leur confiance sans pour autant connaître l'ensemble de leur activité clandestine. L'initiative de Halder reliait donc deux cercles voisins d' « opposants » militaires. Le 3 novembre, le lieutenant-colonel Grosskurth, collaborateur intime de Halder, vint prier l'amiral Canaris et le général Beck de prendre toutes dispositions pour être prêts dès le 5 novembre. La Gestapo n'avait pas assez de flair pour saisir le sens d'une certaine agitation qui régnait dans quelques bureaux de l'O.K.W., de l'Abwehr, de la Préfecture de police, des ministères de l'Intérieur, de l'Economie et des Affaires étrangères. Le 4 novembre au matin, Halder et Brauchitsch partirent en avion pour les secteurs de l'ouest. Ils devaient prendre contact avec les commandants de groupes d'armées, s'entendre avec eux pour des mesures pratiques. Comme leur intention était d'attendre l'ordre d'attaque et d'en refuser la transmission, les généraux ayant les plus importants commandements devaient être mis au courant.

Le 5 novembre, le général Wagner, commandant-adjoint de la quatrième armée, vint trouver le docteur Schacht et le pria, au nom de Halder, de se rappeler les conventions des années précédentes et de se tenir prêt à collaborer à la formation du gouvernement qui succéderait à la dictature militaire des premiers jours. Jusqu'alors sceptique au sujet des renseignements qu'on lui fournissait, Schacht considéra que l'affaire était cette fois sérieuse, que le plan projeté était sorti du nébuleux domaine des abstractions.

Il n'y avait plus qu'à passer à l'exécution. Justement Hitler avait convoqué Brauchitsch pour ce même jour du 5 novembre. Il devait lui confirmer l'ordre d'attaque, préciser ses instructions. Il appartenait à Brauschitsch de faire les objections nécessaires. Ou bien il faisait immédiatement acte de désobéissance et le complot se déroulait aussitôt, ou bien il réservait l'avenir immédiat et attendait que l'ordre d'attaque lui parvînt pour déclencher le mouvement. Effectivement, le général en chef exposa au Führer les objections d'ordre stratégique qui s'opposaient à une offensive imminente. Hitler les réfuta (1). Brauchitsch pouvait se retirer dignement et attendre

(1) Le récit de cette entrevue est tiré notamment de celui qu'en a fait Gisevius.

le jour J pour lancer le signal de la rébellion. Mais il crut bon de soulever une nouvelle objection, à laquelle il ne croyait d'ailleurs pas, une objection qui touchait à la politique et ne pouvait manquer de provoquer chez le Führer un violent accès de rage. Il déclara à Hitler que le moral de la troupe était trop mauvais pour qu'une offensive fût lancée à ce moment. C'en était trop. Après la campagne de Pologne, où les pertes allemandes avaient été extrêmement faibles, après l'accord avec l'U.R.S.S. qui couvrait l'est du Reich « pour l'éternité », après l'abandon par les Français des quelques villages qu'ils avaient occupé en bordure de la Sarre, après la renonciation par les démocraties de toute action terrestre et aérienne d'envergure, comment le soldat allemand serait-il mécontent et déjà fatigué ? Hitler somma le généralissime de lui faire apporter sans délai les rapports des commandants d'armée qui établissaient d'une façon irréfutable que le moral de la troupe était mauvais. Il jeta à terre, piétina les documents que Brauchitsch avait déposés devant lui, il se jeta en hurlant sur le généralissime, lui arracha des mains les papiers qu'il tenait encore, les déchira en morceaux et, fou de rage, il jeta Brauchitsch hors de son cabinet.

Brauchitsch était effondré. Ce n'était plus qu'une loque larmoyante et gémissante. Il avait dit exactement ce qu'il ne fallait pas dire. Il devait maintenant obtenir de ses chefs d'armée des télégrammes qui sauveraient la situation. Mais cette fausse manœuvre, cette maladresse, devait-elle permettre de tout remettre en question ? La situation générale avait-elle changé ? Les risques d'offensive étaient-ils moindres ? Le complot cessait-il d'être prêt ? Certains auraient trouvé dans cette scène indigne une raison nouvelle pour se débarrasser d'un exalté dangereux et obtenir vengeance. Mais Brauchitsch y trouve seulement un prétexte pour écarter de sa personne la décision finale. Il déclare à Halder que, si celui-ci continue à marcher, il ne l'empêchera pas, mais que lui-même n'en prendra pas l'initiative. Le chef d'Etat-Major, si résolu la veille, a désormais les mains libres. Il est couvert par son chef. Il sera suivi par ses subordonnés. Il a accès auprès du Führer ainsi que certains officiers chargés de le représenter. Il n'a qu'un geste à faire, qu'une décision à prendre, un ordre à donner pour que Hitler soit écarté du pouvoir, arrêté ou tué, pour que soit mis en mouvement le mécanisme du complot.

Mais Halder cherche à son tour quelqu'un sur qui se décharger de cette nouvelle responsabilité : il envoie le colonel Grosskurth auprès de Canaris pour dire à celui-ci que s'il

réussit un attentat contre le Führer, lui-même est décidé à agir. Canaris bondit d'indignation. Il estime que pour une telle commission Halder aurait pu se déplacer lui-même. Sans doute estime-t-il prudent de se réserver la possibilité de désavouer, si nécessaire, son intermédiaire. D'autre part, Halder a beaucoup plus que Canaris l'occasion de s'approcher du Führer et de faire procéder à l'opération. Visiblement, Halder cherche à se laver les mains d'un complot qui raterait. Cependant, si légitime que soit son indignation, l'amiral Canaris a devant lui une possibilité concrète. Il déclare depuis des années qu'il est nécessaire de débarrasser l'Allemagne d'une dictature néfaste. Il a laissé ses services devenir le principal refuge des conjurés. Dans quelques jours doit se déclencher une offensive dont l'issue ne peut être que contraire aux véritables intérêts de l'Allemagne et dont la conduite risque, par les excès des S.S., d'annihiler l'honneur militaire allemand. La défaillance de Halder ne doit pas nécessairement entraîner la sienne. A son tour, il n'a qu'un ordre à donner. Des volontaires se sont déjà fait connaître pour tuer Hitler. A sa demande, d'autres pourraient l'être parmi les plus « activistes » de ses complices. Cependant Canaris n'hésite pas. Il refuse. Il répugne à la violence. Il n'a jamais été partisan d'un attentat. Il fait néanmoins part de la proposition qui lui est faite à Oster et à Gisevius. Ni l'un ni l'autre n'encouragent Canaris à changer d'avis. Ils trouvent d'honorables scrupules. Ils n'aimeraient pas recevoir à leur tour l'héritage que Halder avait transmis à Canaris. Celui-ci prie donc le colonel Grosskurth de répondre à Halder qu'il s'étonne que le chef d'Etat-Major ne se soit pas lui-même déplacé pour une mission aussi grave, que c'est à lui, Halder, de prendre la responsabilité d'un attentat qu'il avait lui-même préconisé, que c'est à lui également qu'il appartient de s'assurer que toutes les mesures en vue du putsch ont été prises.

Halder ne répondra pas. Le colonel Grosskurth sera envoyé peu après dans un bunker de la ligne Siegfried et ses amis de l'Etat-Major seront également dispersés. Il aura du mal à sauver sa tête quand, deux ans plus tard, en qualité de général sur le front de l'Est, il sera accusé de n'avoir pas opposé aux Russes une résistance suffisante. (Il mourra en captivité après Stalingrad.)

La flagrante carence du chef d'Etat-Major général n'empêcha pas le groupe des conspirateurs de faire de nouveaux efforts pour le ramener à sa décision première. Il avait déclaré cependant qu'il ne ferait rien s'il n'était assuré de la collaboration du général von Witzleben. Les « opposants » ne semblaient pas sensibles à ce paradoxe qui conduisait les subordonnés à ne rien vouloir faire sans l'assentiment de leurs chefs et les chefs à ne rien vouloir tenter sans la promesse de collaboration de leurs subordonnés, ce qui supposait réalisée une belle unité dans la préparation du complot. Ils vont donc chercher à donner toute satisfaction à Halder. Oster prie Canaris de trouver un prétexte pour faire venir von Witzleben à Berlin et assurer un contact direct entre les deux généraux. Mais Canaris n'est pas disposé à prendre des initiatives. Il se contente de laisser faire. Le 6 novembre, il a été convoqué chez Hitler qui lui a demandé de « faire rapport » et lui a ensuite fait part de son intention de parachuter en Hollande des soldats allemands vêtus d'uniformes hollandais, afin d'occuper les ponts et d'empêcher leur destruction, comme il avait fait intervenir en Pologne des soldats allemands portant des uniformes polonais. Canaris n'a pas osé exprimer devant le Führer son indignation devant l'emploi de procédés contraires à l'honneur militaire. (Il avait protesté cependant après coup à propos des mêmes procédés utilisés en Pologne.) Il se borne à demander à ses subordonnés s'il doit ou non démissionner, et il déclare que s'il reste à son poste, c'est uniquement pour couvrir leur activité, sans vouloir intervenir lui-même. C'est Oster qui prendra donc sur lui de téléphoner à von Witzleben pour que celui-ci téléphone à son tour à Canaris pour qu'il prie ce dernier de provoquer son voyage à Berlin. Le voyage a lieu et les conciliabules reprennent. Beck, Canaris, Oster, Witzleben, Thomas, le comte Helldorff y participent. Il s'agit toujours d'empêcher le départ de l'offensive fixée au 12 novembre, et pour cela d'obtenir de Brauchitsch et Halder qu'ils refusent de transmettre l'ordre d'exécution. Beck demande à Stülpnagel d'aller dire à Brauchitsch et Halder qu'il est prêt à prendre le commandement militaire de l'insurrection, si ceci doit dégager leur responsabilité, à condition toutefois qu'il ait l'assurance que les trois commandants de groupes d'armées à l'ouest, von Rundstedt, von Bock et von Leeb ne voleront pas au secours de Hitler. Thomas propose d'ailleurs d'aller lui-même visiter les états-majors de ces trois groupes d'armées pour s'assurer de leur complicité ou de leur passivité.

Oster a eu plusieurs entretiens avec le colonel G.-J. Sas, attaché militaire hollandais à Berlin, dans un faubourg de la capitale, où l'obscurcissement facilite les déplacements et rendez-vous clandestins (1). Le colonel Sas avait porté lui-même

(1) W.-A. Dulles apporte dans son ouvrage les témoignages directs du colonel G.-J. Sas.

à La Haye l'annonce de l'imminence de l'offensive à l'ouest Le gouvernement hollandais avait pris contact avec le gouvernement de Bruxelles, tous deux anxieux d'éviter l'invasion de leurs territoires. Le 7 novembre le roi Léopold et la reine Wilhelmine lancent un appel en faveur de la paix et proposent leur médiation. Hitler ne pouvait lancer son offensive sans savoir ce que seraient les résultats de cette intervention. Il retarde de trois jours le départ de l'attaque, trois jours pendant lesquels les conjurés pourront poursuivre leurs efforts en vue d'empêcher l'offensive. Oster et Gisevius se rendent à Kreuznach pour prendre contact avec Witzleben, qui s'y tient avec son état-major. Ils le trouvent fatigué, déprimé, hésitant, désespérant d'obtenir quoi que ce soit du Haut-Commandement, qu'il dit terrorisé par Heydrich. Witzleben voudrait à son tour avoir des assurances quant à l'attitude des trois commandants de groupes d'armées et quant à la fermeté des décisions de Brauchitsch et de Halder. Oster convainc non sans peine Witzleben d'aller à Zossen prendre contact avec Halder. Mais Witzleben ne veut y aller qu'avec l'approbation de son supérieur von Leeb. Oster se dévoue. Il ira voir von Leeb. Mais dès ses premières allusions, ce dernier est effrayé. Oster rattrape comme il peut ses propos audacieux et la conversation est aussitôt interrompue. Oster rentre à Berlin. L'échec est total. A tous les échelons, les généraux rejettent loin d'eux toute responsabilité initiale.

Etait-ce donc si difficile de se débarasser du Führer ? En ce même soir du 8 novembre, une bombe a éclaté, moins de dix minutes après le départ de Hitler, à côté même de l'estrade dressée dans la brasserie de Munich où il était venu comme chaque année célébrer l'anniversaire du putsch manqué de 1923. Il y a eu six morts et trente blessés. L'édifice est en partie écroulé. Curieuse coïncidence ! Que cet attentat eût réussi et c'était au jour même l'attentat que le chef d'Etat-Major avait demandé à Canaris de provoquer et qui eût déclenché le mécanisme du complot à Berlin.

Il y a beaucoup de mystère autour de cette explosion. Tous les auditeurs de la radio ont pu constater que Hitler a précipité le débit de son discours, puis qu'il a interrompu tout à coup celui-ci dans sa première partie. Puis le Führer a quitté soudainement la brasserie. Il racontera un peu plus tard qu'il entendait une voix intérieure qui lui criait : « Sors, sors ». Il avait résisté un moment à cette adjuration, puis il avait filé. Quelques minutes encore et il était pulvérisé. La bombe était puissante. Elle avait été placée dans la partie supérieure d'une

colonne voisine de l'estrade. Ce ne pouvait être qu'une voix providentielle qui l'avait obligé à fuir. Les intuitions du Führer avaient donc une précision et un accent de conviction extraordinaires. Il avait semblé curieux aussi que, contrairement à l'habitude, aucun autre dignitaire nazi ne se trouvât aux côtés de Hitler. Ni Goering, ni Himmler n'étaient là. Et comment la police qui savait que le Führer viendrait là n'avait-elle pas davantage surveillé, fouillé ce local ? Et une photo divulguée plus tard montre derrière le Führer faisant son discours un S.S. regardant attentivement sa montre.

Les conjurés étaient persuadés que si un attentat avait lieu et qu'il échouât, il serait aussitôt suivi d'un véritable état de siège, de mesures spéciales de police, d'un branle-bas général des forces de sécurité. Mais tout restait calme. Pas un S.S., pas un S.A. de plus dans les rues de Berlin le lendemain. Hitler était-il donc déjà sûr qu'il ne s'agissait pas d'une action collective ? La presse et la radio se bornaient à stigmatiser les ennemis de l'Etat, les Juifs, les curés, les réactionnaires de toutes sortes, les renégats d'Otto Strasser, les légitimistes bavarois, les agents de l'étranger, mais sans apporter de précisions. Par une autre coïncidence, la police des frontières arrêta en territoire allemand, au voisinage de la frontière germano-hollandaise, près de Venlo, deux colonels britanniques qui se livraient à des travaux d'espionnage. Goebbels n'eut pas de mal alors à mettre sur le compte de l'Intelligence Service la responsabilité de l'attentat de Munich. Et la Hollande, dont le territoire devait être envahi le 12 ou le 15 au matin, n'avait-elle pas méconnu les devoirs de la neutralité ?

Une idée germe alors dans le cerveau de quelques conjurés. L'étrangeté de l'attentat, l'absence de Goering et de Himmler, l'insuffisance flagrante de la surveillance, ne peuvent-elles pas légitimer le soupçon d'un coup monté par la Gestapo ou les S.S. au profit de Himmler et consorts ? N'y a-t-il pas là un excellent prétexte pour faire intervenir l'armée ? Un mémoire est aussitôt rédigé, mettant en valeur tous ces arguments. Avec l'agrément de Canaris et une lettre introductive de Gisevius, il est adressé à Halder qui est sollicité d'y trouver un prétexte pour redonner à l'armée en temps de guerre le soin de la sécurité totale du territoire et celui même de la personne du Führer, chef des armées. Ce serait le premier pas vers une élimination rapide du régime nazi. A quelques jours d'une offensive qu'il avait déclaré devoir être évitée à tout prix, Halder va-t-il se réjouir de l'occasion nouvelle qui lui est offerte ? Il prend au contraire très mal la chose. Le

mémoire et la lettre qui l'accompagne le rendent littéralement furieux. Il a appris d'autre part le voyage qu'Oster avait fait à l'ouest sans son agrément et il adresse à ce dernier une sévère réprimande. Tout espoir disparaît donc de ce côté pour les conspirateurs. L'amiral Canaris interdit d'ailleurs de faire de nouvelles tentatives. Le complot de novembre 1939 en restera là.

Est-ce la pluie qui persiste, l'insuffisance des stocks d'armement et de munitions, les rapports réservés de ses chefs d'armées, les objections qu'il a entendues, les réticences de l'Italie, des considérations de politique générale, mais Hitler remet au 26 novembre le départ de l'offensive, puis il le repousse encore plusieurs fois et finalement l'ajourne *sine die.* Cependant les conjurés ont été terriblement inquiets. Le silence qui avait suivi l'attentat de Munich les avait plongés dans l'angoisse. N'étaient-ils pas découverts ? N'attendait-on pas pour les arrêter d'avoir resserré les mailles du réseau qui les entourait ? Ils se méfiaient de tout et de tous, n'osaient plus ni se parler ni téléphoner. Ils s'accusaient les uns et les autres d'imprudence, échangeaient des paroles aigres-douces. Oster lui-même, si calme d'habitude, était sur des charbons ardents. Canaris était inabordable. Ils ne respirèrent que lorsque Nebe eut réussi à se faire confier la direction de l'enquête sur la responsabilité de l'attentat. On avait arrêté un certain Georg Elser, menuisier à Munich, qui se disait l'auteur de l'opération. Cela semblait à peine possible qu'un homme seul eût pu parvenir si facilement à pareil résultat. Elser assurait que, n'ignorant pas la visite traditionnelle de Hitler dans la brasserie, il était venu fréquemment y consommer et avait pu discrètement faire un trou derrière une colonne. Il y avait placé la bombe dix jours avant. Il avait aussitôt tenté de passer en Suisse, portant sur lui comme pièce à conviction une photo représentant la fameuse colonne. Puis, craignant d'avoir fait une erreur, il était revenu, avait attendu l'explosion, était reparti, et on l'avait arrêté. Il avait avoué. L'enquête de Nebe confirma ces déclarations ! Comme Hitler, ce conspirateur était un autodidacte. Il ne manquait ni de patience, ni d'esprit de suite ! Et on expliqua par cette analogie, qui aurait suscité la sympathie du Führer, le sort réservé à Georg Elser, lequel était d'ailleurs chef de section de S.A. Il fut envoyé au camp de Dachau où il bénéficia d'un régime très spécial. Il disposait de trois cellules, d'un atelier d'ébéniste, d'un poste radio personnel. Il passait le plus clair de son temps à jouer de la cithare. On l'appelait dans le camp le « joueur de cithare ».

Mais il était surveillé constamment dans sa cellule même par deux S.S. Quant aux deux colonels arrêtés le soir de l'attentat, ils jouissaient aussi d'un régime spécial : ils étaient rivés au mur de leur cellule par de lourdes chaînes ; ils ne purent jamais communiquer avec des étrangers. Cependant, en 1944, les bombardements aériens apportèrent quelques perturbations dans ce camp de Dachau. Il y eut quelques relâchements de surveillance. Grâce à eux, le pasteur Niemöller, également pensionnaire du camp, put avoir quelques contacts avec Georg Elser et devant douze cents étudiants protestants réunis pour l'entendre à Erlangen, le 12 janvier 1946, il dit sa conviction que l'attentat de Munich avait été monté par Hitler lui-même pour s'attribuer un supplément de popularité. Au moment de la libération on trouva dans la serviette d'un S.S. du camp deux documents qui expliquaient la disparition du « joueur de cithare » quelques semaines plus tôt :

« D'ordre suprême et sur le commandement du Reichsführer S.S., il faut supprimer secrètement le nommé Georg Elser qui est interné à Dachau, à l'occasion du prochain raid sur Munich. »

L'autre pièce était l'avis d'exécution :

« Au cours de l'attaque terroriste d'hier sur Munich, le nommé Georg Elser, connu par l'attentat contre le Führer, a été mortellement blessé. » Quant aux deux colonels anglais, ils n'avaient jamais entendu parler de l'attentat.

Tandis que se jouait la comédie dramatique de novembre dont le groupe de l'Abwehr avait été l'un des animateurs, les éléments bourgeois hostiles à Hitler étaient restés dans l'expectative. Ils n'avaient pas d'intentions nettement arrêtées ni de buts immédiats. Leurs projets étaient encore à l'état de sujets de conversation ou de prétextes à se rencontrer. Les moyens propres à ouvrir les yeux des militaires sur la nécessité d'éviter une guerre longue, de ramener la paix avant que la guerre ne devînt impitoyable, constituaient l'un des thèmes favoris de discussion. Ces efforts vers une paix prochaine, assez vains puisque les démocraties n'étaient pas disposées à discuter, correspondaient d'ailleurs à l'ambiance du moment en Allemagne. Les services de Goebbels laissaient sans réagir circuler les bruits selon lesquels le refus de la France et de l'Angleterre d'accepter l'offre magnanime de paix du Führer du 6 octobre pouvait très bien ne pas être définitif. Des puissances qui avaient accepté l'occupation des pays sudètes avant qu'elle ne fût réalisée, qui avaient accepté pratiquement sans réaction la dislocation du reste de la Tchécoslovaquie, devaient

logiquement accepter le partage de la Pologne maintenant qu'elles étaient placées devant le fait accompli et devant la double démonstration de l'entente germano-soviétique et de la puissance militaire du Reich. Hitler n'avait d'ailleurs aucun intérêt à faire croire à la population que la guerre serait nécessairement longue. Mais il devait aussi éviter que se répandît à travers le pays une mentalité pacifiste incompatible avec l'effort de guerre nécessaire. Ses adversaires jugeaient toutefois opportun d'utiliser cette atmosphère pour en accentuer le caractère pacifiste, ce qui pourrait permettre d'imposer à Hitler des négociations au cas où des bases sérieuses seraient offertes. L'un des projets consistait à envoyer à Rome l'ancien ministre de la Reichswehr, Gessler, pour qu'en ajoutant son action à celle de Joseph Müller il obtînt du Vatican la publication des bases sur lesquelles les belligérants devaient pouvoir s'entendre. Par ailleurs, le pasteur Gerstenmaier avait pris contact à Copenhague avec l'archevêque Berggrav, président de l'église protestante de Norvège, pour tenter d'établir pendant la durée de la guerre une ligne de conduite commune à toutes les églises non romaines. Le secrétaire général britannique au conseil international des missions, William Paton, assistait à cette conférence et le fait étant venu à la connaissance de la Gestapo, celle-ci avait un moment projeté d'arrêter le pasteur Gerstenmaier pour intelligences avec l'ennemi. De nombreux membres de « l'opposition » catholique et protestante exprimaient alors l'avis qu'il fallait surtout faire confiance à Dieu pour empêcher la guerre de prendre une extension plus grande, que la Providence était un guide plus sûr que la bonne étoile du Führer, que les chrétiens devaient combattre sur le plan purement religieux et s'abstenir de prendre des initiatives politiques (1). La lettre pastorale collective des évêques catholiques réunis à Fulda auprès du tombeau de saint Boniface encourageait les Allemands — elle le fera chaque année durant les hostilités — à s'unir dans l'effort de guerre tout en exprimant le souci de l'Eglise de défendre la foi et la morale, mais sans la moindre réprobation de la façon nazie de conduire cette guerre. Au cours de deux congrès de printemps en 1940 à Brême et aux environs de Breslau, la Bekennende Kirche elle-même décida également de ne pas gêner l'effort de guerre allemand. Durant toute la guerre, la presque totalité des sermons catholiques et protestants ne contiendront d'allusions à la guerre que pour demander la continuation de l'effort en vue

(1) L'ouvrage de M. Wienlewicz : *Have we Allies inside Germany ?* (1944) montre les déficiences de l'opposition chrétienne au national-socialisme.

de la victoire. Contre ce conformisme solidement installé, les interventions discrètes des pasteurs Gerstenmaier, Schönfeld ou Bonhoffer, des Pères Jésuites Roesch et Delp, de l'abbé Metten, supérieur d'un monastère bénédictin de Bavière, étaient de bien peu de poids.

Dans les salons bourgeois de « l'opposition » on colportait d'innombrables projets, dont l'intérêt n'allait pas au delà de celui d'une anecdote. Ceux de Goerdeler témoignaient d'une riche imagination. Parce qu'il était toujours en relations avec les banquiers suédois Wallenberg, eux-mêmes en contact intermittent avec des milieux ministériels anglais, l'ancien commissaire aux prix du III[e] Reich disait envisager de se rendre personnellement à Londres pour soumettre à des personnalités britanniques des propositions de paix que l'Angleterre pourrait, selon lui, accepter et que Hitler ne pourrait pas rejeter. Averti du voyage que M. Sumner Welles, secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis aux Affaires étrangères, entreprenait en Europe pour enquêter sur les buts de guerre des belligérants et les possibilités de paix, il voulait intervenir auprès de lui pour qu'il évitât Berlin afin de ne pas mettre Hitler sur le même pied que les autres chefs de gouvernement. (Von Hassell proposait par contre de le recevoir à Berlin et de lui donner l'occasion de rencontrer certains des « opposants », comme Popitz ou Planck, ce qui n'eût pas manqué de compromettre définitivement ceux-ci). Goerdeler se proposait également de se rendre en Suisse pour y rencontrer, par l'intermédiaire d'un Américain, des gens de l'entourage de Daladier. Il voulait aussi aller à Bruxelles, accompagné d'un général, pour y mettre le roi des Belges au courant des possibilités d'action des généraux allemands et lui demander d'intervenir à Paris pour que la France prît, sur la question de la paix, une position qui encourageât l'opposition allemande. Il exprimait même l'idée d'essayer d'obtenir qu'un plébiscite eût lieu en Allemagne pour ou contre la poursuite de la guerre. Certains autres disaient vouloir tenter d'obtenir, par l'intermédiaire de milieux fascistes romains, des contacts avec des personnages anglais considérés comme favorables à une « politique d'apaisement ». Certaines lettres de Mussolini à Hitler, dont le contenu était parvenu partiellement à la connaissance de l'Abwehr, l'inimitié qui séparait Ribbentrop et le comte Ciano, devaient constituer des arguments en faveur de telles entreprises. L'ancien ambassadeur au Quirinal, von Hassell, réussit cependant à établir un de ces contacts. Il fit remettre le 23 février 1940 à Arosa un mémoire en anglais à des représentants de lord Halifax, ministre bri-

tannique des Affaires étrangères. Il y déclarait que tous les gens sérieux en Allemagne considéraient comme de la plus haute importance que le Reich se retirât le plus tôt possible de la lutte, pour parer au danger d'une complète destruction de son territoire et de l'Europe entière, qu'une Allemagne équilibrée était nécessaire en Europe pour maintenir la paix. Il proposait le maintien des Sudètes et de l'Autriche dans le territoire allemand, le rétablissement des frontières de 1914 entre l'Allemagne et la Pologne, le *statu quo* pour les frontières à l'ouest. En contre-partie, il accordait que fût respecté le principe des nationalités, que la Pologne et la Tchécoslovaquie fussent assurées de leur indépendance. L'Allemagne resterait donc largement bénéficiaire de la politique d'agressions du régime nazi. Ce mémoire parvint à lord Halifax et à Neville Chamberlain qui refusèrent d'en discuter. Von Hassell allait avoir également peu après deux rencontres à Genève avec le professeur suisse Carl G. Burckhardt, président du Comité international de la Croix-Rouge ; mais ces conversations restèrent sur le plan des informations. Ces efforts pour prendre un contact fructueux avec l'adversaire n'excluaient pas certaines tentatives dont le domaine ne sortait pas des frontières du Reich. Nombreux étaient ceux qui, comme Popitz et von Hassell, restaient persuadés qu'un régime de transition obtenu avec la complicité de Goering était possible et plus facile à établir. On tentait d'obtenir de ses proches, Ilse Goering, Olga Riegele, son beau-frère Hueber, époux de sa deuxième sœur, secrétaire au ministère de la Justice, qu'ils exerçassent une pression discrète sur le Maréchal, qu'ils fournissent d'autre part des renseignements précis sur l'état d'esprit de Goering lui-même. On assurait que celui-ci avait un dossier dans les bureaux de la Gestapo, et que s'il pouvait en prendre possession avant qu'on n'en eût ailleurs connaissance, il marcherait volontiers contre Hitler. On le disait hostile à l'offensive à l'ouest. On affirmait qu'il avait fait part au prince Paul de Yougoslavie, à l'insu du Führer et par l'intermédiaire de Philippe de Hesse, de projets de traités de paix comportant le remplacement de Hitler par lui-même, avec prochain rétablissement de la monarchie, également retour aux frontières de 1914 à l'est et maintien des Sudètes et de l'Autriche au sein du Reich allemand. On disait aussi que grâce à un Suédois, Hitler avait eu connaissance de plusieurs tentatives de Goering en vue d'obtenir une paix de compromis, ce qui l'avait rendu furieux. Aucun de ces bruits ne semblait d'ailleurs solidement fondé, mais ils illustraient l'état d'esprit des bourgeois désireux de remplacer Hitler par un gouvernement à leur dévotion. On disait encore que l'ancien ambassadeur d'Allemagne à Paris, le comte Welczeck, assurait que certains chefs S.S., comme Stuckhardt et Höhn, étaient convaincus de la nocivité de la politique extérieure de Ribbentrop et qu'ils se prêteraient éventuellement à une modification du régime dans un sens pacifiste. Mais Popitz aurait prévenu von Hassell, tenté de se laisser aller à entrer en relations avec ces gens, qu'il s'agissait d'hommes déloyaux et dangereux. On disait enfin que certains industriels, comme Bosch, Reusch, certains de leurs adjoints, étaient prêts également à profiter des circonstances pour aider à éliminer une dictature qui limitait non seulement leurs bénéfices, mais leur liberté d'action et risquait par la défaite de ruiner pour longtemps l'industrie allemande.

Cependant, avec les premières semaines de 1940, l'éventualité d'une prochaine offensive à l'ouest fut de nouveau discutée. Le 11 janvier, malgré le froid très vif, Hitler avait donné l'ordre d'être prêt à lancer l'attaque le 17 janvier. Mais le 12, un avion allemand faisait un atterrissage forcé près de Malines et les officiers allemands qui s'y trouvaient étaient porteurs du plan d'attaque avec la participation d'unités parachutées ou aéroportées. Ignorant si les officiers avaient eu la possibilité de détruire le document, Hitler, après une crise de fureur et le soupçon d'une trahison, donna l'ordre d'ajourner l'opération. Ce délai pouvait permettre aux conspirateurs de mettre sur pied un complot plus solidement préparé que les précédents.

Von Hassell s'était rendu chez Brauchitsch et cette fois avait été reçu. Il avait dit au généralissime qu'un commandant en chef a des responsabilités politiques que n'a pas un commandant de division. Popitz également avait été reçu et avait insisté sur la nécessité de redonner à l'armée la prépondérance politique sur les S.S. Il envisagea d'aller chez le vieux maréchal von Mackenzen pour le prier d'intervenir, comme plus ancien des officiers, auprès de Brauchitsch et de lui dire qu'une guerre accompagnée des atrocités commises par les S.S. était incompatible avec l'honneur militaire. L'amiral Raeder lui-même avait été discrètement sollicité. On prétendait qu'il avait assuré que si l'armée marchait la marine suivrait.

Les démarches répétées de Joseph Müller à Rome avaient obtenu un succès relatif. Le Vatican acceptait de jouer le rôle d'intermédiaire en vue d'une paix de compromis dont la base serait l'élimination de Hitler et de Ribbentrop, l'essentiel de l'actuelle administration allemande pouvant rester en place. Par l'entremise de l'envoyé britannique au Vatican, Osborne, lord Halifax répondit que l'Angleterre exigeait un changement com-

plet de gouvernement, le retour à des mœurs sociales et politiques chrétiennes, la décentralisation de l'Allemagne, un plébiscite sincère en Autriche. Von Hassell communiqua ces propositions à Halder. Celui-ci les rejeta d'abord d'emblée, puis fut moins catégorique après une intervention du général Thomas. Il déclara toutefois qu'en temps de guerre il ne pouvait faire ce qu'il avait fait en 1938, entrer dans un complot sans le consentement de Brauchitsch.. Oster fit opérer des sondages auprès des chefs d'armée, en particulier auprès de von Falkenhausen, de von Leeb, von Kluge, von Witzleben, von List, pour l'éventualité d'une action commune de ces généraux auprès de Brauchitsch. Une fois de plus ce fut en vain. Brauchitsch menaça même Oster et Thomas de les faire arrêter si ces complots se prolongeaient. Beck, Thomas, Canaris, Oster furent désormais convaincus qu'il n'y avait vraiment rien à faire de ce côté. Cependant, si peu préparés qu'ils fussent à passer à l'action, les bourgeois qui escomptaient la chute de Hitler vendaient déjà la peau de l'ours et se disputaient déjà les postes ministériels. Leurs propos s'envenimaient à propos de la désignation du chef de l'Etat. Les monarchistes eux-mêmes n'étaient pas d'accord. Popitz voulait mettre sur le trône le prince Oscar de Hohenzollern, alors que Schacht disait ses préférences pour le Kronprinz Wilhelm, dans un souci de continuité, Guillaume II n'ayant jamais expressément renoncé à son trône. Que seraient ces désaccords s'il fallait un jour discuter avec les chefs des partis de gauche ?

Mais avant de passer à l'offensive à l'ouest, Hitler avait décidé une autre opération : l'attaque de la Norvège. Bien des généraux ironisaient à ce sujet. Les marins étaient inquiets. Se lancer avec de faibles forces dans des eaux contrôlées par la flotte britannique était courir à un échec certain et quelque peu ridicule ! S'il devait y avoir un échec, les « opposants » devraient au moins en tirer profit. L'affaiblissement de la position du Führer devait rendre plus facile un coup de force. Brauchitsch et Halder n'avaient été officiellement avisés de l'opération projetée que le 5 mars, un mois après le début des préparatifs menés par Jodl, Keitel et Falkenhorst. Ils en avaient été ulcérés, mais n'avaient pas protesté, n'en avaient tiré aucune conclusion. En dépit de son pessimisme, l'Etat-Major prépara l'opération avec un soin méticuleux. Le débarquement était fixé au 9 avril 1940. Le premier bateau camouflé prit la mer pour Narvik le 2 avril. Canaris avait permis la divulgation des projets d'opération. Voulait-il empêcher une entreprise à laquelle il n'accordait aucune chance de succès ? Des renseignements

avaient été envoyés à Stockholm. Le *Daily Telegraph* avait publié le 5 avril une note signalant les préparatifs allemands. Mais les Anglais réagirent à peine. Canaris renouvela les avertissements. La réaction massive de la flotte britannique ne se produisit pas. Le 8 avril, les Anglais mouillèrent des mines dans les eaux norvégiennes. Avaient-ils eux-mêmes préparé un débarquement, comme les Allemands prétendirent le prouver ? Le 9 avril, les Allemands débarquaient et attaquaient par le Sud le Danemark et la Norvège. Les combats tournèrent à leur avantage. Il fallut toutefois la défaite franco-britannique dans les Flandres, quelques semaines plus tard, pour assurer la victoire de la Wehrmacht.

Mais après le succès, même relatif, de cette opération « Seelöwe », il ne fallait plus parler de complots aux généraux indécis. L'intuition du Führer était vraiment un guide infaillible. On pouvait hardiment se lancer avec lui dans de nouvelles aventures. Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères von Weiszäcker n'hésitait plus à déclarer qu'il n'était pas possible de faire de grandes transformations dans le monde sans recours à la violence et même sans crimes. Le général Höppner lui-même affirmait à Goerdeler que l'offensive à l'ouest réussirait. Le général Fromm, chef de l'armée intérieure, était convaincu qu'avant quinze jours le succès serait complet.

On n'ignorait pas à Paris et à Londres les préparatifs de la Wehrmacht. Avec l'arrivée des beaux jours printaniers, on s'attendait à une offensive imminente. Les informations sur la date de celle-ci données par l'amiral Canaris à Joseph Müller et transmises par ce dernier de Rome à Bruxelles, celles communiquées par Oster au colonel Sas et portées à la connaissance du gouvernement hollandais (c'était la douzième fois que le colonel Sas annonçait l'imminence de l'attaque), n'apprenaient rien d'inattendu. L'épreuve de force ne pouvait tarder.

Le 10 mai 1940, l'attaque allemande à l'ouest était déclenchée. Pas un Allemand n'en souhaitait l'échec. Et les généraux comploteurs eux-mêmes firent tout ce qui était en leur pouvoir pour que cette campagne se terminât par la victoire la plus retentissante du Führer. Le 14 juin, la Wehrmacht était à Paris. Le 22 juin, l'armistice était signé à Rethondes. Le triomphe de Hitler était complet.

Une ample satisfaction se répandit en Allemagne. L' « opposition » n'y participait-elle pas ? Et les Allemands, tous les Allemands allaient profiter sans scrupules du produit du pillage et des réquisitions en Belgique, en Hollande, au Luxembourg et en France. Les « opposants » ne rejetteront pas leur

part du festin. Ils bénéficieront, eux aussi, de la pluie de titres et de décorations qui s'abattra sur les cadres de la Wehrmacht. Von Kluge et von Witzleben porteront fièrement leur nouveau bâton de maréchal.

Chapitre VI

AU TEMPS DES VICTOIRES HITLERIENNES DE 1940 A 1942

L'abandon du projet d'invasion de l'Angleterre ne pouvait effacer l'impression créée par les victoires de l'été 1940. Sur le continent, l'armée allemande était imbattable. Elle ne rencontrerait plus en Europe d'adversaire à sa taille. L'occupation de la Bulgarie en mars 1941, puis la fulgurante campagne des Balkans, le rejet à la mer des troupes britanniques débarquées en Grèce, excluant toute possibilité d'un nouveau « Salonique », l'occupation de la Crète, l'intervention victorieuse de l'Afrika-Korps en Lybie, le traité d'amitié avec la Turquie, confirmaient cette invincibilité, assuraient au Reich une position stratégique et économique entièrement favorable. Les soldats pourraient se reposer, partir en permission. La population tout entière profiterait des ressources des territoires occupés, vivrait, suivant l'expression de Goebbels, de « la graisse de l'Europe nouvelle ». Le docteur Ley promettait à tous les Allemands une auto et même un avion. On pouvait espérer désormais que la guerre serait courte ; on prévoyait le processus de sa fin. Les sous-marins viendraient rapidement à bout de l'Angleterre et dans les milieux navals de Hambourg on précisait déjà qu'un ministère Bevin serait constitué à Londres pour discuter de la cessation des hostilités. On ignorait que le Führer avait déjà d'autres projets en tête, que la conquête des Balkans nécessitée par les déboires des Italiens en guerre contre les Grecs allait en retarder l'exécution, peut-être en assurer l'échec.

Il n'en restait pas moins que tous les arguments des adversaires du régime s'étaient effondrés. Ils avaient cru que la fatigue, les privations, les bombardements pourraient influer sur le moral des Allemands, grossir leurs rangs, leur fournir un appui moral, susciter des mouvements populaires. Ils devaient renoncer à toutes ces illusions. Les hésitants qu'ils croyaient attirer à eux passaient dans les rangs nazis, et c'étaient leurs propres rangs qui s'éclaircissaient. Toute tentative pour renverser un système politique si manifestement efficace, pour supprimer un chef si magnifiquement doué, serait tout à fait incomprise des Allemands. Il n'était plus question de convaincre les généraux de la malfaisance d'un régime qui venait de leur

fournir l'occasion de retentissantes victoires, de leur distribuer, avec une gloire éclatante, des bâtons de maréchaux, de brillantes promotions, des titres, des médailles et des dotations. Bien peu hésiteraient à suivre le Führer dans de nouvelles entreprises militaires. Son intuition dépassait celle des plus grands chefs militaires de tous les temps. Que valaient à côté de cela les avertissements pessimistes d'un Beck, simple ancien chef d'Etat-Major général d'une époque révolue ?

Ce fut donc sans objections sérieuses et répétées que le haut commandement mit au point le plan de l'attaque de l'U.R.S.S. que Hitler avait décidée avant même que M. Molotov ne vint à Berlin en novembre 1940. A la première nouvelle de cette audacieuse et gigantesque entreprise, il y eut bien chez les généraux de haut rang quelques mouvements d'inquiétude, quelques brèves réserves mentales, mais elles n'entraînèrent aucune appréhension durable, aucune critique décidée des intentions du Führer. Dans la mesure où ils étaient exactement informés, les milieux politiques nazis appuyaient non moins les intentions de Hitler, bien que là aussi quelques craintes s'exprimassent en petit comité, comme celles de Baldur von Schirach ou de Lutze. Mais de tels sentiments n'étaient qu'exceptionnels et il fallut l'affaire Hess pour créer quelque malaise. Mais était-elle, comme on voulut çà et là le présenter alors, la manifestation d'un désaccord entre le Führer et son représentant permanent auprès du parti nazi, d'une opposition au sein même de ce parti ? Rappelons les faits. Parti seul en avion du terrain des usines Messerschmidt à Augsbourg, le 10 mars 1941, vers dix-huit heures, Rudolf Hesse se jetait en parachute en Ecosse vers vingt-trois heures, dans la circonscription électorale du duc de Hamilton, membre du Parlement britannique et commandant de la Royal Air Force dans cette région. Aussitôt capturé il demanda à parler au duc de Hamilton. Celui-ci le reçut le lendemain. Rudolf Hess lui déclara que c'était la quatrième tentative qu'il faisait pour le voir depuis décembre 1940. Le duc avait dîné chez lui lors des Jeux Olympiques de Berlin et on lui avait affirmé qu'il comprendrait son point de vue.. Hess exposa que la victoire allemande ne faisait aucun doute et que pour éviter des sacrifices inutiles, il était préférable de s'entendre. Il désirait être traité en négociateur. On le traita comme un prisonnier et il s'en indigna. Il put renouveler et développer son exposé devant un fonctionnaire du Foreign Office, M. Kirkpatrick. L'Allemagne n'aurait pas de revendications excessives. Hitler n'avait jamais nourri de mauvais desseins à l'égard de la Grande-Bretagne. Hess demandait toutefois, avant d'entreprendre des négociations, que le ministère Churchill fût remplacé par un gouvernement plus compréhensif. On en resta là. Le représentant permanent du Führer fut maintenu en prison et considéré comme prisonnier de guerre. La presse allemande présenta cette initiative comme celle d'un homme devenu subitement fou. Pourtant l'entreprise avait été méticuleusement préparée. Hess connaissait même le numéro d'écrou de deux Allemands prisonniers civils en Angleterre dont il demandait la collaboration comme conseillers juridiques. La colère de Hitler en apprenant l'événement fut-elle sincère ou simulée ? L'incarcération des deux aides de camp de Hess ayant annoncé au Führer le départ de leur chef (ils seront encore prisonniers en 1945) ne fut-elle qu'un simulacre ? Hess pouvait-il ignorer le projet d'attaque de la Russie ? Hitler ne voulait-il pas tenter de fléchir la volonté britannique grâce à un chantage particulièrement audacieux ? Il est en tout cas certain que Hess n'exprima pas d'autres vues que celles que le Führer avait déjà lui-même exprimées, qu'il ne critiqua ni Hitler, ni ses collaborateurs, ni la politique nazie dans son ensemble. Même si son initiative fut absolument spontanée, elle n'était nullement une manifestation d'opposition au régime, de pessimisme quant à l'issue de la guerre, comme on tenta aussitôt de le faire admettre autant à l'étranger que dans les groupements allemands hostiles à Hitler. Ceux-ci n'ignoraient pas que des inimitiés séparaient Hess de certains membres du gouvernement, de Ribbentrop en particulier. Ils en déduisaient que Hess avait voulu sauver sa tête, autant du côté nazi que du côté britannique. Ce n'était qu'une facile hypothèse.

Le projet d'attaque de la Russie fut surtout déconseillé par les milieux de la marine, par l'amiral Raeder lui-même. Ils avaient approuvé le pacte d'août 1939 parce qu'il remettait l'Allemagne dans la voie bismarckienne d'une collaboration féconde avec la Russie, quel que fut le régime de celle-ci, et parce qu'il réservait à la marine allemande des avantages non négligeables en Baltique et dans les mers du Nord. L'amiral Raeder allait devoir payer cette attitude de la perte de son commandement. L'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, le comte von der Schulenburg, avait lui-même insisté sur les risques de cette entreprise. Mais il n'était pas nazi et il allait entrer peu après dans les cercles de conspirateurs. Le général-géographe Karl Haushofer était également hostile au projet. Il fut incarcéré quelque temps. Mais la décision était prise. Le 22 juin, la plus puissante armée que le monde eût jamais réunie franchissait la frontière soviétique.

Les « opposants » étaient alors trop désemparés, trop plongés dans la torpeur pour exploiter les facteurs qui pouvaient leur être favorables. Le 15 juin, Nostitz, fonctionnaire des Affaires étrangères, avait demandé à von Hassell s'il ne pourrait pas intervenir auprès de Mussolini pour que celui-ci empêchât l'attaque contre l'U.R.S.S. Hassell s'y était refusé. Il était convaincu que l'Italie ne pourrait que profiter du déplacement vers l'Europe orientale du théâtre principal des opérations, alors qu'elle avait craint que la Méditerranée ne restât le centre de gravité des combats. Le 16 juin, sachant par Canaris que l'ordre d'attaque était parvenu aux chefs d'armée, Beck, Goerdeler, Popitz, Hassell, Oster s'étaient réunis pour discuter une fois de plus de l'utilité d'une intervention auprès de Brauchitsch et de Halder, analogue à celle qu'ils avaient tentée avant la campagne de l'ouest, afin de provoquer un mouvement de désobéissance. Mais ils se mirent rapidement d'accord pour admettre que Brauchitsch et Halder appuyaient maintenant sans réserves le projet de Hitler, qu'ils étaient prêts à tolérer les excès dont les S.S. ne manqueraient pas de se rendre coupables. Les conspirateurs ne tentèrent pas non plus, comme certains le leur suggéraient, d'intervenir auprès des démocraties pour les convaincre que l'U.R.S.S. pourrait être un adversaire commun, qu'une nouvelle « Intervention » analogue à celle de 1919 était désirable, et possible si les démocraties accordaient à cette « opposition » l'importance qu'elles lui refusaient jusqu'alors et une aide immédiate susceptible de mettre fin opportunément et simultanément au nazisme et au bolchevisme. C'eût été là il est vrai des propositions trop chargées de paradoxes et de toutes façons inconciliables avec les désirs réels des démocraties. Ces « opposants » ne firent rien non plus pour exploiter, sur le plan humanitaire, les nouvelles horreurs dues à l'action des S.S. et même de la Wehrmacht dans les territoires nouvellement conquis et dans les autres territoires occupés et dont étaient victimes des résistants ou des otages, désormais qualifiés de communistes ou de terroristes.

Au cours de cette année 1941, année de victoires allemandes, Goerdeler, Beck et leurs amis ne tentèrent absolument rien. Ils étaient persuadés que l'armée allemande était alors la plus belle de tous les temps. Ils ne pouvaient dissimuler leur fierté de savoir que le drapeau allemand, fût-il à croix gammée, flottait sur l'Acropole et sur les bords du Don, qu'il allait peut-être remplacer sur les tours du Kremlin l'étoile rouge des Soviets. Goerdeler restait convaincu que la Wehrmacht sauverait le pays, qu'il suffirait pour lui redonner la première place de savoir jouer adroitement des oppositions qui existaient, selon lui, entre les clans hitlériens, comme la Chancellerie, les S.S., le Front du Travail, ou entre les ministres eux-mêmes, parmi lesquels Ribbentrop était généralement détesté : « Un être remarquable, disait de lui Goebbels ; à l'âge de trois ans il était déjà aussi fort qu'aujourd'hui en politique étrangère. » Popitz, dans le cœur duquel cohabitaient une haine jalouse de Hitler et les ambitions les moins justifiées, tentait maintenant de se lier avec Himmler. L'avocat Langbehn, qui avait fait fortuitement la connaissance de ce dernier à la suite d'une rencontre entre jeunes filles des deux familles, essayait de le sonder comme s'il y avait vraiment quelque chose à faire de ce côté. Il assurait que chez les S.S. aussi existait le désir d'écarter le Führer et plusieurs pensaient avec lui qu'on pourrait les utiliser pour un coup d'Etat, quitte à les éliminer plus tard, mais sans qu'on précisât comment. Langbehn jouait d'ailleurs un double jeu suspect et c'est avec un visa signé de Himmler lui-même qu'il se rendait en Suisse pour prendre contact avec certains Allemands réfugiés dans ce pays. Le collaborateur d'Oster, Donhanyi, essayait lui-même d'entraîner dans un complot l'obergruppenführer S.S. Wolf (celui-là même qui traitera en 1945 avec les Anglo-Américains pour la reddition des forces allemandes d'Italie du Nord). Bien que ces desseins ne reposassent pas sur des bases très sérieuses, ils indiquaient toutefois que c'était le Führer seulement que l'on cherchait alors à éliminer et non les S.S. ou la Gestapo, le régime et ses institutions. Et pourtant déjà les camps de concentration se remplissaient d'étrangers, et les prisonniers russes mouraient de faim par milliers. Et tout Allemand, qu'il sût ou non ce qui se passait dans les camps, pouvait voir dans toutes les villes et dans toutes les campagnes les lamentables cortèges d'hommes, de femmes, d'enfants déportés, prélevés dans les territoires occupés, traités comme les esclaves des nouveaux seigneurs de l'Europe.

Il faudra le sanglant échec devant Moscou, les premières déceptions, les premiers reculs, l'extraordinaire dureté des épreuves imposées par le froid à des hommes insuffisamment vêtus, formant l'élite irremplaçable de l'armée du Reich, l'abandon d'un immense matériel, l'apparition dans les journaux des premières longues listes de tués, pour que la population allemande retrouvât quelque matière à récriminer, pour que les comploteurs se reprissent eux-mêmes à songer au renouvellement de leurs plans.

La situation économique paraissait d'ailleurs un peu plus difficile. Un énorme effort devait être tenté pour compenser par

la synthèse l'insuffisance de la production de pétrole. La main-d'œuvre elle-même allait être insuffisante. Une crise des transports menaçait. Des morts inattendues, comme celles des aviateurs Udet et Mölders, posaient à l'opinion des énigmes. Les succès japonais à Singapour et dans le Pacifique étaient trop lointains pour avoir un profond retentissement. Ils étaient compensés par un événement, l'entrée des Etats-Unis dans la guerre, qui rappelait de fâcheux souvenirs, dont la propagande de Goebbels s'efforçait de minimiser l'importance, mais dont les dirigeants nazis ne voulaient pas sous-estimer la gravité. Au début de 1941, Hitler avait demandé à Schacht si quelque chose pouvait être tenté afin d'éviter l'entraînement de l'Amérique dans la guerre. Schacht avait répondu d'abord négativement, puis avait offert d'utiliser ses relations aux Etats-Unis pour tenter d'obtenir une paix générale. C'était beaucoup présumer de son autorité. Puis la campagne de Russie avait commencé et tout espoir de paix s'était évanoui.

Les revers sur le front de l'Est prenaient en décembre une véritable ampleur. Ils avaient été la raison d'une querelle entre Hitler et Keitel. Celuici avait parlé de se suicider. Il était allé voir Brauchitsch, qui l'en avait dissuadé. Le généralissime savait à quoi s'en tenir. Les échecs contraignaient le Führer à trouver un bouc émissaire. Ce serait lui. Hitler ne s'occupait déjà presque plus de lui. Il ne le voyait pratiquement plus. Il le méprisait. Brauchitsch avait perdu tout crédit. Il était physiquement abattu, moralement complètement déprimé. Il accepta de prêter son nom au Führer pour couvrir des revers dont celui-ci portait la plus grande responsabilité. Le Parti répandit partout l'information selon laquelle les généraux auraient toujours voulu pousser de l'avant, follement, mais que le Führer s'y était opposé, pour épargner des sacrifices, ménager à ses soldats du repos et des permissions. C'était le contraire de la vérité. C'était Hitler qui avait exigé qu'on poursuivît l'offensive à quarante degrés au-dessous de zéro. Les généraux avaient soulevé des objections, mais ils avaient marché. Et maintenant le Führer faisait payer aux généraux ses propres fautes. Le 23 décembre von Brauchitsch était relevé de ses fonctions et Hitler prenait personnellement le commandement du front de l'Est. Les généraux d'armée von Leeb, von List, von Rundstedt, von Bock étaient remplacés. Trente-cinq commandants de division étaient relevés. Gudérian était mis en disponibilité. Le général Höppner était limogé par une lettre à peine correcte. Le général comte Sponeck était traduit devant un tribunal présidé par Goering, condamné à mort sur l'ordre de Hitler. (Bien qu'il eût

dit dans sa défense que placé dans une situation identique, il donnerait les mêmes instructions, il fut grâcié et interné dans la forteresse de Germersheim. Après le 20 juillet 1944, des S.S. entrèrent dans sa cellule et l'abattirent sans autre forme de procès.)

Cette hécatombe de généraux allait-elle éveiller dans le haut commandement un nouvel esprit civique ? Ils avaient marché en n'ignorant rien des sacrifices inutiles qu'ils imposaient à l'armée pour le seul caprice de Hitler. Allaient-ils continuer dans le chemin de la fidélité ou grossir les rangs d'une opposition effective ? Halder avait été maintenu à son poste de chef d'Etat-Major général. Il y persistait dans son attitude. Comme Keitel et Jodl, il acceptait d'être un fidèle organe d'exécution, de transmettre des ordres dont il n'ignorait pas la tragique portée. Il avait cependant accueilli le colonel von Vosz que lui avait dépêché von Witzleben pour lui faire part d'un plan d'action militaire dirigé contre le régime, partant de France avec l'appui de von Stülpnagel. Halder avait donné à comprendre qu'il n'y voyait pas d'objections, mais que lui-même ne pourrait rien faire. Halder avait aussi reçu un mémoire du général Thomas écrit avec la collaboration de Goerdeler. On y envisageait les moyens de mettre une fin rapide à la guerre avant que la situation ne devînt militairement défavorable à l'Allemagne. Plusieurs personnalités de l'industrie avaient promis de signer ce mémoire, mais s'étaient récusées au dernier moment, le jugeant trop dangereux. Halder ne devait d'ailleurs en tenir aucun compte. Hitler était de plus en plus insociable, convaincu que seuls ses projets étaient bons, que son flair était infaillible, que ses dons militaires dépassaient ceux de ses généraux. Il avait souri de mépris quand, à la fin de l'automne 1941, Halder et Bock avaient timidement suggéré qu'on s'arrêtât pour passer l'hiver sur de solides fortifications de campagne. A Gudérian, commandant la IIe armée blindée, qui était venu lui faire part des difficultés d'engager ses formations par grand froid, il avait répondu par un monologue passionné et Gudérian était revenu au quartier général de von Bock pour dire à celui-ci qu'après avoir écouté le Führer, il n'avait rien trouvé pour le contredire. Plus souvent encore, Hitler traitait ses généraux comme de petits subordonnés. Il connaissait leur servilité, leur pusillanimité, leur avidité pour les grades, les titres, les décorations, les dotations. Il les méprisait quand il les entendait commencer leurs phrases en disant : « Mon Führer » ou tenter des suggestions avec l'inévitable formule : « Si vous m'y autorisez, mon Führer. » Il avait dit un jour à l'Etat-Major de von Bock :

« Avant que je sois chancelier, je croyais que l'Etat-Major était un chien hargneux qu'il fallait tenir solidement au collier pour qu'il ne tombe pas sur tout le monde. Après que je fus devenu chancelier, j'ai dû constater que l'Etat-Major était tout le contraire d'un chien hargneux. C'est lui qui a voulu m'empêcher de faire ce que je tenais pour nécessaire. Il s'est opposé à l'armement clandestin, à la réoccupation de la Rhénanie, à l'entrée en Autriche, à l'occupation de la Tchécoslovaquie et finalement à la guerre contre la Pologne. Il m'a déconseillé l'offensive contre la France et de faire la guerre à l'U.R.S.S. C'est moi qui dois toujours exciter ce chien hargneux. » Hitler projetait alors un encerclement de Moscou. Aucun être ne pourrait sortir de la ville, qui serait inondée grâce à de gigantesques travaux et qu'un lac remplacerait pour toujours. Il était de plus en plus dur, de plus en plus inhumain. Il n'ignorait pas la cruauté des S.S. Il y répondait en augmentant le nombre des unités S.S., en accordant aux avis de leurs chefs toujours plus de faveur. Les généraux de la Wehrmacht étaient sensibles à cette humiliation. Mais leur mécontentement, leur irritation, pas plus que l'éventuelle désapprobation des ordres qu'ils devaient transmettre, n'atténuaient leur sens de l'obéissance, n'accroissaient le sens de leur responsabilité.

Les déceptions militaires en Russie contribuaient cependant, avec la prolongation de la guerre, à redonner aux comploteurs quelques motifs d'action. Après les succès de l'année écoulée, ils avaient mis une sourdine à leurs desseins, mais ils n'avaient toutefois pas mis un terme à leurs séances d'échanges de vues, que ce fût au cours des réunions de la Mittwochsgesellschaft ou dans les appartements de l'un ou l'autre d'entre eux, le plus souvent chez le professeur de chirurgie Sauerbruch, dans la villa du général Hammerstein, dans les appartements de Popitz ou du professeur Jessen, ou chez le docteur Sigismond Lauter, directeur de l'hôpital Sainte-Gertrude. Le bureau du docteur Franz Reuter, collaborateur du général Thomas, était aussi utilisé parfois pour ces rencontres, ainsi que celui de Rudolf Pechel, directeur de la *Deutsche Rundschau*. Les généraux en retraite Beck et Hammerstein firent plusieurs visites à Wilhelm Leuschner dans sa petite usine. Un autre lieu de rendez-vous commode était le discret petit appartement d'un ami d'Oster, l'agent d'assurances Strünck, dont le numéro de téléphone était au nom du propriétaire. A ces rencontres participaient parfois des Italiens de la colonie italienne de Berlin et ceux-ci n'étaient pas les moins pessimistes. Devenues plus anodines et plus circonspectes, les conversations avaient étendu leur cercle, si bien qu'au moment des premiers échecs, des contacts étaient pris qui allaient apporter au complot de nouveaux adhérents ou des sympathisants. L'un d'eux, définitivement convaincu par Beck au printemps de 1942, était un personnage d'importance. C'était le général Olbricht, chef des services généraux de l'armée. Il était surtout l'adjoint et le représentant permanent du commandant en chef de l'armée de l'Intérieur, le général Fromm. En cas d'empêchement de celui-ci, c'était lui qui assurait ce commandement. Il ne lui serait pas impossible dans le cas d'un nouveau complot de prendre, pendant quelques heures au moins, le commandement effectif de cette armée de l'Intérieur et d'influer ainsi d'une façon décisive sur l'évolution de la conspiration. Il pouvait déplacer des troupes, les envoyer sur le front ou retarder leur départ, opérer des substitutions d'unités. Chef d'une vaste administration militaire, doté éventuellement d'un haut commandement, il était de tous les généraux en puissance de rébellion celui qui pouvait le plus efficacement contribuer à la réussite d'une entreprise contre le parti nazi. Convaincu dès ce moment que la guerre ne pouvait être gagnée à l'Est avant que les Américains ne fussent en mesure d'intervenir à l'ouest, persuadé qu'une guerre longue ne pourrait pas se terminer par une victoire allemande, il allait consacrer une bonne partie de son activité à préparer minutieusement, sur le plan militaire, l'exécution matérielle du complot. Ses services devinrent à leur tour un abri pour les activités des conspirateurs. Gisevius, que Canaris avait fait nommer délégué de l'Abwehr auprès du consulat général d'Allemagne à Zurich, y faisait de brefs séjours lors de ses voyages à Berlin. D'autres généraux s'étaient déclarés sympathisants, comme les généraux Groppe, Lindemann, Fellgiebel, ce dernier commandant les services de transmissions. Des contacts avaient été maintenus également avec le général von Stülpnagel, commandant la région de Paris, et le général von Falkenhausen, commandant militaire en Belgique et dans le nord de la France. Il semble même que le général von Reichenau ait fait quelques pas vers les conspirateurs, mais il devait mourir le 17 janvier 1942. Le général Rabenau, évangéliste militant, licencié en théologie, jouissait de la confiance des membres du complot. La liaison entre généraux et civils était assurée par des personnages divers, en particulier par le colonel Wagner et le capitaine Hermann Kaiser. Le médecin-colonel Carpentier fit de nombreux certificats médicaux destinés à maintenir à l'intérieur du territoire des officiers utiles à la conjuration

Von Hassell avait pu se rendre à Paris et à Bruxelles sous

le prétexte d'études économiques et avait eu avec les conjurés, avant son départ, en janvier 1942, des conversations qui témoignaient d'un optimisme étonnant quant aux chances du complot. Il avait vu von Witzleben au Ritz à Paris, ainsi que son officier d'ordonnance Schwerin von Schwanenfeld, qui appartenait au groupe de Kreisau, et le major Crone, de l'état-major de Stülpnagel. Mais von Hassell était revenu quelque peu désenchanté. Stülpnagel et Falkenhausen pensaient que ce n'était pas à eux d'agir, mais aux généraux de l'armée de l'Est. Ils avaient trop peu de troupes. Ils pensaient également qu'une action isolée à Berlin, comme celle que projetaient Beck et Goerdeler, n'était qu'une utopie. Von Hassell avait été déçu par la personnalité de Falkenhausen. L'ancien organisateur des troupes de Tchang-Kai-Chek s'occupait surtout de cartes et d'alcool. Sa vie privée, ses liaisons féminines, étaient l'objet de remarques au moins désobligeantes. On l'avait prié à différentes reprises de se répandre moins dans certains cercles bruxellois, de surveiller ses propos. Il n'en avait tenu aucun compte et pouvait être plus dangereux qu'utile. Cependant son remplacement pouvait faire perdre aux conspirateurs l'importante place de Bruxelles. Les quelques officiers allemands antinazis que von Hassell avait rencontrés à Paris lui avaient déclaré qu'ils considéraient Stülpnagel comme un mou et un timide. Falkenhausen et Stülpnagel se défendaient d'ailleurs très mal des exécutions d'otages dont ils portaient la responsabilité, et qu'ils prétendaient avoir réduites au minimum, excuse fréquente et commode que le tribunal de Nuremberg n'acceptera pas comme valable.

Le pessimisme de von Hassell n'avait cependant pas découragé les auteurs d'un projet échafaudé à Berlin (1). A la fin de décembre 1941, au moment où l'armée allemande semblait engagée dans les neiges de Russie dans une catastrophique aventure, le général Beck, Goerdeler, Rudolf Pechel et le comte Werner von Alvensleben, réunis chez le général von Hammerstein, avaient décidé de demander une fois de plus à von Witzleben de lancer une proclamation au peuple allemand et de marcher avec son armée sur l'Allemagne à partir de la France. Un attentat contre le Führer aurait lieu en même temps. On admettait que des généraux de l'armée de l'ouest et de l'intérieur suivraient le mouvement. On demanderait aux Anglo-Américains de ne pas profiter de la situation pour débarquer en France et en Belgique. Rudolf Pechel vint à Paris en février 1942 et prit contact avec le comte Schwerin, peu de temps après le passage de von Hassell. Schwerin vint lui-même en mars à Berlin pour expliquer que l'exécution du plan devait être retardée. Witzleben devait en effet retourner dans sa clinique de Dresde pour y subir une nouvelle opération. Mais, le 8 avril 1942, Rudolf Pechel était arrêté. C'était à la suite d'un article de la *Deutsche Rundschau* critiquant le régime sous la forme d'une évocation historique. Mais les conjurés pouvaient craindre que cette arrestation ne fût pas sans relations avec le projet conçu chez Hammerstein. Tandis qu'ils restaient dans l'expectative, Witzleben était relevé de son commandement pour raisons de santé et l'affaire n'eut pas d'autres suites.

(1) Rudolf Pechel est seul à mentionner ce projet.

Cependant les comploteurs allaient voir grossir leurs rangs d'une intéressante recrue. C'est le général von Tresckow. Il appartenait à l'état-major de l'armée du Centre, en Russie, et on disait qu'il faisait preuve dans ses fonctions d'exceptionnelles qualités militaires, que c'était un esprit clair et un homme d'action. D'origine poméranienne, il avait quitté l'armée en 1918, avait occupé des postes à la Bourse de Berlin et dans quelques grandes banques. Il avait beaucoup voyagé à ce titre en Europe et dans les deux Amériques. Puis il était rentré dans l'armée en cours de réorganisation et renforcement. Il avait été très frappé au début de l'ère hitlérienne par les réalisations du nouveau régime. Le réarmement, l'annihilation progressive des clauses du traité de Versailles, la remise à l'honneur d'une discipline nationale, l'affirmation que le Reich défendrait les droits de tous les Allemands vivant hors de ses frontières, l'avaient enthousiasmé alors que beaucoup d'officiers évitaient encore de prendre ouvertement position en faveur du nazisme. Puis l'emprise du parti sur l'Etat et sur l'armée, ses procédés, ses hommes eux-mêmes, l'avaient déçu et irrité. Puis les hostilités avaient éclaté et la conduite de la guerre avait fait naître en lui des appréhensions quant à son issue. Par l'intermédiaire de son parent, von Schlabrendorff, mobilisé comme lieutenant à son état-major, il avait appris l'existence d'un « mouvement d'opposition » dans les milieux de l'Abwehr et de la bourgeoisie. Il n'y adhéra pas immédiatement, retenu par son sens de la discipline militaire et nationale, mais il reconnaissait qu'une telle attitude pouvait se justifier. Dans la mesure de ses moyens, il avait toutefois fait entrer à l'état-major auquel il appartenait des gens de son milieu dont il connaissait les propres réticences à l'égard du régime et de son chef, comme le colonel Berndt von Kleist, le comte von Hardenberg, le comte Heinrich von Lehndorff. Le commandant du groupe d'armées du Centre, von Bock, n'était

pas nazi. Il avait même lui aussi quelquefois exprimé en petit comité ses réserves quant à la politique nationale-socialiste. Mais il n'admettait pas qu'on s'en prît au Führer lui-même, pour lequel il gardait son admiration. Quand la bataille de Moscou fut perdue, von Tresckow essaya de faire admettre par von Bock que le vrai responsable de l'échec était Hitler. Von Bock l'interrompit violemment en lui criant : « Je ne tolérerai pas que l'on attaque le Führer. » Cependant, à plusieurs reprises et le plus souvent par des intermédiaires, von Tresckow essaya encore de gagner von Bock à des sentiments anti-nazis. Tous ses efforts furent vains. Fedor von Bock était un guerrier. Il aimait la poudre et les batailles. Il rêvait de mourir en héros. Il ne voulait manquer aucune occasion de mener une fois de plus son armée au combat, fut-ce par un froid de quarante degrés. Il n'en fut pas moins relevé de son commandement en décembre 1941, sous prétexte de raisons de santé. Il fut remplacé par von Kluge, en qui les conspirateurs pensaient trouver un personnage plus malléable. Von Schlabrendorff faisait de fréquents voyages à Berlin. Il y rencontrait le secrétaire d'Etat von Weiszäcker, von Hassell et quelques autres. En juillet 1942, il prit pour la première fois contact avec Goerdeler. L'un et l'autre savaient que von Kluge et von Tresckow étaient des sympatisants. Schlabrendorff proposa à Goerdeler de lui ménager la possibilité d'une visite au Quartier général de l'armée du Centre, où il rencontrerait von Kluge et von Tresckow. Goerdeler, qu'une nouvelle entreprise ne pouvait que réjouir, accepta. Ce fut sous le prétexte de s'occuper des intérêts que la firme Bosch avait pris dans les forêts de Smolensk qu'Oster lui fit remettre une autorisation de se rendre sur les arrières du front de l'Est. Il voyagea pendant une semaine dans des conditions d'inconfort total, dans des trains de voyageurs ou de marchandises bondés de troupes ou de permissionnaires, et atteignit non sans mal le Quartier général de Smolensk. Il put avoir pendant plusieurs jours des conversations avec von Kluge et von Tresckow. Ce dernier fut cette fois convaincu et se rangea sans réserves parmi les comploteurs. Von Kluge se laissa également entraîner assez loin et on en vint même à des conclusions pratiques. Goerdeler fit le voyage de retour dans des conditions non moins mauvaises que le voyage d'aller. Aussitôt arrivé à Berlin il courut chez Beck annoncer à celui-ci l'heureux résultat de ses entretiens avec le chef de l'armée du Centre. Mais Beck refroidit sur-le-champ l'enthousiasme de son visiteur. Il avait reçu un messager, venu par avion de Smolensk de la part de von

Kluge. Celui-ci avait fait connaître à Beck qu'il désapprouvait totalement la façon impromptue avec laquelle Goerdeler s'était permis de venir jusqu'à son quartier général, et il le prévenait contre les conclusions trop hâtives qui pourraient être tirées de ces entretiens. Une fois de plus, von Kluge se dérobait et se reniait. La déception de Goerdeler fut immense, mais pas au point qu'il cessât de faire confiance aux chefs de la Wehrmacht pour mener à bien le coup d'Etat projeté. Cependant, il dut avant la fin de l'année subir une nouvelle déception. Le général Thomas se retirait de la conspiration. Il estimait pratiquement nulles les chances de celle-ci et dangereux de faire du Führer un martyr, de faire renaître aux dépens des généraux la légende du coup de poignard dans le dos. Si la guerre devait être perdue, il valait mieux pour les généraux et la bourgeoisie et pour la majorité des Allemands qu'elle le fût avec Hitler que sans lui.

Après le premier hiver de guerre en Russie, l'opinion publique avait-elle évolué de façon telle qu'elle fût un encouragement pour les conspirateurs ? Rien ne permettait de l'affirmer. La population allemande n'avait pas perdu confiance. Ses réflexes étaient quelque peu usés par une propagande excessive, et les tintamarres des émissions spéciales de la radio annonçant des succès sous-marins n'arrêtaient plus les passants auprès des hauts parleurs. Elle donnait parfois l'impression de s'abîmer dans la grisaille de son dur labeur quotidien. Cette guerre devenue mondiale la déconcertait par sa complexité, son cours de plus en plus amer, mais elle attendait sans trop d'appréhensions le retour des événements heureux dont Goebbels démontrait infatigablement l'absolue certitude et la « nécessité historique ». On était évidemment loin de l'expédition primitive-éclair contre les Polonais et il avait fallu effacer de sa mémoire le mythe du « chancelier de paix ». Et Hitler lui-même n'avait pas une foi sans limites dans le stoïcisme de son peuple, auquel il n'osera pas imposer avant les derniers mois de la guerre les obligations de la mobilisation totale. Mais ce peuple, à qui Goebbels reprochera parfois un fatalisme, une apathie indignes d'une aussi grande époque, ne sera jamais récalcitrant. Les ouvriers ne cesseront pas de travailler. On citera quelques petits mouvements de grève, quelques sabotages sans gravité, mais il ne s'agira que d'opérations isolées et sans ampleur, et l'origine même de ces nouvelles laissera toujours une large marge à la contestation.

Quelques petits groupements clandestins de gauche avaient réussi à se maintenir. Ainsi, à Hambourg, de petites organisa-

tions datant de la République, issues de la bannière d'Empire social-démocrate, continuaient à tenir de petites réunions sous des prétextes divers. A Brême, quelques dizaines de communistes ou social-démocrates avaient également constitué de petits groupements reliés entre eux. Dans certains centres industriels s'étaient constitués de petits groupes « antifako (antifaschistische Kampf Organisation). Au cours des réunions, qui ne rassemblaient guère plus de quatre ou cinq personnes, on diffusait des slogans anti-nazis, on échangeait des informations de source étrangère. On voyait aussi parfois sur les murs des inscriptions à la craie, des F (Friede), des papillons qui répétaient les slogans, rappelaient ou apprenaient aux Allemands la vie de luxe et de débauche que menaient certains gauleiters ou dirigeants nazis, qui chiffraient les capitaux mis en sûreté en pays neutres par les chefs du régime. Mais ces manifestations sans portée furent tout à fait rares. On cita comme étant le fait de sabotages une explosion suspecte à la poudrière de Rheinfelden, un arrêt de la centrale du métro de Berlin, quelques déraillements, quelques incendies ou explosions à bord de bateaux marchands. Mais ces opérations, dans la mesure où elles furent effectivement des actes de sabotage, ne furent jamais les éléments d'un plan concerté. Conscients de leur faiblesse et de leur inefficacité de fait, les petits groupes « d'opposition ouvrière » déconseillaient d'ailleurs ces sabotages sans portée pratique et susceptibles de mettre la Gestapo sur leurs traces. Les tribunaux allemands eux-mêmes évitaient toute publicité à ce genre d'affaires. La lecture de leurs arrêts, publiés par la presse locale et quelquefois la presse étrangère, n'apportait que peu de renseignements sur les dispositions de la population à l'égard du régime. Il y était surtout question, en dehors des faits non politiques, de l'écoute des radios étrangères ou plutôt, comme il était difficile d'empêcher cette écoute, de la diffusion d'informations radiophoniques étrangères dans des lieux publics par la radio elle-même ou par des moyens oraux ou écrits. La justice « dynamique » du Reich, qui se passait de codes, infligeait suivant les individus et les circonstances des peines extrêmement diverses aux délinquants, allant de quelques semaines de prison à la peine de mort. Mais s'il témoignait d'un certain mépris des prescriptions officielles, le fait d'écouter ou de diffuser des informations étrangères ne pouvait constituer un acte d'opposition. La police n'ignorait pas que de vrais opposants n'auraient jamais couru ce risque inutile. Beaucoup de Berlinois s'étaient d'ailleurs résolus à utiliser des appareils ne pouvant capter que les postes de Berlin

pour éviter toute dénonciation, la condamnation étant souvent suivie de la confiscation du logement. Par contre, l'émission radiophonique ou radiotélégraphique clandestine était considérée comme un crime d'une exceptionnelle gravité. Elle fut d'ailleurs excessivement rare.

Les relations avec les travailleurs et les prisonniers de guerre étrangers étaient également l'occasion de fréquents arrêts de justice. Le fait d'entretenir avec des hommes ou des femmes de nationalité ennemie des relations intimes, d'échanger avec eux de la correspondance, de les inviter sans raison de travail dans sa maison ou à sa table, de leur offrir le cinéma ou de les emmener au café, de leur donner des cigarettes, de boire à la même bouteille qu'eux, pouvait être sévèrement puni. Mais là aussi ce crime ou ce délit ne dévoilait pas nécessairement des sentiments d'opposition au régime. Par contre, la diffusion de tracts, la participation à des chaînes de lettres antinazies, faits d'ailleurs très exceptionnels, étaient considérés comme des crimes de trahison, comme « une activité au service de l'étranger », surtout quand les textes diffusés contenaient des termes insultants pour le Führer ou d'autres personnalités du régime, des appréciations calomnieuses sur l'armée, des informations relatives à de « prétendues » cruautés de la part de la Gestapo, des S.S. ou de la Wehrmacht, de la propagande pacifiste ou des provocations à la grève. Il y eut quelques condamnations pour ces motifs. Mais il est impossible d'apprécier la « résistance » populaire au régime par le simple examen du nombre des emprisonnements, le plus grand nombre de ceux-ci étant dûs à l'écoute de la radio étrangère ou à des relations avec des étrangers, qui n'entraînaient nullement l'appartenance à un mouvement d'opposition.

En août 1942, une organisation d'inspiration communiste fut découverte parmi le personnel du ministère de l'Aviation civile et d'autres administrations. Elle était d'autant plus notable qu'elle se développait dans un milieu qui avait toute la confiance de Goering, et l'existence de cette « Chapelle rouge » jeta quelque discrédit sur l'adjoint du Führer. Il s'agissait de gens menés par un certain Harro Schulze-Boysen, qui avait fréquenté pendant longtemps les milieux révolutionnaires et surréalistes, et avait fondé en 1932 un parti opposé à la fois au nazisme, trop raciste, et au communisme, trop bureaucratique. Il était entré en conflit avec les nazis après l'arrivée de ceux-ci au pouvoir et il était passé au communisme. Arrêté, assez durement maltraité, il avait été libéré parce qu'il était fils d'amiral et que sa femme, née comtesse Eulenburg, était par sa mère en

relations amicales avec Goering. Grâce à elle encore il avait pu entrer au ministère de l'Aviation civile. Toujours communiste, il était entré alors en relations avec quelques fonctionnaires de mêmes tendances, appartenant à plusieurs ministères et en particulier avec Arvid Harnack, des Affaires Etrangères, qui avait eu d'étroits contacts avec les autorités soviétiques au moment de la négociation du pacte Staline-Ribbentrop. Une véritable organisation, débordant largement la capitale, avait été constituée. Elle était destinée à favoriser la formation d'un gouvernement communiste au moment de la victoire des Soviets. A l'insu de la plupart de ses membres, elle était beaucoup plus une entreprise d'espionnage en faveur de l'U.R.S.S. qu'un réseau d'opposition. Des relations avec Moscou avaient été établies grâce à un poste émetteur installé dans des ateliers d'artistes et le plus souvent dans celui d'une certaine Oda Schottmüller. La Gestapo captait déjà les émissions et était déjà sur la piste de cette organisation quand un agent russe parachuté en Allemagne se mit à son service. Presque tous les membres de la « Rote Kapelle » furent arrêtés en août 1942. Il y eut cinquante condamnations à mort. Hitler estima que c'était trop peu. Il insista pour que les femmes également fussent exécutées. Il y eut soixante-dix-huit victimes. Schulze-Boysen et sa femme furent exécutés le 22 décembre 1942. Arvid Harnack, sa femme d'origine américaine, Oda Schottmüller le furent également. Une pièce ayant pour thème cet épisode fut représentée avec succès en 1946 dans la zone d'occupation soviétique.

Les relations entre les petits groupes communistes et les autres éléments opposants restaient elles-mêmes caractérisées par une suspicion réciproque. Les communistes craignaient que le coup d'Etat projeté ne bénéficiât surtout aux militaires et à la bourgeoisie. Les autres estimaient que les groupements communistes étaient fortement noyautés par la Gestapo, qui elle-même avait beaucoup recruté dans les rangs communistes.

Les milieux chrétiens (1) comme les autres avaient manifesté leur satisfaction lors des fulgurantes victoires de 1941, mais ils ne pouvaient masquer une légère amertume. Ils avaient cru assez naïvement que les victoires du moment et les perspectives de victoire finale allaient mettre un terme aux prétentions nazies dans le domaine religieux. Or, non seulement se poursuivaient les confiscations de biens appartenant

(1) Les « *Cahiers clandestins du Témoignage chrétien* » (1946) rassemblent les sermons, mandements, lettres pastorales prononcés ou écrits pendant la guerre par les évêques allemands, catholiques et protestants.

à l'Eglise, mais des prêtres et des pasteurs suspects de réticences à l'égard du régime étaient quelquefois arrêtés, et par ailleurs les pouvoirs publics poursuivaient l'exécution de leur plan de stérilisation ou d'extermination de certains malades, sans se soucier du dogme de la Chrétienté. Le cardinal Bertram, archevêque de Breslau, Mgr Groeber, archevêque de Fribourg, qui n'avaient cessé avant la guerre de recommander la collaboration avec le national-socialisme, se permettaient d'exprimer leur étonnement et les évêques allemands réunis à Fulda, tout en demandant aux Allemands de poursuivre patriotiquement leur effort de guerre et en s'abstenant de toute critique dans le domaine politique et quant à la façon de traiter les pensionnaires des camps de concentration, écrivaient au Pape pour se plaindre de certaines limitations apportées en Allemagne à la liberté de conscience et de la poursuite de l'entreprise officielle d'extermination des aliénés. L'expression de ces réserves pourtant bien modérées, nullement agressives et ignorées de la majorité de la population, suffisait cependant pour que les nazis ne cachassent pas leur intention, dès que serait acquise la victoire finale, de mettre les Eglises au pas, de les priver de tous leurs biens et de les épurer sans ménagement. Ces menaces ne suscitèrent cependant aucun mouvement de résistance aux consignes des autorités nazies de la part de la population catholique ou protestante et les groupes de conspirateurs ne purent en tirer aucun bénéfice pour leur propagande ou leur recrutement. En dehors de la petite secte des « Bibelforscher », qui conseillait à ses membres de refuser de combattre et même de pratiquer le salut hitlérien, il n'y eut guère que l'évêque de Munster pour se permettre, grâce à sa solide position dans son diocèse, quelques manifestations spectaculaires. Le ton de quelques condamnations des méthodes nazies dans le domaine matériel ou dogmatique, en particulier à propos de l'extermination des « improductifs », des arrestations de prêtres ou des expropriations de biens immobiliers appartenant à des communautés religieuses, fut extrêmement vif. Quelques passages de ses sermons furent l'objet de « chaînes » de lettres et, portés à la connaissance des Anglais, furent diffusés par la radio britannique ou par des tracts lancés par avions. Il fut plusieurs fois question d'arrêter l'évêque. Le chef de la propagande, Walter Tiessler, proposa même de le pendre pour créer un choc psychologique. Mais la personnalité du comte Galen était trop forte en Allemagne pour qu'une telle mesure pût être prise. Du moins les dirigeants nazis, dont les appréhensions quant au moral de la population allemande

étaient souvent excessives, le croyaient-ils. Une tentative avait toutefois été faite pour arrêter l'évêque, en août 1941, sur l'initiative du gauleiter de Munster. Mais l'opération avait été annoncée et de nombreuses personnes, protestataires ou curieuses, s'étaient rassemblées devant l'évêché. Quand les fonctionnaires de la police se présentèrent chez le comte von Galen, celui-ci demanda la permission d'aller changer de vêtements. Elle lui fut accordée. Il réapparut quelques moments plus tard dans toute la magnificence de ses vêtements sacerdotaux, portant la mitre et la crosse. « Mais on ne peut pas vous emmener comme ça », lui dit le chef des policiers. L'évêque répliqua : « Tout ce que j'ai fait, je l'ai fait comme serviteur de l'Eglise. Je ne veux aller en prison qu'avec mes vêtements officiels. » La police renonça à l'arrêter. Le comte Galen fut seulement prié de ne pas quitter son diocèse sans autorisation. L'anecdote révèle non pas un esprit d'opposition qui n'existait pas du tout en Allemagne, mais seulement la forte personnalité du comte von Galen et son tempérament volontiers protestataire. (Fait cardinal en 1946, il mourra peu après à la suite d'une intervention chirurgicale, mais il aura eu le temps d'élever des protestations indignées contre le caractère inhumain des méthodes d'occupation de l'armée américaine !)

Il y avait eu aussi chez les protestants des arrestations de pasteurs, bien que la majorité de ceux-ci, de leur propre aveu, eût adhéré formellement au nazisme ou eût accepté de composer avec lui, et qu'une minorité seulement se fût inscrite dans le mouvement de l'Eglise confessionnelle. Il y avait toutefois dans les camps de concentration moins de pasteurs que de prêtres catholiques. Mais cela pouvait se justifier. Les prêtres catholiques étaient protégés par le Concordat et n'étaient pas mobilisables. Les pasteurs étaient par contre sous les drapeaux et souvent dans des unités combattantes. Deux ou trois furent d'ailleurs exécutés comme objecteurs de conscience. Mais leur nombre à l'intérieur était sensiblement réduit. Ils étaient d'autre part souvent mariés, et leur attitude engageait non seulement leur propre personne, mais toute leur famille.

Les petits cercles des conspirateurs berlinois ne pouvaient donc trouver aucun appui de principe dans les milieux chrétiens et ce fut à titre strictement personnel que des pasteurs, des prêtres, des représentants d'organisations chrétiennes entrèrent ou restèrent en relations avec des comploteurs. Ces relations n'entraînaient pas d'ailleurs nécessairement la participation au complot. C'est ainsi qu'en novembre 1942 se réunirent dans une mansarde de Fribourg-en-Brisgau une quinzaine de dirigeants, clercs ou laïcs, de la Bekennende Kirche, parmi lesquels se trouvaient le professeur Thielecke, représentant l'évêque Wurm, le pasteur Otto Dibelius, le docteur Perels, juriste de cette église autonome, l'économiste Constantin von Dietze, l'historien Gerhardt Ritter. Goerdeler assistait à la réunion. Mais il s'agissait seulement de tracer les grandes lignes d'un mémoire destiné à un futur Concile mondial des Eglises protestantes, en vue de la préparation d'une paix « juste et durable ». Il ne fut jamais question de la paix que pourrait un jour avoir à accepter une Allemagne vaincue et repentante, décidée à réparer les torts causés par sa politique d'agressions répétées, mais seulement des principes auxquels on devrait faire appel, au cas où l'Allemagne serait battue, pour préserver sa grandeur et éluder son châtiment. Il ne fut pas non plus question des moyens propres à mettre fin à la guerre et à chasser du pouvoir Hitler et les nazis.

Cette attitude n'était pas éloignée de celle du « Cercle de Kreisau » groupé autour du comte Helmuth von Moltke et où un certain nombre de conspirateurs berlinois venaient chercher les raisons idéologiques qui devaient couvrir les véritables motifs de leur sédition. Descendant d'une des familles de militaires qui avaient fait le plus pour la création d'une grande Allemagne et de l'établissement de l'hégémonie allemande en Europe, nationaliste, chrétien convaincu et conservateur du type libéral, Helmuth von Moltke ne comptait pas parmi les membres de la conjuration contre Hitler, bien qu'il affirmât son hostilité au régime national-socialiste. Il était même adversaire de toute tentative destinée à écarter le nazisme par la force. Il estimait qu'il fallait avant tout que les Allemands hostiles au nazisme se missent d'accord sur ce qui devait remplacer le régime hitlérien, sur le choix des hommes eux-mêmes appelés à prendre la succession. Il s'agissait non pas de tuer Hitler pour faire ensuite un saut dans l'inconnu, mais de mettre sur pied la Constitution, le système politique qui devraient assurer dans tous les domaines la puissance et le prestige international de l'Etat allemand, lorsque le nazisme se serait effacé. Von Moltke assurait en effet que, contrairement aux affirmations de Hitler, le nazisme serait éphémère, même si l'Allemagne gagnait la guerre où elle était engagée. Etablir une telle Constitution sur des bases plus chrétiennes n'excluait donc pas du tout l'hypothèse d'une victoire allemande et n'entraînait nullement la nécessité d'écarter les nazis du pouvoir le plus tôt possible. Ce sera d'ailleurs ce que le Tribunal du peuple reprochera le plus vivement à von Moltke, d'avoir voulu

spolier le national-socialisme des bénéfices « éternels » de la victoire qu'il attendait. L'élaboration d'une telle Constitution permettait de brasser tous les principes moraux chers au vocabulaire sinon au cœur des Allemands, et la participation à de telles discussions pouvait paraître un alibi suffisant à ceux des conspirateurs désireux de masquer sous une « couverture idéologique » leur lutte pour le pouvoir. Cette Constitution supposait une Allemagne libre de son destin, incorporant tous les Allemands d'Europe, excluant toute soumission à des exigences étrangères, et écartait en fait l'hypothèse d'une défaite et d'un aveu de culpabilité.

Spécialiste des questions de droit international, Helmuth von Moltke (1) avait été mobilisé comme conseiller juridique à l'Etat-Major général. Ses fonctions ne l'avaient pas empêché dès 1940 de constituer de petits groupes d'études clandestins, réunissant en principe des hommes de toute origine, mais objets d'un choix sévère et dont l'hostilité au pouvoir du moment semblait solidement établie. Chacun de ces groupes devait s'en tenir à un sujet particulier de discussion et n'était relié avec le groupe central que par son rapporteur. Les membres de chaque groupe se connaissaient entre eux, mais ignoraient les membres des autres groupes. Von Moltke était l'inspirateur central. Grâce à une discrétion constante cette organisation échappa longtemps à la Gestapo. Quelques réunions plus vastes eurent lieu cependant à Berlin, à Munich et à Fulda. Von Moltke réunit également les principaux représentants des groupes d'études à Pentecôte 1942, en octobre 1942 et à Pentecôte 1943 dans sa propriété de Kreisau, en Haute-Silésie, d'où le nom de « Cercle de Kreisau » donné à cet ensemble aux contours assez mal définis. (Il avait hérité cette propriété assez considérable de son père, qui la tenait lui-même de son oncle, le maréchal von Moltke, lequel l'avait reçue de l'empereur en signe de gratitude après sa victoire sur l'Autriche en 1866.) A ce cercle de Kreisau appartenaient ou étaient rattachés par les liens de certaines relations personnelles quelques aristocrates comme Peter York von Wartenburg, Hans Berndt von Haeften, époux de la fille de l'ancien ministre Curtius, le comte Schwerin, gendre d'un ancien bourgmestre de Berlin, un certain nombre de fonctionnaires des Affaires étrangères comme Nostitz et le conseiller de légation Brückelmeier, des religieux comme le pasteur Gerstenmaier

(1) Une étude a été consacrée à Helmuth von Moltke dans *Round Table* de juin 1946 sous le titre : *A German of the Resistance.* Les dernières lettres de von Moltke y sont jointes.

et les pères Roesch et Delp, des « isolés » comme Just Delbrück, fils de l'historien, quelques anciens leaders de syndicats ou de partis politiques comme l'ancien député conservateur Lejeune-Jung, l'avocat Wirmer, Theodor Stelzter. Les groupes de l'Abwehr et des conspirateurs bourgeois étaient avec des membres de ce cercle en relations plus ou moins directes.

L'activité de ces groupements semblait d'ailleurs assez mince et assez peu conforme à l'objectif initialement établi. Si l'on ne préparait pas de putsch, on y discutait fréquemment des prétentions des uns et des autres « opposants » à occuper les postes importants du régime qui succéderait à Hitler, lorsque celui-ci aurait été écarté par les militaires, vers qui se tournaient toujours toutes les espérances. Il en était d'ailleurs de même dans les groupes de comploteurs. La désignation du futur chef de l'Etat et du futur chef du gouvernement, même à titre provisoire, avait soulevé des difficultés. Von Hassell avait rejeté la proposition de von Trott zu Solz de choisir le pasteur Niemöller pour l'une de ces fonctions, parce que celui-ci était trop mauvais stratège politique et que son caractère était trop peu accommodant. Von Hassell avait même proposé que « l'on » fît le coup d'Etat sans avoir désigné les titulaires de ces hautes fonctions, pour éviter des discordes nuisibles à l'action et il pensait que les chefs se désigneraient d'eux-mêmes au moment de la prise du pouvoir. Mais cet abandon au hasard du choix des dirigeants n'avait pas été très goûté et l'accord s'était fait assez généralement sur les noms du général Beck comme chef de l'Etat et de Karl Friedrich Goerdeler comme chef du gouvernement. Pour le premier, sa qualité de général en retraite permettait à la fois de satisfaire les militaires et les civils, ceux-ci craignant toujours un empiètement excessif des militaires. Popitz, qui se livrait volontiers au jeu, dangereux dans la clandestinité, des listes ministérielles et cherchait à y entraîner ses amis pour s'y réserver la place de son choix, reprochait cependant à Beck de n'être qu'un général de bureau, avec beaucoup trop de tactique et trop peu de volonté. Il disait par contre de Goerdeler qu'il avait souvent trop de volonté et jamais assez de tactique. On reprochait surtout à Goerdeler ses surestimations systématiques des « forces d'opposition » en Allemagne, son excessive propension à propager des bruits non vérifiés et à s'entourer de gens mal définis, ses imprudences de langage, sa crédulité à propos des bruits de discorde au sein du parti national-socialiste. Certains lui reprochaient son attachement à un conservatisme vieux jeu, d'au-

tres les contacts qu'il essayait et prétendait établir avec les anciens partis de gauche. Les quelques représentants de ces derniers reprochaient fréquemment à Wilhelm Leuschner, le plus éminent d'entre eux, d'être le jouet de Goerdeler, celui-ci n'étant lui-même que l'instrument de l'Etat-Major. Parce qu'Oster, devenu général-major, avait tendance à s'effacer pour ne vouloir être qu'un technicien militaire, beaucoup doutaient de son intelligence, de ses capacités et de la fermeté de son caractère. A cela s'ajoutaient, outre les suspicions inévitables à propos des pratiquants du double jeu, des discussions entre jeunes et vieux, entre civils et militaires, entre partisans et détracteurs de l'entrée de Goering ou des S.S. dans la conspiration, entre gens de droite et gens de gauche. Parmi ceux-ci revivaient de vieilles rivalités syndicales et chacun prétendait avoir derrière soi une troupe plus importante que celle du voisin, alors qu'en fait aucune troupe n'existait. Il y avait les partisans de la recherche d'un appui à l'étranger, et ceux qui voulaient faire du complot une affaire exclusivement allemande. Parmi les premiers certains n'envisageaient de contacts qu'avec les Anglo-Saxons, quelques autres ne rejetaient pas l'éventualité de contacts avec les Russes. C'était d'ailleurs parmi certains aristocrates du cercle de Kreisau, partisans de la vieille politique d'alliance germano-russe, que se développait un certain gauchisme auquel les déboires de la campagne de Russie n'étaient pas étrangers. Parmi ces « aristocrates de gauche » on comptait en particulier von Trott zu Solz, qui, après avoir cherché en vain un appui parmi les milieux chrétiens anglais en 1940, se tournera vers l'U.R.S.S. avec d'autant plus de constance que les succès russes s'affermiront. Dans ces groupes de conjurés, l'esprit d'équipe faisait donc totalement défaut. Ils désiraient l'élimination de Hitler pour échapper à la carcasse de fer imposée par un parti tout puissant et ses institutions politiques et policières, et parce qu'ils craignaient que ce régime, en ne faisant pas leurs propres affaires, ne fît pas non plus les affaires de l'Allemagne telles qu'ils les concevaient. Mais ils n'étaient vraiment d'accord que pour jouer la carte d'une puissante Allemagne.

Un tel état d'esprit était peu propice à l'action. Et certains de ces « opposants » estimèrent préférable de ne pas attendre qu'un accord total fût établi et d'utiliser les chances qui se présentaient. Ce fut le cas de l'un d'eux, Nikolas von Halem, qui crut avoir sous la main le moyen de débarrasser l'Allemagne du Führer. Il avait fait la connaissance d'un ancien commandant de corps franc, Beppo Roemer, qui avait connu Hitler en 1919 et avait combattu le nazisme dans des livres et des brochures où il proclamait que Hitler n'était nullement un être supérieur. Il avait été arrêté, jeté dans un camp de concentration, puis relâché et il désirait se venger. C'était un être quelque peu primitif, une nature violente, parfaitement capable de mener à bien un attentat. Il se disait convaincu qu'il suffirait d'assassiner Hitler pour renverser le régime. Il affirmait avoir fait plusieurs tentatives, mais n'avoir pas eu de chance. Il était en relations avec quelques petits groupes d' « opposants », notamment celui de Hanna Solf. Sollicité et encouragé par von Halem, il demanda un certain temps pour mettre un nouveau projet à exécution. Von Halem lui avait procuré une situation, lui donnait de l'argent. Il s'aperçut bientôt que Roemer n'était qu'un aventurier, qu'il encaissait l'argent et ne préparait rien contre Hitler. Von Halem mit fin à ses largesses et Roemer fut démuni d'argent. L'un de ses amis ou complices le dénonça alors à la Gestapo et il fut de nouveau arrêté. Il parla et à son tour von Halem fut arrêté, ainsi que son ami Mumm von Schwarzenstein, en février 1942. L'expérience incita les autres conspirateurs à ne s'entourer que de gens tout à fait sûrs.

La guerre avait par ailleurs amélioré à l'étranger la coordination entre les activités des opposants en exil, mais sans qu'il en résultât quelque chose approchant l'unité d'action. Certains comités (1) avaient été constitués ou avaient manifesté une plus grande activité qu'avant-guerre. Mais leur efficacité était encore trop restreinte pour que les Alliés pussent compter sur un appui véritable de leur part. C'est ainsi qu'à l'ouest avait été créé le comité « Freies Deutschland », qui se proposait d'introduire dans la machine de guerre du Reich des éléments de sabotage, de provoquer des perturbations dans la mise à exécution des plans du Führer grâce à l'action d'ennemis du régime dans la Wehrmacht, dans les administrations ou dans l'économie allemande, de démolir d'autre part le moral nazi par la diffusion de nouvelles autres que celles tolérées par le ministère allemand de l'Information. Des journaux, des périodiques, comme *die Sozialistische Warte*, paraissant en France, comme *die Weltbühne* (dont les bureaux étaient à Sèvres), ayant un caractère antihitlérien très combattif, étaient rédigés par des groupes d'émigrés et diffusés le plus possible à travers l'Europe. D'autre part, ces comités avaient réussi à

(1) Le Comité de l'Allemagne libre pour l'Ouest a publié pendant la guerre, à Toulouse et à Paris, de nombreuses brochures relatives à l'activité des émigrés à l'Ouest.

faire rentrer en Allemagne quelques personnes destinées à organiser à l'intérieur le combat contre Hitler et contre la guerre, à prendre contact avec les opposants de l'intérieur. Des efforts étaient tentés pour noyauter les troupes allemandes dans les territoires occupés. Les résultats furent des plus minimes. Un certain Gottlob Feidengruber réussit cependant à former quelques petits noyaux d'adversaires du régime dans les éléments de l'Afrika Korps qui séjournaient à Annonay et à Béziers. Il fut arrêté le 15 mars 1943 et fusillé le 26 janvier 1944. Quelques cas analogues eurent la même fin à Bordeaux, Bruxelles, etc... Ce ne furent toujours que des cas très isolés. Des communistes français et belges tentèrent de passer des tracts de propagande à des soldats allemands et quelques-uns de ces derniers en envoyèrent en Allemagne. Ce trafic fut découvert et le général von Stülpnagel annonça des sanctions contre les coupables de tels envois.

Quelques contacts eurent lieu entre des émigrés et des opposants de l'intérieur autorisés à voyager hors d'Allemagne. Ces derniers avaient fréquemment tendance à amplifier l'importance de leur action à l'intérieur du Reich. Si bien que les renseignements envoyés par les émigrés aux gouvernants des pays dont ils étaient les hôtes ou aux gouvernements alliés tendaient trop souvent à faire croire qu'une révolution ou un putsch étaient tout près d'éclater en Allemagne, ou que l'effondrement de l'économie allemande était imminent. La répétition de telles informations, jamais suivies d'action, avait conduit les gouvernements alliés à n'accorder qu'un crédit des plus limités aux renseignements communiqués par les émigrés. En mai 1942, le pasteur Dietrich Bonhoffer eut de nouveaux contacts a Stockholm avec le docteur Bell, évêque de Chichester. Son intervention était parallèle à celle menée auprès du Vatican par Joseph Müller. Il s'agissait de coordonner l'action du gouvernement britannique avec celle de « l'opposition allemande » pour mettre fin à la guerre dans des conditions acceptables. Bonhoffer proposait l'institution d'une Allemagne fédérale, réunissant évidemment tous les Allemands, au sein d'une Fédération de nations européennes « libres ». Il admettait toutefois le paiement de réparations allemandes « raisonnables ». Le docteur Bell, dont les sentiments « apaisants » étaient connus, intervint à plusieurs reprises auprès de Churchill et d'autres membres du gouvernement. Mais ce fut en vain. Le gouvernement britannique était blasé sur ce qu'on pouvait attendre de l' « opposition allemande ». M. Eden fit dire au docteur Bell que la Grande-Bretagne faisait en ce moment la guerre à l'Allemagne et non au nazisme et que la paix serait dictée et non négociée. Le pasteur Gerstenmaier avait eu également des contacts avec l'étranger, en particulier grâce à l'œuvre de secours de l'église évangélique allemande en faveur des prisonniers de guerre, qui s'occupait aussi bien des prisonniers allemands en pays ennemis que des prisonniers alliés aux mains des Allemands. L'efficacité de ces contacts avait été pratiquement nulle. Quelques diplomates allemands en fonctions à l'étranger étaient plus ou moins antihitlériens. Ils croyaient astucieux d'écrire à Berlin qu'il était possible d'entrer en relations avec les Alliés en vue d'une paix de compromis. De tels messages ne pouvaient que renforcer Hitler et le commandement allemand dans l'espoir que le temps travaillait pour eux.

Lorsque le front tendit à se stabiliser en Russie, le commandement soviétique organisa une propagande destinée à influer sur le moral des troupes allemandes. Il fit jeter parmi celles-ci des tracts et des « passeports ». Tout soldat allemand porteur d'un tel « passeport » pourrait se présenter en toute sécurité dans les lignes russes. Les tracts donnaient des conseils pratiques pour permettre aux soldats allemands de s'isoler, puis de passer sans danger dans les lignes adverses. De tels appels étaient cependant considérés dans les unités allemandes avec beaucoup plus de curiosité et d'étonnement que d'intérêt. Des soldats en envoyaient des spécimens à leur famille, mais ces envois furent interdits. L'action de ces tracts fut négligeable. Il y eut quelques désertions individuelles, au moment du grand froid en particulier, et, exceptionnellement le passage d'une petite troupe, élément de section ou de compagnie, dans les lignes soviétiques. La population et l'armée suivaient fidèlement le Führer. Il n'y avait en Allemagne aucune velléité d'insurrection par le bas.

CHAPITRE VII

LES ECHECS DE 1943 ET L'ACTION DU COMITE DE MOSCOU

Le deuxième hiver de la guerre contre les Russes allàit commencer. L'armée allemande attaquait Stalingrad et Hitler avait publiquement annoncé que personne n'empêcherait ses soldats d'entrer dans la ville et de s'y maintenir. Puis le grand froid était venu, la défense soviétique s'était raidie, l'ennemi contre-attaquait, transformait ses contre-attaques en véritables contre-offensives. La VI[e] Armée, que commandait von Paulus, était maintenant menacée d'encerclement. A Berlin, les généraux du complot suivaient les opérations sur la carte, munis des informations des radios étrangères. Leur pessimisme était total et leur âme désemparée. Jamais ils n'avaient vraiment imaginé que l'Allemagne pût subir une défaite militaire. L'effondrement de l'économie, l'efficacité des bombardements aériens, les privations, les fatigues étaient les seules causes de la défaite éventuelle qu'ils avaient imaginée. Mais que l'armée allemande, qui s'était selon eux retirée de la lutte en 1918 sans avoir été vaincue en campagne, fût maintenant battue par cette armée soviétique qu'on avait dite anéantie quinze mois auparavant, était une conception qui n'avait pu effleurer leur esprit. Pourtant Nebe, qui portait toujours l'uniforme de Standartenführer S.S., était revenu d'un voyage dans les territoires de l'est avec l'appréhension que la résistance russe pût un jour prochain se transformer en manifestations de supériorité. Etait-il concevable que des milliers et des milliers de soldats allemands pussent prendre comme captifs les chemins de la Sibérie ? Qu'allait faire von Paulus ? Deux solutions seulement leur paraissaient possibles : ou bien von Paulus se suicidait, ou bien il lançait un appel à ses troupes et au peuple allemand, se repliait malgré les ordres contraires du Führer et donnait le signal du soulèvement contre un chef assez criminel pour exiger le sacrifice, pour la seule sauvegarde de son prestige personnel, de toute une armée allemande. On assurait qu'il existait à ce propos un plan concerté entre von Paulus, von Manstein et von Kluge. Von Paulus aurait demandé à Beck d'agir le plus vite possible. Il aurait envoyé à Berlin ses adjoints, le général d'artillerie von Seydlitz et le général

Dallies, pour confirmer la gravité de la situation, insister pour que l'on sauvât la VI[e] armée, même en perdant Hitler. Beck aurait dit à Seydlitz que Paulus voulait amorcer une retraite sans en informer le G.Q.G. Les conjurés auraient « agi » alors et auraient justifié leur attitude et celle de Paulus en déclarant qu'il était criminel de sacrifier volontairement une armée irremplaçable. Mais Paulus, selon Beck, qui ne précisait pas comment il aurait « agi », se serait refusé à commencer le repli sans en avoir reçu l'ordre par la voie hiérarchique. Le même souci d'échapper à la responsabilité initiale se retrouvait là. Et les choses se passèrent tout autrement. Paulus reçut du Führer le bâton de maréchal et aussitôt, à la tête de son Etat-Major, il se rendit aux Russes. Cette idée n'était pas venue à Beck. Elle n'était pas venue non plus à Hitler dont la rage s'épanouit une fois de plus : « Une jolie femme préférerait la mort au déshonneur et non pas un homme comme von Paulus ? C'est incompréhensible. Je compte que tout officier préfère la mort à la reddition. L'honneur de dizaines de milliers de soldats allemands a été ruiné parce que von Paulus n'a pas eu le courage de faire ce qu'aurait fait une faible femme. Je regrette de l'avoir fait maréchal. Je ne donnerai plus ce titre à personne avant que la guerre ne soit terminée. Von Paulus aurait pu s'élever au-dessus de la foule. Il aurait pu entrer dans l'éternité des héros, dans l'immortalité nationale. Il a préféré aller à Moscou » (1).

Cette première défaite, avouée et sanctionnée par un deuil national, aurait pu être le point de départ d'un putsch de généraux, qui presque tous avaient intérieurement blâmé la décision de Hitler de refuser le repli, et qui étaient nombreux à ne pas ignorer l'existence à Berlin d'une conjuration militaire prête à coordonner leur action. Ils pouvaient même se considérer comme dégagés de ce paralysant serment de fidélité à Hitler, car ils avaient juré fidélité au chef de l'Etat et non à Hitler, commandant des armées de l'Est depuis décembre 1941, et c'était à ce dernier seulement qu'ils désobéiraient. Piètre argumentation, mais c'était celle que Beck leur avait suggérée, en se déclarant prêt à prendre lui-même le commandement des armées à la place du Führer pour permettre de leur part un appui militaire au coup d'Etat. En fait, la décision de ne rien tenter était inscrite d'avance dans leur esprit. Elle était

(1) Extrait des « *Comptes rendus sténographiques des entretiens de Hitler avec le Haut-Commandement* » ayant incomplètement brûlé, à Berchtesgaden, et publiés par les services d'occupation de l'armée américaine (*Le Monde*, 15 avril 1947).

néral Schmundt, qu'il connaissait depuis longtemps, mais qui était bon nazi et ne soupçonnait rien. Il réussit à faire décider une visite de Hitler au quartier général du groupe d'armées du Centre qui se tenait dans une forêt de la région Smolensk-Winniza.

Hitler résidait habituellement à son quartier général de Rastenburg, en Prusse orientale. Sa visite fut annoncée pour le début de mars, plusieurs fois remise et fixée finalement au 13 mars. Von Kluge était au courant des intentions de von Tresckow, mais il ne voulait rien faire personnellement. Il continuait à affirmer que l'heure n'était pas encore opportune. Pour appuyer l'opération à son point d'origine, il n'y avait qu'un régiment de cavalerie, dont le commandant, le colonel von Booselager, et la plupart des officiers avaient été spécialement désignés par Tresckow. Après qu'un projet d'attaque du quartier général du Führer avec des blindés eût été jugé irréalisable, le plan d'une attaque directe au pistolet avait été lui-même rejeté, parce qu'on prétendait que Hitler portait toujours sur lui une plaque blindée et que la précision du tir serait insuffisante, argument étonnant de la part d'un groupe d'officiers de carrière. De toute façon, la dérobade de von Kluge enlevait beaucoup de ses chances à un projet d'attaque directe du Führer. Il fallait trouver autre chose. Hitler devait venir en avion. Il fallait préparer un « accident » d'aviation, faire sauter l'avion en plein vol.

La préparation fut minutieuse. Un explosif serait placé dans l'avion du Führer. Pour éviter que l'inflammation pût être arrêtée à temps par un observateur convenablement placé, on avait renoncé à utiliser des explosifs allemands, qui nécessitaient tous un cordon d'inflammation, dont le sifflement pouvait être perçu et qui pouvait être écrasé. On utiliserait un explosif anglais, analogue à ceux que jetaient les aviateurs britanniques aux agents chargés de sabotages, et dont l'inflammation était absolument silencieuse. La bombe pouvait exploser, suivant le détonateur employé, au bout de dix minutes, d'une demi-heure ou d'une heure. L'amorçage était provoqué par l'action d'un produit corrosif qui rongeait un fil, dont la rupture déclenchait la détonation. Des essais du détonateur furent faits à plusieurs reprises. Il y eut quelques échecs, dus surtout au retard apporté par le froid à l'action corrosive du liquide. Quelques mises au point furent nécessaires. Un paquet fut constitué. Il avait l'apparence de deux bouteilles de cognac. Il était fait de telle façon que l'on pût en temps opportun appuyer sur le bouton d'amorçage.

La visite eut lieu le jour prévu (1). Hitler et ses collaborateurs arrivèrent avec deux avions escortés de nombreux chasseurs. Le Führer était accompagné de son médecin et de son cuisinier personnel. Il prit un repas frugal cuisiné spécialement pour lui et goûté par le cuisinier en présence du médecin. Il était impossible d'utiliser l'explosif durant le repas ou pendant la conférence militaire, du fait de la présence d'officiers conjurés. Peu avant le départ du Führer, von Tresckow demanda au colonel Brandt, qui accompagnait Hitler, s'il lui était possible de remettre un paquet de deux bouteilles de cognac au général Stieff, au G.Q.G. Brandt, qui montait dans le même avion que le Füher, accepta. Au moment où les passagers prenaient place dans les avions, von Schlabrendorff, à la demande de von Tresckow, tendit le paquet au colonel Brandt. Il avait au préalable appuyé avec son couteau, caché dans sa main, sur le détonateur « demi-heure ». Les avions s'envolèrent. Il était trois heures de l'après-midi. Schlabrendorff avait prévenu Oster que l'attentat était imminent. L'avion du Führer comportait une cabine blindée indépendante, un parachute automatique. Mais l'explosif était assez puissant pour provoquer la chute brutale de l'avion.

Au quartier général de Smolensk les conjurés attendaient avec impatience l'information annonçant l'accident. Mais rien d'autre n'arriva que la nouvelle de l'atterrissage des deux avions à l'heure fixée à l'aérodrome de Rastenburg. Que s'était-il passé ? Non seulement l'attentat avait échoué, mais l'explosif pouvait être découvert. Tresckow téléphona au colonel Brandt. Celui-ci avait encore le paquet. Il fallait éviter qu'il le remît au général Stieff, qui n'était au courant de rien. Tresckow s'excusa auprès de Brandt de s'être trompé de paquet et lui dit que Schlabrendorff, qui devait se rendre le lendemain au G.Q.G., le changerait. Schlabrendorff partit le lendemain avec le courrier régulier. Il remit deux authentiques bouteilles de cognac à Brandt et reprit le colis d'explosif. Il se rendit de là à la station de Korschen, d'où partait le soir-même un wagon-lit en direction de Berlin. Le train parti, Schlabrendorff s'enferma dans son compartiment, démonta précautionneusement le dispositif, retira le détonateur. Le fil avait été effectivement coupé par le liquide, mais le détonateur n'avait pas fonctionné. Aussitôt arrivé à Berlin, Schlabrendorff se rendit chez Oster et le mit au courant. Si l'on admet que le récit de cette tentative, fait par Fabian von Schlabren-

(1) Ce récit est tiré presque intégralement de celui de Fabian von Schlabrendorff.

dorff, est sincère, il faut admettre aussi qu'une chance inouïe préserva la vie du Führer quelques semaines après le drame de Stalingrad.

Des projets similaires furent envisagés à l'armée du Sud, malgré la présence du général von Manstein, grâce à la complicité d'officiers envoyés dans cette armée par les soins du général von Tresckow. Mais aucun n'approchera de la phase d'exécution. Par contre un autre plan aurait pu aboutir si ses protagonistes avaient eu vraiment la volonté de réussir (1). Il s'agissait de profiter de la cérémonie d'inauguration à Berlin d'une exposition artistique organisée par l'Etat-Major de l'armée du Centre et à laquelle devaient assister Hitler, Himmler et Goering. Le colonel von Gersdorff, à qui était confiée l'organisation de l'exposition, était précisément l'officier qui avait fourni les explosifs placés dans l'avion le 13 mars. Il se proposait de placer une nouvelle bombe dans la salle d'exposition, l'explosion devant se produire pendant la visite officielle. Celle-ci devait durer vingt minutes environ. Le détonateur choisi devait être mis en mouvement dix minutes avant l'éclatement. Mais la visite fut plusieurs fois retardée, conformément aux habitudes prises pour tous les déplacements en public du Führer. Enfin, celui-ci fut annoncé, accueilli dans la salle par le maréchal Model. Il était accompagné de Goering, Himmler, von Bock, Doenitz, Keitel et de toute une suite. Son aide de camp, le général Schmundt, annonça alors à von Gersdorff que la visite ne durerait que huit minutes. Celui-ci n'appuya donc pas sur le détonateur. Mais n'était-ce pas possible de provoquer un incident qui retardât de deux minutes la sortie du cortège ?

Aux revers en Russie s'ajoutaient maintenant des revers en Afrique. Les conspirateurs connaissaient par l'entourage de son chef von Arnim la gravité de la situation du corps expéditionnaire allemand en Tunisie. Il était évident que l'assaut de la forteresse Europe était imminent, que l'Italie et le fascisme mussolinien succomberaient, que les bombardements du territoire allemand prendraient une intensité accrue. Mais si l'année 1943 commençait dramatiquement pour l'Allemagne, elle s'annonçait mal aussi pour les adversaires du régime. L'un des plus actifs des « opposants » socialistes, l'ancien député Mierendorff, était tué au cours d'un bombardement aérien. Et Oster, « administrateur » de la conspiration militaire et bourgeoise, était relevé de ses fonctions au service de Canaris. Son « cercle de l'Abwehr » était détruit, avec toutes

(1) Rudolf Pechel est seul à mentionner ce projet.

les liaisons, toutes les facilités qu'il assurait. Comment la chose s'était-elle passée ?

Schellenberg, chef des services d'information de la Gestapo, épiait depuis longtemps l'activité de l'Abwehr, qu'il accusait d'insuffisance notoire et qu'il soupçonnait d'espionner ses propres services. Il avait dû, ainsi que son supérieur Himmler, supporter certaines réticences des services de l'amiral Canaris. Celui-ci s'était en particulier refusé à collaborer à des attentats contre les généraux Giraud et Weygand. Himmler n'ignorait pas que les services de l'Abwehr étaient le foyer d'agissements suspects. Mais il savait que ses propres services étaient eux-mêmes vulnérables et il hésitait à s'attaquer à cette forteresse, émanation directe de l'armée. Il craignait que la tension déjà grande entre S.S. et Wehrmacht ne devînt publique et désastreuse. Il voulait atteindre les collaborateurs de Canaris à propos de questions privées et non militaires. Il faisait surveiller leurs déplacements à l'étranger, leurs rapports avec l'Espagne, le Vatican, la Suisse. Nebe avait averti Oster à plusieurs reprises de cette surveillance.

Donhanyi s'était lié imprudemment avec un industriel de Munich mobilisé à l'Abwehr et lui avait dévoilé certains suspects de l'activité des conjurés. Arrêté pour trafic de devises, cet industriel fit du chantage. Il demanda à Canaris d'empêcher son arrestation. Canaris s'y refusa et l'industriel raconta à la Gestapo ce qu'il savait de l'activité de l'Abwehr, particulièrement les relations de Müller avec le Vatican, de Bonhoffer, beau-frère de Donhanyi, avec des pasteurs étrangers. Ces mouchardages étaient cependant insuffisants pour tenter une action d'ensemble contre l'Abwehr, d'autant plus que Canaris, Oster et leurs collaborateurs ne dépendaient que de la justice militaire, que la Gestapo n'avait pas auprès d'eux droit d'enquête ou d'interrogatoire, que le directeur de la Justice militaire Sacks, membre de la conjuration, était lui-même suspect à la Gestapo. Himmler chercha des preuves matérielles. Il lui fallut plusieurs mois de patience. Avec l'autorisation de Hitler et de Goering, qu'il avait alertés, ses services accrurent leur surveillance, épiant les conversations téléphoniques, contrôlant les correspondances. Goering cherchait une revanche. La conspiration communiste découverte précédemment dans le personnel du ministère de l'Aviation lui avait valu des pointes ironiques et malveillantes des services du ministère de la Guerre. Il voulait prendre celui-ci en défaut. Les affaires de trafic de devises qui s'étendaient à de nombreux milieux et à toute l'Allemagne, étaient de faciles prétextes pour justifier des en-

quêtes. Goering obtint de Hitler la désignation d'un enquêteur militaire pour la recherche de complicités au sein des services de l'Abwehr. Le 5 avril, cet enquêteur, le juge militaire Roeder, se rendit directement dans le bureau de Donhanyi. Comme il s'agissait de questions non militaires et hors service, la requête d'Oster en vue de couvrir Donhanyi ne fut pas acceptée. L'enquêteur perquisitionna dans le bureau de Donhanyi, ouvrit les coffres-forts en présence d'Oster. Sur la table même se trouvait malencontreusement un fichier relatif à la conjuration. Oster tenta de s'en saisir, mais son geste fut remarqué et le fichier passa aux mains de l'enquêteur nazi. Donhanyi fut arrêté. Quelques heures plus tard, Oster apprit qu'il était relevé de ses fonctions.

Parmi les documents saisis, se trouvait une lettre du pasteur Bonhoffer demandant la démobilisation de sept pasteurs qui pouvaient être utiles aux opposants. Ceci permettait d'établir l'existence d'un « complot chrétien », en liaison avec les églises protestantes étrangères et le Vatican. Dietrich Bonhoffer fut arrêté. L'amiral Canaris fut lui-même relevé de ses fonctions quelque temps plus tard. Tous les services de l'Abwehr furent transformés. La plus grande partie fut remise aux soins de la Gestapo... Il subsista cependant un bureau de renseignements militaires qui continua à jouir d'une relative indépendance, sous la direction du colonel Hansen. Mais celui-ci appartenait à la conspiration et il réussit à garder autour de lui des sympathisants.

Entre temps, les événements militaires allaient leur train. Le 13 mai, Tunis et Bizerte étaient occupées par les Anglo-Américains. Toutes les troupes allemandes et italiennes en Afrique du Nord étaient capturées. Von Arnim lui-même n'avait pas tenté d'échapper à la captivité. D'un moment à l'autre les Alliés pouvaient débarquer en Europe. Les revers qu'avaient subis les conspirateurs allaient-ils annihiler leurs plans au moment même où leur intervention pouvait être le plus nécessaire ? Goerdeler s'impatientait. Le 17 mai, il écrivit à Olbricht : « Si l'on attend pour agir que les événements amènent eux-mêmes l'occasion favorable, ce ne peut être qu'au bord de la catastrophe, et alors il sera trop tard pour pouvoir exploiter la situation, et en attendant d'irremplaçables trésors culturels, les centres économiques les plus importants, auront été réduits en cendres et le commandement militaire aura dû prendre l'écrasante responsabilité de la perte de millions de vies humaines. C'est pourquoi il ne faut pas attendre que se présente le meilleur moment psychologique, il faut le provoquer. Car nous sommes tous d'accord qu'on ne peut pas diriger quand on n'a pas prévu. Et dans l'intérêt de notre patrie ne doivent être exclus de cette direction ni la classe cultivée façonnée au cours des siècles, ni les plus expérimentés de nos soldats.

Stalingrad et Tunis seront dans l'histoire de l'Allemagne des défaites aussi lourdes que Iéna et Auerstedt. Dans les deux cas on a dit au peuple allemand que d'impérieuses raisons exigeaient le sacrifice d'armées. Nous savons que cela est faux. Car des généraux et des hommes politiques ne peuvent présenter comme nécessaires que des sacrifices compensés par ailleurs par des avantages les dépassant en portée. En réalité, ceux qui nous dirigent ont perdu toute raison. Un commandement digne de ce nom aurait pu éviter ces deux tragédies et rétablir une situation politique et militaire favorable. »

Goerdeler ajoutait, manifestant la pleine connaissance qu'avaient les Allemands de ce qui se passait dans les camps :

« Le nombre des civils de différentes nationalités, hommes, femmes ou enfants, et de prisonniers russes qui ont été tués par ordre dépasse le million, et la façon dont ils ont été massacrés est effroyable et n'a rien à voir avec une attitude chevaleresque ou humanitaire, pas même avec les mœurs des peuplades les plus barbares... » Et l'ancien Commissaire aux prix du IIIe Reich terminait en jetant l'anathème, au nom de Dieu et du Droit, sur un régime qu'il avait servi et qui n'avait pas attendu 1943 pour se rendre coupable de crimes contre l'humanité.

Goerdeler écrivit en termes semblables à Helmuth von Moltke, et en juillet il adressa une lettre à von Kluge, l'adjurant d'agir avant qu'il soit trop tard, avant que l'Etat-Major ne déclarât, comme en 1918 : « Nous ne pouvons plus rien » et que toute carte fut retirée aux Allemands qui voudraient négocier. Von Kluge ne répondit pas.

L'attentat manqué du 13 mars avait eu du moins l'intérêt de révéler aux conjurés certaines défectuosités dans la préparation du complot, notamment dans les liaisons entre le front et la capitale, et dans la mise au point des mesures à prendre autant à Berlin qu'en province. Une certaine clarification des buts politiques à atteindre était également nécessaire. L'élimination d'Oster et de Canaris, la disparition du précieux refuge de l'Abwehr nécessitaient d'autre part un réaménagement des moyens d'action et de liaison. Ces transformations furent facilitées par l'adjonction de recrues nouvelles que les conspi-

rateurs recevaient au fur et à mesure que s'aggravait la situation militaire, et furent accompagnées, du fait des événements, de modifications notables dans la structure même de cette « opposition ». Si les plus anciens des conjurés continuaient à participer à la préparation des nouvelles entreprises, ils n'étaient plus seuls à imprimer au mouvement son allure. Il y avait en effet parmi les nouveaux venus quelques personnalités qui n'étaient pas disposées à se contenter de consignes. L'une des plus marquantes était le colonel comte Klaus von Stauffenberg, que le général Olbricht avait désigné comme étant le plus apte à remplir des fonctions analogues à celles qu'avait longtemps exercées Oster. Von Stauffenberg avait été gravement blessé en Afrique par l'explosion d'une mine. Il avait perdu l'œil gauche, la main droite et deux doigts de la main gauche. Il devait à ces blessures d'avoir été versé dans les services de l'intérieur. Ses brillantes qualités lui vaudraient d'être nommé à trente-six ans chef d'état-major des services généraux de l'armée, sous les ordres du général Olbricht. C'était un poste important qui lui donnait le contrôle de branches très diverses de l'activité militaire sur le territoire. Stauffenberg était encore trop jeune pour avoir subi une déformation militaire. Intellectuellement, sa position initiale avait été semblable à celle de Helmuth von Moltke. Issu d'une famille très catholique de l'Allemagne du sud, très pratiquant lui-même, c'était surtout sous l'influence du comte Fritz von der Schulenburg, Regierungspräsident, fils du commandant d'armées de la première guerre mondiale et cousin de l'ancien ambassadeur à Moscou, qu'il était entré dans la conspiration. En dépit de son ascendance, Schulenburg avait eu des idées « de gauche » alors qu'il était étudiant à Göttingen et il en avait gardé l'empreinte. Il n'aimait pas Goerdeler qu'il considérait comme un banal réactionnaire, et c'est sous son influence qu'un bon nombre de conjurés envisagèrent de désigner comme chancelier éventuel, non plus Goerdeler, mais le socialiste Leber. Ils craignaient qu'un régime Goerdeler ne correspondît qu'à un changement d'étiquette et qu'il ne fût pas en mesure d'atteindre, au point de vue intérieur comme dans le domaine extérieur, les buts que se proposaient les conspirateurs.

Stauffenberg avait cherché à prendre contact avec les milieux de gauche et même avec les communistes. Von Tresckow et von Schlabrendorff l'avaient rencontré en 1941, mais n'avaient pas connu ses sentiments antinazis et n'avaient pas tenté de l'attirer dans la sédition. Ce fut seulement quand Olbricht lui eut confié la succession d'Oster que von Tresckow entra en

relations avec lui. Après l'échec de la tentative du 13 mars, Tresckow avait pris un congé de plusieurs mois pour raisons de santé, arguant des fatigues imposées par ses fonctions sur le front de l'Est. Il avait passé une dizaine de semaines chez sa sœur, à Neubabelsberg, entre Potsdam et Berlin, et en avait profité pour examiner de plus près les possibilités d'un nouvel attentat. Il avait eu plusieurs entretiens avec Goerdeler, surtout afin de préciser les buts politiques à atteindre. Ils furent d'accord pour estimer que si l'armée était l'instrument nécessaire du coup d'Etat, la dictature militaire après la réussite du complot devrait être aussi courte que possible pour ne pas laisser croire à l'étranger à un retour du « Militarismus » et à ne pas indisposer dès le début les anciens adhérents des syndicats ouvriers.

Quand il fut de retour sur le front de l'Est, Tresckow mit à la disposition de Stauffenberg le major Ulrich von Oertzen. L'un des premiers soucis de cette nouvelle équipe fut de rédiger, avec la collaboration d'Olbricht et de Tresckow, l'ordre général qui devait conduire à l'occupation militaire de Berlin et des principales villes allemandes, au moment de la rébellion. Celle-ci ne pouvait bénéficier qu'imparfaitement des préparatifs faits à l'occasion des précédentes tentatives, car il y avait eu de nombreux mouvements dans le personnel de commandement des garnisons et des unités, les unités elles-mêmes ayant souvent changé de garnisons suivant la situation militaire. Presque tout était donc chaque fois à recommencer. Il en était d'ailleurs de même, à un moindre degré, dans les administrations civiles, du fait de la mobilisation, des révocations, mutations de nombreux fonctionnaires. C'était surtout sensible dans l'administration de la police, sur laquelle la Gestapo avait considérablement augmenté son emprise. L'une des tâches des conjurés devait être le repérage exact et complet des garnisons de S.S. Cette prospection était rendue difficile par le fait que seul le commandement S.S. était exactement renseigné sur la répartition de ses effectifs. Nebe parvint cependant à obtenir les renseignements convoités. Son adjoint chargé du contrôle des mœurs put avoir connaissance de la liste complète des établissements de tolérance existant en Allemagne. Ceux-ci voisinaient nécessairement avec des garnisons militaires, dont la liste pouvait être connue, ou avec des garnisons de S.S.

Les préparatifs s'étaient étendus aux territoires occupés par la Wehrmacht, et particulièrement à la France. Von Rundstedt commandait en chef dans le secteur ouest, où l'on s'attendait à une tentative de débarquement allié. Le général Heinrich von

Stülpnagel, qui avait succédé en février 1942 au général Otto von Stülpnagel, au commandement militaire du « Gross Paris », était lié aux cercles de comploteurs depuis 1938. C'était un homme étrangement calme et impassible, dont il était difficile de connaître exactement les pensées et les intentions. Son Etat-Major comptait plusieurs membres hostiles au nazisme, et parmi eux se trouvaient le chef de l'Etat-Major, le colonel von Linsten, le lieutenant-colonel von Hofacker, cousin de Stauffenberg, le conseiller d'administration militaire Walter Bargarsky, le docteur Horst, le docteur Friedrich von Teuchert (1), conseiller d'Etat, le docteur Michel, chef de l'administration militaire, le baron Falkenhausen, neveu du général commandant en chef en Belgique. Au début de l'été 1943, le président von der Schulenburg était venu à Paris avec une commission chargée d'enquêter sur les possibilités de désordres en France et il avait établi la liaison entre les milieux conspirateurs de Berlin et les milieux antihitlériens de Paris, notamment par l'intermédiaire du colonel von Hofacker. Des dispositions avaient été envisagées pour que les personnes de l'état-major de Stülpnagel désignées pour participer au complot ne fussent pas envoyées dans d'autres régions et que l'organisation de la conspiration fût assez forte à l'ouest pour pouvoir déclencher une action autonome, en liaison avec l'action qui serait déclenchée à Berlin. Schulenburg aurait voulu qu'elle pût même prendre la tête de l'insurrection, mais Hofacker s'y était résolument opposé. Il fallait compter avec la présence de von Rundstedt, qui était l'un de ces « Feld-maréchal-Chèques » dont Hitler avait obtenu la complaisance et la docilité à l'aide de dotations importantes en argent et en propriétés immobilières.

Les conspirateurs berlinois trouvaient quelque encouragement dans la fréquentation de certains salons où l'on critiquait volontiers entre soi le régime et où ils pouvaient épancher librement leurs inquiétudes et leurs déceptions, exposer leurs plans et écouter des suggestions. C'était le cas du petit cercle que réunissait autour d'elle Frau Hanna Solf, veuve d'un ancien ambassadeur d'Allemagne à Tokio, et qui comprenait notamment Albrecht von Bernstorff, diplomate et banquier, neveu de l'ambassadeur d'Allemagne à Washington en 1916, Ernst von Harnack, le colonel Staehle, l'ancien conseiller de légation Kuenzer. On y voyait aussi la fille d'un des dirigeants de la *Bekennende Kirche*, directrice d'une institution de jeunes filles des environs de Heidelberg, Elisabeth von Thadden. Celle-ci était entrée en relations amicales avec un certain docteur Reckzeh, jeune médecin de l'hôpital de la Charité, qui disait partager ses sentiments à l'égard du régime. Le 10 septembre 1943, elle amena le docteur à un thé chez Hanna Solf, auquel assistaient également quelques habitués du cercle et en outre l'ancien consul à New-York, Otto Kiep, et l'ancien secrétaire d'Etat aux Finances, Arthur Zarden. Reckzeh fut le premier à lancer la conversation sur le sujet de la résistance à Hitler. Une discussion s'engagea. On parla avec confiance de projets précis. Mais le docteur Reckzeh était un agent de la Gestapo. Quelque temps après, la plupart des membres de ce cercle furent arrêtés et soumis à la torture puis condamnés à mort et exécutés. Elisabeth von Thadden n'échappa pas au gibet. Frau Solf dut son salut à une intervention de l'ambassadeur du Japon à Berlin, qui fit savoir qu'en exécutant la femme de l'ancien ambassadeur à Tokio, l'Allemagne perdrait la face au Japon. Le dossier de Hanna Solf fut d'ailleurs l'un de ceux qui furent détruits lors du bombardement qui coûta la vie à Freisler, président du Tribunal du peuple, et le retard qui s'en suivit aida Frau Solf à échapper au massacre.

(1) Le docteur von Teuchert a publié dans le *Journal de Genève* (14 novembre 1946) le témoignage le plus important relatif aux éléments d'opposition dans l'Etat-Major stationné à Paris.

L'avocat Langbehn et le docteur Popitz n'avaient pas abandonné le projet d'obtenir de Himmler qu'il chassât lui-même le Führer. L'étendue des pouvoirs qu'il avait reçus donnait quelque vertige au chef de la police du Reich et les intrigues qu'il découvrait autour du Führer, notamment celles de Martin Bormann, lui faisaient craindre d'être un jour éliminé ou rétrogradé. Discrètement encouragée par Schellenberg, l'idée de se substituer à Hitler avait fait tout doucement son chemin dans le cerveau de Himmler et les événements récents ne pouvaient que favoriser ce cheminement. Gröfasz (der Grösste Feldherr aller Zeiten, le plus grand capitaine de tous les temps), comme on appelait parfois le Führer dans un raccourci irrévérencieux, était-il encore l'homme de la situation ? Langbehn parlait assez ouvertement à Himmler et par son intermédiaire Popitz réussit à avoir une entrevue avec le chef de la police le 26 août 1943 (1). Langbehn discutait en même temps avec le général S.S. Wolf. Popitz dit à Himmler que l'inquiétude croissait dans la population et dans l'armée, que la corruption se développait parmi les gauleiters, qu'une issue rapide et heureuse de la guerre ne

(1) Ces entretiens ont été connus surtout grâce à des documents nazis échappés au moment de la débâcle allemande d'un train touché par une bombe et sont mentionnés notamment par W.-A. Dulles.

pouvait alors être envisagée. Mais il restait encore de bonnes cartes et peut-être serait-il préférable de traiter avec les Anglo-Américains en profitant de l'animosité qui régnait alors entre eux-mêmes et les Russes à propos de l'ouverture du second front. Mais les Anglais et les Américains ne traiteraient pas avec Hitler. Le Führer était incontestablement un génie, mais il fallait à l'heure présente un homme énergique et réaliste, capable de prendre les décisions qui convenaient. Un deuxième entretien devait avoir lieu. Encouragé, Popitz alla voir Witzleben et lui demanda s'il accepterait de prendre le commandement de l'armée dans le cas d'un coup d'Etat appuyé par Himmler. Witzleben répondit par une acceptation de principe, à la condition que Himmler lui-même lui proposât ce commandement. Mais le deuxième entretien ne put avoir lieu. Himmler était encore paralysé par son serment de fidélité au Führer et sa liberté de manœuvre était limitée par la surveillance jalouse qu'exerçaient sur lui-même certains de ses intimes collaborateurs. La double activité de Langbehn l'avait rendu suspect. Son nom avait été mentionné dans le message d'un informateur allié déchiffré par la Gestapo et Himmler ne put empêcher son subordonné Müller d'obtenir quelques semaines plus tard son arrestation. Il put éviter cependant l'incarcération immédiate de Popitz et il veillera à ce que ses services ne mettent pas Langbehn dans l'obligation de parler. Il ne sera pas torturé, du moins avant sa condamnation à mort. Les procès de Langbehn et de Popitz auront lieu après le 20 juillet 1944, pratiquement à huis clos. Popitz avait fait part à Beck et à Goerdeler des entretiens qu'il avait eus avec Himmler, sans leur autorisation préalable, estimant que c'était la seule voie possible pour arriver à des négociations. Beck et Goerdeler n'étaient pas de cet avis. Popitz fut dès lors considéré avec méfiance et en fait exclu du groupe des conspirateurs.

L'hostilité au nazisme s'était manifestée dans quelques autres milieux. A Munich avait été formé un petit cercle clandestin d'étudiants, animé par Sophie et Hans Scholl, qui propageait une propagande antinazie, prêchait la résistance passive et le sabotage dans tous les domaines. Des tracts furent répandus. Un appel, à la rédaction duquel avait participé le professeur Huber fut lancé. Mais les frère et sœur Scholl furent dénoncés et arrêtés en février 1943. Ils furent exécutés le 22 février après avoir été torturés. L'affaire avait eu quelque retentissement, et Himmler désirait éviter de donner à ces suppliciés la couronne du martyre. Il revint sur la décision d'exécution, mais quelques heures trop tard.

C'est en 1943 que l'hostilité allemande à Hitler prit à l'étranger une forme capable d'agir efficacement en Allemagne même, en particulier par la création à Moscou du « Comité de l'Allemagne libre » (1), au mois de juillet. Son président était Erich Weinert, ancien professeur à Magdebourg, ancien collaborateur de la *Weltbühne* et du *Simplicissimus*. Il s'était retiré à Zurich lorsque les nazis avaient pris le pouvoir et avait chanté les mérites des brigades internationales engagées dans la guerre d'Espagne. Il était venu à Moscou après l'attaque allemande et après la bataille de Stalingrad il avait adressé aux Allemands, par Radio-Moscou, des émissions qu'il intitulait les Niebelungen. A ses côtés se trouvait l'ancien député communiste Wilhelm Pieck qui avait fondé avec Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht le Mouvement des Travailleurs allemands et qui, à 76 ans, avait succédé, à la tête du parti communiste allemand à Thaelmann. (Celui-ci était interné. Il sera abattu aux abords du camp de Buchenwald, en août 1944, et les Allemands déclareront qu'il avait été victime d'un bombardement aérien.) (2) Il y avait aussi parmi les communistes Walter Ulbricht, Edwin Harnle, Gustav Sobka, Arthur Ackermann, et parmi les socialistes, Friedrich Wolf, médecin et auteur dramatique, le poète Johannes R. Becker, le romancier Willie Brodel, et une seule femme, Martha Arendsee, ancien député au Reichstag. Celle-ci s'adressait à la radio aux femmes allemandes : « Adolf Hitler vous avait promis en 1938 que pas une femme allemande ne verserait de larmes à cause de lui. Or des torrents de larmes ont été versés pendant des années par la faute de Hitler. Il ne pourra y avoir de mères heureuses et d'enfants gais dans notre patrie allemande que lorsque Hitler ne sera plus là et que la guerre sera finie. »

Le comité de l'Allemagne libre fit connaître en septembre 1943 son programme: paix immédiate, gouvernement national, pouvoir démocratique fort. « Ce gouvernement fera immédiatement cesser les opérations militaires, rappellera les troupes allemandes aux frontières du Reich et entreprendra des négociation de paix en renonçant à toute espèce de conquêtes. De cette façon, il arrivera à la paix en remettant une fois de plus l'Allemagne à pied d'égalité avec les autres nations » (Cela se plaçait huit mois après la Déclaration de Casablanca, après la capitulation italienne, l'abandon de Kharkov et de Stalino.

Le gouvernement soviétique avait favorisé des pourparlers entre le Comité de l'Allemagne libre et des officiers allemands

(1) On peut lire à ce propos *Notes documentaires et études du 28 mars* 1945, *les Partis politiques et la Guerre*, ouvrage de S. Stelling-Michaud (1945) ; *die Weltwoche* du 13 août 1943.

(2) D'après un article des *Nouvelles d'Allemagne* du 13 avril 1946.

prisonniers. Ils avaient abouti à la constitution de « l'Union des officiers allemands » dont la *Pravda* publia le manifeste le 14 septembre. Le Comité de l'Allemagne libre était nettement orienté à gauche. Cependant la fusion des deux mouvements fut opérée au cours de manifestations qui se déroulèrent les 12 et 13 septembre, avec des discours du colonel von Hoven, ancien commandant des services de renseignements de la 6e armée, du soldat Hans Zippel, du général von Seydlitz et finalement d'Erich Weinert. Un nouveau bureau du Comité central de l'Allemagne libre fut élu le 15 septembre. Il comprenait : président, Erich Weinert ; vice-présidents : généraux von Seydlitz, von Daniels, Carls Hers, sous-lieutenant Emmerich, comte von Einsiedeln, soldat Emmendorfer. Von Seydlitz était président de la Ligue des officiers allemands. C'était un descendant du légendaire général de la guerre de Sept Ans, auquel un grand nombre d'anecdotes et de poèmes allemands avaient été consacrés, et un membre d'une vieille famille d'officiers prussiens. Mais l'un des personnages les plus importants et l'un des propagandistes les plus réputés était le comte von Einsiedeln, petit-fils de Bismarck. Il s'adressa à la radio plusieurs fois personnellement à son père, le vieux colonel von Einsiedeln, pour lui expliquer son attitude, et pourquoi il refusait d'obéir à Hitler. Des dizaines de milliers de tracts furent lancés sur les arrières des lignes allemandes, qui montraient le jeune comte brandissant une photo de son grand-père, aux côtés duquel un tout petit Hitler semblait ridicule, et le vieux Bismarck disait d'un air méprisant en abaissant son regard sur l'ancien caporal : « Cet homme conduit l'Allemagne à la catastrophe. » De nombreux orateurs de toutes tendances idéologiques adressèrent à la population et aux armées allemandes des émissions régulières dont le thème était la nécessité de mettre fin au régime hitlérien et à la guerre, de maintenir fortement l'unité allemande et de s'entendre avec la Russie soviétique. Les pasteurs Mathaus Klein et Johannes Schroeder, le prêtre catholique Joseph Kaiser représentèrent la participation des églises à ce mouvement auquel on admettait qu'adhéraient 400.000 prisonniers, dont 90 généraux et un maréchal, von Paulus. Des généraux et des officiers supérieurs adressèrent des appels à des unités déterminées pour les engager à cesser le combat. Des attaques violentes furent lancées contre certains généraux, en particulier contre Dietl, commandant le front extrême-nord, et le général Model. Mais l'efficacité de tous ces appels n'était pas apparente sur la troupe.

D'autres comités avaient été constitués à l'étranger, et pour la plupart ils se défendaient d'être des émanations du comité de

Moscou. A Washington, un « comité pour l'Allemagne démocratique » se proposait d'étudier les mesures propres à rétablir la démocratie en Allemagne, mais il demandait d'appliquer à celle-ci les avantages de la Charte de l'Atlantique et d'assurer le maintien de son unité. Il n'exprima jamais le moindre regret des atrocités commises par les Allemands et son crédit, même en Amérique, était minime. Il avait pour président l'ancien professeur de philosophie Paul Tillich, comprenait l'ancien ministre de l'Intérieur prussien Greszinski, le docteur Nehring, Heinrich Mann, Wolfang Stresemann, mais Thomas Mann et le docteur Brüning refusèrent d'y entrer. Un comité constitué à Londres le 25 septembre 1943 par le docteur Robert Huczenski se bornait à réclamer le châtiment de Hitler et n'eut qu'une activité épisodique. D'autres petits groupements, à Stockholm, en Suisse, ne réunissaient que quelques émigrés de mêmes opinions politiques.

La propagande déversée sur le Reich par le Comité de Moscou provoquait chez les conspirateurs des réactions très diverses. Aucun des conjurés n'avait imaginé ce fait inouï qu'un maréchal, des généraux, des officiers allemands, des Allemands de toute origine et de toutes tendances, utiliseraient régulièrement la radio ennemie pour faire échec à l'action militaire des armées du Reich. La majorité d'entre eux, les anciens en particulier, n'avaient jamais envisagé d'entrer en relations avec les Russes, une fois ceux-ci en guerre contre eux, comme ils l'avaient fait avec les puissances occidentales. Ils admettaient une défaite à l'ouest. La répétition des événements de 1918 leur serait amère, mais la pensée d'une Allemagne battue par les bolcheviks leur était insupportable. Et les tendances mêmes du Comité de Moscou les inquiétaient, bien que celui-ci se défendît d'être marxiste, prétendît vouloir assurer la reconstitution d'une classe moyenne allemande et penser surtout au maintien de l'unité du Reich. Mais il se disait décidé aussi à lutter contre les « Junkers réactionnaires » et n'était-il pas un mouvement communiste camouflé, qui avait su adroitement duper, en exploitant leur aigreur, des généraux et des officiers allemands ignorants des finasseries politiques ? Les Anglo-Américains eux-mêmes ne cachaient pas leur méfiance, et craignaient que les Russes n'aient trouvé, pour atteindre leurs buts, de nouveaux Badoglio naïfs, complaisants ou ambitieux.

D'autres par contre, comme il s'en trouvait autour de von Trott zu Solz dans le cercle de Kreisau, continuaient à estimer qu'il était préférable de s'entendre avec l'U.R.S.S., dont les succès manifestaient la puissance, d'autant plus que tous les

appels adressés aux Anglo-Saxons restaient sans écho, que les bombardements anglo-américains s'amplifiaient sans cesse et frappaient impitoyablement les populations civiles. Mais quand le Comité de Moscou avait demandé aux troupes allemandes encerclées dans la poche de Tcherkassy de se rendre, celles-ci ne s'étaient pas rendues et avaient combattu jusqu'à ce qu'elles fussent dégagées, et ces comploteurs s'étaient alors demandé ce qu'ils devaient le plus apprécier, des arguments du Comité de Moscou ou de la vaillance des soldats de la Wehrmacht. Quant aux « opposants de gauche » ils étaient intrigués par la présence dans le Comité de Moscou de tant de généraux à particule, de tant de représentants de vieilles familles prussiennes. N'étaient-ce pas les autres qui étaient dupes ? L'aventure de 1918 et des années suivantes n'allait-elle pas se renouveler ? On avait écarté l'Empereur et les généraux étaient restés. On écarterait le Führer et les généraux resteraient. Les mêmes craintes étaient exprimées dans certains milieux de Londres et de Washington.

Si quelques conjurés avaient à titre individuel tenté de prendre contact avec des autorités anglaises et américaines, la question des liaisons des conspirateurs avec les puissances occidentales n'avait jamais fait l'objet de prise de position commune ni même de sérieuses discussions. Il n'avait jamais été fermement établi que si un coup d'Etat réussissait, il devait être aussitôt suivi de l'envoi de messagers auprès du commandement allié. La guerre continuerait en attendant de connaître l'attitude de celui-ci à l'égard des successeurs de Hitler, et ensuite on ferait pour le mieux des intérêts de l'Allemagne et de celui des conspirateurs eux-mêmes. Un certain nombre de ceux-ci s'accrochaient d'ailleurs assez naïvement à l'illusion de gestes chevaleresques de la part des Alliés, comme si l'attitude des Allemands dans leur ensemble autorisait de tels espoirs. Certains émissaires des conjurés avaient même proposé aux Alliés, par personnes interposées, de faire atterrir des avions anglais ou américains au voisinage du Quartier général du Führer, afin de capturer ou de tuer celui-ci avec l'aide de complicités allemandes. Ces mêmes émissaires avaient demandé au commandement allié de ne pas profiter de la confusion qu'engendrerait le déroulement de l'insurrection pour lancer une offensive. Il fut répondu à ces émissaires : « Agissez d'abord et nous verrons ensuite ce que nous aurons à faire. »

Quel crédit faut-il accorder à d'autres récits de tentatives individuelles d'attentat contre le Führer ? Un officier aurait

eu l'intention de pénétrer dans son compartiment, au cours d'un voyage, et de le tuer à bout portant. Il était déjà dans le compartiment quand ses nerfs flanchèrent. Vers Noël, le général Stieff, entré dans la conjuration, et le colonel Schrader, auraient préparé un attentat. Au cours de la présentation d'une nouvelle arme sur un polygone d'essais, Hitler devait sauter. Mais il ne vint pas, encore une fois « protégé ». Un autre jour, le général Stieff et deux de ses adjoints, le major Kuhn et le lieutenant von Hagen, devaient introduire une bombe dans la salle de discussion où venait parfois le Führer. Mais il leur fut impossible de placer cette bombe. Avec la complicité du général Wagner, le général Stieff avait encore imaginé de présenter au Führer de nouveaux équipements. Ceux-ci seraient portés par trois officiers volontaires (trois soldats innocents, dira Freisler au Tribunal du Peuple et Goebbels après lui). L'un de ces officiers porterait une bombe sur lui, appuierait sur le détonateur quand le Führer serait auprès de lui, bondirait sur Hitler, l'entourerait de ses bras et sauterait avec lui. Plusieurs tentatives auraient été faites, mais Hitler repoussait toujours à plus tard la présentation sollicitée. Celle-ci devait finalement avoir lieu en novembre 1943, quand une bombe détruisit le stock des nouveaux équipements. Cependant, d'après le témoignage d'un certain lieutenant Hoffmann (1), prisonnier des Russes, une autre tentative aurait été faite le 20 février 1944. Elle ne manquait pas d'intérêt dramatique. Le colonel Joseph Hoffmann, attaché à la chancellerie, aurait demandé à son fils, lieutenant, de participer à cette présentation d'équipements. Mais c'est seulement l'avant-veille du jour fixé pour l'attentat qu'il l'aurait averti de la mission dont il le chargeait, et le fils aurait accepté de se sacrifier. Comme ce n'était plus d'une bombe à détonation instantanée dont disposait le général, le détonateur aurait été mis en action quelques instants avant la présentation devant le Führer, mais à la dernière minute un retard de trois heures aurait été annoncé. Il avait fallu se hâter d'aller faire exploser la bombe dans une cour déserte de la Chancellerie ! Werner von der Schulenburg, ancien ambassadeur à Moscou, aurait proposé à von Kluge de lui servir d'intermédiaire pour le faire passer à travers les lignes russes et prendre contact avec le gouvernement soviétique, les tentatives de von Trott zu Solz pour établir des relations utiles avec Madame Kollontaï, ambassadrice d'U.R.S.S. en Suède, s'étant révélées peu efficaces. Von Kluge aurait accepté, mais l'ancien ambassadeur à Moscou lui aurait

(1) Témoignage « devant notaire » rapporté par Rudolf Pechel.

demandé sa parole, au cas où un accord avec Staline serait obtenu, d'intervenir effectivement contre Hitler, et von Kluge n'aurait répondu que par un haussement d'épaules. Il est prudent de se demander à quel point ces histoires sont conformes à la réalité. Elles illustreraient, si elles étaient vraies, cette prophétie qu'Albrecht Haushofer avait énoncée en ne s'étonnant pas de l'échec de tous les projets d'attentat, et selon laquelle Hitler était un de ces êtres « que leur mauvais génie protège et qui ne peuvent aller à leur perte qu'une fois parcouru le chemin de leur destinée ».

Quoi qu'il en soit, l'année 1943 avait été pour les comploteurs une année d'échecs. Après le choc désagréable qu'avait provoqué chez eux l'arrestation de Donhanyi et la liquidation du refuge de l'Abwehr, chacun d'eux s'était senti davantage menacé et était désormais convaincu que seule une action très prochaine pourrait empêcher la Gestapo de s'emparer de sa personne. Hitler était alerté. Au cours d'une réunion tenue à Potsdam, au mois de septembre, il avait vitupéré contre les traîtres, et le problème de l'opposition clandestine avait à plusieurs reprises fait l'objet de conférences spéciales, après lesquelles on affirmait que tous les opposants seraient liquidés, que tout « sabotage intellectuel » serait vigoureusement pourchassé. Mais les événements eux-mêmes exigeaient des conspirateurs une action rapide, sans quoi il ne resterait plus aucune carte au gouvernement qui succéderait à Hitler.

Cependant, à la fin de 1943, la conjuration en était sensiblement au même point qu'au cours des premières années de guerre. Les comploteurs attendaient toujours la bonne occasion et surtout l'homme qui, profitant de l'occasion, les contraindrait à agir. Mais beaucoup d'entre eux étaient déjà handicapés, physiquement ou moralement, sans parler de la dépression générale dont ils souffraient du fait des revers du Reich. Beck était maintenant un vieil homme. Il avait dû subir une opération qui lui imposait une longue convalescence. Witzleben aussi était malade et n'aspirait qu'à une calme retraite où il irait à la chasse. Falkenhausen avait été relevé de son commandement à Bruxelles, en 1943, au mois de décembre, et les conspirateurs avaient eu beaucoup d'amertume à constater que par négligence ou imprudence ils perdaient un atout important. Falkenhausen ne quitta d'ailleurs pas Bruxelles et resta en contact avec les groupes de conjurés. Mais l'une des déficiences les plus marquantes de ces hommes continuait à être l'importance démesurée qu'ils accordaient aux questions personnelles. Ils s'obstinaient à envisager avec un imperturbable sérieux la distribution des portefeuilles dans le prochain ministère. Goerdeler affirmait à von Hassell que Churchill lui avait fait connaître, par un intermédiaire, qu'il désirait vivement que ce fût lui qui devînt chancelier. Hassell et Schacht n'en croyaient pas un mot. A son tour Schacht disait à Hassell, au cours d'un déjeuner au Palast-Hôtel, à Sans-Souci, qu'il n'envisageait pas un gouvernement qui ne fût pas présidé par lui. Popitz était lui-même très mécontent qu'on réservât à un social-démocrate le ministère de l'Instruction publique qu'il convoitait, et rejetait avec dédain l'offre qu'on lui faisait de l'ambassade au Vatican. On discutait longuement pour savoir si les Affaires étrangères iraient à von Hassell ou à l'ancien ambassadeur à Moscou, von der Schulenburg, qu'on disait bien vu par le gouvernement soviétique parce qu'il avait déconseillé l'attaque de la Russie, ce qui lui permettrait soit de signer une paix séparée avec les Russes, soit de jouer de cette menace auprès des Anglo-Saxons. Von Hassell avait déjà désigné le chef de ses services de presse, lequel, par une singulière ironie du sort, sera arrêté quelques jours après cette gratuite nomination.

Ces compétitions n'étaient pas faites pour accroître les possibilités d'action des conjurés. Il est vrai que quelques nouveaux venus manifestaient un esprit un peu différent. S'il y avait parmi eux un certain nombre de civils, et notamment des membres de l'ancien parti national de Hugenberg, la plupart étaient des militaires, et ceux-ci allaient donner désormais à la conspiration ses principales impulsions. Jusqu'alors les civils l'avaient emporté, du fait de leur nombre et plus encore du fait que les généraux comme Witzleben, Oster ou Olbricht, n'avaient voulu s'occuper que des questions strictement militaires, laissant à quelques civils et notamment à Goerdeler ou Schacht, le soin de résoudre les questions politiques. Désormais les militaires nouveaux venus n'hésiteront pas à discuter de tous les aspects des problèmes. Cependant, s'ils semblent plus résolus que leurs prédécesseurs, cela tient moins à leur caractère qu'aux circonstances. Le temps des tergiversations touche à sa fin. Les Russes approchent, et une question déjà posée se pose chaque jour avec plus d'acuité : il faut sauver l'armée, car à leurs yeux sauver l'armée, c'est sauver la nation. C'est ce désir qui est le mobile décisif de von Stauffenberg. A la fin de 1943, il se range à l'opinion de la majorité des milieux de gauche avec lesquels il est en relations. Il renonce à un attentat immédiat pour attendre le sort du débarquement que tenteront les Alliés. Si celui-ci échoue, il donnera encore sa

chance au Führer pour sauver l'armée, refaire le coup de 1939 avec la carte soviétique contre les « ploutocrates » de l'ouest. Cependant les liaisons entre les différents milieux conspirateurs sont encore trop lâches pour que les modifications apportées dans les derniers mois à l'esprit de la conjuration soient perçues par tous ses membres. Ni Beck, ni Goerdeler ne sont tout à fait conscients de la lutte implicitement ouverte pour leur ravir la direction du mouvement. La confusion qui en résulte ne sera pas étrangère à l'échec du 20 juillet suivant. (1)

(1) Dans un ouvrage (*Les Confidences du général Vlassov*, J'AI CHOISI LA POTENCE), qui appelle d'évidentes réserves et qui contient des inexactitudes allant jusqu'à des confusions de personnes, un auteur anonyme prétend rapporter des propos tenus entre septembre 1942 et septembre 1943, par le général Vlassov, ce général russe passé au service des Allemands et créateur d'une « Armée de la Libération russe », composée de soldats soviétiques extraits des camps de prisonniers. D'après ces déclarations, les conspirateurs berlinois auraient, assez imprudemment, fait entrer le général Vlassov dans le secret de leurs intentions. Les 10 mars et 25 avril 1943 en particulier, le comte von der Schulenburg, ancien ambassadeur à Moscou, aurait exposé au général russe les plans du général Beck et de ses amis. Après avoir écarté Hitler du pouvoir, ils constitueraient un gouvernement qui signerait une paix séparée avec les Anglo-Saxons et continuerait la guerre contre l'U.R.S.S. pour libérer la Russie du communisme. Le général Vlassov serait désigné comme chef du nouveau gouvernement russe et le gouvernement de Moscou serait destitué. La Russie retrouverait à la paix ses frontières de 1939. Mais Vlassov devrait entrer dans le complot. Schulenburg n'ignorait pas le traité que Vlassov avait signé le 22 février 1943 avec von Ribbentrop, mais celui-ci, assurait-il, n'hésiterait pas à le livrer aux Russes s'il y trouvait son avantage. Pour écarter le risque d'une guerre civile, les conjurés préféraient ne pas tuer Hitler. Ils se proposaient seulement de le séquestrer et de lui imposer une renonciation au pouvoir en faveur du nouveau gouvernement. Si les Anglais l'exigeaient, ils le leur livreraient en avion, comme gage de leur sincérité. Mais l'arrestation de Hitler pouvait provoquer la réaction d'unités allemandes voisines du lieu de l'événement. Le général Vlassov était donc sollicité d'inviter le Führer à visiter ses troupes stationnées en France, à l'occasion par exemple d'une prestation solennelle de serment. L'arrestation de Hitler au milieu de troupes russes comportait des risques bien moindres de réaction immédiate.

Sur les conseils de son adjoint Kozlovsky, l'un des animateurs de la sédition de Cronstadt en 1922 et soupçonné par ailleurs d'être simultanément au service de l'Allemagne et de l'U.R.S.S., Vlassov aurait posé comme condition de sa participation au complot la reconnaissance de l'indépendance complète de son futur gouvernement et l'octroi à la Russie d'avantages au moins égaux à ceux que, selon lui, Ribbentrop se préparait à accorder à l'U.R.S.S. comme prix d'une nouvelle paix de Brest-Litowsk, à savoir le retour aux frontières de 1914, une zone d'influence exclusive dans les Balkans et un nouveau régime des Détroits. (De telles propositions auraient été contenues dans un projet de compromis apporté à Berlin par le colonel japonais Uchigava et allaient être communiquées à Madame Kollontaï, ambassadrice d'U.R.S.S. en Suède.)

Le comte von der Schulenburg aurait répondu à Vlassov que les Anglo-Saxons ne signeraient jamais une paix séparée comportant de telles conditions. Par ailleurs en refusant sa complicité, Vlassov prolongeait la guerre sur deux fronts au moment où la Wehrmacht se repliait en opérant en Russie de gigantesques destructions. Enfin, en liant son sort avec une Allemagne qui serait battue, il allait à sa perte avec toute son armée. Vlassov aurait persisté dans son refus. Himmler lui aurait d'ailleurs fait connaître le 10 mai 1943 qu'il n'ignorait pas les « bavardages » de Schulenburg et il lui aurait recommandé de n'en tenir aucun compte. Enfin, Kozlovsky aurait démontré à Vlassov que les généraux allemands conjurés ne valaient pas mieux pour la Russie que Hitler, puisqu'après avoir signé la paix avec l'Angleterre et l'Amérique ils porteraient tout l'effort de guerre allemand contre la Russie, qu'ils se proposaient d'exploiter les ressources de celle-ci avec la complicité des Anglo-Américains. D'autre part, le processus même de l'arrestation projetée de Hitler n'était qu'un traquenard. Si l'opération échouait, elle serait mise sur le compte d'interventions étrangères. Vlassov et son état-major seraient fusillés et les généraux allemands en sortiraient indemnes.

Enfin, le général von Manstein aurait déclaré en juillet 1943 au général Vlassov qu'une paix séparée avec les Anglo-Saxons ne pourrait plus sauver l'Allemagne, que l'armée russe était assez puissante pour battre à elle seule l'armée allemande, que Churchill ne l'ignorait pas et qu'il ne signerait jamais une paix séparée qui permettrait aux Russes d'occuper seuls toute l'Allemagne après leur victoire. Von Manstein estimait que les généraux conjurés devaient donner des gages sérieux à l'U.R.S.S. et faire entrer dans le complot des gens bien vus à Moscou, comme le général Guderian, le maréchal von Paulus et les généraux du Comité de l'Allemagne libre.

Chapitre VIII

LES PROJETS DU PRINTEMPS 1944 ET LA PREPARATION DE L'ATTENTAT DE JUILLET

S'il ne manquait pas dans les deux camps, chez les Alliés et dans les pays de l'Axe, de gens assez peu avertis pour croire que la menace de débarquement n'était qu'un bluff et que les Anglo-Américains ne chercheraient la décision que par la seule voie aérienne, cette opinion était peu répandue dans les cercles de conspirateurs. Le débarquement y était attendu pour les premiers mois de 1944, et contrairement à l'opinion de certains éléments de gauche, de von Moltke et de von Stauffenberg lui-même, la plupart des conjurés estimaient qu'un coup d'Etat perdrait tout son sens après le débarquement. Ils étaient convaincus que si celui-ci réussissait il amènerait une fin rapide de la guerre, et tout espoir devait alors être exclu pour les Allemands d'obtenir des Alliés une atténuation des exigences formulées par ceux-ci à Casablanca. Schacht lui-même allait devoir abandonner son bel optimisme. En avril 1944 il déclarait encore à Ulrich von Hassell qu'il projetait de prendre contact avec des personnalités françaises en vue d'une paix séparée immédiate qui prévoyait que l'Alsace-Lorraine serait économiquement autonome, tout en restant sous la souveraineté allemande. L'extension de l'inquiétude créée par l'aggravation de la situation militaire au cours de l'hiver n'avait pas échappé à Hitler et celui-ci avait cherché à combattre ce mouvement de défaitisme. De nombreuses conférences de propagande eurent lieu dans les Etats-Majors eux-mêmes. Il fallait convaincre les généraux, ceux du front en particulier, de la sagesse des décisions du Führer. La plus importante de ces conférences réunit en mai 1944 à Sonthofen, petite localité bavaroise, environ cent cinquante généraux. Elle dura cinq jours. Himmler et Goering y prirent la parole. Hitler termina par un long exposé au cours duquel il tenta de convaincre les généraux présents qu'ils devaient étudier les principes du national-socialisme. Tous les orateurs assurèrent que l'Allemagne gagnerait la guerre. Aucun ne dit par quels moyens. La plupart des généraux furent plus inquiétés par ce discours que réconfortés. Les conjurés eurent connaissance de la réunion et furent ren-

forcés dans l'opinion que seule une action directe empêcherait Hitler de poursuivre l'aventure jusqu'à la catastrophe. Mais cette action devait être immédiate afin de créer une situation qui offrît encore des possibilités de discussion.

A ces arguments s'en ajoutaient d'autres non moins pressants. Des informations étaient parvenues à Olbricht qui confirmaient l'aggravation de la menace que la Gestapo faisait peser sur toutes les organisations séditieuses. Himmler avait déclaré, disait-on, qu'il savait que certains éléments de l'armée préparaient un coup contre le régime, que Beck et Goerdeler conspiraient avec eux, mais que tous les participants au complot seraient rapidement découverts et que de toute façon ils seraient mis hors d'état de nuire avant d'avoir pu passer à l'action. La contre-attaque de Himmler pouvait donc se déclencher d'un moment à l'autre. Ne l'était-elle pas déjà ? Les arrestations se succédaient dans tous les milieux. Albrecht von Scherpenberg, époux de Inge Schacht, fille du banquier, était lui-même arrêté au début de 1944. Lors de l'enquête relative aux agissements d'Otto Kiep, un homme suspecté par la Gestapo fut prévenu par von Moltke du danger qu'il courait. Il fut arrêté quand même et après quelques tortures il parla et désigna von Moltke comme son informateur. Celui-ci fut alors arrêté dans le courant de janvier. Il réussit toutefois à cacher toutes ses autres formes d'activité antihitlériennes et le cercle de Kreisau ne fut pas découvert. Il était question de libérer von Moltke quand éclata la bombe du 20 juillet. Il resta en prison.

Le temps pressait, et qu'attendait-on pour agir ? Le comte von Stauffenberg avait acquis dans les milieux conjurés une influence dominante, due notamment à ce qu'il s'était déclaré volontaire pour exécuter de sa main l'attentat contre Hitler. Fallait-il attendre qu'il y fût décidé ? Tous les conspirateurs ne connaissaient d'ailleurs pas les intentions de l'adjoint du général Olbricht, et parmi ceux qui en étaient informés, beaucoup doutaient qu'un homme aussi diminué physiquement par ses mutilations fût particulièrement qualifié pour une entreprise qui devait comporter la manipulation d'armes ou d'explosifs dans des conditions délicates, qui exigeait un inébranlable sang-froid, aussi bien pour le choix de l'opportunité à saisir que pour la réalisation même de l'opération. Ses fonctions d'adjoint au général Olbricht, auxquelles allaient bientôt s'ajouter celles de chef de l'Etat-Major de l'armée de l'Intérieur, rendaient d'ailleurs préférable sa présence à Berlin au moment même de l'attentat. Puisque tout était prêt, puisque

Beck et Olbricht d'une part, le comte Helldorff d'autre part, assuraient pouvoir se rendre maîtres de la capitale, puisqu'on pouvait compter, assurait-on, sur l'appui actif de Stülpnagel et sur l'aide de Falkenhausen à l'ouest, sur la complicité de von Kluge à l'est, pourquoi ne pas agir tout de suite, alors que la situation militaire sur le front russe ne laissait plus aucun espoir de redressement ? Aussi de nouveaux projets furent-ils mis sur pied. Pourquoi ne pas recommencer l'opération manquée de mars 1943, dont seul un stupide accident technique avait provoqué l'échec ? Pour éviter le renouvellement de tels déboires, on projetait de nouveau d'attaquer Hitler purement et simplement au pistolet. On assurait qu'un groupe d'officiers volontaires, appartenant à l'état-major de l'armée du Centre, y était prêt (1). Von Kluge était au courant, mais après un accident d'automobile entre Minsk et Orscha, il se fit mettre en congé et échappa à ses éventuelles responsabilités. Il fut remplacé par le feld-maréchal von Busch. C'était encore un « maréchal-chèque ». Il était considéré comme bon nazi et d'une médiocre valeur militaire. Il obéissait sans discuter aux ordres du Führer. Comme on n'imaginait pas de sa part d'initiatives très personnelles, les conjurés ne modifièrent pas leurs plans. Mais encore fallait-il obtenir que le Führer se rendît de nouveau au Quartier général de l'armée du Centre. La gravité de la situation militaire pouvait l'inciter à ne pas quitter le G.Q.G. autrement que pour ses « retraites » à Berchtesgaden, ou à se livrer à de fréquentes inspections des quartiers généraux d'armée. Ce fut la première attitude qu'il choisit et il fut impossible de provoquer une nouvelle visite du Führer à l'armée du Centre. Hitler convoquait par contre assez fréquemment ses commandants d'armée au G.Q.G. ou à Berchtesgaden. Un nouveau projet fut alors envisagé avec la complicité de von Tresckow : un officier appartenant au complot accompagnerait von Busch à l'une de ces visites et il tuerait Hitler au pistolet. Selon von Schlabrendorff, l'opération fut tentée. L'officier volontaire put entrer dans le cabinet du Führer, à Berchtesgaden, mais il déclara à son retour n'avoir pas pu tirer utilement son revolver, car tous les visiteurs étaient constamment surveillés par des S.S. toujours présents !

Mais voici l'aube du 6 juin. Sur la côte normande les forces anglaises et américaines débarquent avec des moyens gigantesques. Les canons de marine et les bombardiers ont suffisamment ébranlé le Mur de l'Atlantique pour que celui-ci

(1) F. von Schlabrendorff déclare en avoir fait partie.

cesse d'être infranchissable. Des têtes de pont sont constituées, aussitôt renforcées. Les assaillants s'accrochent sur les plages, démolissent les communications allemandes loin à l'arrière, les Forces françaises de l'Intérieur entrent en action.

Du côté allemand, von Rundstedt assume le commandement général du théâtre des opérations de l'ouest. Rommel est son subordonné. Il est commandant des troupes depuis la fin de l'automne précédent. Il a été le maréchal le plus populaire, le plus glorieux du III[e] Reich. Mais la défaite de Lybie, la faible durée et le peu d'efficacité de son commandement en Italie ont terni sa gloire, aigri son caractère. Il n'a pas les coudées franches sous le commandement de von Rundstedt. Il sait l'insuffisance de ses moyens, pressent la défaite qu'aggravera le stupide entêtement du Führer. L'idée d'une opposition au régime ne lui est plus étrangère. Son chef d'Etat-Major, le général Speidel, est lui-même un « opposant ». Discrètement, il exerce sur lui son influence. Il le met dans ce sens en rapport avec von Stülpnagel. En mai 1944, celui-ci et Rommel se rencontrent dans une localité de la banlieue parisienne et parlent ouvertement d'un putsch. Rommel n'y est pas encore complètement acquis. Mais il est déjà sympathisant. Il déclare qu'il ne participera pas au déclenchement du coup d'Etat, qu'il se tiendra en réserve pour l'appuyer si c'est utile. Mais à son sens, il faudrait faire disparaître en même temps Hitler, Himmler et Goering. Et le coup doit être tenté même si le débarquement allié échoue. C'est l'Allemagne qui doit vaincre ou doit être sauvée et non le nazisme.

Le 6 juin, Rommel n'est pas à son Quartier général. Malgré la suppression des permissions décidée par Hitler, il est parti en avion dans les environs d'Ulm pour célébrer en famille l'anniversaire de sa femme. Quand il rentre à son Quartier général, un temps précieux a déjà été perdu. D'autre part, suivant un récit fait à von Tresckow par l'aide de camp du Führer, le général Schmundt, et répété par von Schlabrendorff, ni Jodl, ni Keitel, obéissant aveuglément aux ordres du Führer, n'avaient réveillé ce dernier à l'annonce du débarquement. Hitler se couchait toujours très tard et n'était visible qu'après dix heures du matin, au moment où ses subordonnés lui apportaient les informations du jour. Or, il existait en Normandie un corps blindé n'obéissant qu'aux ordres directs du Führer. Ces unités ne reçurent l'ordre d'intervenir qu'à quatorze heures, alors qu'elles étaient déjà en grande partie démolies par l'aviation américaine.

Ni la présence de Rommel à son poste de commandement,

ni un réveil matinal du Führer n'eussent changé quoi que ce soit au sort du débarquement et au déroulement de l'ensemble des opérations. Chaque jour qui passait renforçait la position des troupes débarquées. Bientôt l'Allemagne fut placée devant le fait accompli : le débarquement avait réussi. Rien ne pouvait plus justifier un nouveau recul de Stauffenberg et des éléments de gauche qui partageaient ses vues. Mais aux yeux de la majorité des conspirateurs l' « opposition » avait dès maintenant manqué son but essentiel : sauver l'Allemagne de la capitulation sans condition, de l'occupation totale de son territoire. Goerdeler s'accrochait encore cependant, avec plus de passion que de raison, à l'espoir qu'un coup d'Etat pourrait encore créer une situation nouvelle. Une solide armée allemande ne ferait-elle pas l'affaire des Anglo-Saxons, intéressés à limiter l'avance des Russes à l'ouest ? Il estimait que si l'armée allemande était maintenant trop faible pour éviter la défaite, elle pouvait rester un atout important dans le jeu des forces mondiales. Mais la question qui en fait était posée était la suivante : Fallait-il vraiment s'accrocher aux projets de coup d'Etat ? Restait-il quelque chose à sauver ?

Quelques jours après le débarquement, le chef de l'Etat-Major Zeitzler avait convoqué au G.Q.G., en Prusse orientale, tous les commandants d'armée. Von Tresckow accompagna von Busch à cette réunion et y emmena son adjoint von Schlabrendorff. Von Ribbentrop avait lui-même son Quartier général auprès du G.Q.G. Il se tenait au château de Steinort, propriété du comte Lehndorff. Celui-ci appartenait au complot et était en relations à Berlin avec Stauffenberg. Ce dernier lui fournit l'occasion de se rendre dans son château et une rencontre put être arrangée entre von Tresckow, von Schlabrendorff et von Lehndorff, représentant Stauffenberg. On y discuta de la situation. On convint que toute paix discutée était désormais impossible. Cependant on estima qu'il pouvait être utile de manifester par un attentat que toute l'Allemagne n'était pas nazie, avec l'espoir que les Alliés tiendraient compte de cette démonstration, et que de toute façon il fallait encore courir la chance de sauver l'armée de l'anéantissement, et mettre un terme aux bombardements aériens. Il fallait empêcher que la défaite emportât tous les Allemands, y compris les conjurés, dans un effroyable tourbillon. Enfin, subsistait toujours la menace de la Gestapo. Nul d'entre eux n'était sûr du lendemain. Il fallait en finir. Stauffenberg se proposa un moment de se rendre auprès du général Speidel pour qu'il suggérât à Rommel de laisser se former un trou dans les dé-

fenses allemandes, dans lequel les armées alliées pourraient s'engouffrer. Mais il ne donna pas suite à son projet. Cependant Rommel avait de plus en plus d'amertume. Il avait eu une vive altercation avec le général Dollmann, inspecteur du Mur de l'Atlantique, qui lui avait reproché la disposition de ses troupes et son plan d'opérations. Rommel avait par ailleurs envoyé au G.Q.G. un mémoire pessimiste. Hitler en avait été indigné et il projetait déjà la disgrâce de l'ancien chef de l'Afrika-Korps. Le 8 juillet, von Rundstedt payait la réussite du débarquement par la perte de son commandement. Le vieux maréchal était d'ailleurs malade et fatigué. Mais c'était von Kluge qui lui succéderait. Rommel en eut quelque dépit. Il écrivit une lettre, qu'il n'envoya pas, au Quartier général allié. Il proposait une cessation immédiate des hostilités à l'ouest, à condition que les Alliés assurassent à l'Allemagne un traitement honorable, excluant toute reddition sans condition.

Il était désormais évident que tout espoir de redressement était devenu une chimère et la défaite risquait de prendre l'aspect d'une véritable débâcle. Les Russes pourraient arriver les premiers à Berlin et imposer leur loi. Ce n'était pas sous cette forme que les partisans d'une entente avec la Russie avaient envisagé les relations futures entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne. Von Tresckow envoya le colonel von Booselager auprès de von Kluge pour lui demander également de laisser volontairement un trou dans son dispositif, afin de permettre aux Américains d'arriver les premiers à Berlin. Von Kluge n'avait pas caché son mécontentement en trouvant une situation et des forces très différentes de celles dont on lui avait parlé. Il fit répondre à Tresckow que les Anglo-Américains se chargeraient eux-mêmes de faire le trou et qu'il n'était d'ailleurs pas suffisamment sûr de son nouvel état-major pour organiser avec lui une telle opération.

Le 22 juin, les Russes avaient lancé une vigoureuse offensive entre Vitebsk et Mohilev. Après des combats acharnés, les points d'appui allemands étaient enlevés ou dépassés les uns après les autres. Des divisions entières étaient anéanties. De nombreux généraux allemands étaient faits prisonniers. On disait que certains avaient été tués par les S.S. Des désertions de quelque ampleur s'étaient produites. Tout se passait comme si les appels du Comité de Moscou avaient désormais quelque efficacité. Le 23 juin, le général Dietl, commandant le front extrême-nord, contre lequel la radio allemande de Moscou avait lancé de vigoureuses attaques, était tué, selon la version officielle, dans un accident d'aviation. Hitler ne laissa annon-

cer sa mort que le 1er juillet et lors des funérailles il fit appel dans une allocution à la loyauté des généraux.

La nécessité d'agir au plus vite apparut plus pressante encore après un nouveau coup de la Gestapo. Il avait été admis que le gouvernement qui succéderait à la brève dictature militaire consécutive à la chute de Hitler, devrait représenter toutes les classes sociales. Les communistes seraient invités à y participer. Mais l'un des principes qui avaient jusqu'alors prévalu au sein de la conjuration bourgeoise et social-démocrate était que l'on ne devait prendre contact avec les communistes qu'une fois Hitler renversé. C'est-à-dire que pratiquement l'insurrection devait se faire sans eux. Cependant quelques social-démocrates, comme le professeur Reichwein et Julius Leber, estimaient préférable, devant la gravité de la situation, d'entrer dès maintenant en relations avec les communistes. Ils voulaient tenir compte du développement de quelques nouvelles cellules communistes dans les grands centres et cherchaient à éviter tout retard et toute discussion dans l'élaboration du futur gouvernement. La menace exercée par les troupes soviétiques n'était pas non plus étrangère à l'initiative de Leber et Reichwein. Bien que celle-ci ne fût approuvée que par une faible minorité d'opposants, que Théodor Haubach l'eut combattue vivement, que Leuschner n'eut pas été mis au courant (il déclarera plus tard qu'il l'eût combattue lui aussi), une entrevue eut lieu le 22 juin dans la banlieue est de Berlin entre Leber et Reichwein d'une part, et d'autre part trois membres du comité central du parti communiste : Anton Saefkov, Franz Jakob, et un certain Schwenk. Au cours de l'entretien les communistes exprimèrent le vœu d'entrer directement en relations avec les dirigeants militaires du complot. Ils continuaient à redouter que le putsch fut seulement une réédition du coup d'Etat Badoglio. Ne disait-on pas que von Papen essayait de prendre contact avec les conjurés pour s'assurer un poste dans le nouveau ministère ? Les social-démocrates furent pris au dépourvu, car de tels contacts dans une organisation clandestine ne pouvaient être établis qu'avec beaucoup de circonspection, et ne pouvaient l'être sans l'accord préalable de tous les intéressés, lequel ne serait pas obtenu sans difficultés. Un deuxième entretien eut lieu au début de juillet. Reichwein s'y rendit seul au nom des social-démocrates. Mais Schwenk, l'un des trois « communistes » qui avaient assisté au précédent entretien, était un espion de la Gestapo. Reichwein fut arrêté ainsi que les communistes présents. Peu après Julius Leber et plusieurs centaines de communistes furent incarcérés à leur tour. Stauffenberg connaissait personnellement Reichwein et Leber. Il avait fait son possible pour que ce fut Leber, officier de marine pendant la première guerre mondiale et longtemps rapporteur du budget de l'armée dans l'ancien Reichstag, qui devînt chancelier. On ne pouvait le sauver, en même temps que tous les autres militants arrêtés, qu'en agissant immédiatement. On attendra cependant presque trois semaines encore.

Stauffenberg avait la bombe, que le général Stieff lui avait fait remettre. On assurait qu'il avait proposé de rester lui-même aux côtés du Führer pour sauter avec lui et que ses complices le lui avaient déconseillé, estimant nécessaire sa présence à Berlin après la mort de Hitler. Les prélèvements constants faits sur l'armée de réserve pour compenser les pertes de l'armée combattante lui donnaient l'occasion de voyages fréquents au G.Q.G. Les conspirateurs attendaient donc à Berlin qu'il exécutât sans délai l'attentat annoncé. Mais ils avaient déjà tant attendu ! Tant de fois on avait dit que c'était pour le jour même ! Et tout était-il prévu, tout était-il vraiment prêt ? Stauffenberg et le major Oertzen avaient rédigé les ordres en vue de l'occupation de la capitale et des principaux points du territoire par des forces armées. Ces ordres avaient été recopiés par Erika von Tresckow, femme du général et par Margaret von Oven, ancienne secrétaire de von Hammerstein et de von Fritsch. Ils portaient la signature simulée du commandant de l'armée de l'Intérieur, général Fromm. Ils correspondaient au cas d'une tentative de putsch de la part des S.S., ordonnaient la réduction dans leurs casernes de toutes les forces S.S. et l'occupation de points désignés. Ils étaient enfermés dans des enveloppes cachetées qui ne devaient être ouvertes qu'à l'envoi du mot d'ordre : Walkyrie. Mais beaucoup de choses étaient restées indécises. Rien n'avait été prévu en particulier quant à l'attitude à prendre à l'égard des millions d'étrangers qu'un conflit ouvert entre leurs gardiens de l'armée et leurs gardiens S.S. pouvait amener à intervenir. Fritz von der Schulenburg, adjoint au préfet de police von Helldorff, assurait cependant que tout était prêt. Mais le comte Helldorff n'avait pas la même confiance. Sitôt après l'annonce de l'attentat, il devait être appelé auprès d'Olbricht, qui lui annoncerait que, jusqu'à nouvel ordre, toutes les forces de police de la capitale resteraient soumises au commandement militaire. Helldorff réunirait aussitôt ses plus hauts subordonnés pour les en informer. Leurs fonctions leur seraient rendues quand les blindés auraient cerné les édifices importants. Mais

parmi les subordonnés de Helldorff se trouvaient des nazis authentiques et leur attitude était douteuse. De plus, Helldorff était un « ancien », il connaissait ses complices de 1938-39, Beck et Goerdeler, mais les nouveaux venus, comme Olbricht, et plus encore Stauffenberg, lui inspiraient une certaine méfiance. Ils avaient sûrement des secrets et tout cela n'était pas très clair. Helldorff était irrité qu'un préfet de police, dont le rôle pouvait être décisif, ne fut pas mis exactement au courant de toutes les tractations, notamment avec les milieux de gauche dont l'attitude posait encore des énigmes et dont le noyautage par les nazis était certain. Il aurait voulu avoir un contact direct avec Stauffenberg, mais celui-ci se dérobait sans cesse, laissait planer un mystère sur ses véritables intentions.

Nebe n'était pas moins irrité. Il estimait qu'un homme qui jouait depuis des années le double rôle d'un Obergruppenführer S.S. et d'un chef des services de renseignements de la conspiration méritait de n'être pas laissé à l'écart. Il craignait que tant de réticences ne masquassent des désaccords profonds ou une insuffisante préparation du complot. Goerdeler aussi était mécontent. Tous ces retards contribuaient à l'épuisement physique et moral dont il souffrait visiblement. Beck l'assurait encore qu'il avait toujours la direction politique de l'entreprise et qu'il serait le futur chancelier. Mais Goerdeler était sceptique. Alors qu'il avait été en étroites relations avec Oster, il n'avait pas pu arriver à établir avec Stauffenberg des contacts utiles. Il l'avait rencontré une première fois dans le petit appartement des époux Strünck, puis une ou deux fois encore, mais sans réussir à obtenir de lui des renseignements précis sur ses intentions présentes ou futures. Il craignait que ne se préparât un coup d'Etat purement militaire, quelles que fussent les apparences, et que les généraux et officiers battus en campagne ne voulussent rétablir que leur propre position en Allemagne. Il n'ignorait pas que c'était Stauffenberg qui avait voulu lui ravir la chancellerie au profit de Julius Leber et il était irrité de constater qu'il n'exerçait pas sur lui une influence comparable à celle qu'il prétendait exercer sur les autres. Il avait tenté de le prévenir, en faisant allusion à la mort du général Schleicher, contre le destin fatal des « officiers politiques », mais ses remarques n'avaient pas eu le moindre retentissement.

Beck lui-même ne cachait pas sa lassitude physique et morale. Il savait que tout cela venait trop tard, et qu'il n'avait plus tout à fait en mains la direction du complot. Il se défendait mal d'être pessimiste au sujet de la possibilité même de

réussir un attentat. Stauffenberg, avec qui il avait réussi à avoir quelques entretiens, lui parlait sur un ton d'égal à égal. Il l'excusait parce qu'il le voyait nerveux et fatigué, poussé par des impulsions qu'il dominait à peine et qu'il allait jouer une partie difficile. Il faisait confiance à son sens de l'obéissance et de la hiérarchie pour qu'il changeât d'attitude dès qu'il serait en face du futur chef de l'Etat. Si Beck ne renonçait pas, c'était surtout qu'il estimait que lui seul avait assez d'autorité pour assurer au coup d'Etat un développement régulier, assez de crédit à l'étranger pour jouer utilement le rôle d'un Badoglio. On ne lui contestait plus ses futures fonctions de chef de l'Etat. Pendant quelque temps il serait même chef suprême de l'armée et de la police, tandis que le nouveau régime procéderait à son installation. Après maintes négociations, il avait déjà constitué le prochain gouvernement :

Chancelier : Goerdeler ; Vice-chancelier : Leuschner (social-démocrate) ; Justice : Wirmer (Centre); Finances : Loeser (national-libéral) ; Economie : Lejeune-Jung (conservateur) ; Culte : Bolz (Centre) ; Travail : Letterhaus (démocrate-chrétien) ; Guerre : Général Olbricht ; Affaires Etrangères : Ulrich von Hassell ou Werner von der Schulenburg. Le ministère de l'Intérieur était réservé à Julius Leber que l'on espérait encore libérer. Gisevius serait attaché à la chancellerie comme ministre ou secrétaire d'Etat. La participation des communistes était envisagée, mais aucune promesse n'était faite. Von Witzleben prendrait le commandement de l'armée. Le général Höppner deviendrait chef de l'armée de l'Intérieur, bien qu'on le considérât comme un opportuniste et qu'il eût fait confiance au Führer après avoir été complice de projets d'attentat en 1938 et 1939. Il avait été relevé de ses fonctions en Russie à la suite d'un repli et exclu de l'armée avec interdiction de porter l'uniforme. Mais sa qualité d'ancien commandant de divisions blindées pouvait lui permettre de balancer l'influence de Gudérian. Ce dernier était toujours réservé. Des interventions avaient été faites auprès de lui, notamment par le général Rabenau, récemment mis à la retraite, pour lui rappeler qu'il était allé trop loin dans la connaissance des projets de coup d'Etat, dans une tacite complicité, pour espérer échapper à la fusillade si le complot était découvert par sa faute. Oster, qui vivait encore encore en résidence surveillée en province grâce au fait que le directeur de la Justice militaire Sacks, non sans beaucoup de mal, faisait traîner en longueur l'enquête qui le concernait, devait être nommé président du Tribunal d'épuration militaire. Il pourrait y trouver sa revanche. Le général Fromm serait

appelé à d'autres fonctions. Si l'on avait peu d'espoir de le voir s'engager nettement en faveur du complot, on espérait toutefois qu'il saurait s'incliner devant le fait accompli.

L'épuration, que chacun s'accordait à considérer comme nécessaire aussitôt après le succès du putsch, posait des problèmes sur lesquels on discutait vivement. La majorité des conjurés conservateurs et tous les militaires étaient décidés à la limiter étroitement. Ne seraient frappés que les dirigeants nazis les plus haut placés et les chefs militaires qui, comme Keitel et Reinecke, avaient été les instruments directs et dociles des abus de pouvoir de Hitler et consorts. Stauffenberg lui-même, malgré ses attaches avec les groupes de gauche, était partisan d'une épuration très réduite. Il excusait en particulier tous les généraux hésitants, tels que Brauchitsch et Halder. N'y avait-il pas parmi tous ces conjurés de 1944 une bonne majorité d'anciens nazis, une forte proportion d'hommes portant encore les insignes et les hauts grades du Parti ?

Stauffenberg était bien décidé à ne pas se contenter de jouer un rôle purement militaire dans le coup d'Etat, mais il était embarrassé quand on le priait de préciser ses intentions politiques. Il se contentait d'affirmer que l'Allemagne devait être un Etat militaire et socialiste, animé par un sens national profond. C'était d'après lui le seul moyen de sortir le Reich de l'impasse où il était engagé entre l'est bolchevique et l'ouest libéral, d'obtenir de tous ses adversaires une paix satisfaisante. Le but de « l'opposition » devait être de sauver la nation, de sauver l'unité allemande et pour cela, il fallait sauver l'armée et mettre un terme le plus tôt possible aux bombardements qui ravageaient le pays. L'opération à tenter pour obtenir ce résultat était désormais d'une telle urgence que tous scrupules religieux à propos de l'assassinat de Hitler et de ses complices, à propos même de la mort de quelques innocents ou de moindres coupables, devaient être résolument abandonnés.

Goerdeler n'était pas sans défiance à l'égard de certaines idées de Stauffenberg, de son prétendu socialisme en particulier, mais ses intentions n'étaient guère différentes. Il ne croyait pas inévitable une capitulation prochaine. On continuerait la guerre jusqu'à ce que les Anglais et les Américains eussent acquis une juste appréciation du nouveau gouvernement. Il était convaincu que Churchill accepterait de discuter avec lui. Il envisageait une Allemagne d'après guerre comprenant encore l'Autriche, les Sudètes, le Tyrol du Sud, la Posnanie et faisant partie d'une Fédération européenne groupant tous les états du continent européen, les colonies elles-mêmes

étant désormais les colonies de la Fédération. L'Angleterre serait libre de rester à l'écart ou de s'y joindre avec son Empire. Il n'y aurait pas de réparations à payer, parce que l'expérience précédente avait été un échec et qu'il valait mieux compter sur une aide et une compréhension « mutuelles ». Il dirait aux Allemands que c'était en raison de la situation critique à l'est que l'armée avait dû prendre ses responsabilités. Toutes les catastrophes des deux dernières années avaient été dues à ce que Hitler refusait de suivre les conseils de ses maréchaux. En ne l'écartant pas immédiatement du pouvoir, un nouveau Stalingrad serait inévitable et imminent avec le groupe d'armées du Nord. Des élections auraient lieu aussitôt que possible. On avait déjà envisagé la constitution d'un Sénat provisoire consultatif, destiné à conseiller le gouvernement avant l'élection d'une Chambre régulière. Il serait formé de personnalités ayant lutté contre le nazisme. (On disait que la présidence en serait attribuée à l'ancien président du Reichstag Loebe.) Goerdeler avait d'ailleurs soumis à Beck un projet de discours (1) qu'il prononcerait à la radio aussitôt après la réussite du putsch, discours qui serait accompagné de proclamations de Beck et de Witzleben et suivi de déclarations à la Presse, discours qu'il croyait susceptible de rallier tous les Allemands autour du nouveau gouvernement — et d'inspirer confiance aux adversaires du dehors. Il y assurait que les membres du nouveau cabinet n'avaient jamais voulu la guerre et que leur premier souci serait de ramener la paix. Et pour cela il y avait une tâche primordiale à remplir : revaloriser en Allemagne le « principe moral » qui devait guider l'action intérieure et extérieure de l'Etat. Mais il serait injuste cependant d'imputer au peuple allemand la complète responsabilité des événements. Chaque Etat se retirerait dans ses frontières, en toute indépendance et en toute sécurité, pour panser ses blessures. Les territoires occupés seraient évacués aussi vite que possible, « en compatibilité avec l'ordre public et la sécurité nécessaire ». « Notre bon vouloir ne saurait manquer d'aller jusqu'à un armistice immédiat en vertu de ce principe que tout sacrifice est superflu pour tous les peuples engagés. » Et Goerdeler, qui ne parlait là ni de l'Autriche, ni des réparations, qui n'avait fait aucune allusion à la défaite toute proche, à l'occupation inévitable de tout le territoire, à la reddition sans condition exigée par les Alliés, continuait par l'exposé d'un vaste programme de reconstruction de l'Etat comportant, après l'épu-

(1) Publié par *La Nef* (juin 1947), d'après *die Gegenwart*, de Fribourg-en-Brisgau, et en appendice à l'ouvrage de Rudolf Pechel.

ration limitée à ceux qui avaient eu l'initiative d'ordres criminels, une aide réciproque entre les Allemands, sans égards aux appartenances politiques antérieures. Il exprimait ses préférences pour un Etat de type fédéral, développait ses conceptions du syndicalisme, assurait le peuple allemand qu'il lui épargnerait une inflation désastreuse. Il parlait du développement nécessaire des colonies de vacances, du programme de reconstruction scolaire, de l'amélioration de l'habillement, etc... Ce long discours, tout imprégné d'une idéologie fumeuse, où revenaient sans cesse les mots de Droit, de Morale, de Dieu et de Patrie, avait toutes les allures d'un programme électoral pour une période apaisée. Si Goerdeler pensait ainsi attirer à lui les Allemands, pensait-il aussi duper les Alliés ? Cependant, ce discours fut accepté par Beck et par ceux des conjurés qui l'avaient lu ou entendu. Il faisait partie des préparatifs. Mais après six ans de préparatifs restait-il encore de la place pour l'improvisation ? L'organisation allemande si vantée allait-elle enfin se manifester ?

Il était grand temps d'agir. L'offensive russe se développait. La tête de pont de l'ouest était solide. Le Cotentin était coupé. Cherbourg était menacé. La chute de V1 sur Londres n'entamait pas le moral britannique, n'apportait pas de sérieuses perturbations chez l'ennemi. Mais quand on lancerait le mot d'ordre « Walkyrie », quelques moments difficiles se présenteraient. Il faudrait rassembler les troupes, leur distribuer des munitions, donner des instructions à leurs officiers, assurer leur marche vers les points indiqués. Avant que ceux-ci ne fussent occupés ou cernés, plusieurs heures devraient s'écouler, au cours desquelles toute réaction des S.S. devrait être combattue et rendue vaine. Mais peut-être y aurait-il une alerte aérienne opportune qui paralyserait les initiatives des S.S. ! Il était prévu qu'aussitôt après l'attentat le général Fellgiebel, chef des services de transmissions, assurerait l'isolement complet du Grand Quartier général. La centrale téléphonique reliant ce dernier à l'Allemagne, aux territoires occupés et aux fronts de combat devait sauter. La police, grâce à Helldorff, resterait passive. La garnison de Berlin devrait servir les desseins des conjurés. Le général von Hase, commandant la place, n'était pas explicitement dans le complot, mais on comptait sur son obéissance aux ordres d'Olbricht. Le jeune major Remer, qui à trente-cinq ans commandait le bataillon de la Garde, était un officier de carrière qui avait bravement combattu, avait reçu la Croix de fer avec feuilles de chêne et épées, mais qui n'avait pas milité dans le parti national-socia-

liste. C'était un soldat qui se contentait d'obéir aux ordres reçus. Il obéirait aux ordres de celui qui serait à ses yeux le chef légal, à ceux de Beck dès que celui-ci se serait proclamé successeur de Hitler. Du moins Stauffenberg en était-il persuadé, bien que von Helldorff l'eût averti d'une erreur possible. Rien n'avait été tenté pour mettre à la tête du bataillon de la Garde un officier absolument sûr. Le chef d'état-major de la région de Berlin, le général Rost, était sympathisant, mais le général commandant la région, Kortzfleisch, était un bon nazi. Les troupes de banlieue du moins étaient-elles sûres ? Stauffenberg était convaincu que tous les chefs de corps et les principaux officiers marcheraient si on promettait à chacun d'eux une Croix de fer et si on les menaçait en même temps d'exécution immédiate au moindre refus d'obéissance. Mais qui se fut chargé de cette exécution ? Quant à l'aviation elle était désormais pratiquement inexistante et ne pouvait jouer ni pour ni contre le complot. La population elle-même serait passive. Les événements l'avaient déconcertée. Elle était abrutie par le travail, les fatigues, les bombardements, les difficultés de ravitaillement dues au désordre dans l'économie provoqué par la destruction de nombreux édifices administratifs, par les transferts de populations dans les zones de moindre bombardement et la nécessité de secourir les Allemands qui se repliaient des territoires de l'est. Malgré la propagande de Goebbels, qui n'avait pas perdu toute efficacité, malgré les V1 et les promesses d'armes nouvelles, malgré l'assurance que l'entente entre Russes et Américains était près de se disloquer, elle était en majorité convaincue que la guerre ne pouvait plus être gagnée. Elle ne dresserait pas de barricades pour défendre le régime nazi, mais elle ne considérait ni celui-ci, ni Hitler comme responsable de ce qui était arrivé. Elle accusait la Fatalité, se bornait à constater qu'elle ne voyait pas d'issue au conflit. Un coup d'Etat par en haut la laisserait indifférente. Elle estimerait que c'était peut-être une expérience à tenter. Cependant cette résignation comportait encore un certain optimisme. Une bonne part de l'opinion publique pouvait s'exprimer par cette parole de l'amiral Albrecht à Ulrich von Hassell au début de 1944 : « Quand prendra donc fin cette période de poisse ! » Ça et là quelques éléments populaires étaient cependant passés du mécontentement à une hostilité plus marquée (1). Il y avait davantage d'arrestations (plus de mille par

(1) L'enquête de Gabriel Almond : *The german resistance mouvement* dans Current History (juin et juillet 1946) est une des mieux documentées sur l'état d'esprit populaire.

mois dans l'ensemble du territoire, y compris les travailleurs étrangers qui étaient portés sur les mêmes statistiques). A ces hommes ou à ces femmes on reprochait encore d'avoir écouté la radio ennemie, d'avoir exprimé trop ouvertement des opinions hostiles au régime nazi, d'avoir assisté à de petites réunions où l'on critiquait systématiquement la conduite de la guerre. Les affiches de propagande n'avaient plus le même succès. Certains chantonnaient en public : « Tout passe et tout finit, même Hitler et son parti. » Renseignée par des mouchards, la police découvrait de petites organisations antinazies, dans la Ruhr en particulier. La plupart des personnes arrêtées étaient qualifiées de communistes bien qu'il y eût parmi elles des social-démocrates, des chrétiens, des bourgeois. Quelques exécutions furent annoncées. Il arrivait aussi fréquemment que les personnes arrêtées étaient remises en liberté. On leur demandait alors, sous menace de nouvel emprisonnement, de servir de dénonciateurs, ou bien elles étaient suivies par la police qui espérait ainsi découvrir d'autres « opposants ». Mais l'accroissement de l'hostilité populaire au régime ne prit cependant aucune ampleur. Ce n'était qu'une écume de surface et Goebbels tentait plutôt de ranimer la foi vacillante des nazis que de combattre la petite minorité d'opposants. Il craignait plus les lâches que les traîtres.

Non moins que tout autre, Stauffenberg était convaincu qu'il fallait agir sans délai. Il était nerveux, d'humeur inégale et tyrannique. Il faisait chaud ; ses blessures suppuraient et le faisaient souffrir. Sa forte carrure, ses mutilations, ses médailles avaient toujours impressionné ceux qui l'approchaient. Il semblait avoir vaincu, quelques mois auparavant, un certain complexe d'infériorité physique que ses blessures avaient provoqué en lui, mais il lui arrivait maintenant de manifester une telle nervosité qu'elle inquiétait ses complices. Etait-il vraiment l'homme qui convenait ? Il laissait toujours entendre qu'il n'avait pas pu résister à l'appel qu'il avait entendu alors qu'il gisait aveugle sur son lit d'hôpital : il devait sauver l'armée et la patrie allemandes.

Olbricht avait fait décider que « par mesure de prudence » tous les ordres importants relatifs à l'armée de l'Intérieur seraient soumis oralement au Führer, et ceci donnerait à Stauffenberg de plus fréquentes occasions de se rendre au G.Q.G. Hitler ne quittait plus celui-ci que pour de brefs séjours à Berchtesgaden, tandis que ses services envisageaient déjà le repli du Quartier général de Rastenburg vers Zossen, aux environs de Berlin. Stauffenberg était encore arrêté à son idée de tuer simultanément Hitler, Himmler et Goering. Le 11 juillet, il devait se rendre à Berchtesgaden. Il partit avec la bombe dans sa serviette. Mais ni Goering, ni Himmler n'étaient là. Il ne plaça pas sa bombe.

Cependant, chaque jour la situation sur le front de l'Est s'aggravait. Von Tresckow avait fait connaître à Stauffenberg qu'il fallait s'attendre à une percée des Russes en direction de la Vistule et qu'une fois celle-ci franchie, Berlin pouvait être atteint en dix jours. Chaque heure qui passait rendait de moins en moins justifiable un coup d'Etat. Il fallait agir maintenant ou pas du tout.

Le 15 juillet, Stauffenberg doit se rendre au G.Q.G. La réception chez le Führer est fixée entre midi et une heure. Il a une telle confiance en la réussite de l'attentat ce jour-là qu'il demande de faire alerter dès onze heures du matin les troupes de la banlieue, afin de raccourcir le délai de quelques heures au cours duquel les S.S. pourraient réagir. Il part donc à Rastenburg, tandis qu'une fois de plus les conjurés attendent, nerveux et agités, sans pouvoir se débarrasser de cette méfiance qu'ils doivent à de trop nombreuses déceptions.

Stauffenberg entre dans la salle des conférences avec la bombe dans sa serviette. Il constate que Himmler n'est pas là. L'attitude à prendre en pareil cas n'avait pas été fixée ! Stauffenberg ne prend pas sur lui de décider. Il téléphone au bureau du général Olbricht. C'est von Haeften qui est au bout du fil. Stauffenberg demande s'il doit placer la bombe. Haeften prend sur lui de répondre « oui » et en informe ensuite les généraux Olbricht et Höppner qui attendent à côté. Ceux-ci reprochent avec vigueur à von Haeften, simple lieutenant de réserve, d'avoir décidé sans les consulter. Puis le temps passe, interminable, et finalement Stauffenberg téléphone de nouveau. Il dit que lorsqu'il est rentré dans la salle de conférences, le Führer venait de la quitter. La bombe n'a pu être placée. Cette nouvelle illumine d'un sourire de soulagement le visage d'Olbricht et ceux de quelques autres, qui ne craignaient rien tant que de devoir passer immédiatement à l'action. Olbricht avait auparavant pris la précaution de rappeler qu'il n'était dans la conspiration qu'un simple collaborateur technique. L'optimisme catégorique de Stauffenberg avait cependant déclenché à onze heures l'état de préalerte. Une certaine agitation s'était développée au ministère de la Guerre. Fromm et Keitel l'avaient su et Olbricht avait expliqué assez malaisément qu'il s'agissait d'un exercice.

Cependant une nouvelle occasion a été manquée, et la con-

fiance dans l'esprit de décision de Stauffenberg a été ébranlée. Certains contestent même qu'il soit tellement souhaitable de se défaire de Himmler, alors que sa police serait seule en mesure d'empêcher une action brutale des douze millions d'étrangers séjournant en Allemagne. Désespérant une fois de plus de réussir un attentat, que ce soit par la faute des hommes ou par l'intervention de la Providence, on en revient autour du général Beck à l'idée d'un coup d'Etat partant de l'ouest. Le 15 juillet, les Russes ont lancé une nouvelle et puissante offensive en direction de Lemberg et les positions allemandes ont été bousculées. Von Kluge ne va-t-il pas cette fois se résoudre à passer à l'action ? Rommel ne va-t-il pas revenir sur sa décision de rester dans l'expectative ? Mais Beck s'oppose à ce changement de programme. Stauffenberg lui a donné sa parole qu'à son premier voyage au Quartier général du Führer, quoiqu'il arrive, il placera son explosif. Beck estime qu'il vaut mieux un putsch à demi-réussi, avec Hitler dans l'autre monde, qu'un putsch réussi à l'ouest et à Berlin avec Hitler vivant de l'autre côté. Ce serait d'ailleurs provoquer des troubles, peut-être la guerre civile. Il s'oppose donc à une intervention personnelle que le colonel Hansen se proposait de faire auprès de von Kluge. Quelqu'un a-t-il d'ailleurs encore confiance en von Kluge ? Quant à Rommel, le voici hors de jeu. Le 17 juillet, au cours d'une attaque en piqué de l'aviation américaine sur Livarot, dans le Calvados, il a été gravement blessé au crâne et il a eu le visage labouré par des éclats de bombe. Il est hospitalisé aux environs de Paris.

Cependant, ce même 17 juillet, la situation des conjurés s'aggravait soudainement. En qualité de Standartenführer S.S., de chef de l'administration de la police criminelle et de haut personnage de la police politique, Nebe déjeunait chaque jour avec Kaltenbrunner et Müller, le féroce administrateur de la Gestapo. Le 17 juillet, à midi, Müller annonça qu'un mandat d'arrêt allait être lancé contre Goerdeler. Un vieux colonel, arrêté comme suspect, avait déclaré après quelques tortures que l'on citait souvent le nom de Goerdeler comme celui du successeur éventuel de Hitler. Kaltenbrunner n'avait pas voulu signer l'ordre préparé par Müller avant d'en référer à Himmler du fait de la personnalité de Goerdeler.

Ainsi, que les comploteurs continuassent à remettre toujours à plus tard l'exécution du putsch et non seulement Leber ne serait pas libéré, mais tous seraient bientôt dans les geôles et sous les engins de torture de la Gestapo. En agissant sans délai, c'était leur propre vie qu'ils défendaient. Par ailleurs,

Erwin Planck avait déclaré tenir de bonne source que Hitler envisageait, dans le cas d'une avance rapide des Anglo-Américains de lâcher le front est pour tenir à l'ouest, parce qu'il préférait abandonner l'Europe au bolchevisme et au chaos qu'aux hypocrites démocraties de l'ouest. Il envisageait même, disait-on, de demander à von der Schulenburg de se faire parachuter dans les lignes russes pour négocier avec les Russes.

Le 19 juillet, une dernière réunion eut lieu chez le professeur Jessen, qui venait d'être blessé dans un accident d'automobile. Stauffenberg devait retourner le lendemain à Rastenburg. Il ne pouvait plus être question d'un nouveau recul. On discuta encore une fois sans rien apporter de nouveau. Il n'y avait plus que quelques heures à attendre.

Chapitre IX

LA JOURNEE DU 20 JUILLET 1944

Le Grand Quartier général, baptisé : Wolfschanze, le « repaire du loup », se trouvait à dix kilomètres de Rastenburg, petite ville de Prusse orientale non loin de Barstein, au nord des lacs mazuriques, dans une plaine vallonnée couverte de forêts de pins, de hêtres et de chênes, avec de nombreux lacs aux eaux noires. Hitler s'y était fixé au début de 1943, après Stalingrad. Le G.Q.G. occupait environ huit kilomètres carrés de forêts et comprenait trois zones auxquelles on accédait par une route unique. La première zone entourait les deux autres. Elle était réservée aux baraquements des ouvriers de l'organisation Todt et à la garde du camp retranché, formée en principe par des S.S. appartenant à tour de rôle aux divisions Hitler, Gross Deutschland et Das Reich. Elle comportait un terrain d'atterrissage et une petite gare où trois locomotives se trouvaient toujours sous pression. Il fallait faire deux kilomètres pour arriver aux zones intérieures et hors de la route la forêt était minée partout. La deuxième zone comprenait les casernements, blockhaus et casemates réservés aux officiers de l'O.K.W. et aux services de propagande. C'était là que résidait Keitel. Il y avait un mess, des cinémas, des locaux réservés aux documents d'état-major, archives, cartes, etc... Le Führer habitait la troisième zone, entourée de deux rangées de barbelés séparés par une bande de terre minée. Le barbelé intérieur était parcouru par un courant électrique à haute tension. Tous les trente mètres se tenaient des sentinelles, à l'extérieur et à l'intérieur. L'unique accès à cette zone était particulièrement surveillé et contrôlé. Hitler habitait au milieu de la zone une petite maison bétonnée rectangulaire, à un seul étage et avec de petites fenêtres. D'autres abris étaient réservés aux officiers de l'état-major particulier du Führer. Tous les murs extérieurs étaient peints en vert, les toits étaient couverts de filets et de mousse simulant exactement le sol même de la forêt. Au centre de l'abri du Führer se trouvait une assez vaste salle réservée aux conférences d'état-major. Ses murs blancs étaient couverts de cartes. Il n'y avait comme mobilier qu'une grande table massive et des chaises. A gauche de cette

salle se trouvaient de petits salons où Hitler recevait les chefs d'Etat, les chefs militaires ou ministres étrangers et les officiers à qui il remettait personnellement des décorations. A droite, on avait accès aux appartements privés du Führer, où n'entraient que les quelques personnes de son entourage avec qui il s'entretenait durant la nuit. Rompant avec ses habitudes assez « artistes » d'avant-guerre, Hitler s'imposait un emploi du temps très strict. Rarement couché avant l'aube, il se faisait réveiller vers dix heures, s'occupait de ses affaires privées et à midi recevait les communications de ses subordonnés militaires.

Un visiteur ne pouvait accéder à la zone centrale qu'après avoir franchi les barrages de barbelés entourant successivement les trois zones, et avoir montré à chacun d'eux une autorisation spéciale, différente pour les trois zones, strictement personnelle et valable une journée seulement. La sortie imposait des formalités similaires. Le 20 juillet 1944 (1), peu avant midi, le colonel comte Klaus von Stauffenberg franchit les barrages et se disposa à se rendre dans la salle habituelle des conférences. Il fut surpris d'apprendre que ce jour-là les entretiens auraient lieu dans une baraque en bois, à base de pierre, confortable d'ailleurs et bien aérée, mais dont les parois n'offriraient qu'une faible résistance au souffle d'une explosion. C'était une chaude journée de juillet, orageuse, et cette chaleur déjà étouffante était vraisemblablement la cause du déplacement du lieu du rapport quotidien. La radio n'annonçait d'ailleurs aucune incursion profonde d'avions ennemis au-dessus du territoire du Reich.

La conférence avait débuté à midi trente exactement. Le général Heusinger avait commencé son rapport à propos de la situation sur le front est quand, avec quelques minutes de retard, le général Keitel entra dans la pièce accompagné de quelques officiers, parmi lesquels von Stauffenberg. Ce dernier n'avait encore assisté qu'à un petit nombre d'entretiens en présence du Führer. Celui-ci ne le reconnut pas. Keitel le présenta et le pria de se placer non loin de Hitler. Ni Goering, ni Himmler n'étaient présents. Goering était de moins en moins souvent consulté. Il quittait peu son Quartier général situé à une cinquantaine de kilomètres de celui du Führer. Il s'était fait représenter à la conférence par le général Bodénschatz, de son Etat-Major.

(1) Le récit des événements au G.Q.G. du Führer est tiré des ouvrages de Gisevius, Schlabrendorff, W.-A. Dulles, des dépositions de Nuremberg et de nombreux articles.

L'exposé des rapports reprend. Hitler est au bout de la table. On consulte les cartes. Sauf les sténographes tout le monde est debout. Stauffenberg a posé sa serviette sous la table, non loin du Führer. Mais on l'appelle au téléphone. C'est Werner von Haeften, qui l'a accompagné en qualité de lieutenant d'état-major, qui a provoqué cette occasion de sortie. Stauffenberg se penche sur sa serviette, semble y chercher un document, appuie sur le détonateur et quitte la salle. Suivi par von Haeften, il se dirige à grands pas vers son automobile, à une centaine de mètres. Il l'a déjà atteinte quand une violente explosion retentit. Des corps ont été projetés par la fenêtre de la baraque, des flammes ont jailli, des cris de souffrance s'élèvent. La bombe avait la puissance d'un obus de 150 mm. Le toit s'est effondré. Stauffenberg est convaincu qu'il n'y a pas de survivants. Il a pu voir des brancardiers se précipiter. On transporte des corps. Il croit voir celui du Führer. Ce ne peut être qu'un cadavre. L'automobile roule maintenant rapidement vers la sortie. On trouve bizarre aux barrages, où l'explosion a été entendue, la précipitation du colonel comte Stauffenberg. Celui-ci argue d'une mission d'extrême urgence. Ses décorations, ses mutilations empêchent les soupçons de se développer. Il arrive à l'aérodrome, téléphone en langage convenu au ministère de la Guerre. Il informe le général Olbricht que la bombe a éclaté, que Hitler est sûrement mort, que le mouvement doit être lancé avec le mot d'ordre prévu. Puis il prend avec von Haeften l'avion pour Berlin.

Cependant Hitler vit. Un officier a-t-il déplacé la serviette qui le gênait ? Est-ce le pied de la table ou le plateau massif qui l'ont protégé ? Le Führer s'est-il déplacé aussitôt après le départ de Stauffenberg ? Il n'est que légèrement blessé au bras droit et à la main droite, il a quelques brûlures à la tête et au visage, il a été quelque peu assommé par la déflagration, ses vêtements sont en lambeaux. Mais il vit. Il n'y aurait pas eu de survivants si l'explosion avait eu lieu dans l'abri bétonné. Le secrétaire et sosie du Führer, Berger, le colonel Brandt, le général Korten, chef d'état-major de la Luftwaffe, ont été mortellement blessés. Le général Schmundt, aide de camp du Führer, a eu une jambe arrachée et mourra peu après. Il avait su qu'un attentat était projeté, sans en connaître la date, et n'avait rien dit à son chef. Les généraux Jodl, Buhle, Bodenschatz, Heusinger, Scherff, le lieutenant-colonel Bermann, les amiraux Voss et von Puttkammer, le capitaine de marine Assmann ont été moins gravement blessés. Le Führer est tombé dans les bras du fidèle Keitel. Il a été

transporté dans son appartement, pansé, soigné. Il sera en mesure de revêtir bientôt un nouvel uniforme, car il va recevoir Mussolini qui est attendu dans l'après-midi. Il ne se décidera à rendre publique la nouvelle de l'attentat que lorsqu'il apprendra l'existence d'une vaste conjuration dans la capitale, à travers l'Allemagne et dans les territoires occupés.

A Berlin, dans l'immeuble de la Bendlerstrasse (1), où siège le ministère de la Guerre et le Haut Commandement de l'armée, le général Olbricht attendait le coup de téléphone du comte von Stauffenberg. Beck était déjà là. Peu après une heure, la sonnerie du téléphone retentit. C'est la communication attendue. Stauffenberg annonce que Hitler est mort. Le général Fellgiebel téléphone à son tour. Il confirme que l'explosion a eu lieu et demande le mot d'ordre. Olbricht lui dit que tout doit désormais se passer comme prévu, puis il se rend dans le bureau du général Fromm et il annonce à son chef qu'un attentat a eu lieu contre Hitler, que celui-ci est mort, qu'il faut mettre immédiatement en application le plan prévu pour le cas de troubles et décréter l'état d'exception. Mais Fromm demande : « D'où tenez-vous la nouvelle ? — De Fellgiebel », répond Olbricht. Fromm se refuse à décréter l'état de siège sur la simple déclaration d'un général. Il décroche le téléphone et appelle le G.Q.G. On répond. Donc la centrale des transmissions du G.Q.G. fonctionne encore. Fellgiebel ne l'a pas fait sauter. Et c'est Keitel lui-même qui est à l'appareil ! Fromm lui dit que des bruits circulent à Berlin selon lesquels le Führer aurait été victime d'un attentat.

« Exact, répond Keitel, mais c'est un attentat manqué. Hitler est bien vivant. Il est seulement très légèrement blessé. » Keitel demande à Fromm où se trouve Stauffenberg. « Pas encore rentré », dit Fromm.

L'hypothèse d'une bombe jetée par une fenêtre ayant été exclue, celle d'une bombe placée sous le plancher avait dû l'être également. Le plancher avait été écrasé et non projeté. Le départ précipité de Stauffenberg le désignait comme le coupable.

Olbricht propose alors à Beck d'appeler le comte Helldorff, suivant le plan prévu. Celui-ci attend avec impatience à la Préfecture de police. Il a eu la visite d'un officier supérieur venu de l'Etat-Major d'Olbricht pour prendre connaissance des rôles respectifs de l'armée et de la police dans l'occupation de

(1) A la documentation déjà citée s'ajoute le témoignage du pasteur Gerstenmaier (*Bulletin hebdomadaire de documentation* du 19 juillet 1945), pour les événements au ministère de la Guerre.

Berlin en vue d'empêcher la réaction des S.S. Cette démarche tardive le consterne. Et le plan de Berlin que cet officier lui a présenté pour discuter des opérations était une vieille carte de 1942, alors qu'en deux ans les bombardements avaient détruit un grand nombre d'édifices publics, que des évacuations de services avaient eu lieu. Rien non plus n'avait été fait à sa connaissance pour connaître les effectifs S.S. du moment et leur répartition dans la capitale. Aucun code n'avait été prévu, aucun moyen de transmission spécial n'avait été envisagé pour assurer la liaison entre les conjurés dans Berlin même. Ils ne disposaient même pas d'automobiles et la plupart devaient prendre le métro ou l'autobus pour aller aux informations ou donner des instructions.

Mais Beck a été troublé par la réponse de Keitel. Il demande à Olbricht, qui a convoqué Helldorff pour lui donner l'ordre de suspendre l'action de la police, de le prévenir honnêtement qu'il subsiste un doute sur la mort du Führer. Olbricht s'emporte : « Keitel ment, Keitel ment ! » De telles instructions laissant une part au doute et à la circonspection ne convenaient guère à l'exécution d'un putsch. Le cas d'un attentat d'où Hitler sortirait indemne ou simplement blessé n'avait pas été envisagé. La fameuse « organisation allemande » se révélait singulièrement défectueuse. Il était cependant possible d'agir comme si Hitler était mort, sans laisser aux S.S. le temps de réagir. Ou alors il fallait renoncer, en détruisant toutes traces de collusion avec von Stauffenberg, qui déciderait lui-même de son sort. Au lieu d'opter sur-le-champ pour l'une ou l'autre des solutions, on décida d'attendre le retour de Stauffenberg. Celui-ci atterrit à l'aérodrome de Rangsdorf et n'arriva à la Bendlerstrasse qu'après quatre heures. Il assura de nouveau que Hitler était mort, qu'il avait vu transporter son corps, qu'il ne pouvait pas y avoir de survivants, que l'explosion avait eu la violence de celle d'un obus de 150, que Keitel mentait. Il ne pouvait rien dire de plus. Il était étonné qu'on ait attendu son retour pour déclencher le mécanisme du putsch, qu'on ait perdu trois heures alors qu'il était prévu que tout devait être fait pour écourter la période dangereuse donnant aux S.S. la possibilité d'intervenir. Il ne fallait pas attendre que la radio eut annoncé la nouvelle d'un attentat manqué. Beck décide alors d'agir comme si Hitler était mort et sur son insistance Olbricht demande à son état-major de lancer par tout les ordres instaurant l'état d'exception et devant mettre en mouvement l'opération Walkyrie. La centrale du ministère, avec ses huit cents lignes télégraphiques et téléphoniques, fonc-

tionne avec son automatisme habituel. Les ordres sont transmis sans être compris.

Olbricht veut alors en informer Fromm. Il n'ose pas y aller seul. Il demande à Beck de l'accompagner. Mais le futur chef de l'Etat refuse de compromettre son autorité dans une démarche qui risque de comporter des embûches. Stauffenberg accompagne Olbricht et confirme à Fromm la mort du Führer. Il déclare que c'est lui qui a placé la bombe. Olbricht informe son supérieur que l'ordre d'application des mesures Walkyrie a été lancé. « Qui a donné l'ordre ? crie Fromm rageur. — Mon chef d'état-major, le colonel Merz von Quirnheim », répond Olbricht.

Fromm fait venir le colonel, qui confirme. « Je vous arrête », lui dit Fromm et il déclare à Stauffenberg que l'attentat a échoué, qu'il n'a plus qu'à se suicider. Olbricht réplique à Fromm que c'est lui qui est désormais arrêté. Il y a un moment de confusion, quelques bousculades et Fromm est enfermé dans une pièce voisine. Olbricht désigne Höppner pour remplacer Fromm. Mais Höppner (qui avait apporté son uniforme dans une valise) est déjà sceptique. Il demande un ordre écrit.

Les ordres sont lancés. La situation est-elle plus claire ? L'action va-t-elle s'accélérer ? Non, car les discussions continuent, et comme le doute assaille tous les esprits, comme la volonté fait défaut à tous, chacun essaie encore d'écarter de lui les responsabilités. Peu à peu d'autres conjurés arrivent dans l'immeuble du ministère, en particulier York von Wartenburg, von Kleist, Georg von Oppen, Ludwig von Hammerstein (fils du général), et Gisevius, qui a quitté la Préfecture de police où le comte Helldorff se ronge d'impatience et de scepticisme. Beck est en civil, car le coup d'Etat ne doit pas avoir l'allure d'un putsch militaire et aussi parce qu'il attend le feld-maréchal von Witzleben, son supérieur dans l'échelle hiérarchique. Il se retire dans son bureau personnel, déclare ne pas vouloir entrer dans le détail des opérations et tenir à son rôle d'arbitre. C'est à Olbricht, à Höppner, à Stauffenberg, à Witzleben, dont les rôles ont été définis, à agir chacun dans son domaine. Il s'inquiète cependant de savoir quelles consignes ont été données à la garde de l'immeuble, en cas d'attaque de celui-ci par les S.S. Non seulement aucune consigne n'a été donnée, mais c'est la même garde que la veille, et ces soldats nazis regardent avec quelque étonnement l'étrange agitation qui règne depuis quelques heures parmi ces généraux et ces officiers. On n'avait pas prévu la constitution d'une

garde spéciale formée d'éléments sûrs et décidés à résister à un coup de main des S.S. On se contente donc de donner l'ordre de fermer la porte, et ceux des conjurés qui devront sortir ou entrer auront le plus grand mal à le faire.

Une discussion animée s'est ouverte pour savoir s'il faut accéder à la prière de Fromm qui demande à rentrer dans ses appartements du ministère sur parole d'honneur. Olbricht, Höppner, Stauffenberg, sont d'avis de le lui permettre. Beck décide en dernier ressort. Fromm restera dans sa chambre et on lui fera porter des sandwiches.

Cependant quelques ennuis se prolongeaient. Goerdeler devait lancer à la radio un appel au peuple allemand. Mais non seulement on n'en retrouvait pas le texte, mais Goerdeler lui-même, chef du nouveau gouvernement, restait introuvable. On ignorait l'adresse où il pouvait être alerté. Dès qu'il avait été averti de la menace d'arrestation qui pesait sur lui, il avait quitté Berlin, mais sans avertir ses complices, en dépit de l'imminence de l'opération qui devait lui donner le pouvoir. De plus, la radio était toujours aux mains des autorités nazies. Le futur chef des armées, von Witzleben, était non moins introuvable, alors qu'il aurait dû déjà avoir pris le commandement des opérations militaires dans la région de Berlin. Mais rien ne bougeait. La chaleur était accablante. Les Berlinois ne soupçonnaient rien, circulaient dans les rues comme à l'accoutumée. Deux heures après que le comte Helldorff eut prié ses plus hauts subordonnés de rester provisoirement à la disposition des autorités militaires, aucune troupe n'était encore en vue pour cerner ou occuper les points névralgiques. Le général Kortzfleisch, commandant la région de Berlin, s'était refusé à proclamer l'état de siège en déclarant qu'il ne croyait pas à la mort du Führer. Il avait été arrêté et remplacé par le bénéral baron von Thüngen. Un gruppenführer S.S. était venu pour des renseignements à la Bendlerstrasse — non sans soulever quelque émoi — et avait été aussitôt arrêté. Tous deux avaient été enfermés dans la même pièce que Fromm. Le général von Hase, commandant la garnison de Berlin, qui avait comme prévu suivi le mouvement une fois celui-ci déclenché, avait donné des ordres pour préparer la formation de trente groupes de choc destinés à sauter rapidement sur les points importants. Mais rien n'était en cours d'exécution. Une unité blindée, commandée par le major Wolf, devait venir de Krampnitz, pour s'installer devant le Quartier général des S.S., dans la Fehrbellinerstrasse, et le détruire sur-le-champ. Mais Wolf avait hésité. On assura qu'il avait eu la visite de

Gudérian, alerté par Goebbels, et Gudérian lui aurait demandé de ne rien entreprendre avant d'avoir la certitude de la mort du Führer.

Peu après six heures, la radio annonça qu'un attentat avait eu lieu contre Hitler, mais qu'il avait échoué. Le Führer n'avait que de légères contusions. Il avait reçu le Duce et les entretiens se déroulaient avec lui conformément au programme prévu. Hitler parlerait lui-même à la radio dans la soirée.

Cette information jeta un froid. On tenta de se persuader qu'il ne s'agissait que d'un bluff pour permettre au Parti de s'accrocher au pouvoir, de gagner du temps, de laisser aux S.S. le temps de déplacer leurs troupes pour une réaction efficace. Cependant, le général Fellgiebel avait téléphoné au G.Q.G. pour dire que Hitler n'était pas mort. On expliquait ce message en le déclarant expédié sous la contrainte. Que la radio de Berlin ait été occupée, que la centrale téléphonique du G.Q.G. ait sauté, et tous ces contre-temps eussent été évités. L'opération eut pu suivre normalement son cours, à condition que la volonté d'aller jusqu'au bout n'eût pas été contrecarrée par de sérieux obstacles.

Mais tandis qu'à Berlin les ordres lancés par Merz von Quirnheim n'ont eu jusque là pour écho qu'une presque totale passivité, l'extérieur semble vouloir réagir un peu mieux. Peu avant six heures, on téléphone de Paris. C'est Stülpnagel lui-même qui est à l'appareil. Il a pris les dispositions prévues et toutes les troupes sont à sa disposition. Il affirme que l'ordre est assuré et il demande à Beck de prendre un contact personnel avec von Kluge, dont le Quartier général est voisin de Paris. Beck accepte. Stülpnagel lui donne la communication avec le Quartier général du front de l'ouest. Von Kluge vient lui-même à l'appareil. Beck lui dit qu'à Berlin les mesures prévues ont été prises, qu'aucune résistance sérieuse ne s'est manifestée. Il demande à von Kluge de se déclarer nettement en faveur des insurgés, de donner des ordres en conséquence. Mais von Kluge vient d'apprendre que la radio a démenti la mort du Führer. Beck lui dit qu'il ne s'agit plus maintenant de savoir si Hitler est mort ou vivant, mais d'assurer le succès du coup d'Etat. De toutes façons, il n'y a plus réellement de Führer, puisque l'attentat a prouvé que Hitler avait des ennemis décidés. Von Kluge tergiverse, demande des détails sur ce qui se passe à Berlin. Il dit que l'échec presque certain de l'attentat a créé une situation nouvelle, qu'il doit consulter son état-major et qu'il rappellera.

Puis c'est maintenant le front de Courlande qui demande

la communication avec Berlin. Tout le groupe d'armées du Nord est menacé d'encerclement. Beck prend alors une décision, la seule décision militaire qu'il aura prise comme successeur du Führer. Il donne au groupe d'armées du Nord l'ordre de battre en retraite et d'occuper des positions permettant de défendre la Prusse orientale.

Peu avant huit heures du soir, venant en auto de Zossen, von Witzleben arrive à la Bendlerstrasse. Il s'enferme aussitôt dans une pièce avec Beck et Stauffenberg et l'on entend à travers la paroi le bruit d'une violente discussion. Celle-ci se prolonge et tout à coup Witzleben quitte la pièce, puis le ministère en déclarant d'un air furieux qu'il rentre chez lui. Le soir approche et pas un seul des chars prévus n'est apparu au centre de Berlin. Le comte Helldorff crie son impatience au téléphone. Stauffenberg avait pourtant assuré que du côté militaire tout était prêt. D'après lui, dans toutes les unités de la place de Berlin se trouvaient des officiers complices prêts à abattre sur-le-champ ceux qui refuseraient de marcher.

Hors du bataillon de la Garde, qui avait lui-même l'importance d'un régiment, il n'y avait d'ailleurs à Berlin que deux bataillons de « Territoriaux », les pompiers, les élèves et les cadres de différentes écoles militaires. Le major Remer, commandant le bataillon de la Garde, avait reçu tardivement du général Hase l'ordre de procéder à l'arrestation de Goebbels. Quelque peu interloqué, il avait cependant ordonné la mise en mouvement du bataillon. Mais dans chaque unité allemande se trouvait depuis la défaite de Stalingrad un « Führungsoffizier », officier chargé d'assurer la liaison avec le parti nazi, de surveiller l'état politique de l'armée et son moral, d'être à l'affût des trois délits d'opinion les plus fréquents: défaitisme, sabotage du moral, duplicité et esprit de calomnie. Au bataillon de la Garde, cet officier était le lieutenant Hager. Il avait fait la veille une conférence de propagande devant la troupe. Il réussit à convaincre Remer qu'il fallait éviter de s'emballer, attendre des informations précises et non contradictoires. Il était lui-même avant la guerre fonctionnaire au ministère de la Propagande et connaissait Goebbels. Il propose à Remer de lui faire prendre contact au préalable avec ce dernier. Remer y consent. Le bataillon est entré dans les jardins du ministère de la Propagande. Goebbels (1) a déjà téléphoné au G.Q.G. et sait à quoi s'en tenir. Dès que Remer

(1) Goebbels fera lui-même à la radio quelques jours plus tard un « historique » de la conjuration, qui sera amplement reproduit par la presse de l'époque dans les territoires occupés.

lui est présenté, il lui offre de prendre contact personnellement au téléphone avec le Quartier général. Remer prend l'appareil. On lui donne la communication directe avec le Führer. Remer reconnaît la voix du Führer, car peu de temps auparavant il avait été décoré par Hitler lui-même. Toute hésitation dès lors est bannie. Le chef auquel Remer doit obéir, c'est Hitler. Le Führer lui donne alors tout pouvoir pour réprimer l'insurrection. Remer donnera des ordres au nom du Führer. Dès lors il a commandement sur les généraux et cette promotion le grise un peu. Il va au devant des unités qui se sont tardivement mises en mouvement vers le centre de la capitale et il ordonne à leurs chefs, au nom du Führer, de faire demi-tour. Devant la stagnation des événements, le général von Hase avait voulu prendre directement contact avec Remer. Il avait appris que celui-ci était chez Goebbels. Il s'y rendit et apprit de la bouche même de Goebbels que Remer avait reçu des ordres directs du Führer, qu'il les exécutait. Effectivement le bataillon de la Garde, après avoir entendu une harangue de Goebbels, s'était dirigé vers la Bendlerstrasse.

Quand, après huit heures du soir, le général Olbricht vit enfin apparaître quelques troupes, il crut tout sauvé, que le putsch démarrait enfin. Mais vite il fut détrompé. Le bataillon se borna d'ailleurs à cerner l'immeuble. Remer n'intervint pas personnellement et pas un seul des officiers ou des généraux présents n'essaya de prendre contact avec lui, ne songea à l'arrêter en lui nommant un successeur, ou à le convaincre de la nécessité nationale de faire réussir le cou[illegible]at. Vers dix heures du soir, le bataillon fut relevé par des troupes de S.S. et aussitôt le rythme des événements s'accéléra.

La plus grande confusion régnait dans la troupe des conjurés, car rien n'avait été prévu pour la défense de l'immeuble qu'ils occupaient. Ils avaient jusque là profité d'une relative tranquillité, due à ce que les S.S. étaient alors moins nombreux dans la capitale que les conjurés ne l'avaient estimé, et qu'ils n'avaient manifesté aucune combativité. Parmi les deux ou trois douzaines d'officiers présents, il s'en trouvait un bon nombre qui ne s'étaient déclarés qu'à demi-convaincus en faveur du complot. Mais les hésitations des chefs du mouvement, leurs disputes, les informations de la radio, l'apparition du bataillon de la Garde, avaient provoqué en eux une inquiétude croissante. L'arrivée des S.S. les décida à changer de front assez tôt pour tenter de sauver leur vie. Peu avant vingt-deux heures, von Haeften avait demandé à un commandant de faire préparer des pièces pour enfermer des officiers suspects. In-

trigué, le commandant en avait averti le lieutenant-colonel Bodo von der Heyden, qui était le plus en vue des officiers visés. Bodo von der Heyden et quelques autres officiers vinrent demander des explications et la confusion cessa bientôt par l'arrivée des premiers S.S. dans l'immeuble. Le pistolet à la main, von der Heyden se précipita dans la pièce où se tenait Stauffenberg en criant « Trahison, trahison » ; puis il tira une balle sur Stauffenberg. Atteint dans le dos, celui-ci tomba, réussit à se relever et à passer, en laissant une trace sanglante, dans la pièce où se tenait Beck, entouré d'officiers qui lui restaient fidèles. Von der Heyden et ses amis libérèrent ensuite Fromm. Celui-ci déclara aussitôt reprendre son commandement. Il consulta quelques officiers, qui se trouvèrent aussitôt d'accord avec lui pour estimer que les conjurés avaient mérité la mort. Il tira son pistolet et se rendit dans la pièce occupée par Beck et ses amis, qui était d'ailleurs son propre bureau. Il y avait là en particulier, outre Beck, les généraux Olbricht et Höppner, le comte von Stauffenberg, le colonel Merz von Quirnheim, le lieutenant Werner von Haeften. Fromm leur déclara qu'ils étaient coupables de trahison et méritaient la mort. Il les somma de jeter leurs armes. Beck déclara vouloir garder la sienne pour tirer lui-même les conséquences de la situation.

« Alors, tout de suite », dit Fromm.

Beck voulut discuter.

« Ce n'est pas le moment », répliqua Fromm. Beck se plaça devant un fauteuil et se tira une balle dans la tête. Mais il ne réussit qu'à se blesser la partie supérieure du crâne. Ensanglanté, il s'effondra dans le fauteuil et laissa tomber le pistolet.

Les autres n'avaient pas d'armes ! Fromm leur déclara qu'il leur laissait un moment pour écrire une dernière lettre. Ils s'installèrent autour de la table ronde du bureau. Cinq minutes plus tard, Fromm réapparut. Il leur dit qu'il avait réuni un tribunal au nom du Führer, qu'Olbricht, Merz von Quirnheim, von Stauffenberg et von Haeften étaient condamnés à mort. Il donna l'ordre à un lieutenant de les faire descendre dans la cour et d'exécuter immédiatement la sentence. Puis il se tourna vers Beck : « Comment vous sentez-vous ? »

Beck demanda un pistolet. On le lui donna.

« Je vous en prie, dit Fromm, prenez votre temps ! » Il fit emmener Höppner et s'éloigna lui-même. Beck tira, mais n'arriva pas à se tuer. Un peu plus tard, Fromm fit mettre fin à

son agonie. Dans la cour, quatre salves abattirent les quatre condamnés.

« Vive l'Allemagne éternelle ! », avait crié Stauffenberg avant de mourir.

« Unser Führer Adolf Hitler, Sieg ! Heil ! » crièrent le général Kortzfleisch et les S.S. qui l'entouraient, quand les salves eurent pris fin. Fromm avait offert à Höppner de le laisser se suicider. Höppner refusa en déclarant que sa responsabilité n'était pas aussi grande que celle des autres, et qu'il n'était pas assez bête pour se juger lui-même.

Au cours de l'après-midi, d'autres conjurés étaient encore arrivés au ministère de la Guerre. Ils avaient attendu un peu à l'écart l'issue de l'entreprise. Il y avait parmi eux von der Schulenburg, von Schwanenfeld, Berthold von Stauffenberg, frère de Klaus, le lieutenant-colonel von Bernardis, le pasteur Gerstenmaier. Le comte von Bismarck avait fait une apparition avant de rejoindre Potsdam, où il avait la direction de l'administration civile. Gisevius avait quitté opportunément le ministère avant qu'il ne fût cerné. Quand il fut évident que le putsch avait échoué, York von Wartenburg brûla les papiers compromettants. Toute fuite était devenue impossible. Aucun des conjurés ne tenta de résister aux S.S. qui approchaient. Ils furent rassemblés dans la cour et s'attendirent à une exécution immédiate. Mais la Gestapo fut d'un autre avis. Elle escomptait des tortures qui leur seraient infligées des révélations sur l'ampleur du complot. Ils furent emmenés dans la prison de la Sûreté générale du Reich. Le pasteur Gerstenmaier, seul civil, fut séparé d'eux.

Les corps de Beck, d'Olbricht, de von Stauffenberg, de Merz von Quirnheim et de Werner von Haeften furent emmenés dans un camion jusqu'à un cimetière voisin, dont il fallut réveiller le portier. On creusa un trou à la lueur des lanternes. A l'aube, des S.S. revinrent chercher les corps pour les photographier et les brûler.

Quelque temps après minuit, la musique de la radio s'arrêta, et Fritzsche, chef de la propagande, annonça que le Führer allait parler. C'était effectivement la voix de Hitler :

« Une fois de plus un attentat a été projeté et exécuté contre moi. Si je vous parle aujourd'hui, je le fais pour deux raisons : d'abord pour que vous entendiez ma voix et que vous sachiez que je suis moi-même indemne et en bonne santé, et en second lieu pour que vous appreniez des détails sur un attentat qui n'a pas de précédent dans l'histoire de l'Allemagne. Une cli-

que minuscule d'officiers ambitieux, sans conscience et d'une criminelle bêtise, a tramé un complot pour me faire disparaître et exterminer avec moi l'Etat-Major de l'armée allemande. La bombe, qui a été posée par le colonel von Stauffenberg, a éclaté à deux mètres à ma droite. Elle a très grièvement blessé un certain nombre de mes collaborateurs les plus chers. L'un d'eux est mort. Mais je n'ai reçu aucune blessure, rien que de très légères égratignures, ecchymoses et brûlures. Je considère ce fait comme la confirmation de la mission qui m'a été confiée par la Providence. » Il poursuivait :

« J'ordonne en ce moment ce qui suit : aucun officier ou civil ne doit accepter un ordre quelconque qui proviendrait de ces conspirateurs. Aucune organisation militaire, aucun commandant de troupes, aucun soldat ne doivent obéir à un ordre quelconque provenant des usurpateurs, mais ils sont au contraire tenus d'arrêter immédiatement ceux qui donneraient ou transmettraient de tels ordres. »

Le Führer annonçait enfin qu'il avait nommé Himmler commandant de l'armée intérieure et qu'il avait appelé à la direction de l'Etat-Major le général Gudérian, pour remplacer le chef actuellement malade, général Zeitzler.

« En ce qui me concerne, concluait-il, je ne remercie pas la Providence et mon Créateur de m'avoir gardé la vie, mais je les remercie de m'avoir donné la possibilité de pouvoir supporter tous ces soucis et de poursuivre ma tâche selon ma conscience. »

Puis il y eut une allocution de Goering, une autre de l'amiral Doenitz, le tout entrecoupé de marches militaires, et l'émission se termina par le Horst Wessel Lied.

La province était restée calme. Une demi-heure après l'expédition des ordres transmis par les services d'Olbricht, les appels téléphoniques s'étaient succédé sans interruption au ministère de la Guerre pour obtenir des suppléments d'information ou de simples confirmations. Et la réponse était invariable : Hitler était mort, l'armée avait pris le pouvoir, tout se déroulait normalement. Mais dans la presque totalité des Quartiers généraux on ne se pressa pas de passer à l'exécution. On attendit de la radio de plus amples informations. On ne concevait pas que l'armée eût omis de s'emparer de Radio-Berlin. Quand, peu après dix-huit heures, on entendit annoncer qu'un attentat avait échoué, que les entretiens se poursuivaient entre le Führer et le Duce, qu'Hitler lui-même parlerait au cours de la soirée, les appels téléphoniques affluèrent de nouveau à la Bendlerstrasse. Ils s'étonnaient de recevoir directement du Quartier général du Führer l'ordre d'ignorer toutes les instructions qui pourraient provenir du ministère de la Guerre, de réprimer toute tentative de désordre, d'entrer immédiatement en relations avec Himmler, auquel Hitler venait de confier le commandement de l'armée de l'Intérieur, en remplacement du général Fromm (lequel n'était déjà plus rien au moment où il faisait fusiller les principaux conjurés). Il n'y eut donc en province et dans les territoires occupés que très peu d'initiatives conformes aux instructions envoyées par Olbricht. Le gauleiter de Breslau échappa de justesse à l'arrestation ordonnée par le commandant militaire. Quelques incidents eurent lieu çà et là, mais ce fut à Paris seulement que les événements du jour prirent quelque envergure.

C'était peu après quatre heures qu'étaient parvenus la nouvelle de la mort de Hitler et le mot d'ordre « Walkyrie ». Il avait fallu quelque temps pour réunir chez Stülpnagel les principaux conjurés : le colonel Linston, le lieutenant-colonel von Hofacker, le Dr Michel, le Dr Teuchert, le conseiller Bargarsky (1). Après avoir pris un contact téléphonique avec Beck, on discutait encore des moyens pratiques de passer à l'action dans la capitale française quand parvint après six heures la nouvelle fournie par la radio que l'attentat avait échoué. Une nouvelle communication téléphonique avec Berlin confirma la mort du Führer et expliqua l'émission de la radio par un bluff des S.S. Mais peu après von Kluge téléphona pour demander à Stülpnagel et à son chef d'état-major d'aller le voir immédiatement. Stülpnagel se rendit aussitôt au Quartier général de von Kluge, mais en emmenant avec lui le lieutenant-colonel von Hofacker et en laissant son chef d'état-major, le colonel Linston, diriger les opérations contre les S.S. à Paris. Cependant là aussi le caractère contradictoire des informations ralentissait la préparation de l'action, et ce fut seulement vers neuf heures du soir qu'il fût décidé de marcher comme si le complot évoluait normalement. Un régiment, le 14e régiment de sécurité, renforcé par des auto-mitrailleuses, cerna la partie de l'avenue Foch et du boulevard Lannes occupée par les S.S. Un millier de ceux-ci furent enfermés au Cherche-Midi. Le général Brener fit arrêter le chef de la police et des S.S. à Paris, Oberg. Il y eut quelques bagarres, ainsi que dans la rue des Saussaies, mais sans ampleur. Ni la police, ni les S.S. ne réagirent avec vigueur. Les défaites militaires, la réussite du débarquement, les premiers ordres d'évacuation et de repli

(1) L'écrivain Ernst Jünger appartenait à l'Etat-Major de von Stülpnagel, mais n'était pas du complot.

parvenus à Paris, certains désaccords dans leurs rangs, quelques exemples de lâcheté caractérisée, avaient nettement réduit leur combativité. Oberg et un certain nombre de ses subordonnés furent transférés à l'Hôtel Continental, d'autres furent emmenés à la prison de Fresnes. Mais à 21 heures 45, un coup de téléphone de Berlin annonça que tout espoir de réussir le putsch avait disparu. Cependant aucun contre-ordre n'était envoyé. On espérait encore une intervention de von Kluge. Mais celui-ci ne marchait plus puisque le Führer était vivant. Stülpnagel et Hofacker étaient rentrés à Paris. Von Kluge avait rejeté toutes leurs suppliques. Pour tenter de lui forcer la main, Hofacker avait proposé de poursuivre l'opération en faisant fusiller les chefs de S.S. arrêtés. Mais après le discours du Führer, la situation fut absolument nette. On décida de libérer Oberg et les autres détenus. Abetz convoqua Stülpnagel. Celui-ci répondit à ses questions en déclarant qu'il avait agi sur ordres. Seul l'amiral Kranke lui adressa des paroles injurieuses.

La nuit allait s'achever. Au G.Q.G. du Führer, dans la forêt de Rastenburg, Hitler, encore endolori, avait pour une fois écourté sa veillée nocturne. Sans doute avait-il pensé à la bombe du 8 novembre 1939. Il avait voulu ce soir-là simuler une attention spéciale de la Providence à son égard. Plus de quatre ans s'étaient écoulés depuis ! Il y avait eu d'éclatantes victoires, puis la guerre s'était durcie, et la victoire finale n'était pas en vue. Mais la Providence n'avait-elle pas agi cette fois sans qu'il y eût falsification ? Pouvait-il douter désormais qu'il était l'instrument de Dieu ? Après lui, à la radio, Goering et Doenitz avaient fait de la protection de la Providence le thème principal de leurs allocutions. Qui pouvait encore en douter en Allemagne ? Le peuple n'était-il pas solidement derrière lui ? Quelques heures plus tôt, le bras droit bandé, incertain de ses pouvoirs du lendemain, il avait pris le thé avec Mussolini, président fictif d'une République illusoire d'Italie du Nord. Il avait alors entendu (1) avec agacement Ribbentrop et Doenitz se plaindre de la trahison des généraux et les généraux répondre avec une manifeste aigreur, tandis que Graziani tentait de ramener quelque sérénité en racontant des histoires de la guerre en Afrique. Puis quelqu'un avait fait une allusion au 30 juin 1934, où c'étaient les généraux qui l'avaient soutenu contre la gauche, et il était alors

(1) C'est Trevor-Roper qui raconte cette scène. Son ouvrage contient d'intéressants renseignements sur le rôle joué par les médecins personnels du Führer, et notamment par le docteur Morell.

tout à coup entré dans une rage folle, au point qu'on le crut autour de lui soudainement devenu fou et que le Duce ne savait plus où se mettre : « Massacrez-les, massacrez-les tous, avec leurs femmes et leurs enfants ». Il avait hurlé dans le téléphone, injurié Himmler qui n'avait pas encore rendu compte que l'ordre était rétabli à Berlin. « Je commence à me demander, s'était-il écrié, si le peuple allemand est vraiment digne de ce que je veux faire de lui. » Mais il n'avait jamais eu complètement confiance en lui. La Gestapo, les camps et les prisons, les S.S. aux côtés de l'armée, les S.A. dans chaque village, la propagande, ses propres hésitations avant de décréter la mobilisation totale, en étaient la preuve à ses propres yeux. Et pourtant, jamais peuple n'avait marché derrière son chef comme le peuple allemand avait marché derrière son Führer.

Pendant une demi-heure, Hitler avait hurlé, trépigné et soudain, il s'était tu, indifférent à la reprise des conversations et, replié sur lui-même, aux côtés de Mussolini muet, il s'était mis à sucer des pastilles, de ces pastilles doucement empoisonnées que faisait préparer pour lui le docteur Morell.

CHAPITRE X

LA REPRESSION

L'un des conjurés, Otto Jones, conseiller juridique de la Lufthansa, devait quitter Berlin en avion aussitôt après le coup d'Etat et gagner Madrid où, par l'intermédiaire de Sir Samuel Hoare, ambassadeur d'Angleterre, il aurait transmis au général Eisenhower un message de Goerdeler, dans lequel celui-ci se déclarait prêt à envisager, en commun avec les Alliés, les mesures propres à mettre fin rapidement aux hostilités. Mais le Haut Commandement allié n'eut pas été disposé à discuter avec un gouvernement Goerdeler ou tout autre gouvernement allemand. Le coup d'Etat était venu trop tard. L'Allemagne n'échapperait pas à la défaite totale, à la reddition sans conditions.

Si l'attentat de Rastenburg manifestait pour la première fois publiquement l'existence d'une « opposition » susceptible d'avoir une influence sur l'attitude de l'armée et un retentissement sur l'évolution de la guerre, il dévoilait aussi aux dirigeants de l'Etat nazi les possibilités de ces opposants. Il révélait qu'il s'agissait non d'un mouvement profond, mais d'une simple coalition d'individus, de personnalités, de coteries, intéressés surtout à préserver de la destruction ce qu'il restait de maisons et d'usines en Allemagne, à éviter l'annihilation de l'armée, la transformation de la Prusse orientale en champ de bataille, l'occupation totale du territoire, une défaite militaire si complète qu'elle exclurait tout renouvellement du geste qu'Ebert avait fait le 10 décembre 1918 en venant saluer à la Porte de Brandebourg l'armée allemande invaincue. Aucun mouvement populaire, aucune grève générale, aucune campagne de sabotage, aucune ouverture volontaire du Front ne devaient accompagner ce coup d'Etat. En manifestant leurs faiblesses, les conjurés se livraient à leurs ennemis.

Dans les jours qui suivirent, les grands chefs militaires exerçant un commandement à l'extérieur envoyèrent avec plus ou moins de hâte des messages de loyalisme. Celui de von Kluge fut l'un des premiers à parvenir au Grand Quartier général. Dans la plupart des villes et dans les plus importantes usines, des rassemblements furent ordonnés pour affirmer solennellement la loyauté du peuple envers son Führer. Goebbels fit à la radio un récit de l'attentat où il insistait sur le petit nombre, la médiocrité et l'esprit de caste des conjurés, sur la rapidité de la répression qui n'avait pas permis à la sédition de durer plus de six heures, sur l'intervention éclatante de la Providence qui devait bannir définitivement le doute du cœur des Allemands. La propagande développa ces théories. Le Führer annonça qu'à la demande expresse des commandants en chef de l'armée, de la marine et de l'aviation, il avait « accepté » de remplacer dans toutes les forces armées le salut militaire par le salut hitlérien. Mais l'application de cette mesure ne se fit pas sans réticences prolongées. La nomination de Himmler au commandement supérieur de l'armée de l'Intérieur ne fut pas acceptée elle-même sans murmures. L'attentat avait du moins eu pour résultat d'accentuer la distance entre l'armée et les S.S. La campagne déchaînée par le parti contre les aristocrates, les hobereaux, ne pouvait qu'indisposer les nombreux officiers issus de la vieille noblesse. Tous les discours et tous les arguments de la propagande n'empêchèrent pas le malaise de persister.

Les adversaires de l'Allemagne avaient surtout vu dans l'attentat un premier craquement de l'édifice nazi, la première manifestation d'une rupture entre le régime et la population. Tandis qu'en Angleterre et aux Etats-Unis on ne voulait voir dans cet attentat sans support populaire qu'un épisode de la vie intérieure allemande dont il était prudent de ne pas surestimer la portée, la radio de « l'Allemagne libre » à Moscou s'empara de l'événement et l'exploita quotidiennement en encourageant la population et l'armée à se soulever, à refuser d'exécuter les sanctions contre les victimes désignées.

Tout en ordonnant une liquidation rapide et totale des opposants découverts et des simples suspects, Hitler et Himmler voulaient empêcher que la répression prît l'allure d'une vaste épuration publique. A l'extérieur comme à l'intérieur, il fallait encore que les chefs parussent incontestés. Les choses se passèrent donc discrètement et on ne sut jamais le total des arrestations effectuées. Dès le 21 juillet, les opérations de police s'étendirent sur tout le territoire et dans tous les milieux, frappant non seulement les Allemands compromis dans le complot, mais tous les suspects d'opposition au régime. Les documents trouvés à la Bendlerstrasse et dans les Quartiers généraux de province ou des territoires occupés permirent à la Gestapo d'établir rapidement une liste assez complète des conjurés. D'autres documents découverts en septembre au cours d'une

perquisition complétèrent cette liste et très peu de complices de Beck et de Goerdeler échappèrent aux griffes de la Gestapo. Von Witzleben fut arrêté dès le 21 juillet à son domicile, Schacht le lendemain, von Hassell le 28. Très peu tentèrent de fuir ou de se cacher. Une Cour d'honneur militaire, dans laquelle entraient le maréchal von Rundstedt et quelques généraux nazis, fut constituée pour délibérer sur le cas des militaires compromis. Elle se borna à prononcer leur exclusion de l'armée et à les remettre au Tribunal du peuple. Celui-ci se réunit les 7 et 8 août pour juger la première charrette qui comprenait le feld-maréchal von Witzleben, les généraux Höppner, Hase, Stieff, le lieutenant-colonel von Bernardis, le capitaine Klausing, les lieutenants York von Wartenburg, et Albrecht von Hagen. Les juges parurent en robe lie de vin sous la présidence du Dr Roland Freisler. Les débats eurent lieu à huis-clos. Aucun des accusés ne nia ses responsabilités et ne regretta son attitude d'hostilité au régime nazi. Le président Freisler interrompit constamment leurs dépositions en les couvrant d'injures. Il ne tenta nullement de sauver les apparences et de donner l'illusion d'une justice sereine. Un communiqué publié le 8 août donna un compte rendu officiel du procès.

Le lieutenant von Hagen était un subordonné et un complice du major Kuhn qui, après l'attentat, était passé dans les lignes russes. Le major Kuhn, lui-même subordonné du général Stieff, avait eu la garde des explosifs procurés par le colonel von Freytag-Loringhoven ; il les avait cachés dans un tas de bois au milieu d'une forêt en novembre 1943. Stieff les avait ensuite conservés chez lui et c'est von Hagen qui les avait remis de sa part à Stauffenberg. Le capitaine Klausing avait été chargé d'assurer à Stauffenberg la disposition d'une automobile et d'un avion. Une maladie soudaine l'avait empêché de prendre une part active aux opérations du 20 juillet. Les avocats désignés d'office n'assurèrent pas la défense des accusés et se bornèrent à demander qu'ils soient fusillés et non pendus. Les huit accusés furent condamnés à mort pour violation de serment, forfaiture à l'honneur et haute trahison. La presse allemande n'eut aucun scrupule à publier des photographies des accusés devant leurs juges, photographies reproduites par les journaux neutres et ennemis. Le monde entier put voir ainsi, dans une exhibition dégradante voisinant avec le sadisme de l'humiliation, un maréchal allemand, l'un des vainqueurs de la campagne de France, portant des vêtements civils mal ajustés, sans cravate ni bretelle, aux côtés de géné-

raux et d'officiers vêtus de la même façon, tous accusés de haute trahison. Photographes et cinéastes multiplièrent les images de von Witzleben remontant son pantalon à chacun des gestes qu'il faisait au cours de sa défense. La sentence fut exécutée deux heures après la lecture de la condamnation. Les accusés furent pendus lentement, férocement, pour prolonger leur supplice, l'un après l'autre, et, par ordre de Goebbels, toute l'exécution fut filmée. Le film du procès et de la pendaison fut projeté devant la troupe et les écoles militaires. Il n'eut pas le succès attendu. On assura que les élèves d'une école militaire de Berlin tournèrent tous ensemble le dos à l'écran. L'exhibition fut suspendue. Goebbels se proposait de la reprendre après la victoire.

La majorité des artisans du complot contre Hitler se trouvait alors dans la prison de la Prinz-Albrechtstrasse. Il y avait là en particulier l'amiral Canaris, Oster, Thomas, Popitz, von Hassell, le comte von Bismarck, le comte Lehndorff, le pasteur Bonhoffer, Erwin Plank, Joseph Müller, l'avocat Langbehn, le général Fromm lui-même et beaucoup d'autres. Les conversations étaient interdites entre eux en principe, mais en fait étaient possibles à l'occasion de rencontres quotidiennes, au lavabo par exemple. Une partie des gardiens n'appartenait pas aux S.S. et parmi eux se trouvaient un certain nombre de communistes qui rendirent quelques services aux détenus. Ceux-ci étaient soumis à de fréquents et interminables interrogatoires, souvent accompagnés de tortures, de jour et de nuit. Leur nombre décrut rapidement, du fait du transfert de certains d'entre eux dans d'autres prisons, du fait surtout de la succession rapide des charrettes destinées au Tribunal du peuple et à la pendaison. En août, après le groupe von Witzleben, furent pendus notamment le comte Helldorff, Fritz von der Schulenburg, Otto Kiep, von Trott zu Solz. En septembre ce fut le tour de von Hassell, du colonel Hansen, de Lejeune-Jung, de Wirmer, du colonel Schmend, du comte Schwerin von Schwanenfeld, de Leuschner. En octobre furent pendus von Halem, Reichwein, Langbehn, en novembre Friedrich Werner von der Schulenburg, le professeur Jessen, en décembre Julius Leber, en janvier 1945 Theodor Haubach.

Certains avaient échappé à la pendaison par le suicide. Ce fut le cas du général Eduard Wagner, du président de cour baron von Plattenberg, qui s'était jeté par la fenêtre, du colonel baron von Freytag-Loringhoven, de l'ancien secrétaire à la chancellerie Eduard Hamm, de Max Habermann, dirigeant syndicaliste chrétien, qui s'empoisonna pour n'avoir pas à livrer

ceux qui lui avaient donné asile, de Franz Jakob, le leader communiste, qui se pendit dans sa cellule dans la même crainte de ne pouvoir résister aux tortures.

Il y avait eu quelques destins plus singuliers. A Paris (1), les journées du 21 et 22 juillet s'étaient passées sans que rien de saillant n'arrivât pour les insurgés de la veille. La Gestapo et les S.S. n'attendaient rien d'autre que des blâmes. Ils les recevront d'ailleurs pour leur inertie dans la soirée du 20 juillet, et la précarité de leur séjour à Paris depuis le débarquement les rendait circonspects. On commençait à se demander si Hitler était vraiment vivant et si le bluff n'avait pas réussi. Mais le 23 juillet, on annonça la création d'une commission d'enquête qui comprenait le colonel Blumendritt, chef d'Etat-Major de von Kluge, le chef des S.S. de Paris, Oberg, le chef de la police de sûreté pour le reste du territoire français, Knachen, et le colonel Abc. Le colonel Linston fut interrogé. Il fut remis aux mains de la Gestapo. Torturé, malade, il mourut sans parler. Le lieutenant-colonel von Hofacker s'était caché pour mettre sa famille en sûreté. Il fut arrêté néanmoins le 25 juillet. Il se déclara l'unique responsable de la mutinerie du 20 juillet. Le Dr Horst ne fut arrêté que deux mois plus tard parce qu'il était le beau-frère du général Speidel, chef d'état-major de Rommel, et que les autorités voulaient éviter de jeter le nom de celui-ci parmi ceux des conjurés. Speidel ne fut arrêté lui-même qu'en septembre. Mais le général von Stülpnagel, signataire des affiches annonçant à Paris les exécutions d'otages, allait avoir une lamentable fin. Dès le 21 juillet, il avait reçu du général Winter, commandant supérieur des troupes de l'O.K.W., l'invitation à se présenter devant le maréchal Keitel. Il décida de partir en voiture vers midi, accompagné seulement par son chauffeur et son ordonnance. Contrairement à son habitude, il ne donna pas d'ordres pour la durée de son absence. Il se fit conduire sur le champ de bataille de Verdun où il avait combattu lors de la guerre précédente et là il se tira une balle dans la tête. Mais il réussit seulement à se couper le nerf optique et à se rendre aveugle. Il fut transporté à l'hôpital de Verdun, puis en Allemagne, et comparut après des interrogatoires et des tortures devant le Tribunal du peuple. Il fut condamné à mort et exécuté le 30 août. Lors de sa tentative de suicide, les autorités allemandes avaient déclaré que le Militärbefehlshaber en France avait été victime d'un attentat terroriste.

Von Kluge sentait peser sur lui une menace quotidienne.

(1) D'après le récit de von Teuchert, déjà cité.

Tant de fois il avait dit « oui » quand il s'agissait de détruire le régime dont il assumait encore l'une des plus hautes charges militaires, tant de fois il avait au dernier moment refusé de marcher, qu'il se sentait coupable aux yeux de son Führer comme aux yeux de ceux qui mouraient maintenant sans même le dénoncer. Mais il ne pouvait plus douter de son sort. Quelque torturé parlerait un jour et lui-même serait à son tour torturé et pendu. Il tenta encore une fois d'échapper au destin. Il fit parvenir un message au commandement allié pour lui proposer d'ouvrir des négociations en vue d'une cessation des hostilités sur le front de l'ouest. Il proposait de se rendre le 15 août en un point déterminé pour y rencontrer les délégués du commandement adverse. Lui-même s'y rendit en compagnie d'un officier de son état-major. Mais une attaque en piqué de bombardiers britanniques en ce point et en ce moment rendit impossible la rencontre qu'il espérait. Il fut convaincu que les Alliés ne voulaient pas traiter avec lui. Son initiative fut portée à la connaissance du Quartier général et von Kluge fut prié de se rendre auprès de celui-ci. Il quitta le 18 août son poste de commandement en direction de l'aérodrome de Metz. On le retrouva effondré sur le siège arrière de la voiture. Il s'était empoisonné. Il laissait une lettre au Führer dans laquelle il disait : « En cette dernière heure de ma vie, je peux seulement vous donner un bon conseil : faites la paix. » Le Führer annonça que von Kluge était mort d'une congestion cérébrale et il désigna pour le remplacer le maréchal Model. Le 31 août, lors d'une conférence militaire à l'occasion de la désignation du général Westphal et du général Krebs pour la direction de l'état-major du front de l'ouest, il dit aux généraux et officiers présents (1) : « Ce fut pour moi la plus amère désillusion et peut-être le pire jour de ma vie. J'avais confiance en von Kluge et je l'estimais beaucoup. Deux fois je lui avais personnellement donné de l'avancement et je lui avais décerné les plus hautes distinctions militaires. J'avais grandement augmenté sa solde. Je ne puis comprendre comment il a été impliqué dans ce complot. »

Sur le front de l'est, le général von Tresckow n'avait pas tardé à tirer les conclusions de l'échec de la conspiration. Il ne doutait pas qu'on enquêterait aussi de ce côté. Dès le matin du 21 juillet, après que le discours du Führer eut balayé toutes les incertitudes, il prit congé de von Schlabrendorff qui voulait le dissuader de désespérer. Il se rendit à l'état-major de

(1) D'après les *Comptes rendus sténographiques des entretiens de Hitler avec l'Etat-Major*. (*Le Monde*, 11 avril 1947.)

la 28e division, prétexta une mission vers l'avant et s'approcha des lignes russes. Dans le no man's land, il simula avec deux pistolets un échange de coups de feu et se fit sauter la tête avec une grenade. Il fut considéré comme tué à l'ennemi et Schlabrendorff reçut la mission de ramener son corps dans le caveau de famille. Mais l'enquête ayant révélé sa compromission, la Gestapo fit ouvrir le caveau et en sortir le corps, qui fut emmené au camp de Sachsenhausen et brûlé en présence de Schlabrendorff. La Gestapo perquisitionna dans les appartements de von Tresckow et tout ce qui lui appartenait fut emmené et détruit, y compris les vêtements, en dépit des suppliques de son épouse. Schlabrendorff avait été lui-même arrêté le 17 août par un officier d'état-major et interné également à la prison de la Prinz-Albrechtstrasse.

Il y avait trouvé le général Fromm. Celui-ci avait été arrêté peu après l'attentat pour avoir manqué d'énergie dans la répression de la tentative du putsch. Il fut longtemps torturé, condamné à mort pour lâcheté à la fin de février 1945 et exécuté le 19 mars à la prison de Brandebourg.

Helmuth von Moltke eut été libéré sans l'attentat du 20 juillet. Il était interné avec beaucoup d'autres dans la prison de Tegel. Le chapelain luthérien de la prison, Dr Poelchau, était lui-même l'un des rares conjurés qui avaient échappé à la Gestapo. Il maintint la liaison entre von Moltke et sa femme durant toute sa détention. Après que fut prononcée la sentence de mort, le chapelain procura à l'épouse de von Moltke la possibilité de voir son mari à la prison. Ils reçurent ensemble la communion. Von Moltke fut exécuté le 23 janvier 1945. Le Dr Poelchau l'assista dans ses derniers moments, comme il le faisait pour tous les autres suppliciés.

Objet d'un ordre d'arrestation dès le 17 juillet, Goerdeler s'était caché dès le lendemain, mais le 21 il était découvert et arrêté. Il réussissait à s'échapper et se réfugiait à Berlin chez un ami, le Dr Elsas. Au début d'août, la radio et la presse allemandes annoncèrent qu'une prime d'un million de marks était offerte à qui permettrait de capturer Goerdeler mort ou vif. Le sentiment qu'il allait être découvert et le désir d'éviter des risques à ses amis l'incitèrent à quitter Berlin. Le 11 août il gagna la Prusse orientale, mais peu de temps après il fut reconnu dans un restaurant peu fréquenté du petit village de Konradswalde par une vieille fille de quarante-quatre ans qui avait travaillé autrefois près de sa maison de campagne. Elle déclara plus tard l'avoir dénoncé parce qu'elle croyait que Hitler disait toujours la vérité et que Goerdeler devait être un

grand criminel. Elle n'était pas inscrite au parti et les enquêteurs alliés trouvèrent chez elle le million de marks intact. Goerdeler avait été aussitôt arrêté. L'échec de l'attentat, la vie clandestine qu'il avait dû mener, avaient aggravé encore sa fatigue et sa dépression nerveuse. Il n'avait pas su mourir à temps. Il fut déclaré qu'il n'avait pu résister aux tortures et que la Gestapo lui avait arraché des renseignements, en particulier au sujet de l'endroit où était caché le journal de l'amiral Canaris et l'ensemble des projets de paix depuis 1940. Ces documents avaient permis l'arrestation d'opposants qui jusque là avaient échappé à la Gestapo. D'autres assurèrent que Goerdeler n'avait donné que les renseignements qu'il était convaincu être déjà aux mains de la Gestapo. Il fut condamné à mort, et exécuté le 2 février 1945, le même jour que Popitz et le Père Delp.

A la prison de Flossenburg, les détenus se transmettaient des messages de cellule en cellule en frappant suivant un code contre les parois. Le 9 avril, l'amiral Canaris communiqua : « On doit me pendre ce matin. » Il fut étranglé lentement avec un fil de fer. L'opération dura une demi-heure (1).

Après les blessures qu'il avait reçues à Livarot le 17 juillet et un bref séjour dans un hôpital de la région de Paris, le maréchal Rommel avait été emmené dans la propriété où habitait sa femme, à Herrlingen, petite localité à quelques kilomètres au Nord-Ouest d'Ulm (2). Il était soigné par des professeurs de l'Université de Tübingen. Son état s'améliora rapidement. Son fils, âgé de dix-sept ans, mobilisé dans une batterie antiaérienne, avait été mis en congé pour faire la lecture à son père que ses blessures avaient quelque temps rendu aveugle. Le 14 octobre, on annonça à l'ancien chef de l'Afrika Korps la visite de deux généraux, envoyés par le Führer pour discuter avec lui d'un nouveau commandement qui lui serait proposé. Rommel était méfiant. Les visiteurs arrivèrent en auto vers midi. C'étaient les généraux Meisel et Burgdorf, de la Direction du personnel de l'armée. Ils s'enfermèrent dans une pièce avec le maréchal et lui déclarèrent que le général Speidel, son ancien chef d'état-major, alors emprisonné, avait déclaré que Rommel aurait joué un rôle déterminant dans le complot si ses blessures ne l'avaient empêché. Le général Stülpnagel aurait fait des déclarations analogues. Le nom de Rommel aurait d'autre part été trouvé dans une liste de hauts

(1) D'après R.-W. Cooper, *The Nuremberg Trial*, page 169.
(2) Récit tiré en grande partie d'un article de M. René Payot, dans *le Journal de Genève* du 10 mai 1945, et du livre de R.-W. Cooper (page 168).

dignitaires du régime que Goerdeler devait installer. Le Führer avait la certitude de la culpabilité du maréchal. Mais il voulait éviter que son nom fût sali. Il lui laissait donc la possibilité de s'empoisonner, en lui donnant l'assurance que sa famille ne serait pas inquiétée, que le gouvernement prendrait soin d'elle. En cas de refus de Rommel, ces mêmes assurances n'étaient pas maintenues et le maréchal serait conduit devant le Tribunal du peuple à Berlin.

Rommel avait pu voir par la fenêtre d'autres automobiles arrêtées non loin de sa porte, pleines de civils : la Gestapo. Il sortit et informa successivement sa femme et son fils de la situation. Puis il prit son manteau de cuir, son bâton de maréchal, fit ses adieux à sa femme et à son fils. Il monta dans l'automobile sur le siège arrière, aux côtés du général le plus ancien, Meisel. Celui-ci lui avait dit qu'il avait sur lui une pilule agissant en trois secondes. La voiture traversa un bois. Le général Meisel la fit stopper et pria l'autre général et le conducteur de faire un tour dans le bois. Quand ceux-ci revinrent, le général Meisel était toujours assis et Rommel était penché en avant. De sa gorge sortaient comme des sanglots. Son bâton de maréchal était sur le plancher de la voiture. Celle-ci reprit sa marche vers Ulm, où elle s'arrêta à l'hôpital. Rommel mourut tandis qu'on l'étendait sur une civière. Le bâton était resté dans la voiture et à son retour à Berlin, le conducteur le remit à l'aide de camp du Führer, qui lui dit : « Que voulez-vous que je fasse de cette saleté ? »

Quand la voiture était partie de la maison du maréchal, la femme et le fils de celui-ci s'étaient agenouillés pour prier. Bientôt la sonnerie du téléphone avait retenti. L'hôpital d'Ulm prévenait que deux généraux venaient d'apporter le corps du maréchal Rommel, qui venait de succomber, vraisemblablement à la suite d'une attaque d'apoplexie. Hitler ordonna des funérailles d'Etat. Le maréchal von Rundstedt fit l'éloge du « grand soldat mort à la suite des blessures reçues en service commandé ».

Fabian von Schlabrendorff avait nié toute participation au complot, et cette attitude lui avait valu des tortures répétées. Le 3 février 1945 son procès s'ouvrait devant le Tribunal du peuple, sous la présidence de Roland Freisler. Les sirènes retentirent. Les avions ennemis approchaient. Le dossier de von Schlabrendorff en mains, Freisler s'attarda avant de descendre à l'abri. Une bombe tomba sur le Tribunal. Le plafond s'écroula et Freisler fut tué par la chute d'une poutre. Le dossier fut détruit dans l'incendie qui suivit et le procès fut remis

à plus tard. Le nouveau président, Dr Krohne, à l'audience du 16 mars, ne put porter contre Schlabrendorff que des accusations faiblement motivées, et l'accusé avait lui-même déposé une plainte pour tortures injustifiées. Il fut acquitté, mais on le maintint en prison en lui donnant l'assurance qu'il serait fusillé plus tard. On l'envoya effectivement à Flossenburg, où les détenus étaient rapidement liquidés.

A la fin mars, la situation militaire était presque désespérée. Elle s'aggravait chaque jour. Les Russes approchaient de Berlin. Dès lors le rythme des exécutions s'accrut. Les procès furent écourtés ou purement et simplement supprimés. Beaucoup des détenus encore survivants furent abattus sans autre formalités. C'est ainsi que furent exécutés Mumm von Schwarzenstein, le général Rabenau, le baron Kurt von Hammerstein, le secrétaire d'état Kempner, le gauleiter Joseph Wagner, Ernst Schneppenhorst, le baron von Guttenberg, Dietrich Bonhoffer, son frère Klaus et son beau-frère Donhanyi, les généraux Fellgiebel, Lindemann, Thiele, von Thüngen, l'oberpräsident von Lünninck, Arthur Nebe, Fritz Goerdeler, frère de Karl, l'avocat conseil de l'Eglise confessionnelle Gustav Perels, l'évêque Otto Müller, Hermann Maas, Bernard Letterhaus, Anton Saefkov, Richard Kuenzer... Il y eut plusieurs milliers d'exécutions sommaires. Le 13 avril 1945, Albrecht Haushofer fut tiré de sa prison de Moabit avec treize détenus politiques. Feignant de les libérer, les S.S. les abattirent d'une balle dans la nuque. Le frère de Haushofer retrouva le lendemain dans la main d'Albrecht un petit cahier qui contenait des poèmes écrits dans la prison, « Moabiter Sonette ».

Les exécutions sans jugement n'avaient d'ailleurs pas été la caractéristique des dernières semaines seulement. Il y en eut tout au long des neuf ou dix derniers mois. Le général comte Sponek avait été abattu dans sa cellule peu après le 20 juillet. Le général von Tiehberg, commandant la brigade où se trouvait le major Kuhn, avait reçu l'ordre de faire arrêter celui-ci. Il ne le fit pas sur-le-champ et Kuhn put passer dans les lignes russes. Von Tiehberg fut condamné à neuf mois de prison, mais Hitler fit annuler le jugement et le général fut fusillé. De nombreux témoignages affirment que les exécutions avaient souvent pris des formes féroces. Certains furent étranglés avec des cordes de piano, d'autres furent pendus par la gorge à des crochets de boucher. Ce fut probablement le cas du Père Delp. Hitler n'avait-il pas dit : « Je veux les voir pendus comme du bétail d'abattoir » ?

Il fallut la confusion des derniers jours, la débâcle mili-

taire, les transferts de camps sous la pression de l'avance ennemie, les bruits de paix séparée à l'ouest, la capitulation des armées d'Italie du Nord, pour que certains des conjurés pussent être retrouvés vivants, mêlés sur les routes du Tyrol ou d'ailleurs à d'autres prisonniers étrangers. Ce fut le cas de Fabian von Schlabrendorff, du général Thomas, du professeur Sauerbruch, des pasteurs Niemöller et Gerstenmaier, de Schacht et de son gendre Albert von Scherpenberg, de Joseph Müller, du capitaine Liedig, d'Ewald von Kleist, de Rudolf Pechel et de son épouse, etc... Très rares furent ceux qui avaient échappé complètement à la Gestapo. Ce fut cependant le cas de Gisevius qui, après plusieurs mois de vie cachée à Berlin, était parvenu à passer en Suisse grâce à d'actives complicités. Le général Halder avait été lui-même arrêté, emprisonné, jeté dans un camp de concentration. Echappé lui aussi au massacre, il comparaîtra au procès de Nüremberg comme témoin et s'y donnera les allures d'un authentique résistant. Jakob Kaiser réussira à vivre caché dans une cave et à échapper à l'incarcération. L'un des membres du cercle de Kreisau, Stelzter, originaire du Holstein, qui avait appartenu à l'état-major des Transports du général Groener pendant la première guerre mondiale, qui avait été arrêté en 1933 puis relâché, avait été désigné de nouveau comme chef du service des Transports de l'armée allemande en Norvège, dans l'état-major du général von Falkenhorst. Il avait pris des contacts avec la résistance norvégienne. Membre du mouvement œcuménique, il avait contribué à sauver l'évêque norvégien Berggrav, l'un des animateurs de la résistance à l'occupant. Il fut arrêté après le 20 juillet et condamné à mort. Il échappa à la potence, grâce à l'intervention d'un médecin finlandais qui avait soigné Himmler et qui avait pris contact avec ce dernier au moment où se précisaient chez lui les tendances à lâcher le Führer. Ce fut toutefois de justesse que Stelzter échappa au massacre final, avant l'arrivée des Russes. Les autorités britanniques le désignèrent comme administrateur civil du Schleswig-Holstein. Stelzter fut ainsi le seul à occuper après la chute de Hitler les fonctions que les conspirateurs avaient choisies pour lui.

Chapitre XI

L'APPROCHE DE LA DEFAITE ET LES DERNIERS COMPLOTS

Tandis que se déroulaient ces procès, que groupes par groupes, conjurés ou suspects mouraient sous les balles des pelotons d'exécution ou accrochés aux potences de la Gestapo, le IIIe Reich se précipitait vers sa sombre fin. La Finlande, la Roumanie, la Bulgarie avaient sollicité des armistices et une partie de leurs troupes s'était retournée contre les armées allemandes. La Grèce, la Yougoslavie, une bonne partie de la Hongrie étaient libérées de la Wehrmacht. Les pays baltes étaient occupés par les armées soviétiques et les combats se déroulaient aux frontières de la Prusse orientale. A l'ouest également les frontières du Reich étaient atteintes et Aix-la-Chapelle était tombée aux mains des Américains. Les ouvrages avancés de la ligne Siegfried étaient enlevés un à un. La contre-offensive de von Rundstedt avait stoppé l'attaque américaine sur la Roër, mais elle-même avait été rapidement bloquée. Les espoirs démesurés qu'elle avait fait naître étaient anéantis. Ni les V1, ni les V2 n'atténuaient l'effort de guerre britannique, n'arrêtaient les préparatifs de l'assaut final.. Le 15 janvier 1945, les armées soviétiques lançaient des offensives puissantes et, au début de février, l'Oder était bordé sur plus de deux cents kilomètres. Le bassin silésien était occupé, la Prusse orientale était isolée. A la fin du mois l'Oder était bordé jusqu'à son embouchure, Budapest était aux mains des Russes, l'attaque anglo-saxonne était reprise en direction du Rhin. A l'est, au sud, à l'ouest, les armées ennemies foulaient le sol du grand Reich allemand. Les escadres aériennes écrasaient chaque jour et chaque nuit ses villes et ses usines.

Les Allemands étaient-ils tous conscients de l'imminente défaite ? « Ausweglosigkeit », situation sans issue, pensaient-ils pour la plupart. Plutôt qu'au pessimisme, c'était à la Fatalité qu'ils s'abandonnaient, avec la part d'espoir qu'elle comporte. Ils écoutaient toujours Goebbels, qui assurait que l'Histoire ne se trompe pas et qu'une défaite allemande serait une erreur de l'Histoire. Ils attendaient avec patience les armes nouvelles qui arrêteraient l'adversaire, le contraindraient à de-

mander la paix. Les ouvriers travaillaient, les soldats combattaient. Ils espéraient parce que la consigne était d'espérer. Cependant la proximité immédiate des armées ennemies avait révélé la faiblesse d'un moral artificiellement entretenu. A l'est et à l'ouest des colonnes de réfugiés s'étaient lancées sur les routes, et les chefs nazis locaux n'avaient pas été en mesure d'arrêter les départs injustifiés, d'organiser les exodes que provoquait la panique. Certains n'avaient pas été les derniers à partir, abandonnant leurs fonctions administratives dans les villes ou les bourgades. Les journaux et la radio se remplissaient des cris d'indignation des autorités siégeant à Berlin. Des sanctions exemplaires étaient déjà prises et rendues publiques. Des bourgmestres avaient été déchus, puis fusillés ou pendus. La propagande stigmatisait ces lâches, « indignes d'un grand peuple ». Cependant les unités de Volksturm, constituées avec les derniers civils et vêtues avec les effets les plus disparates, avaient partout cédé à la première poussée de l'ennemi.. C'était un nouvel argument, cette levée en masse, que la propagande n'osait plus utiliser qu'avec circonspection. La foi dans le régime disparaissait, mais laissait-elle la place à un esprit d'opposition généralisé, susceptible d'action opportune contre Hitler et ses servants ? La défaite désormais inéluctable allait-elle faire lever une opposition populaire capable de balayer en quelques jours un régime qui menait le peuple à la totale destruction ? Il n'en fut rien, car si la majorité des Allemands admettait que la victoire était exclue, beaucoup d'entre eux n'en déduisaient pas pour autant que la défaite était inévitable et prochaine. Ils attendaient quelque solution neutre qui réservât l'avenir, qui permît d'attendre une meilleure occasion et ils rendaient responsable de l'échec non le Führer, mais ce Destin tragique auquel le peuple allemand serait voué jusqu'à ce que son heure fût venue de s'imposer au monde. Les conspirateurs, dont la presse avait diffusé les noms et dont beaucoup étaient déjà exécutés, étaient considérés comme des traîtres, de lâches renégats, des saboteurs des victoires du passé et des possibilités de victoires futures. Si l'on pensait aux millions d'étrangers que l'armée ou la police allemandes avaient contraints à venir travailler en Allemagne, ce n'était pas pour les plaindre, mais pour craindre que dans un pays où les hommes restaient peu nombreux, ils fussent un jour les plus forts. Quant aux charniers des camps de concentration, aux âpres fumées des fours crématoires, au massacre des prisonniers russes, on affectait de les ignorer.

Le bruit n'est parvenu que d'une seule nouvelle tentative, ou prétendue tentative, qui rappelât celles des années précédentes (1). Elle avait pour protagonistes des gens des mêmes milieux et devait cette fois avoir pour théâtre le secteur italien de la Wehrmacht. Le fils du général Oster, dégradé après le 20 juillet du grade de major à l'état de simple soldat, avait été envoyé sur le front d'Italie et là il avait déserté. Il avait pris contact avec l'état-major du général Alexander et lui avait communiqué un projet qui devait permettre de livrer Hitler aux autorités militaires britanniques. Le Führer devait être enlevé grâce à un audacieux coup de main lors d'une rencontre avec Mussolini à Bolzano, projetée pour le printemps 1945. Le général Vietinghoff et le général des Panzer Röttger, les colonels Moll et Pretzell devaient participer personnellement à l'opération et assurer son succès. Mais la réunion de Bolzano n'eut pas lieu !

Si une opposition au régime existait, elle était encore le fait d'éléments peu nombreux et son efficacité fut pratiquement nulle. Elle agissait peut-être plus par la crainte sourde qu'elle inspirait aux dirigeants du Reich, mal renseignés sur son existence et son ampleur, que par ses actes. Elle contribuera aussi à retarder la mobilisation totale de l'Allemagne, à maintenir des lacunes dans le totalitarisme de l'Etat. Des polices locales seront parfois au courant de faits d'hostilité au nazisme et les tairont pour éviter d'être elles-mêmes victimes des représailles pour dénonciations tardives que la Gestapo exerçait afin de couvrir ses propres insuffisances. L' « opposition » conservatrice et militaire ayant été anéantie après le 20 juillet, il n'y aura plus que d'épisodiques manifestations d'hostilité au régime de la part de petits groupements ouvriers, assez souvent d'inspiration communiste. Les autres groupements de gauche ne se départiront d'ailleurs pas de leur méfiance pour les initiatives de ces communistes qu'ils continueront à juger trop opportunistes, trop enclins à voler au secours de la victoire, à préparer les délégations qui accueilleraient les « libérateurs soviétiques » et à qui ils reprocheront encore leur imprudence, leur noyautage par de nombreux espions. Effectivement, un assez grand nombre de communistes furent arrêtés après juillet 1944 et une partie d'entre eux fut exécutée. Ces groupements antihitlériens diffusaient des tracts ou des papillons pour inviter la population à saboter le Volksturm, à lancer de faux bruits, notamment au sujet de l'attitude des dirigeants du parti, à déployer le plus grand nombre possible de drapeaux blancs à l'approche des armées adverses. En fait,

(1) Elle est citée par Rudolf Pechel (*Deutscher Widerstand*, page 247).

malgré les circonstances beaucoup plus favorables, il n'y eut pratiquement pas d'acte de sabotage volontaire. Une seule manifestation, d'ailleurs sans résultat, mérite d'être citée. Le 28 avril 1945, lorsque les Américains approchaient de Munich, un mouvement d'insurrection appuyé par quelques éléments populaires tenta de s'emparer de la ville. Il avait été suscité par le capitaine Gerngross, aidé par le vieux général von Epp, qui reniait maintenant son adhésion au nazisme. Mais les S.S. réprimeront le soulèvement avant que les Américains ne fussent entrés dans la ville.

Dans le parti nazi lui-même l'imminence de la défaite commençait à provoquer des changements d'attitude dus au désir d'échapper aux sanctions. Des fonctionnaires, des dirigeants locaux fuyaient ou se cachaient. D'autres tentaient d'atténuer la rigueur du traitement qu'ils avaient jusque là imposé aux détenus ou aux travailleurs étrangers. Cette fuite devant la responsabilité ne pouvait en aucune façon se présenter comme une opposition au régime. Il s'agissait seulement d'être moins mal placé au moment de la liquidation. Dans l'entourage même du Führer on trouva des exemples de cette attitude, commandée par la crainte d'être entraîné dans les voies du châtiment en même temps que cet homme dont l'optimisme déconcertait ses plus fidèles disciples. « Dans toute l'histoire du monde, il n'y a pas eu une seule coalition qui n'ait fini par se rompre. Nous devons attendre ce moment, si pénible que puisse devenir la situation », disait-il encore dans les dernières semaines.

Depuis des années Hitler s'imposait une réclusion volontaire, sans soupapes, sans distractions. Il limitait maintenant au minimum ses contacts avec ses subordonnés, ne recevait presque plus d'étrangers à son cercle habituel, au point que se répandit en Allemagne même le bruit que le Führer était bien mort. Retiré du monde, à la fois refusant de savoir tout ce qui se passait et soupçonnant toujours qu'on lui cachait quelque chose, il se croyait entouré de complots, voyait des conspirateurs dans tout officier de la Wehrmacht présent à son état-major, suspectait en bloc, en tant que classe, tous les généraux de trahison. Tous les replis, tous les échecs étaient le fait de leur trahison. A peine faisait-il exception pour ses collaborateurs les plus quotidiens, comme Keitel, Jodl, Burgdorf. Au cours de ces longues veillées qu'il prolongeait fréquemment jusqu'à l'aube, il ne recevait avec Eva Braun qu'un nombre d' « intimes » de plus en plus restreint.

Un tel genre de vie contribuait à délabrer sa santé. Il s'était fait faire des piqûres pour se guérir rapidement d'un rhume, puis il avait utilisé cette médication à toute occasion, et avec les encouragements des docteurs Morell et Brandt il en avait fait une habitude quotidienne, bien que le docteur von Asselbach lui eût affirmé plusieurs fois que chaque jour il s'empoisonnait davantage. Sa peau était décolorée, ses yeux étaient éteints, sa voix avait fléchi et tout son corps semblait accablé. Il était voûté, ne se déplaçait que lentement. Son bras droit avait été malmené par le choc reçu le 20 juillet et il n'en avait recouvré que lentement le plein usage. Son bras gauche était lui-même secoué de tremblements persistants. Il avait des crampes d'estomac, crachait des glaires, et il lui arrivait de garder le lit pendant deux ou trois jours. Pour épargner sa voix, il avait demandé à ses subordonnés de limiter à une demi-heure la durée du rapport quotidien. Au début de décembre on l'opéra des cordes vocales dans l'abri de la Chancellerie. Il griffonna sur des feuilles de papier les ordres destinés à préparer l'offensive des Ardennes. A Noël, sur l'insistance de Goebbels, qui ne voulait pas qu'on le crût mort, il parla à la radio pour annoncer le prochain emploi d'armes nouvelles. Bien que les médecins n'eussent rien trouvé de ce côté, il était convaincu qu'il avait une maladie de cœur, qu'il pouvait mourir d'un moment à l'autre, alors que le sort de l'Allemagne dépendait de sa vie.

C'est dans cette réclusion et dans cette déchéance physique que beaucoup de ses subordonnés immédiats trouvaient la raison de son entêtement, de la rage de destruction dont il était parfois saisi. Ce n'était plus avec l'assurance d'une prochaine et magnifique reconstruction qu'il accueillait les informations relatives à des destructions nouvelles, mais avec l'affirmation qu'un peuple qui renonce à combattre ne mérite pas de survivre, pas plus que ses villes et ses villages. Il désirait que l'on fît le vide devant l'envahisseur, que l'on détruisît les usines, les ponts, les canalisations d'eau, les chemins de fer, les stocks alimentaires, textiles ou autres, qu'on jetât sur les routes et les chemins tous les Allemands et tous les étrangers, prisonniers ou travailleurs.

Gudérian avait dit à Ribbentrop, en février 1945, que la guerre était perdue, et Ribbentrop s'était empressé de répéter au Führer l'opinion du chef d'Etat-Major général. Hitler n'avait pas en celui-ci non plus une confiance sans limites. Il lui avait adjoint un nazi plus authentique, le général des troupes de montagne Ritter von Hengl. Hitler convoqua Gudérian et lui déclara que de tels propos constituaient une trahi-

son. S'ils devaient se renouveler, le rang de chef d'Etat-Major général ne sauverait pas Gudérian du peloton d'exécution et sa famille de l'emprisonnement. (Gudérian fut d'ailleurs peu après remplacé par le général Krebs.) Le Führer tint des propos semblables au ministre de l'Armement Speer. Ce dernier avait été particulièrement sensible à la folie de la destruction dont le Führer était saisi. Ministre de la Production, architecte, constructeur, Speer avait rêvé de construire, construire, toujours construire. Et Hitler allait lui demander de tout démolir, tout saccager. Speer était un ami du Führer. Il n'avait jamais pensé à trahir. Il ignorait tout des complots. Mais pouvait-il rester fidèle à un dément, à un maniaque de la destruction ? Ce fut assez brutalement que son émotion le conduisit sur la voie du parjure, et rien ne permet d'affirmer qu'il eût réalisé jusqu'au bout ses projets. Il avait collaboré à la construction de la nouvelle Chancellerie. Il savait que les abris où Hitler, souvent accompagné de Bormann, Kaltenbrunner et Goebbels, passait une bonne partie de son temps, étaient aérés par de l'air conditionné qui arrivait par des tuyaux débouchant dans les jardins de la Chancellerie. Speer connaissait l'orifice. Il suffisait d'y introduire une quantité suffisante de substances toxiques volatiles pour que le Führer et ses compagnons fussent en quelques minutes exterminés. Speer parcourut les jardins. Il retrouva l'orifice d'aération, mais celui-ci était maintenant protégé par une cheminée haute de quatre mètres et l'opération projetée devenait pratiquement impossible. Speer n'insista pas. Il regretta un peu plus tard d'avoir songé à tuer son Führer, mais il n'en continua pas moins à considérer la guerre comme perdue et toute continuation comme criminelle. Le 18 mars, il écrivit une lettre à Hitler pour lui exposer tous les arguments économiques, militaires, politiques, qui établissaient irréfutablement l'impossibilité de vaincre. Il ajoutait qu'il fallait empêcher toute nouvelle destruction, sans quoi l'Allemagne ne pourrait plus se relever et la nation périrait. Hitler le fit appeler. Il lui dit que la nation devait effectivement périr si la guerre était perdue, que seules les nations fortes méritaient de survivre, que l'Allemagne vaincue ne pouvait être une nation forte, que les meilleurs étaient maintenant tombés et que seuls survivaient les plus faibles. Speer tenta vainement de convaincre le Führer. Celui-ci le mit en congé. Mais Speer n'en continua pas moins à multiplier les contre-ordres destinés à neutraliser les ordres de destruction émanant du Quartier général, allant jusqu'à faire distribuer des mitraillettes à des directeurs d'usines pour qu'ils en fassent usage

contre le gauleiter qui voudrait imposer la destruction. Le 29 mars, au cours d'une nouvelle entrevue, Hitler et Speer se réconcilièrent à travers des effusions sentimentales, mais chacun resta en fait sur ses positions. Speer, qui craignait pour sa vie, fit enregistrer sur disques un discours, qui fut diffusé par la radio le 3 mai, aussitôt après que l'amiral Doenitz eût succédé à Hitler. Il disait à ses compatriotes que la guerre était bien perdue et qu'il fallait sans tarder penser au relèvement de l'Allemagne, faire sans délai un gros effort de reconstruction, particulièrement dans le domaine des communications.

Mais ce fut le « fidèle Henri », le doux Himmler, amateur de musique et d'antiquités scandinaves, bon père de famille, chef de la police, ministre de l'Intérieur et commandant de l'armée de réserve, qui fit dans les derniers jours la tentative la mieux établie pour éliminer du pouvoir son Führer (1). Le travail de sape que le jeune général des S.S. Schellenberg, chef du service d'information du Parti, avait mené depuis plus de deux ans, pour amener son maître à cheminer lentement vers un parjure qui eut été récompensé par la prise du pouvoir, allait-il enfin aboutir à l'issue convoitée ? Schellenberg s'était adjoint des seconds dont l'influence n'avait cessé de croître : l'astrologue Wulf et le masseur même de Himmler, le Finlandais Kersten. Mais depuis sa brève compromission avec Popitz et Langbehn, Himmler n'avait pas laissé voir une fissure dans sa loyauté à l'égard du Führer. Il avait écarté sans s'y attarder les suggestions, dûment enveloppées, de faire intervenir à son profit les médecins de l'entourage de Hitler ou des généraux S.S. qu'il avait bien en mains. Il avait considéré comme une simple pitrerie le projet de la demoiselle Hanfstaengl, de Munich, de faire enlever Hitler et de l'installer à l'Obersalzberg comme chef d'Etat postiche en laissant tout le pouvoir effectif aux mains du Reichsführer Himmler. Cependant l'idée de succéder au Führer avait conservé pour lui son attrait, en dépit de la catastrophe imminente qui ne permettrait pas un long règne. Son accession au commandement supérieur de l'armée de réserve, d'une armée qui maintenant combattait en Allemagne orientale, avait comblé des vœux anciens et accru son vertige devant l'étendue de ses propres pouvoirs. Pourquoi avant la fin ne passerait-il pas du deuxième au premier rang ? Il avait dans les dernières

(1) Les enquêtes de W.-A. Dulles et de Trevor Roper, le témoignage du comte Folke Bernadotte, le compte rendu de l'interrogatoire de Schellenberg, le Journal tenu dans les dernières semaines par Schwerin von Krosigk, certaines dépositions au procès de Nuremberg, permettent, malgré quelques divergences de détail, d'établir l'histoire de « la trahison » de Himmler.

semaines accepté plus d'une fois de discuter avec Schellenberg des possibilités d'une capitulation à l'ouest qui eût permis de poursuivre la lutte à l'est. Son subordonné et inspirateur ne lui avait pas caché que certaines difficultés se présenteraient, mais Himmler portait si allègrement le poids de ses responsabilités dans la mort de millions de ses contemporains et dans l'effroyable cortège d'atrocités que l'Histoire associera à son nom, qu'il semblait tomber des nues à la remarque que les Alliés le considéraient comme un monstre et répugneraient à traiter avec lui, qu'en Allemagne même, ni l'armée, ni la marine, ni le corps des fonctionnaires ne voudraient reconnaître spontanément son autorité. Ce ne fut pas lui-même qui prit l'initiative de chercher des contacts, mais il ne résista pas quand l'occasion se présenta, sous la forme d'entretiens avec le comte Bernadotte. Celui-ci, délégué de la Croix-Rouge suédoise, était inquiet du sort qui pouvait être réservé aux prisonniers civils norvégiens et danois en Allemagne. Ne parlait-on pas de la liquidation de tous les détenus civils avant la capitulation ? A Paris, le consul de Suède Nordling avait réussi à obtenir des autorités allemandes, avant l'évacuation de la France, la libération d'un certain nombre de prisonniers civils. Le comte Bernadotte voulait s'inspirer de ce précédent. Mais les démarches par les voies normales étaient trop lentes pour n'être pas désormais vouées à l'échec et il estimait que seul un entretien direct avec Himmler pourrait lui donner satisfaction. Il obtint en février 1945 l'autorisation de venir en Allemagne en mission officielle pour s'occuper du rapatriement des femmes d'origine suédoise mariées à des Allemands disparus au cours de la guerre. Il ne put avoir d'entretiens directs avec Himmler qu'après des conversations préalables avec Kaltenbrunner et Ribbentrop, tous deux assez intrigués par le désir de Bernadotte de voir personnellement le chef de la police. Grâce à Schellenberg, il put rencontrer Himmler le 19 février 1945 à Hohen-Lüchen, à cent vingt kilomètres au Nord-Ouest de Berlin. Il obtint d'ailleurs la promesse du transfert en Suède des prisonniers civils danois et norvégiens.

Himmler venait de trouver dans l'état de santé de Hitler une raison suffisante pour se dégager de son serment de fidélité. Il consulta le professeur de Crinis, chef de la division de psychiâtrie d'un grand hôpital et lui soumit des photographies récentes du Führer et une description de son attitude physique. De Crinis déclara découvrir les symptômes de la maladie de Parkinson, qui se manifeste par des tremblements, des convulsions, et une rigidité spéciale des muscles entraînant une

modification de l'attitude et des mouvements. Cette maladie est en général la conséquence d'une encéphalite à la base du cerveau. Himmler demanda à de Crinis de confronter son opinion avec celles des médecins personnels du Führer, les docteurs Morell et Stumpfeger. Mais tout en admettant certains des arguments du professeur de Crinis, le docteur Stumpfeger n'en tira pas les mêmes conclusions et la conférence n'eut pas de suite. Himmler resta cependant convaincu que l'état du Führer était grave et que des épreuves nouvelles auraient raison de lui.

Après sa conversàtion avec le comte Berñadotte et de nouveaux échanges de vues avec Schellenberg, il avait chargé celui-ci de demander au comte Bernadotte de se rendre au Quartier Général allié pour étudier les possibilités d'entrer en pourparlers. Bernadotte s'y était refusé, car ses voyages en France l'avaient convaincu que les Alliés n'envisageaient aucune conversation avec les Allemands.

Le 19 avril, par l'intermédiaire de Walter Schellenberg, Himmler rencontra le ministre des Finances Schwerin von Krosigk, qu'il n'avait pas vu depuis des années et qu'il avait toujours considéré comme un « mou ». Le ministre Seldte discutait en même temps avec Schellenberg. Il désirait que Himmler prît la direction de l'Etat, qu'il contraignît le Chancelier à lire le lendemain, jour de son anniversaire, une proclamation annonçant un plébiscite et la fondation d'un nouveau parti, reprenant par là sans le savoir une idée émise par Goerdeler et qui avait alors paru ridicule. Elle ne l'était pas moins à pareille époque. On discuta même du nom à donner au nouveau parti. Le Tribunal du peuple, qui avait condamné à mort la plupart des conspirateurs, serait supprimé. Schwerin von Krosigk était convaincu que la guerre était inévitablement perdue et qu'il importait d'y mettre fin au plus tôt. Il acceptait l'accession de Himmler à la direction de l'Etat et lui-même prendrait la direction des Affaires Etrangères.

Le 23 avril, alors que l'armée Patton était entrée en Tchécoslovaquie, que Hodge était à Leipzig, Patch à Nüremberg, que Simpson attendait les Russes au delà de l'Elbe, que l'armée française avait atteint la frontière suisse au delà du Danube, que les Anglais avaient débordé Hambourg, que les troupes de Youkov étaient entrées dans les ruines de Berlin, Himmler demanda de nouveau au comte Bernadotte, revenu en Allemagne pour protester contre la lenteur du regroupement des prisonniers scandinaves, d'organiser une entrevue avec le général Eisenhower pour lui annoncer qu'il était prêt à faire

capituler les forces allemandes du front occidental. S'il faisait faire par Schellenberg cette démarche, ce n'était pas sans avoir écarté quelques derniers scrupules. N'était-ce pas en ces moments difficiles que la fidélité avait le plus de prix ? Il avait téléphoné au Führer pour insister auprès de lui afin qu'il quittât Berlin et poursuivît au Sud la résistance. Il avait envoyé une partie de son bataillon d'escorte pour défendre la Chancellerie. Puis il avait appris la crise nerveuse de Hitler du 22 avril, ses accusations de trahison et d'incapacité lancées contre tous ses compatriotes, sa résolution de ne pas quitter Berlin, de mourir à la Chancellerie et de faire disparaître son corps. Dès lors ses scrupules s'étaient volatilisés. Le Führer était perdu pour les Allemands et il importait désormais de limiter les dégâts. Et qui pouvait le faire sinon lui, le deuxième personnage du Reich dans l'échelle des pouvoirs effectifs ?

Dans la nuit du 23 au 24 avril, Himmler vint personnellement à Lübeck, au siège de la légation de Suède, pour reprendre contact avec le comte Bernadotte. L'entretien eut lieu dans une cave, à la lueur d'une bougie, au cours d'une alerte. Himmler déclara que Hitler ne pouvait pas survivre aux coups que le destin lui portait jusque dans sa capitale, qu'il était probablement mort à l'heure présente et que de toute façon la congestion cérébrale aurait raison de lui avant deux ou trois jours. Estimant qu'il était seul à pouvoir prendre les responsabilités de la direction de l'Etat, il pria le comte Bernadotte de communiquer aux Alliés l'offre de reddition des forces allemandes de l'ouest. Le comte Bernadotte transmit cette offre au gouvernement suédois, qui la fit connaître aux représentants des gouvernements alliés à Stockholm. Les chefs des gouvernements alliés se consultèrent et rejetèrent cette offre de reddition partielle émanant d'une autorité contestable.

Quand la nouvelle de ces négociations, transmise par l'agence Reuter, fut communiquée au Führer, celui-ci eut un accès de rage et d'amertume qu'on eût pu prendre pour une crise de folie. Il imagina des liens entre cette trahison, la dernière qu'il eût attendue, et la passivité des armées sur lesquelles il comptait pour dégager Berlin, et qui n'existaient plus guère que dans son imagination. Mensonges et trahison ! Tout n'était donc autour de lui que tromperie et corruption ! En cette nuit du 28 au 29 avril il rédigea son testament politique et son testament privé. Il déclarait dans le premier relever Himmler de ses fonctions et le chasser du parti nazi pour avoir couvert le pays de honte en négociant secrètement avec l'ennemi et avoir essayé de s'emparer illégalement de la direction de l'Etat. Le 1er mai, après que Bormann eut annoncé la mort de Hitler, l'amiral Doenitz prit la succession du Führer, avec Schwerin von Krosigk comme ministre des Affaires étrangères, alors que Hitler avait désigné Seyss-Inquart pour ce poste. Himmler se rendit dans la nuit à Flensburg, siège du nouveau Quartier général. Profondément ulcéré par la ruine de ses espoirs, il attendait cependant de Doenitz qu'il lui offrît de rester le deuxième personnage de l'Etat. L'amiral lui fit connaître qu'il avait décidé de se passer de son aide. Son opulent état-major et ce qui restait de son bataillon d'escorte se dispersèrent au souffle de la débâcle. Il échafauda encore quelques projets : créer au Schlesvig une administration nationale-socialiste réformée, retrouver un commandement militaire sur le front de Berlin. La capitulation ne lui laissa pas le temps d'imaginer d'autres fantaisies. Désemparé, errant sur les chemins, il fut arrêté peu après en zone britannique, sous les vêtements d'un simple soldat, un bandeau sur l'œil. Quand le médecin qui l'examinait voulut mettre un doigt dans sa bouche, il écrasa entre ses dents une ampoule de cyanure et mourut aussitôt.

Dès le 25 avril, Hitler avait relevé Goering de toutes ses fonctions pour avoir voulu échapper à son autorité. Il était assez paradoxal que la trahison de Himmler, de celui qui avait constamment soutenu le régime par la terreur policière, fût désormais patente, alors que la défection de Goering, sur la loyauté duquel des doutes avaient constamment plané, ne fût sans doute pas effective.

Le 22 avril, dans son abri souterrain de la Chancellerie, quand on lui eut enlevé toute illusion sur la possibilité de dégager Berlin et qu'il eut pour la première fois exprimé sa conviction que la défaite était inévitable, Hitler avait jeté un flot d'injures à l'adresse de tous les traîtres dont il se disait entouré, et après avoir affirmé qu'il ne quitterait plus la capitale, il avait ajouté : « Il n'est plus question de se battre. Nous n'avons plus rien. Pour négocier, Goering s'en tirera mieux que moi. » Dans quel esprit avait-il prononcé ces paroles ? Etait-ce une indication donnée à ses auditeurs, ou la simple expression d'une rageuse et passagère amertume ? Plusieurs fois, il avait soupçonné son second d'avoir tenté d'entrer en contact avec les adversaires, et Martin Bormann avait entretenu ses soupçons, mais celui-ci nourrissait lui-même l'ambition de succéder au Führer et ses allusions à la brutale maladresse de Himmler, à l'incapacité de Goering de relever l'aviation, avaient été fréquentes. N'avait-on pas jasé à propos

même de l'absence de Goering au Quartier général avant et au moment de l'attentat du 20 juillet ? (Même à Nüremberg on relèvera encore ces bruits sans fondement.) Le Reichsmarschall avait quitté Berlin le 20 avril, après la brève cérémonie à l'occasion de l'anniversaire du Führer, et il s'était replié avec une partie de l'Etat-Major à Berchtesgaden. Le 23 avril, le général Koller (1), son chef d'état-major, vint spécialement de Berlin à Berchtesgaden pour l'informer des paroles du Führer, laissant entendre que Hitler désirait mourir dans sa capitale et lui laissait carte blanche pour régler la suite. Goering fit chercher une boîte en fer-blanc contenant le décret de juillet 1941, faisant de lui le successeur du Führer ; il prit conseil de ses adjoints, consulta le Dr Lammers, chef de la chancellerie. Celui-ci assura que, bien que Bormann ait cherché à se substituer au maréchal, aucun contre-ordre n'avait annulé la désignation de Goering comme successeur de Hitler. Goering devait donc accepter l'héritage et on se résolut à l'envoi d'un télégramme demandant confirmation :

« Mon Führer, étant donnée votre décision de rester à votre poste dans la forteresse de Berlin, êtes-vous d'accord pour que je prenne dès maintenant la direction totale du Reich, avec pleine liberté d'action à l'intérieur comme à l'extérieur, conformément à votre décret du 29 juin 1941 ? Si je n'ai pas reçu de réponse à dix heures du soir, je considérerai que vous avez perdu votre liberté d'action et que les conditions du décret sont remplies. J'agirai alors pour le mieux du pays et de notre peuple. Vous savez quels sont mes sentiments à votre égard dans ces heures les plus graves de ma vie. Les mots me manquent pour les exprimer. Que Dieu vous protège et qu'en dépit de tout, il vous amène rapidement ici.

« Votre loyal Hermann GOERING. »

Des télégrammes explicatifs étaient envoyés en même temps à Keitel, à Ribbentrop et au colonel von Below, attaché de la Luftwaffe au Quartier général. Mais Bormann insista auprès de Hitler sur « l'incorrection » de ce télégramme, son caractère d'ultimatum. Il lui rappela les tentatives précédentes de Goering pour traiter avec l'ennemi. Hitler est alors abruti par la fatigue, l'ambiance étouffante de l'abri et le bombardement de la capitale. Il admet l'interprétation de Bormann : « Un ignoble ultimatum ! plus de loyauté, plus d'honneur, que de l'amertume et que des trahisons ! Avant la fin, j'aurai

(1) Le Journal tenu par le général Koller au cours de ces jours critiques apporte d'intéressantes précisions.

reçu toutes les blessures. » Il fait aussitôt répondre à Goering qu'il a encore pleine liberté d'action, qu'il interdit toute décision indépendante. Il lui fait dire que son initiative est un acte de haute trahison envers le national-socialisme et envers le Führer, qu'il mérite la peine de mort, que celle-ci ne lui sera épargnée qu'en raison des services antérieurement rendus, à condition toutefois qu'il se démette immédiatement de ses fonctions. Il devra répondre par oui ou par non. Et Bormann fait suivre ce télégramme d'un ordre adressé au chef des S.S. de Berchtesgaden, lui enjoignant d'arrêter Goering pour haute trahison, ainsi que le Dr Lammers et le général Koller et précisant qu'il répondrait sur sa vie de l'exécution de cet ordre. L'Obersturmführer S.S. Bredow procéda aux arrestations exigées. Goering démissionna le lendemain. Il exprima l'avis qu'il était indispensable d'ouvrir des négociations et que lui-même volerait vers Eisenhower si c'était nécessaire. Par ordre du maréchal Kesselring il recouvrera sa liberté le 5 mai. Koller avait déjà été rappelé à Berlin, où le général Ritter von Greim avait reçu la succession de Goering comme chef de l'aviation allemande, laquelle ne comportait plus que quelques avions ne sachant plus où atterrir.

Dans la soirée du 28 avril, quelques heures après qu'il eût appris la tentative de Himmler pour se substituer à lui, Hitler faisait fusiller son ami Fegelein, l'ancien palefrenier, beau-frère d'Eva Braun, dans le jardin de la Chancellerie. Fegelein avait quitté l'abri clandestinement la veille et on l'avait rattrapé. N'était-il pas du complot ? Qui restait-il qui ne fût pas contre lui ? Mensonges et trahison ! Encore ignorait-il, pour ne citer que ceux-là, que déjà Kesselring, malgré sa réputation de maréchal nazi, avait lui-même amorcé les négociations que le général Vietinghoff, le général des S.S. Wolf et l'ambassadeur Rahn poursuivaient avec les représentants anglo-américains pour la reddition des armées allemandes en Italie, que le chef du Werewolf, du « Loup garou », l'Obergruppenführer S.S. Pruetzmann, et le Gauleiter de Hambourg, négociaient avec les Anglais par l'intermédiaire de résistants danois.

Le 30 avril 1945, vers trois heures et demie de l'après-midi, Hitler et son épouse Eva Braun se tuaient, et leurs corps arrosés de pétrole allaient se consumer lentement dans les jardins de la Chancellerie. Telle est du moins, selon les conclusions de plusieurs enquêtes, la version la plus communément acceptée de la disparition du Führer, bien qu'aucune trace n'ait été retrouvée de cette double calcination. Un peu plus

tard, après avoir empoisonné leurs six enfants, les époux Goebbels se donnaient la mort à leur tour et leurs cadavres seront retrouvés à demi-consumés. Les derniers occupants de l'abri souterrain allaient sortir pour tenter leur dernière chance dans des rues où la bataille faisait rage.

Hitler avait disparu et lui seul avait décidé de sa disparition, lui seul avait réussi l'opération qui devait libérer l'Allemagne de son omnipotence. Mais aucun conspirateur n'allait se saisir de l'héritage, et ce seraient les Russes qui quelques jours plus tard planteraient leurs emblèmes sur les ruines de la Chancellerie.

1680 IMP. DU PARNASSE, 9, RUE ÉDOUARD-JACQUES, PARIS (14e) 30-4-48

VIENT DE PARAITRE

R. S. COTTERILL

Professeur au Collège d'Etat de Floride

HISTOIRE DES AMÉRIQUES

Traduit de l'anglais par R. JOUAN

Un vol. in-8 de 392 pages de la *Bibliothèque Historique*.

ERNEST FISCHER

HISTOIRE DE LA SUISSE

des origines à nos jours

Un vol. in-8 de la *Bibliothèque Historique*.

MAURICE GOGUEL

Professeur à la Sorbonne
Doyen honoraire de la Faculté libre de théologie protestante de Paris

Jésus et les origines du Christianisme

LA NAISSANCE DU CHRISTIANISME

Un vol. in-8 de 608 pages de la *Bibliothèque Historique*.

MICHEL PRICHVINE

GINSENG

La Racine de Vie
et autres récits d'un chasseur russe
Traduit du russe par G. WELTER

Un vol. in-8 de la *Bibliothèque Géographique*.

VIENT DE PARAITRE

L. M. SANDOZ

HYGIÈNE ALIMENTAIRE MODERNE

Précis d'alimentation

Préface du Dr G. MOURIQUAND
Professeur à la Faculté de Médecine de Lyon

Un vol. in-8 de la *Bibliothèque Scientifique*.

G. STÄHLIN

Ancien professeur d'Histoire de l'Europe orientale à l'Université de Berlin

LA RUSSIE

des origines à la naissance de Pierre le Grand

Un vol. in-8 de la *Bibliothèque Historique*, avec 3 cartes.

RÉIMPRESSIONS

E. CAVAIGNAC

Ancien professeur à l'Université de Strasbourg

CHRONOLOGIE DE L'HISTOIRE MONDIALE

3e édition revue et augmentée

Un vol. in-8 de la *Bibliothèque Historique*.

E. F. GAUTIER

Professeur à l'Université d'Alger

LE SAHARA

Structure. Climat. Limites. Histoire. La vie physique. Les régions (Egypte, Sahara, Tibbou, Fezzan, Sahara Touareg)

Un vol. in-8 de la *Bibliothèque Géographique*, avec 20 illustrations.

Vient de paraître

Capitaine de frégate
GEORGE STITT
de la marine royale britannique

Sous le commandement de l'Amiral Cunningham

LA CAMPAGNE DE MÉDITERRANÉE 1940-1943

Avec 11 cartes et plans
Traduit par le Commandant COGNIET
Membre de l'Académie de Marine

Un volume in-8 de la *Collection de Mémoires, Etudes et Documents pour servir à l'Histoire de la Guerre*

O. & E. LATTIMORE

LA GENÈSE DE LA CHINE MODERNE

Un volume in-8 de la *Bibliothèque Géographique*, avec 7 cartes.

BURNET HERSHEY

L'AVIATION DANS LE MONDE

Un monde aéropolitique. — La victoire des airs. — Les ailes de France. — Laboratoires de guerre. — Le siècle de l'air.

Traduit de l'américain par S. CAMPAUX

Un volume in-8 de la *Collection de Documents et de Témoignages pour servir à l'Histoire de Notre Temps*

BRUNO LASKER
Membre de l'American Sociological Society

LES PEUPLES DE L'ASIE EN MOUVEMENT

Les migrations humaines modernes
CHINE — CORÉE — JAPON — INDES MALAISIE

Un volume in-8 de la *Bibliothèque Géographique*.

J. J. GAPANOVITCH
[illegible]

HISTORIOGRAPHIE RUSSE

(hors de la Russie)

Traduction et notes par Basile P. NIKITINE
ancien consul

Préface du baron MICHEL A. DE TAUBE
Membre de l'Institut de Droit International

Un volume in-8 de la *Bibliothèque Historique* (tirage limité à 1.300 exemplaires).

GASTON BOUTHOUL

Ancien professeur à l'École des Hautes-Études sociales
Membre de l'Institut International de Sociologie

TRAITÉ DE SOCIOLOGIE

Historique. — Sociologie statique. — Structures sociales. — Les formes de la hiérarchie. — La psychologie sociale. — Les mentalités. — L'interpsychologie. — Comparaison et classification des sociétés.

Un volume in-8 de la *Bibliothèque Scientifique*.

Réimpressions

WILL DURANT

HISTOIRE DE LA CIVILISATION

Préface et traduction de CHARLES MOUREY

TOME I. — **Les Origines, la Sumérie, l'Egypte, la Babylonie, l'Assyrie.**
TOME II. — **La Judée, la Perse, l'Inde.**
TOME III. — **La Chine, le Japon.**

(Les 3 volumes sont vendus ensemble.)

EDOUARD HERRIOT
de l'Académie française

MADAME RÉCAMIER ET SES AMIS

Un volume in-16

CHARLES WERNER
Professeur à l'Université de Genève

LA PHILOSOPHIE GRECQUE

Un volume in-8.